



CHAMBRE DES COMMUNES
HOUSE OF COMMONS
CANADA

44^e LÉGISLATURE, 1^{re} SESSION

Débats de la Chambre des communes

Compte rendu officiel
(Hansard)

Volume 151 N° 003
Le mercredi 24 novembre 2021

Présidence de l'honorable Anthony Rota



TABLE DES MATIÈRES

(La table des matières quotidienne des délibérations se trouve à la fin du présent numéro.)

CHAMBRE DES COMMUNES

Le mercredi 24 novembre 2021

La séance est ouverte à 14 heures.

Prière

• (1405)

[Français]

Le Président: Puisque nous sommes mercredi, nous allons maintenant chanter l'hymne national, qui sera entonné par le député d'Argenteuil—La Petite-Nation.

DÉCLARATIONS DE DÉPUTÉS

[Traduction]

LE PARC TECHNOLOGIQUE DE KANATA-NORD

Mme Jenna Sudds (Kanata—Carleton, Lib.): Monsieur le Président, c'est un honneur pour moi de souligner la croissance et l'apport de nombreuses entreprises de ma circonscription, en particulier celles du parc technologique de Kanata-Nord, tout au long de la pandémie de COVID-19.

Le parc technologique de Kanata-Nord réunit plus de 540 entreprises et il contribue au PIB du Canada à hauteur de plus de 13 milliards de dollars par année. L'innovation, les technologies et les appareils issus de ces entreprises sont les éléments centraux des réseaux de télécommunication du pays.

Il y a deux semaines, l'Association des gens d'affaires de Kanata-Nord a ouvert ses portes à un nouvel espace communautaire appelé Hub350. Grâce à des partenaires exceptionnels comme l'Université Carleton et l'Université d'Ottawa, ainsi qu'à des joueurs de l'industrie comme Telus, BlackBerry QNX et Wesley Clover, l'avenir s'annonce prometteur.

Je tiens à remercier l'Association des gens d'affaires de Kanata-Nord de son leadership, de son engagement à rassembler l'industrie et les universités, ainsi que du lancement du projet Hub350 et de la zone d'innovation 5G.

* * *

LA 44^E LÉGISLATURE

M. Scott Aitchison (Parry Sound—Muskoka, PCC): Monsieur le Président, c'est pour moi un honneur de pouvoir prendre la parole dans cette enceinte pour remercier mes concitoyens de Parry Sound—Muskoka de m'avoir de nouveau accordé leur confiance pour que je les représente à la Chambre.

Plus tôt ce mois-ci, j'ai eu le plaisir de participer à la collecte de cendre organisée par l'organisme Friends of the Muskoka Water-

shed, à Bracebridge. Créé par M. Norman Yan, le projet ASHMuskoka vise à lutter contre le problème d'ostéoporose écologique qui touche les arbres de Muskoka en utilisant de la cendre recueillie dans des poêles à bois résidentiels afin de renouveler la teneur en calcium dans le sol et l'eau.

Ce n'est qu'un exemple parmi d'autres qui montre comment les Canadiens ordinaires de toutes allégeances politiques peuvent unir leurs efforts pour s'attaquer à un problème. Alors que nous amorçons la 44^e législature, j'invite mes collègues des deux côtés de la Chambre à suivre cet exemple.

Les Canadiens en ont assez de la partisanerie et de l'obstruction. Ils sont las des querelles et des beaux discours. Chacun d'entre nous a été envoyé à la Chambre pour résoudre les problèmes auxquels les Canadiens doivent faire face. J'exhorte tous les députés à tendre la main à leurs collègues d'en face, à trouver un terrain d'entente et à répondre aux attentes de la population en s'efforçant constamment de bâtir un avenir meilleur pour le Canada.

* * *

• (1410)

LA FONDATION MANMEET SINGH BHULLAR

M. Maninder Sidhu (Brampton-Est, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour saluer la mémoire d'un grand homme, M. Manmeet Singh Bhullar. Il a tragiquement perdu la vie en 2015 après s'être arrêté pour aider un automobiliste sur une autoroute.

M. Bhullar était déterminé à aider les plus démunis, non seulement au Canada, mais aussi partout dans le monde. Grâce à ses efforts et à une collaboration entre le gouvernement du Canada et la fondation Manmeet Singh Bhullar, un grand nombre de personnes appartenant aux minorités sikhes et hindoues de l'Afghanistan vivent maintenant au Canada et s'épanouissent. Les enfants vont à l'école, et les adultes travaillent et redonnent à la communauté. Plus important encore, en raison de la Charte canadienne des droits et libertés, ils peuvent pratiquer leur religion librement. Ils vivent le rêve canadien. L'œuvre de M. Bhullar se perpétuera par l'entremise de la fondation, en collaboration avec le gouvernement du Canada.

Meeta, comme beaucoup d'entre nous l'appelaient, en a inspiré plus d'un à la Chambre. Sa passion, sa détermination et son dynamisme étaient contagieux. Il a touché la vie de bien des gens pendant son passage parmi nous.

Je remercie mon ami d'avoir été une source d'inspiration pour nous. Il nous manquera à jamais.

Déclarations de députés

[Français]

NATHALIE LACROIX

Mme Claude DeBellefeuille (Salaberry—Suroît, BQ): Monsieur le Président, lorsque je dis que je suis fière d'être députée de Salaberry—Suroît, c'est parce que j'ai toutes les raisons de l'être.

J'ai l'honneur de côtoyer des gens d'exception, dont fait partie le plus récent Coup de cœur des Agricultrices du Québec. Pionnière, déterminée et innovante: voilà ce qui décrit Nathalie Lacroix, copropriétaire de l'entreprise Petits Fruits St-Louis, à Saint-Louis-de-Gonzague.

Mme Lacroix s'est lancée en 2011 dans la production d'un fruit encore méconnu, la camerise biologique. Aujourd'hui, ce sont des milliers d'adeptes qui font le plein de ce petit fruit directement dans le champ des Lacroix-Léger ou qui achètent toutes sortes de leurs délicieuses créations.

Mme Lacroix est une femme vraiment admirable, qui sait partager avec sa famille et sa communauté ses talents et ses passions.

Chère Nathalie, tu es une femme de tête, une femme de cœur. Tu es une digne représentante des agricultrices du Québec. Mon amie, nous nous voyons bientôt à la boutique. J'ai encore des cadeaux de Noël à acheter.

* * *

LES CITOYENS DE BOURASSA

M. Emmanuel Dubourg (Bourassa, Lib.): Monsieur le Président, à l'aube de cette 44^e législature, je désire remercier chaleureusement les citoyens de la circonscription de Bourassa, qui m'ont fait confiance pour la quatrième élection consécutive.

Quel privilège! Je suis très fier de les représenter.

J'en profite pour remercier mes employés de la qualité des services dispensés. Je remercie aussi ma famille de son soutien indéfectible, ainsi que les nombreux bénévoles qui ont participé à mes campagnes.

Depuis 2015, la qualité de vie des citoyens s'est nettement améliorée, mais il en reste beaucoup à faire. Ensemble, nous devons continuer à combattre l'insécurité, développer plus de logements abordables, accompagner les aînés et, surtout, construire un centre sportif.

Citoyens de ma circonscription, soyez assurés que je serai toujours à vos côtés, *at your side, a su lado, al vostro fianco, ana maatcom, avèwmapmaché*.

* * *

[Traduction]

LE PARTI CONSERVATEUR DU CANADA

M. Dean Allison (Niagara-Ouest, PCC): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour remercier les habitants de Niagara-Ouest de m'avoir accordé leur confiance pour une septième fois consécutive. Je suis fier et honoré de les représenter, une fois de plus, à la Chambre. Je suis touché de savoir que j'ai reçu plus de votes cette fois-ci que lors des élections précédentes. Je remercie mes concitoyens de Niagara-Ouest de leur soutien.

Comme nous le savons tous, ces élections ont créé énormément de division. Il en a été ainsi uniquement parce que le premier ministre dirige un gouvernement corrompu et cachottier. Les Cana-

diens devraient s'inquiéter du fait que le premier ministre tente de nous diviser en dressant un groupe de Canadiens contre un autre. Ce n'est pas ainsi qu'on devrait diriger le pays.

Le premier ministre laisse également tomber les Canadiens dans le dossier de l'économie. Il suffit de voir la montée en flèche de l'inflation et la crise du coût de la vie que nous connaissons à l'heure actuelle, comme en témoigne la hausse des prix des denrées alimentaires, de l'essence et d'autres choses essentielles comme le chauffage domestique.

Mes concitoyens sont inquiets; les Canadiens sont inquiets. Heureusement, ils peuvent compter sur une opposition officielle forte et unie, à savoir le Parti conservateur, pour défendre les intérêts de tous les Canadiens, et c'est exactement ce que nous avons l'intention de faire.

* * *

HOMES UNLIMITED

Mme Arielle Kayabaga (London-Ouest, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour la première fois à la Chambre pour parler d'une question qui me touche personnellement.

[Français]

Ma famille et moi sommes arrivés au Canada en tant que réfugiés avec rien que nos habits sur le dos.

[Traduction]

Durant mes premières années au Canada, j'ai vécu dans un logement social. Compte tenu du taux d'itinérance dans tout le pays, je sais que nous avons été chanceux. Un logement accessible et abordable n'est pas un privilège. Cela devrait être un droit universel.

Tous les habitants de London et de ce pays méritent d'avoir un toit au-dessus de leur tête. C'est pourquoi je tiens à parler de Homes Unlimited, un organisme qui travaille sans relâche depuis 1972 afin d'aider à combler le manque de logements pour les habitants de London à l'aide de solutions de logement abordable. Tecumseh Place est un développement immobilier qui fait partie de Homes Unlimited et qui vise à fournir des logements abordables aux familles de London-Ouest.

Je tiens également à souligner le besoin de logements dans tout le Canada et à remercier le gouvernement d'avoir fait de cet enjeu une priorité de son mandat. J'espère que les députés d'en face accepteront d'en faire une question non partisane et importante que nous pourrions défendre au cours de notre mandat.

* * *

● (1415)

ORLÉANS

Mme Marie-France Lalonde (Orléans, Lib.): Monsieur le Président, Orléans est rempli de citoyens exceptionnels. Jeudi dernier, le 18 novembre, deux habitants d'Orléans ont reçu l'Ordre d'Ottawa pour 2021.

Je félicite Michael Allen, président et chef de la direction de Centraide de l'Est de l'Ontario, et Ian Faris, premier vice-président, Relations avec le réseau des chambres et représentation des intérêts à la Chambre de commerce du Canada, de cette reconnaissance bien méritée.

[Français]

La semaine dernière, j'ai aussi eu le privilège d'assister à la Soirée Saphir 2021 à Toronto organisée par la Fondation franco-ontarienne. Des personnalités féminines de partout en Ontario ont été reconnues pour leur leadership et pour leur dévouement.

Je félicite toutes les finalistes et les gagnantes, et j'adresse un bravo tout spécial à Jocelyne Legault, qui a reçu le prix Entrepreneur pour son travail à titre de directrice générale du club de gymnastique Les Sittelles à Orléans. Félicitations.

[Traduction]

Je tiens à remercier les habitants d'Orléans de m'avoir réélue et de me permettre de participer à la 44^e législature.

* * *

LA RELANCE ÉCONOMIQUE

M. Eric Melillo (Kenora, PCC): Monsieur le Président, je vous félicite pour votre réélection.

Comme c'est la première fois que je prends la parole depuis le début de la 44^e législature, je tiens à remercier les habitants de Kenora de m'avoir de nouveau accordé leur confiance pour siéger à la Chambre. C'est un honneur d'occuper ce poste, et je remercie toutes les personnes qui ont aidé notre équipe à rendre une telle chose possible.

Lors de la dernière campagne électorale, d'innombrables personnes m'ont dit espérer une relance économique solide, y compris pour le Nord. Afin que cela se produise, les petites entreprises doivent avoir la possibilité de prospérer. Il faut gérer les graves pénuries de main-d'œuvre, et le gouvernement doit présenter un vrai plan pour résoudre la crise actuelle du logement. La relance du Canada doit comprendre tous les secteurs et toutes les régions.

Je m'engage de nouveau à travailler pour que Kenora et tout le Nord de l'Ontario soient bien positionnés pour favoriser la relance économique.

* * *

L'HOLODOMOR

M. Yvan Baker (Etobicoke-Centre, Lib.): Monsieur le Président, je prends la parole pour souligner le 88^e anniversaire du génocide par la famine, connu sous le nom d'Holodomor, qui a été perpétré lorsque Joseph Staline a fermé les frontières de l'Ukraine et confisqué toute la nourriture afin d'anéantir la population ukrainienne qui s'opposait à son régime. Au plus fort de l'Holodomor, 19 personnes par minute, 1 200 personnes par heure et 28 000 personnes par jour mouraient de faim. Le monde est resté silencieux. Des millions de personnes sont mortes.

Ma grand-mère Olena était une survivante de l'Holodomor. Elle m'a dit un jour qu'elle espérait que les victimes de l'Holodomor ne seraient pas seulement rappelées à notre souvenir, mais aussi honorées. Pour elle, les honorer ne signifiait pas seulement se souvenir d'elles ou les évoquer, mais faire en sorte que de tels crimes ne se reproduisent plus jamais.

J'espère que, cette semaine, nous prendrons tous le temps de nous souvenir des victimes et de les honorer, certes, mais aussi de renouveler et de redoubler nos efforts afin que de tels crimes, comme on en voit encore aujourd'hui, cessent et pour de bon. Faisons ce que ma grand-mère aurait demandé si elle avait été ici au-

Déclarations de députés

jourd'hui. Souvenons-nous des victimes, commémorons leur mémoire et rendons-leur hommage.

* * *

LES INONDATIONS EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Monsieur le Président, j'aimerais prendre un moment pour remercier les nombreux députés et électeurs qui ont tendu la main et offert leur soutien aux bonnes gens de Princeton et de Merritt, ainsi qu'aux nombreuses petites communautés autochtones des vallées de la Similkameen et de la Nicola, qui ont été dévastées par les inondations. Bien que nous ayons appris avec satisfaction que certains résidents pouvaient rentrer chez eux, en réalité, de nombreux défis subsistent.

C'est normal que les gens nettoient leur maison et en retirent les biens détruits, mais ces biens s'entassent dans les rues et doivent être enlevés. Les systèmes d'égouts ne fonctionnent pas, il n'y a pas d'eau et, à de nombreux endroits, il n'y a ni gaz ni électricité, donc aucun chauffage. Chaque nuit, la température descend toujours plus bas sous zéro et elle ne dépasse pas beaucoup le point de congélation pendant la journée. Tous ces résidents sont maintenant engagés dans une course contre la montre pour reconstruire leur vie autant que possible avant que le vrai gel hivernal ne s'installe.

J'aimerais demander à tous les députés de cette Chambre de continuer à penser aux gens de Merritt, de Princeton et des autres petites localités et à défendre leurs intérêts. Ils ont besoin de tout le soutien et l'encouragement que nous pouvons leur donner maintenant et que nous pourrions leur donner à l'avenir.

* * *

● (1420)

LES INONDATIONS EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

M. Brad Vis (Mission—Matsqui—Fraser Canyon, PCC): Monsieur le Président, le 29 juin, ma circonscription a subi l'une des pires catastrophes de mémoire récente: Lytton a été réduite en cendres. Au cours des dernières semaines, des inondations et des coulées de boue ont détruit des infrastructures essentielles et des propriétés privées dans tous les coins de ma circonscription. Les gens de Mission—Matsqui—Fraser Canyon souffrent. La Colombie-Britannique souffre. Nous sommes résilients et nous nous en sortirons, mais nous avons besoin d'aide.

Le gouvernement parle beaucoup de la lutte contre les changements climatiques. Voici l'occasion de joindre le geste à la parole en mettant en place des infrastructures résilientes et des mesures d'adaptation et d'atténuation en la matière qui sont adaptées aux besoins du XXI^e siècle. J'invite le gouvernement à collaborer avec ses partenaires pour reconstruire Lytton, financer les infrastructures essentielles et donner aux Premières Nations les moyens d'exercer un plus grand contrôle quant à la gestion des catastrophes, car la façon actuelle de faire les choses ne fonctionne pas.

Nous avons beaucoup à faire, et je me consacre entièrement à aller chercher les ressources dont la Colombie-Britannique a besoin pour se reconstruire.

*Questions orales***LES FEMMES ET L'ÉGALITÉ DES GENRES**

Mme Bonita Zarrillo (Port Moody—Coquitlam, NDP): Monsieur le Président, je souhaite remercier les bonnes gens de Port Moody—Coquitlam, grâce à qui je suis l'une des 103 femmes élues à la Chambre.

La pandémie frappe durement les femmes, et le fardeau croissant du travail non rémunéré a forcé un trop grand nombre d'entre elles à quitter le marché du travail pour s'occuper des enfants et assurer l'école à la maison. Leur carrière est reléguée au second plan alors qu'elles se dévouent à leur famille. Dans l'économie des soins, les femmes qui travaillent en première ligne, très souvent des femmes racisées et des nouvelles arrivantes, font face à de longues heures et à un taux croissant d'abus. Louangées pour leur héroïsme, elles reçoivent pourtant un salaire insuffisant.

C'est inacceptable. Leur travail est inestimable. Cette dévaluation vient de systèmes d'oppression plus étendus. Au sortir de cette pandémie, nous devons saisir l'occasion d'éliminer les obstacles sur le chemin des femmes et des personnes de genres divers pour enfin atteindre l'égalité des genres.

* * *

[Français]

LE PROJET ORIFLAMMES

Mme Christine Normandin (Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, je prends la parole aujourd'hui pour parler du projet Oriflammes, initiative mise en place il y a quelques années par la filiale Richelieu Québec 79 de la Légion royale canadienne.

Chaque année, durant la période du jour du Souvenir, des oriflammes à l'effigie des vétérans de la région embellissent les artères principales de Saint-Jean-sur-Richelieu. Elles nous rappellent le service des militaires de chez nous, militaires dont on peut trouver la biographie sur le site Web de la Ville.

Si j'en parle, c'est entre autres parce que Saint-Jean-sur-Richelieu a été la première ville au Québec à mettre sur pied une telle initiative. D'autres municipalités ont depuis emboîté le pas, et nous espérons que le projet fera école dans plus de villes encore.

On dit que tous les militaires paient leur service de leur vie. Si certains le font d'un seul coup, d'autres, eux, en étalent le paiement tout au long de leur existence. Des initiatives comme le projet Oriflammes sont une façon de leur dire un merci des plus mérités.

* * *

[Traduction]

LES INONDATIONS EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

L'hon. Ed Fast (Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, au cours de la dernière semaine, les Canadiens ont été témoins de l'horrible catastrophe qui s'est abattue sur la Colombie-Britannique. Des pluies torrentielles ont causé des inondations qui ont détruit nos routes, nos ponts et nos réseaux d'aqueduc et d'égouts. Des milliers de maisons et de commerces ont été submergés. Des animaux de ferme se sont noyés ou ont dû être euthanasiés.

Dans la ville d'Abbotsford, on peut constater des scènes de destruction inimaginable. De nombreuses familles ont été déplacées. Des digues ont cédé, des stations de pompage ont été débordées et une quantité incalculable de propriétés ont été détruites d'un bout à l'autre de la ville dévastée.

Cependant, je me considère privilégié de vivre à Abbotsford. Au milieu de tout ce chaos, mes concitoyens se sont serrés les coudes sans hésiter. Notre maire, nos bénévoles, nos premiers répondants ainsi que les membres des forces armées et tant d'autres ont travaillé sans relâche pour mettre les habitants à l'abri et veiller à leur sécurité.

Il faudra des années avant d'évaluer tous les dégâts, qui s'élèveront à des milliards de dollars. Toutefois, nous allons relever ce défi colossal et rebâtir notre ville de manière à devenir une communauté plus résiliente que jamais.

Que Dieu bénisse Abbotsford. Que Dieu bénisse le Canada.

* * *

● (1425)

DES TERRE-NEUVIENS DISPARUS EN MER

M. Ken McDonald (Avalon, Lib.): Monsieur le Président, c'est le cœur lourd que je prends la parole à la Chambre au sujet de deux jeunes hommes qui sont disparus au large de Terre-Neuve. Adolfo, mieux connu sous le nom de Tommy Ferreira, et Michael Gill ont quitté Lawrence Harbour le samedi 13 novembre pour chasser le guillemot et, malheureusement, malgré tous les efforts des équipes de sauvetage, ils ne sont toujours pas rentrés à la maison.

Aux membres de la Garde côtière canadienne, de la GRC, de la Garde côtière auxiliaire canadienne, ainsi qu'aux propriétaires de bateaux et aux pêcheurs qui continuent les recherches pour trouver ces deux hommes, nous tenons à dire « merci » de faire ce qui doit assurément être une tâche déchirante.

Il nous incombe comme gouvernement de faire en sorte que ceux qui s'aventurent en mer soient en sécurité et qu'ils rentrent chez eux chaque soir. Nous devons continuer de modifier nos règles et nos politiques pour assurer la sécurité de tous ceux qui naviguent dans les eaux canadiennes.

Aux amis et aux familles de ces deux jeunes garçons, j'offre les pensées et les prières des habitants d'Avalon et d'ailleurs à Terre-Neuve et au Labrador.

Que Dieu veille sur eux.

QUESTIONS ORALES

[Traduction]

L'AIDE AUX SINISTRÉS

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, c'est un bonheur de vous revoir là et de revoir tous les députés assis à leur place.

Depuis plus d'une semaine, les Canadiens regardent les images dévastatrices qui leur proviennent de la Colombie-Britannique et qui leur montrent l'ampleur des inondations qui frappent Abbotsford, Hope et des dizaines d'autres localités. Je tiens à souligner que le ministre est en contact constant avec les autorités fédérales afin de coordonner les interventions rendues nécessaires par ces inondations destructrices.

Le premier ministre pourrait-il faire le point sur les plus récents efforts déployés par le gouvernement fédéral pour lutter contre cette catastrophe naturelle?

Questions orales

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je remercie le député d'en face d'avoir abordé ce sujet. Je sais qu'il est de tout cœur avec les Britanno-Colombiens et qu'il le sera tant que cette période extraordinairement difficile ne sera pas derrière eux. On peut d'ailleurs en dire autant de moi-même, des autres députés et des Canadiens en général. Comme vient de le souligner le député, nous gardons un contact étroit avec les autorités provinciales et nous demeurons prêts à dépêcher sur place toute l'aide qu'elles pourraient nous demander.

Les ressources fédérales ont été mises à profit dès le début de la crise, et au moment où on se parle, près de 500 militaires sont sur place pour ériger des digues de sable, secourir le bétail et acheminer aux habitants des régions éloignées les vivres et le soutien dont ils ont besoin.

Nous serons aux côtés des Britanno-Colombiens jusqu'à la fin de cette catastrophe et nous serons là aussi pour la reconstruction. C'est ce que font les Canadiens: ils s'entraident et ils sont là pour leurs voisins — et ce n'est pas près de changer.

* * *

LES AFFAIRES AUTOCHTONES

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, je remercie le premier ministre et je souhaite poursuivre la discussion à propos du soutien des gens de la Colombie-Britannique. Vingt communautés autochtones de la province ont conclu des ententes autour du projet Coastal GasLink. Pour arriver à une réelle réconciliation, il faut un plan favorisant une réconciliation économique afin que les enfants autochtones de la prochaine génération reçoivent en héritage des occasions de réussite et non des traumatismes. Nous avons vu, cette semaine, des invitations tendancieuses incitant les gens à faire sauter des chantiers comme celui de Coastal GasLink.

Pourquoi les Canadiens attendent-ils encore que le premier ministre publie un vrai plan de réconciliation économique?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, depuis 2015, nous travaillons avec détermination à la réconciliation, laquelle comprend évidemment une réconciliation économique faite en partenariat avec les peuples autochtones et avec leurs leaders. Qu'il s'agisse du développement des ressources naturelles, de la parité et des investissements consacrés aux écoles, ou de la fin des avis à long terme de faire bouillir l'eau, nous continuerons d'avancer et nous serons guidés dans ce travail par nos partenariats avec les peuples autochtones de partout au pays.

Les Canadiens doivent évidemment travailler ensemble vers l'atteinte de ces objectifs. Les remarques qui incitent ou invitent à la violence ne sont pas productives et pourraient être dangereuses.

* * *

L'ÉCONOMIE

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, l'inflation au Canada n'a jamais été aussi élevée depuis 20 ans et 60 % des parents canadiens craignent de ne pas pouvoir mettre du pain sur la table. Les factures mensuelles d'épicerie ont augmenté de centaines de dollars. Le discours du Trône mentionne l'inflation à une seule reprise. On n'en parle qu'une seule fois.

Le premier ministre a-t-il du mal à comprendre les préoccupations des familles canadiennes ou est-ce qu'il s'en fiche?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, partout dans le monde, des pays sont aux prises avec un problème d'inflation en raison des perturbations des chaînes d'approvisionnement et du rétablissement des économies à la suite de la pandémie de COVID. Nous sommes extrêmement préoccupés par la hausse du coût de la vie causée par l'inflation.

Le député d'en face parle des familles. C'est précisément pour elles que nous allons de l'avant avec les services de garderie à 10 \$ par jour partout au pays. En fait, même en Alberta, on se dirige dans cette voie et on a l'intention de réduire de moitié les frais de garderie assumés par les familles dès le 1^{er} janvier. C'est là une mesure d'aide concrète à laquelle les conservateurs se sont opposés à la Chambre.

● (1430)

Le Président: Avant de donner la parole au chef de l'opposition, je souligne que tout le monde veut sans doute entendre les réponses aux questions. Je veux simplement le signaler pour que tous les députés se taisent et soient à l'écoute.

[Français]

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, l'inflation au Canada est à son plus haut niveau; 60 % des familles canadiennes ont peur de ne pas être capables de nourrir leur famille. Les factures d'épicerie ont déjà augmenté de centaines de dollars, mais le discours du Trône a seulement mentionné l'inflation une fois; une seule fois. Le premier ministre sait-il que nous avons une crise d'inflation au Canada?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, il est certes intéressant de parler du défi de l'inflation que bien des pays doivent affronter. Cependant, dans le discours du Trône, nous avons passé beaucoup plus de temps à parler de nos solutions, notamment des garderies à 10 \$ par jour partout au pays et des investissements pour répondre à la crise du logement. Les conservateurs au fédéral sont contre de tels investissements et initiatives. Ils ont promis de déchirer les ententes concernant les garderies qui vont aider les familles.

Nous, nous allons agir pour justement aider les familles en ce qui a trait au coût de la vie.

* * *

L'EMPLOI

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, a-t-on parlé d'une solution pour l'économie? La pénurie de main-d'œuvre est réelle, mais les libéraux l'ignorent. Le Québec est placardé de pancartes qui disent: « nous embauchons », mais le premier ministre n'a pas de plan pour régler cette situation. Il n'a pas de solution. La preuve, c'est que la pénurie de main-d'œuvre n'a même pas été mentionnée une seule fois dans le discours du Trône.

Comment le premier ministre peut-il expliquer aux entrepreneurs et aux PME qu'il ne reconnaît pas le problème de la pénurie de main-d'œuvre au Canada?

Questions orales

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, notre discours du Trône se concentrait sur les grands enjeux auxquels les Canadiens sont confrontés, y compris la pénurie de main-d'œuvre. Nous savons que les grandes priorités sur lesquelles les Canadiens veulent que nous travaillions sont d'en finir avec la COVID-19, de rebâtir une économie forte et inclusive pour tout le monde, d'avancer dans la lutte contre les changements climatiques en créant de nouveaux emplois innovants dans les secteurs verts et d'œuvrer à la réconciliation.

C'est exactement ce que nous allons faire. Oui, nous allons relever les seuils d'immigration. Oui, nous allons investir dans la formation. Oui, nous allons aider à contrer cette pénurie de main-d'œuvre qui existait avant la pandémie et qui dure encore maintenant.

* * *

LA SANTÉ

M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, nous sommes au début d'une nouvelle législature, ce qui nous donnera certainement l'occasion de collaborer. Parfois, pour le bien des gens, collaborer pourrait vouloir dire brasser les choses un peu. Au besoin, nous le ferons.

La priorité des Canadiens, des Québécoises et des Québécois, c'est bien sûr la santé. Dans les perspectives des provinces et du Québec, cela prend la forme du financement des soins de santé et de l'augmentation des transferts en santé.

Le Bloc québécois a formulé une proposition à l'effet de remplacer les traditionnelles et opaques rencontres des premiers ministres par un sommet public sur la santé. Il s'agirait d'un sommet sur le financement des soins de santé auquel tous les premiers ministres et le premier ministre participeraient ouvertement et publiquement avec les ministres de la Santé pour que tant les médias que la population comprennent les enjeux et les propositions.

Le premier ministre a-t-il considéré la proposition du Bloc québécois?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous reconnaissons tous que notre système de santé et nos travailleurs de la santé ont aidé les Canadiens à traverser cette pandémie. Nous avons donc un plan pour éliminer les retards dans les systèmes de soins de santé, construire de meilleurs établissements de santé mentale et de soins de longue durée et embaucher jusqu'à 7 500 médecins et infirmières supplémentaires, en partenariat avec les provinces.

Nous avons veillé à ce que les systèmes de soins de santé des provinces et des territoires puissent fournir des soins grâce aux suppléments de 4 milliards de dollars dans le budget de 2021. Nous allons continuer d'être là pour investir dans le système de santé, respecter les compétences des provinces et assurer les meilleurs soins de santé pour tous les Canadiens partout au pays.

• (1435)

M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, vous me permettez de m'inquiéter du mot « partenariat », qui a l'air de vouloir dire « conditions » et, en souvenir de la campagne électorale, permettez-moi de m'inquiéter du mot « plan », qui fut fort inquiétant aussi.

Cependant, est-ce que le premier ministre peut nous dire, avec tout le sérieux du monde, s'il considère que les drames épouvan-

tables vécus dans le cadre de la pandémie sont de la faute et la responsabilité des provinces et du Québec? Si cela avait été lui, croit-il et a-t-il la prétention qu'il aurait fait mieux?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, cela ne m'intéresse pas du tout d'attribuer à qui que ce soit la responsabilité des drames abominables que les gens ont vécus partout au pays. Nous sommes tous très conscients du besoin de travailler ensemble afin que les aînés partout au pays puissent recevoir le meilleur soutien. C'est exactement ce pour quoi nous sommes là pour travailler avec les provinces et les territoires.

Les gens veulent juste que leurs parents et leurs grands-parents soient soignés de la bonne façon. Nous travaillerons en partenariat avec les provinces afin d'investir et de nous assurer que les aînés partout au pays sont en sécurité.

* * *

[Traduction]

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, nous nous trouvons en pleine crise climatique, et il faut agir rapidement. Cette crise climatique nous offre aussi l'occasion de créer de bons emplois, pour peu que nous ayons un plan. Or, le discours du Trône rate la cible lorsqu'il s'agit d'établir un plan pour les travailleurs.

Pourquoi le premier ministre a-t-il abandonné les travailleurs en les privant d'un plan de création d'emplois bien rémunérés qui contribueraient à lutter contre la crise climatique? Pourquoi le discours du Trône ne contient-il pas de plan pour permettre aux travailleurs de lutter contre la crise climatique?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, il y a quelques mois à peine, tous les partis ont eu l'occasion de présenter un plan pour lutter contre les changements climatiques et pour favoriser la croissance de l'économie canadienne. J'ai été ravi de constater que le plan libéral de croissance de l'économie et de lutte contre les changements climatiques a été salué par des scientifiques de premier plan, par des chefs de file du domaine environnemental comme Andrew Weaver de la Colombie-Britannique, et par des économistes comme Mark Jaccard. Tous les experts s'accordent pour affirmer que les investissements et le plan que nous avons mis en avant et que nous avons maintenus dans le discours du Trône représentent ce qu'il y a de mieux pour l'économie et pour la lutte contre les changements climatiques.

[Français]

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, on vit une crise climatique et on doit agir immédiatement.

Une chose qu'on peut faire, c'est éliminer les subventions à l'industrie pétrolière. Le gouvernement a promis de le faire, mais en ce moment il investit 14 fois plus dans l'énergie fossile que dans l'énergie renouvelable.

Le premier ministre s'engage-t-il à éliminer complètement les subventions aux pétrolières pour investir l'argent dans l'énergie renouvelable pour faire face à la crise climatique?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, en tant que gouvernement, cela fait bien des années qu'on s'est engagé à éliminer les subventions à l'industrie pétrolière, et on va même le faire avant la date ciblée de 2025 parce qu'on sait que c'est important.

En plus, on a mis en avant un plan pour mettre une limite absolue sur les émissions de l'industrie gazière et pétrolière et réduire les émissions progressivement jusqu'à ce qu'on atteigne la carboneutralité en 2050 en suivant les conseils des scientifiques.

C'est le plan que le Parti libéral avait mis en avant; il était, malheureusement pour le NPD, beaucoup plus fort que le plan qu'il a présenté à la dernière élection.

* * *

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

L'hon. Candice Bergen (Portage—Lisgar, PCC): Monsieur le Président, dans le discours du Trône d'hier, on ne trouve que d'autres promesses rompues des libéraux. On n'y parle pas du fait que tous les prix augmentent au Canada: l'essence, le panier d'épicerie, le loyer et les vêtements. Le prix de tous les produits de première nécessité pour les Canadiens monte en flèche.

Ma question au premier ministre est simple. À quand remonte la dernière fois où il a fait le plein d'essence, où il est allé à l'épicerie, où il est allé à la quincaillerie? Sait-il quel est le prix actuel d'une miche de pain, ou peut-être d'une boîte de fèves ou d'un paquet de bacon?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, au cours des derniers mois, j'ai discuté avec les Canadiens, et deux préoccupations majeures sont ressorties de ces discussions: l'augmentation des frais des services de garde payés par les familles et la crise du logement qui frappe notre pays.

Eh bien, les conservateurs, qui prétendent connaître la réalité des Canadiens, ont promis d'abandonner notre plan pour les services de garde, alors que les familles ont besoin des milliers de dollars qu'elles pourraient économiser grâce à notre initiative visant à offrir des services de garde à 10 \$ par jour. Pour ce qui est du logement, le plan des conservateurs était d'accorder des allègements fiscaux aux riches propriétaires pour qu'ils puissent vendre leur maison. Cela n'a aucun sens.

• (1440)

Le Président: Je tente d'entendre les questions et les réponses. Je tiens à m'assurer que c'est aussi ce que souhaite tout le monde. D'accord. Nous pouvons poursuivre.

La députée de Portage—Lisgar à la parole.

L'hon. Candice Bergen (Portage—Lisgar, PCC): Monsieur le Président, je vais répondre à la question à la place du premier ministre. Il y a un an, une livre de bacon coûtait environ cinq dollars. Aujourd'hui, même la livre de bacon générique — et tout le monde connaît les produits génériques sauf peut-être le premier ministre, frôle les huit dollars.

Les gens sans enfant, les aînés et les personnes qui ont des enfants d'âge scolaire achètent du bacon, du pain, des œufs et des vêtements et paient leur loyer, et cela coûte cher. Il est très décevant que le premier ministre soit si déconnecté de la réalité que la seule chose qui pourrait éventuellement le préoccuper est de savoir si le prix des planches de surf va augmenter. Je suppose que cela le préoccupera.

Le premier ministre reconnaîtra-t-il qu'une crise sévit en raison de l'inflation au pays?

Questions orales

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, une fois de plus, tandis que les conservateurs tentent d'accumuler du capital politique à bon marché, nous nous concentrons sur les Canadiens.

Nous continuerons de collaborer avec les provinces, y compris les provinces conservatrices comme l'Alberta, qui réalisent que mettre en œuvre un programme de garderies à 10 \$ par jour pour réduire de moitié les frais des services de garde dès janvier prochain améliorera énormément la situation financière des familles. De plus, nous prévoyons encore plus d'investissements pour remédier à la crise du logement, car nous savons que les services de garde et le logement sont deux des principaux facteurs qui font que les Canadiens ont de la difficulté à joindre les deux bouts. Cela dit, nous continuerons également de collaborer avec les provinces dans d'autres dossiers.

L'hon. Candice Bergen (Portage—Lisgar, PCC): Monsieur le Président, l'autre chose qui me rend furieuse, c'est l'arrogance du premier ministre et le fait qu'il est déconnecté de la réalité. C'est vraiment décourageant.

Le premier ministre dit qu'il ne s'occupe pas de politique monétaire. Eh bien, c'est assez évident, parce que sa politique monétaire est en train de faire exploser l'inflation au Canada. Il peut bien dire que c'est la même chose partout sur la planète, mais c'est pire au Canada pour ceux qui n'ont pas d'enfant, pour ceux qui ont des enfants d'âge scolaire et pour les aînés. Il y a des gens au pays qui peinent à joindre les deux bouts.

Quand le premier ministre va-t-il arrêter de ne parler que des garderies pour enfin parler de l'augmentation du coût de la vie en général au pays et du fait qu'il ne semble pas en être conscient et qu'il n'a pas l'intention d'intervenir pour corriger la situation?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, malheureusement, on constate une fois de plus qu'au fédéral les conservateurs sont guidés par leur idéologie quand ils déclarent sur un ton méprisant: « Arrêtez de parler des garderies et parlez donc des choses qui comptent vraiment pour les gens. » Je suis désolé, mais ce dont les Canadiens ont besoin — et les premiers ministres conservateurs de tout le pays sont d'accord là-dessus —, ce sont des investissements pour soutenir les familles. Ces investissements ne profitent pas seulement aux mères et à leurs enfants. Ils profitent à toute l'économie, parce qu'ils favorisent la participation au marché du travail. Malheureusement, l'idéologie des conservateurs les empêche de comprendre cette réalité.

* * *

[Français]

L'EMPLOI

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, voici la réalité des faits: aujourd'hui, 200 000 emplois au Québec ne sont pas occupés à cause de la pénurie de main-d'œuvre. Cela a coûté 18 milliards de dollars à nos entreprises parce qu'il n'y a pas assez d'employés, et 70 % de nos entreprises refusent des contrats. C'est cela, la réalité économique du Canada: une pénurie de main-d'œuvre.

Hier, dans le discours du Trône, il n'y avait absolument rien à ce sujet.

Pourquoi le premier ministre fait-il semblant qu'il ne se passe rien alors que nos entreprises souffrent actuellement du manque de main-d'œuvre?

Questions orales

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je comprends que le Parti conservateur est très axé sur les problèmes sans proposer de solutions.

Nous, dans le discours du Trône, avons plus parlé des solutions. Par exemple, depuis un an nos frontières étaient fermées à cause de la pandémie; maintenant, nous allons investir encore plus dans l'immigration en travaillant avec les provinces pour amener plus de main-d'œuvre au pays tout en investissant dans les opportunités comme la petite enfance pour nous assurer que dans les décennies à venir nous ayons un marché du travail robuste où il n'y a pas de pénurie de main-d'œuvre.

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, je me permets d'être suspicieux quand le premier ministre parle de la frontière, parce que s'il y en a un qui a très mal géré la frontière, c'est bien l'actuel premier ministre du Canada.

Dans ma circonscription se trouve le siège social de Familiprix. Ce matin, j'ai parlé au patron et 212 emplois sont disponibles actuellement en raison du manque de main-d'œuvre. Dans Bellechasse, la circonscription de ma nouvelle collègue, 50 emplois sont disponibles chez Exceldor à cause de la pénurie de main-d'œuvre.

Hier, il n'y avait rien du tout dans le discours du Trône.

Qu'est-ce que le premier ministre a à dire aux entrepreneurs qui, eux, font face à la réalité des faits, à savoir une pénurie de main-d'œuvre?

• (1445)

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous savons très bien qu'il y a d'énormes défis en ce qui concerne la pénurie de main-d'œuvre dans tout le pays. C'est pour cela que nous travaillons justement avec les provinces et les entrepreneurs à des solutions. Que ce soit sur le plan de l'immigration, de la formation de main-d'œuvre ou des investissements en éducation et en petite enfance, nous allons créer un système et nous allons nous assurer d'avoir plus d'opportunités pour les entrepreneurs.

La réalité est que les conservateurs se plaignaient que l'aide aux travailleurs bloquait la situation et créait cette pénurie. Or, notre aide est maintenant beaucoup plus ciblée. On voit que la pénurie se poursuit et nous allons continuer de travailler là-dessus.

* * *

L'ÉCONOMIE

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Monsieur le Président, une autre réalité économique que toutes les familles canadiennes constatent, c'est le coût de la vie qui augmente.

Le taux d'inflation est de 4,7 %, soit la pire situation depuis 2003. Hier, dans le discours du Trône, il y avait une seule mention de la gouverneure générale, dans un français discutable, où elle a mentionné le mot « inflation ». La réalité est que le premier ministre a déjà dit qu'un budget s'équilibre de lui-même.

Selon le premier ministre, le taux d'inflation va-t-il baisser de lui-même?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, l'inflation est une réalité qui touche les pays partout dans le monde maintenant, et le Canada fait mieux que beaucoup de nos pays pairs, y compris les États-Unis. C'est effectivement un grand défi pour les citoyens et c'est pour cette raison qu'

hier, dans le discours du Trône, nous nous sommes attardés non seulement au problème, mais aussi aux solutions.

Nous savons que des investissements dans du logement abordable et l'abordabilité des logements, des investissements dans les centres de la petite enfance, y compris la création de 37 000 nouvelles places au Québec, sont des choses qui vont aider les familles à gérer le coût de la vie.

Nous en avons plus à faire, et nous serons toujours là avec des solutions pour les familles.

* * *

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, le premier ministre et le ministre de l'Environnement et du Changement climatique se sont présentés à la COP26 avec de fort intéressantes intentions que je salue, au demeurant.

C'était la COP de la dernière chance, disait-on. Toutefois, des enjeux relatifs au gaz et au pétrole persistent.

Alors que le gouvernement prétend avoir des objectifs ambitieux en matière de réduction des émissions de gaz à effet de serre, l'industrie pétrolière, elle, au contraire, se vante d'un désir ou d'une projection d'augmentation des forages de 25 % en 2022.

Est-ce compatible avec les objectifs du gouvernement?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, dans le plan que nous avons présenté à la COP26, dans le plan que nous avons présenté aux Canadiens lors des dernières élections, nous reconnaissons que nous avons besoin de mettre un cap absolu sur les émissions de l'industrie pétrolière et gazière et de les réduire jusqu'à la carboneutralité.

Ce sont d'ailleurs les engagements qui ont déjà été pris par un grand nombre de grandes compagnies pétrolières au Canada.

Nous allons nous baser sur la science. Nous allons réduire nos émissions partout au pays. Nous allons nous assurer de créer les bons emplois vers un avenir meilleur pour tous, tout en luttant contre les changements climatiques.

M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, en matière de science, les anciennes lectures du nouveau ministre étaient plus instructives que les nouvelles, de toute évidence.

Cependant, le premier ministre est aux prises avec un Canada de l'Ouest qui est éminemment pétrolier et un Québec qui est beaucoup plus vert.

Or, un calcul simple établit que de réduire les émissions de gaz à effet de serre par baril est, au contraire, une autorisation pour augmenter la production, ce qui, à terme, ne change rien.

Le premier ministre ne se demande-t-il pas si sa solution n'est pas la recette de l'échec?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, avec tout le respect que je dois à mon honorable collègue du Bloc québécois, j'aimerais lui expliquer qu'au Canada, dans une fédération, nous avons quelque chose qui s'appelle les champs de compétence des provinces et que les champs de compétence des provinces gèrent la production des ressources...

Des voix: Oh, oh!

Questions orales

Le Président: Je ne peux pas entendre la réponse. Je demanderais donc à tout le monde de ne pas crier à la Chambre.

L'honorable premier ministre a de nouveau la parole.

• (1450)

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): L'honorable député devrait très bien savoir que le gouvernement fédéral peut légiférer et régler les émissions, mais ne peut pas directement contrôler ou s'attaquer à la production, qui est un champ de compétence des provinces.

C'est une chose qu'il devrait très bien savoir.

* * *

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC): Monsieur le Président, les dépenses du gouvernement font monter le coût de la vie. Les déficits inflationnistes de près d'un demi-billion de dollars engagés par les libéraux signifient que les consommateurs dépensent davantage pour obtenir moins de biens à cause de la hausse des prix. Pourtant, le premier ministre affirme qu'il ne se préoccupe pas tellement de la politique monétaire. Rien d'étonnant puisque c'est juste l'inflation ou « Justinflation », comme on dit en anglais.

Étant donné que le coût du logement et de l'essence a grimpé d'un tiers, le premier ministre a-t-il eu le temps, depuis qu'il est descendu de sa planche de surf, de réfléchir davantage à la politique monétaire?

Le Président: Je sais que la Chambre vient tout juste de reprendre ses travaux après une longue pause. Néanmoins, je rappelle aux députés que lorsqu'ils prennent la parole à la Chambre, ils ne peuvent désigner leurs collègues par leur nom. Ils doivent les désigner par leur titre ou par le nom de leur circonscription.

Le très honorable premier ministre a la parole.

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, pendant que les conservateurs s'adonnent à de ridicules petits jeux partisans, nous nous concentrons sur les Canadiens. Nous savons que nos concitoyens sont confrontés à une situation grave et c'est pourquoi nous avons pris de véritables mesures pour les soutenir.

Tout d'abord, en dépit de la désapprobation des conservateurs, nous avons investi pour soutenir les Canadiens pendant la pandémie. Cette décision n'a pas seulement été la solution appropriée dans le contexte de la crise sanitaire, elle a aussi permis d'assurer la reprise économique. C'est dans cette perspective que nous allons de l'avant en investissant dans les services de garde et le logement pour vraiment aider les Canadiens à faire face au problème d'abordabilité.

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC): Monsieur le Président, chaque fois que le premier ministre crée un nouveau programme, le coût du produit concerné augmente irrémédiablement. Par exemple, lorsqu'il dépense 70 milliards de dollars pour construire des logements abordables, le prix du logement augmente de presque 300 000 \$. De nombreux députés siégeant aujourd'hui à la Chambre n'étaient même pas encore nés la première fois que les libéraux ont promis de rendre les garderies plus abordables.

Quand le premier ministre va-t-il se rendre compte qu'accroître l'argent disponible pour se procurer un bien tout en réduisant l'offre

de ce même bien signifie une hausse des prix, et que par conséquent plus il dépense, plus les prix montent?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, l'approche du député de Carleton et, en fait, des conservateurs en matière d'économie est bien connue des Canadiens, qui ont par conséquent...

Des voix: Oh, oh!

Le Président: À l'ordre. Je veux être sûr que nous pouvons poursuivre.

Le très honorable premier ministre a la parole.

Le très hon. Justin Trudeau: Monsieur le Président, le Parti conservateur s'est fait rejeter catégoriquement trois fois de suite par le peuple canadien.

Durant notre mandat, notre objectif était de renforcer la classe moyenne et de soutenir les Canadiens qui travaillent fort. C'est exactement ce que nous avons fait. Nous avons proposé un plan pour des garderies à 10 \$ par jour, et ce plan a été accepté par un certain nombre de premiers ministres conservateurs au Canada, mais les conservateurs au niveau fédéral ont juré de détruire ce plan.

Alors que nous commençons à investir dans le logement, ils veulent des allègements fiscaux pour que les propriétaires vendent leurs immeubles. Ce n'est pas la bonne approche, monsieur le Président, mais la nôtre est la bonne.

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre se plaît à mettre l'inflation qu'il a causée sur le compte d'événements qui se produisent dans des contrées lointaines. Comment se fait-il alors que les consommateurs du Canada subissent un taux d'inflation plus élevé que celui de l'Arabie saoudite, de la Suisse, de Singapour, de l'Inde, de la Chine, du Japon, de l'Allemagne, de l'Italie, de la France, du Royaume-Uni et de la zone euro? En fait, tous les pays ont un taux d'inflation inférieur au nôtre, à part nos voisins du Sud, qui ont trop fait marcher la planche à billets.

Pourquoi le premier ministre n'assume-t-il pas la responsabilité de la hausse du coût de la vie que ses dépenses effrénées infligent aux Canadiens?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je suis surpris de constater à quel point le député de Carleton semble me tenir en haute estime en me croyant capable de créer une crise d'inflation mondiale grâce aux initiatives que nous avons prises pour aider les Canadiens tout au long de la pandémie, parce que c'est exactement ce qu'il dit.

On observe des taux d'inflation records partout dans le monde. Ici, au Canada, nous poursuivons les investissements dans des moyens d'aider les Canadiens, comme des garderies de calibre mondial et des mesures relatives au logement, ainsi que des investissements dans la réconciliation, la lutte aux changements climatiques et la construction d'un avenir meilleur, alors que le parti d'en face choisit de faire l'autruche.

Questions orales

● (1455)

[Français]

L'hon. Pierre Poilievre (Carleton, PCC): Monsieur le Président, je pense que le premier ministre a manqué les faits. En fait, les autres pays ont moins d'inflation que le Canada: la France, l'Italie, l'Allemagne, le Japon, le Royaume-Uni ont tous des taux d'inflation beaucoup plus bas que le Canada. Seuls les États-Unis, qui impriment de l'argent comme des fous, ont un taux d'inflation plus élevé.

Le premier ministre veut reproduire ça. On sait que ce premier ministre ne pense pas aux politiques monétaires. Après tout, c'est « Justinflation », mais va-t-il commencer à penser aux vrais coûts qu'il met sur les épaules des Canadiens?

Le Président: Peut-être que le député ne m'a pas compris lorsque je l'ai dit en anglais. Encore une fois, je vais lui rappeler qu'à la Chambre, on fait référence aux autres députés par le nom de leur circonscription ou par leur titre. Je pense que cela est clair maintenant, dans les deux langues.

La parole est au très honorable premier ministre.

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je pense que je vais reprendre une expression que j'avais en tant qu'enseignant. Si le député de Carleton passait plus de temps à faire ses devoirs et moins de temps à créer des jeux de mots, il comprendrait peut-être que le monde entier est en train de faire face à une crise d'inflation, qui est grave dans tous les pays, oui. Elle est plus grave aux États-Unis que chez nous.

C'est pour ça que nous mettons de l'avant des solutions concrètes, comme des investissements dans la petite enfance et dans la création d'espaces en garderie, comme l'investissement dans le logement. Nous allons continuer d'être là pour les Canadiens, pendant que les conservateurs se concentrent sur moi.

* * *

[Traduction]

LE LOGEMENT

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, nous sommes en pleine crise du logement. Les Canadiens peinent à se loger. Il est impossible pour eux de se trouver un toit. Tandis qu'ils subissent la flambée des coûts du logement, nourrie par la spéculation, ce gouvernement, comme ses prédécesseurs, investit trop peu d'argent dans la construction de logements que les gens peuvent vraiment se payer.

Vu cette crise, pourquoi le premier ministre ne réagit-il pas à la gravité de la situation en prenant les mesures nécessaires pour aider les Canadiens à trouver un logement qu'ils peuvent vraiment se payer?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, comme le précise le discours du Trône, le logement est l'une des grandes priorités du gouvernement. Nous allons la concrétiser grâce à des programmes comme le Fonds pour accélérer la construction de logements, qui aidera les municipalités à bâtir plus, à bâtir mieux, et à bâtir plus rapidement.

Qu'il s'agisse de construire davantage de logements chaque année ou d'augmenter le nombre de logements abordables, le gouvernement travaillera avec ses partenaires pour obtenir des résultats concrets pour les familles canadiennes, y compris les aider à acheter plus tôt leur première propriété en assouplissant l'Incitatif à

l'achat d'une première propriété, en créant un programme de location avec option d'achat et en réduisant les frais de clôture pour les nouveaux acheteurs.

[Français]

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, on vit une crise du logement. Il est vraiment impossible de trouver un logement abordable et ce gouvernement ne sait pas ce que veut dire « abordable ». Il pense que 2 225 \$ par mois pour un loyer à Montréal, c'est abordable: c'est fou!

Pourquoi le premier ministre ne répond-il pas à la crise du logement avec l'urgence nécessaire pour aider les gens?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous passons justement aux actes.

Comme l'a dit le discours du Trône, le logement est une priorité importante pour notre gouvernement, qui va produire des résultats grâce à des programmes comme le Fonds pour accélérer la construction de logements, qui aidera les municipalités à construire davantage, mieux et plus rapidement.

Que ce soit en construisant plus de logements par année ou en augmentant le nombre de logements abordables, nous allons travailler avec nos partenaires afin d'obtenir de vrais résultats pour les familles canadiennes. Nous allons également aider les familles à acheter leur première maison plus tôt à l'aide d'un Incitatif à l'achat d'une première propriété assoupli et d'un nouveau programme de location avec option d'achat, et en réduisant les frais de clôture pour les nouveaux acheteurs.

* * *

[Traduction]

L'AIDE AUX SINISTRÉS

M. Patrick Weiler (West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country, Lib.): Monsieur le Président, ma province a été dévastée par des catastrophes naturelles au cours de la dernière année. Les feux de forêt, les glissements de terrain et les inondations mettent en péril, voire détruisent, les biens et la vie des gens de ma circonscription et d'innombrables autres Britannico-Colombiens.

Devant l'aggravation constante des changements climatiques, nous savons que de tels phénomènes météorologiques vont se multiplier et s'intensifier.

Le premier ministre peut-il faire le point à la Chambre sur le travail crucial qu'il effectue dans ce dossier?

● (1500)

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, les habitants de la Colombie-Britannique demeurent dans mes pensées et dans celles de tous les députés.

À la suite des récentes inondations, nous avons approuvé une demande d'aide fédérale, et plus de 500 membres des Forces armées canadiennes sont sur le terrain et y resteront aussi longtemps qu'il le faudra. À cela s'ajoutent des renforts prêts à intervenir. Nous ferons davantage pour atténuer les dommages causés par ces catastrophes naturelles et nous mettrons en place un programme national d'assurance à faible coût contre les inondations.

Nous serons là, aux côtés des habitants de la Colombie-Britannique, à chaque étape du processus de nettoyage, de rétablissement et de reconstruction.

[Français]

L'ÉCONOMIE

M. Alain Rayes (Richmond—Arthabaska, PCC): Monsieur le Président, hier, nous avons encore eu droit à de belles paroles, sans aucune action concrète pour contrer l'inflation, qui fait que les Canadiens et les Québécois voient exploser les coûts de leur panier d'épicerie, de l'essence et du logement.

Est-ce que le premier ministre, qui a déjà affirmé que le budget s'équilibrait tout seul — c'est vrai, le premier ministre l'a déjà dit —, peut dire aux Canadiens quand il compte proposer des mesures concrètes qui permettraient de s'attaquer à cette hausse du coût de la vie qui touche tous les citoyens?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, les gens qui ont écouté le discours du Trône savent évidemment que notre discours était axé sur les solutions que nous mettons de l'avant pour les familles qui font face à ces défis, particulièrement en matière de logement et de places abordables en garderie. Ce sont deux exemples qui ont des répercussions directes sur le coût de la vie et pour lesquels les conservateurs n'avaient et n'ont aucun plan pour aider les Canadiens. Heureusement, le gouvernement sera là, en partenariat avec les provinces, pour aider les familles d'un bout à l'autre du pays.

M. Alain Rayes (Richmond—Arthabaska, PCC): Monsieur le Président, la réalité, c'est que les politiques et les priorités du premier ministre ne font rien pour les Canadiens qui sont préoccupés par la crise du coût de la vie. Cette crise empêche les familles d'accéder à la propriété, augmente les prix des produits essentiels, et paralyse les entreprises en raison des limites de la chaîne d'approvisionnement et de la pénurie de main-d'œuvre que l'on vit tous.

Je répète donc au premier ministre ma question, qui est extrêmement simple: quand compte-t-il proposer des mesures concrètes qui permettraient de s'attaquer à la hausse du coût de la vie qui touche tous les Canadiens et toutes les Canadiennes?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, c'est ce que nous avons proposé hier, ainsi que plusieurs mesures qui allaient créer la croissance économique, qui allaient assurer l'aide aux familles et qui allaient aussi nous assurer d'en finir avec cette pandémie une bonne fois pour toutes.

Je dois remarquer que, dans toutes les questions que les conservateurs nous ont posées aujourd'hui, il n'y en avait aucune au sujet du fait d'en finir avec cette pandémie. Or nous savons que la meilleure approche pour faire rebondir l'économie, c'est de s'assurer d'en finir pour de bon avec cette pandémie. Malheureusement, ce ne sont pas tous les conservateurs qui sont vaccinés, mais il convient de mentionner que plus de 95 % des Canadiens le sont, ce qui est une bonne chose.

On va continuer de travailler là-dessus.

M. Alain Rayes (Richmond—Arthabaska, PCC): Monsieur le Président, je me demande si le premier ministre a lu le discours du Trône avant qu'il ait été lu par la gouverneure générale parce que, dans l'ensemble du texte, une seule fois le mot « inflation » a été dit.

Au lieu de présenter un plan de relance économique pour les familles, les aînés et les PME, le premier ministre propose plus de déficits qui entraîneront une hausse des coûts, des taxes et des impôts, ce qui va faire augmenter le coût de la vie des Canadiens et des Ca-

Questions orales

nadiennes. Au lieu de se concentrer sur les priorités de la population, le premier ministre fait exactement le contraire.

Je répète donc ma question: quand aurons-nous des mesures concrètes qui vont s'attaquer à l'augmentation du coût de la vie de tous les Canadiens et les Canadiennes?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, c'est le député d'en face qui n'a pas lu le discours du Trône. Nous étions axés sur les solutions dans ce discours.

Les Canadiens nous ont donné des indications claires afin de mettre la COVID-19 derrière nous et de trouver des vraies solutions pour bâtir un meilleur avenir pour les Canadiens. Hier, on a exposé notre plan qui terminera notre lutte contre la COVID-19, qui prendra des mesures vigoureuses contre les changements climatiques, qui rendra la vie plus abordable, qui nous fera avancer ensemble sur la voie de la réconciliation, qui aidera les Canadiens à devenir propriétaires et qui créera des emplois tout en faisant croître la classe moyenne en luttant contre la pénurie de main-d'œuvre. C'est ce que nous proposons comme solutions aux Canadiens.

● (1505)

M. Alain Rayes (Richmond—Arthabaska, PCC): Monsieur le Président, voici ce que l'on entend tous dans nos bureaux de circonscription: il y a des problèmes de main-d'œuvre en agriculture, dans le commerce de détail et dans les entreprises manufacturières; il y a des problèmes avec Immigration Canada pour traiter les demandes des travailleurs étrangers qui veulent venir nous aider ici; il y a une explosion du coût de la vie, de l'épicerie, de l'essence et du logement.

Quelles mesures concrètes ont été proposées hier par le gouvernement pour s'attaquer à ces problèmes? Il n'y en a eu aucune. Il n'y a eu qu'une seule mention de l'inflation. Les gens en ont assez des belles paroles du premier ministre, ils veulent des mesures.

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, encore une fois, les conservateurs ne semblent pas comprendre que l'inflation est un problème, et non une solution.

Nous avons axé notre discours du Trône et notre plan sur les solutions pour les Canadiens. Il y a notamment des solutions comme terminer la lutte contre la COVID-19, prendre des mesures vigoureuses contre les changements climatiques, rendre la vie plus abordable, avancer ensemble sur la voie de la réconciliation, aider les Canadiens à devenir propriétaires, créer des emplois et lutter contre la pénurie de main-d'œuvre. C'est ce que nous proposons, ce sont les solutions que les Canadiens veulent et pour lesquelles ils ont voté, il y a quelques mois.

* * *

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, je salue « l'épiphanie » du premier ministre. Il reconnaît l'existence de compétences des provinces et du Québec. Aléluia!

Si les ressources naturelles sont une compétence de l'Alberta, dans le cas du pétrole, il n'est pas obligé de lui donner de l'argent pour extraire le pétrole, ni directement, ni indirectement, ni en faisant semblant que c'est pour abaisser les émissions de gaz à effet de serre. Cela aurait pour effet d'augmenter la production.

Le fait de changer cela n'est-il pas un plan?

Questions orales

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, nous savons que les changements climatiques représentent une vraie menace non seulement pour la qualité de vie des générations futures, mais aussi pour leurs emplois et pour leurs carrières.

C'est pour cela que nous reconnaissons qu'il faut absolument lutter contre les changements climatiques et mettre une limite aux émissions des secteurs gazier et pétrolier afin de réduire ces émissions tout en investissant pour créer des bons emplois dans l'avenir.

Nous allons être là en qualité de gouvernement fédéral, qui sera le partenaire non seulement des provinces, mais de tous les Canadiens pour créer de bonnes carrières et une bonne qualité de vie dans l'avenir.

* * *

LA SANTÉ

M. Yves-François Blanchet (Beloeil—Chambly, BQ): Monsieur le Président, nous avons donc établi que le premier ministre vient de découvrir la notion de compétences provinciales ou québécoises. Nous avons aussi établi qu'il a la capacité de donner de l'argent pour des compétences provinciales ou québécoises. C'est fort intéressant.

Le premier ministre pourrait-il avoir une « épiphanie » complète et faire exactement la même affaire pour les transferts en santé?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, tout d'abord, je suis content que, enfin, le Bloc québécois commence à comprendre comment fonctionne la fédération canadienne. Il était temps.

Nous sommes là pour nous assurer de partenariats avec les provinces et pour investir en partenariat avec elles dans bien des domaines pour nous assurer que les Canadiens d'un bout à l'autre de ce grand pays, qui s'appelle le Canada, peuvent s'épanouir pleinement.

Nous sommes là comme gouvernement fédéral, comme nous l'avons été pendant la pandémie et comme nous sommes là pour les gens de Colombie-Britannique, mais aussi pour des programmes destinés à accroître notre économie, à aider les entreprises et pour garder les Canadiens en santé.

* * *

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, plus tôt pendant la période des questions, le premier ministre a dit « même en Alberta » de manière péjorative, ce qui est vraiment indigne du premier ministre de notre pays. Quelle honte!

Nous savons ce que le premier ministre pense des travailleurs de l'Ouest canadien, mais, en cette période où le prix du carburant grimpe en flèche, il doit mettre fin à ses attaques à l'égard de ces travailleurs. Ce sont eux qui procurent au Canada une source d'énergie faible en carbone, éthique et sûre, alors que le premier ministre se réjouit de voir des pétroliers transportant du pétrole saoudien sur le Saint-Laurent.

Le premier ministre sait-il à quel point le prix du pétrole a augmenté depuis la dernière fois où il a participé à la période des questions à la Chambre des communes?

• (1510)

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, permettez-moi de dire qu'au cours des derniers mois nous avons collaboré étroitement avec les Albertains, que ce soit avec des représentants des familles ou des organismes à but non lucratif. Ils ont exercé des pressions sur leurs élus pour faire progresser le dossier du programme de services de garde à 10 \$ par jour, qui, soit dit en passant, était déjà en place au Manitoba et en Saskatchewan l'été dernier. Nous nous sommes réjouis quand le gouvernement conservateur de l'Alberta a signé une entente historique sur un programme de garderies à 10 \$ par jour.

Le problème, c'est qu'aucun député conservateur de l'Alberta siégeant dans cette enceinte n'appuie le programme de services de garde à 10 \$ par jour, et c'est une honte pour tous les Albertains.

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, le gouvernement libéral n'a pas créé une seule place en garderie en Alberta. Le nombre d'emplois perdus dans ma province depuis l'arrivée au pouvoir du premier ministre se chiffre en centaines de milliers.

Le premier ministre a parlé plus tôt des coûts liés au logement. Il pense que le fait de verser l'argent des contribuables à des groupes de réflexion sophistiqués et d'accroître la dette — donc l'inflation — finira, en quelque sorte, par réduire le coût des matériaux de construction de base comme le bois, qui est démesuré, et il n'a rien prévu pour contrer ce problème.

Le premier ministre connaît-il seulement le coût d'un « deux par quatre » de nos jours?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, c'est intéressant d'entendre une députée conservatrice critiquer notre plan en matière de logement, qui prévoit notamment des initiatives conjointes avec les municipalités à hauteur de 4 milliards de dollars pour investir davantage dans le logement et offrir des incitatifs plus souples à l'achat d'une première maison, alors que le plan sur lequel la députée a fait campagne dans Calgary Nose Hill visait à offrir des allègements fiscaux aux propriétaires fortunés pour leur permettre de vendre plus facilement leurs immeubles.

Les conservateurs ne comprennent pas les défis auxquels sont confrontés les Canadiens en matière de logement, car si c'était le cas, ils suivraient notre exemple et proposeraient un vrai plan.

L'hon. Michelle Rempel Garner (Calgary Nose Hill, PCC): Monsieur le Président, les prix ont tous augmenté depuis que le premier ministre est à la barre, et j'inclus le logement là-dedans, car il est de moins en moins abordable. Le premier ministre n'a pas le courage de concocter un plan. Il n'a pas le courage de défendre les travailleurs canadiens et préfère l'exode de nos emplois à l'étranger. Il n'a pas le courage de s'adresser à la Chambre et de proposer des politiques économiques sensées qui permettraient de faire baisser le prix des biens de consommation et de remettre l'économie sur les rails. Il n'a pas le courage de se doter d'une vision.

La question qui se pose est donc: combien les Canadiens paient-ils leur poulet, ces jours-ci?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, comme tactique oratoire, j'ai vu mieux que d'accuser un collègue de couardise. Ce n'est probablement pas le ton auquel s'attendent les Canadiens, qui souhaitent au contraire des débats constructifs.

Questions orales

Les Canadiens nous ont réélus en nous confiant un mandat on ne peut plus clair: mettre fin à la pandémie une fois pour toutes — en misant sur les vaccins —, mais aussi investir dans d'autres projets, comme les garderies à 10 \$...

Le Président: Le niveau sonore augmente et je peux à peine entendre le premier ministre.

Je vais demander au premier ministre de reprendre depuis le début, s'il vous plaît.

Le très hon. Justin Trudeau: Monsieur le Président, lorsque les Canadiens ont retourné au travail cette Chambre nouvellement reconstituée pour mettre un terme à la pandémie, pour investir dans des garderies à 10 \$, pour bâtir un avenir meilleur, pour lutter contre les changements climatiques et pour créer de bons emplois, ils ne voulaient pas entendre des insultes ridicules dignes d'une cour d'école de la part de députés à l'endroit du gouvernement. C'est pourquoi nous allons continuer de nous concentrer sur les Canadiens même si les conservateurs continuent d'éclabousser le gouvernement.

Les Canadiens ont besoin de députés qui travaillent ensemble. C'est exactement ce que nous allons faire.

* * *

[Français]

LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

Mme Élisabeth Brière (Sherbrooke, Lib.): Monsieur le Président, hier, la gouverneure générale a lu le discours du Trône, discours qui décrit les objectifs du gouvernement et les moyens concrets pour les atteindre.

Une partie importante de ce discours porte sur l'action climatique, sur l'urgence d'agir et sur ce que nous ferons pour rebâtir notre économie et être un chef de file dans la lutte au changement climatique.

Le premier ministre peut-il dire aux jeunes de ma circonscription de Sherbrooke et aux Canadiens comment il compte atteindre ces objectifs importants?

• (1515)

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais remercier la députée de Sherbrooke de son dévouement à la lutte contre la crise climatique.

Pour créer des emplois et faire croître la classe moyenne, nous devons prendre des mesures ambitieuses en matière de climat. C'est pourquoi nous allons de l'avant avec des mesures comme le plafonnement et la réduction des émissions du secteur pétrolier et l'augmentation du prix de la pollution. Nous continuerons à investir dans nos travailleurs et dans notre industrie pour aider à entrer dans l'économie du futur tout en nous assurant que personne n'est laissé pour compte.

* * *

[Traduction]

L'AGRICULTURE ET L'AGROALIMENTAIRE

M. John Barlow (Foothills, PCC): Monsieur le Président, combien de fois l'agriculture a-t-elle été mentionnée dans le discours du Trône? Aucune. Il n'est donc pas surprenant que la première décision du premier ministre en agriculture ait été de mettre fin aux exportations de pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard vers les États-Unis. Il n'a pas consulté son homologue provincial, il n'a pas

consulté les familles d'agriculteurs qui seront consternées par cette décision.

Les insulaires ont déjà de la difficulté à joindre les deux bouts en raison de l'inflation créée par les libéraux, mais qu'à cela ne tienne, le premier ministre est bien décidé à anéantir l'une de leurs industries les plus importantes. Cette décision est fondée sur des motifs politiques, et non sur des données scientifiques.

Le premier ministre annulera-t-il cette interdiction dévastatrice et volontaire de nos exportations de pommes de terre?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, voici encore une preuve que les conservateurs ne se sont même pas donné la peine de lire le discours du Trône. Nous avons remédié directement à la décision politique prise par M. Harper il y a quelques années d'abolir l'Administration du rétablissement agricole des Prairies en rétablissant l'Agence canadienne de l'eau, qui aidera les agriculteurs des Prairies et, en fait, les gens partout au pays.

Au sujet des pommes de terre, nous sommes bien sûr extrêmement préoccupés. J'ai soulevé la question directement avec le Président la semaine dernière lorsque j'étais à Washington, parce que nous savons...

Le Président: Je vais demander au premier ministre de s'interrompre un instant.

Il peut reprendre.

Le très hon. Justin Trudeau: Monsieur le Président, en ce qui concerne ce grave problème pour les habitants de l'Île-du-Prince-Édouard, nous collaborons de près avec eux et avec les Américains pour convaincre ces derniers qu'aucune raison scientifique ne motive l'interdiction d'exporter les pommes de terre de consommation.

Nous allons continuer de défendre les intérêts des citoyens de l'île et trouver une solution fondée sur la science.

M. John Barlow (Foothills, PCC): Monsieur le Président, le premier ministre n'a manifestement aucune idée de ce dont nous parlons. Il devrait peut-être consulter les députés libéraux de l'Île-du-Prince-Édouard, qui n'ont pas dit un mot au sujet de cette décision.

D'un simple coup de stylo, le premier ministre a anéanti l'industrie de la pomme de terre de cette province. Les familles d'agriculteurs, comme les Rose à Souris ou la famille Ellis à O'Leary, sont dévastées.

Les députés de l'Île-du-Prince-Édouard peuvent-ils dire au premier ministre de lever cette interdiction imposée par notre propre gouvernement sur l'exportation de pommes de terre vers les États-Unis, oui ou non?

Questions orales

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, après que nous ayons constaté la présence de la galle verriqueuse sur des pommes de terre de semence de l'Île-du-Prince-Édouard, les Américains ont menacé d'interdire toutes les exportations de l'île vers les États-Unis. Nous avons décidé de suspendre volontairement ces exportations afin d'empêcher les Américains de prendre des mesures beaucoup plus difficiles à annuler. Cette action nous permet de travailler avec les Américains et d'autres partenaires, et de leur faire comprendre qu'aucune raison scientifique ne motive l'interdiction d'exporter les pommes de terre de consommation de l'Île-du-Prince-Édouard vers les États-Unis ou ailleurs.

Le Président: Je rappelle aux députés que les masques n'étouffent pas complètement le son.

Le député de Barrie—Innisfil a la parole.

* * *

L'ÉTHIQUE

M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC): Monsieur le Président, lors de la campagne électorale, le député de Calgary Skyview a été filmé par une caméra cachée dans une sonnette non seulement en train de retirer la documentation électorale de la candidate conservatrice Jag Sahota, mais aussi de la remplacer par sa propre documentation, qui fournissait des informations erronées au sujet d'un bureau de scrutin, ce pour quoi il fait face à des accusations. Le commissaire aux élections fédérales enquête actuellement sur cette affaire, et le député est passible d'une amende de 5 000 \$ et de six mois de prison.

Même si les libéraux et le premier ministre ont placé la barre bien bas en matière d'éthique et de conduite au cours des six dernières années, le premier ministre croit-il que ce genre de comportement est acceptable de la part d'un membre de son caucus?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, le député s'est excusé et il coopère pleinement avec Élections Canada dans le cadre des diverses procédures mises en branle.

* * *

• (1520)

LES SERVICES DE GARDE

Mme Jenica Atwin (Fredericton, Lib.): Monsieur le Président, notre gouvernement a conclu neuf ententes sur les services de garde dans toutes les provinces et tous les territoires. Je suis parfaitement consciente que l'accès à ces services aura une incidence considérable sur les familles de ma circonscription et de tout le Canada. Ces services donneront certes à nos enfants le meilleur départ possible dans la vie, mais ils permettront aussi aux parents, surtout aux mères, de poursuivre leur cheminement professionnel. Au reste, les garderies créeront de bons emplois bien rémunérés pour les éducateurs.

Le premier ministre peut-il informer la Chambre des ententes conclues, de celles que nous attendons encore et de la façon dont ces services changeront la vie des Canadiens?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais remercier la remarquable députée de Fredericton de cette importante question.

Ce mois-ci, l'Alberta s'est jointe à notre système pancanadien d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, devenant ainsi la

neuvième administration à offrir aux familles des places en garderie à 10 \$ par jour. Cela signifie que, d'ici cinq ans, 60 % de tous les enfants canadiens de moins de six ans auront accès à des services d'apprentissage et de garde à 10 \$ par jour. Ensemble, nous allons terminer le travail afin d'offrir des services de garde à 10 \$ par jour à toutes les familles canadiennes, y compris celles du Nouveau-Brunswick.

* * *

LES PROGRAMMES GOUVERNEMENTAUX

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, le gouvernement réduit actuellement l'aide dont les aînés et familles vulnérables ont besoin. La réduction du Supplément de revenu garanti et des prestations pour enfants place les aînés et familles vulnérables en situation précaire, puisqu'ils ont du mal à manger et à se loger, faute de moyens.

Le premier ministre peut remédier à la situation dès maintenant. Le premier ministre s'engagera-t-il aujourd'hui à mettre un terme aux réductions du SRG et des prestations pour enfants et, partant, à la souffrance infligée aux aînés et familles vulnérables?

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je tiens d'abord à remercier le chef du NPD pour sa défense incessante des Canadiens, ce que nous nous efforçons aussi de faire de ce côté-ci de la Chambre. J'ai hâte de travailler avec lui sur des dossiers comme celui-là.

Depuis le début, la priorité du gouvernement est de soutenir les plus vulnérables. C'est pourquoi il a travaillé dur pour consolider la sécurité du revenu pour les aînés, ce qui comprend la bonification du Supplément du revenu garanti. C'est également pour cette raison que le gouvernement a mis fin à la pratique conservatrice de verser des prestations pour enfants aux millionnaires et a plutôt décidé d'envoyer plus d'argent aux familles qui en ont besoin grâce à l'Allocation canadienne pour enfants. Au plus fort de la pandémie, le gouvernement a mis en place la PCU pour aider la population. Nous savons que cette prestation aide certains des éléments les plus vulnérables de la société. Les ministres travaillent aujourd'hui activement sur cette question afin de trouver la bonne façon de soutenir les Canadiens vulnérables, car le gouvernement sera toujours là pour eux.

AFFAIRES COURANTES

• (1525)

[Traduction]

LE COMMERCE INTERNATIONAL

L'hon. Mary Ng (ministre du Commerce international, de la Promotion des exportations, de la Petite Entreprise et du Développement économique, Lib.): Monsieur le Président, conformément à l'article 32(2) du Règlement, et selon les modalités prescrites dans la politique modifiée sur le dépôt des traités au Parlement, qui exige une transparence accrue, je suis heureuse d'informer la Chambre des communes que le gouvernement a l'intention d'entreprendre des négociations en vue d'un accord de libre-échange entre le Canada et l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est, l'ANASE. Le gouvernement du Canada compte lancer les négociations avec l'ANASE par une première ronde de négociations qui aura lieu dans les 90 jours suivant la date du présent avis. Conformément à la politique, le Canada est à négocier les objectifs de l'accord de libre-échange Canada-ANASE, qui seront eux aussi déposés à la Chambre au plus tard 30 jours avant la tenue de la première ronde de négociations entre le Canada et l'ANASE.

Je suis également heureuse de présenter à la Chambre des communes les objectifs de négociation du gouvernement du Canada pour un accord de partenariat économique global Canada-Indonésie. Le gouvernement du Canada compte commencer les négociations par la tenue d'une première ronde de négociations avec l'Indonésie dès que possible, mais, conformément à la politique, cette première ronde aura lieu au plus tôt dans 30 jours à partir d'aujourd'hui.

* * *

LOI VISANT À FOURNIR UN SOUTIEN SUPPLÉMENTAIRE EN RÉPONSE À LA COVID-19

L'hon. Chrystia Freeland (vice-première ministre et ministre des Finances, Lib.) demande à présenter le projet de loi C-2, Loi visant à fournir un soutien supplémentaire en réponse à la COVID-19.

(Les motions sont réputées adoptées, le projet de loi est lu pour la première fois et imprimé.)

* * *

LES COMITÉS PLÉNIERS

LA NOMINATION AU POSTE DE PRÉSIDENT

Le Président: Après mon élection à la présidence, j'ai consulté les chefs des partis reconnus au sujet de la nomination des autres occupants du fauteuil. Je suis maintenant prêt à soumettre à l'approbation de la Chambre un candidat au poste de vice-président de la Chambre et président des comités pléniers.

[Français]

Conformément à l'article 7 du Règlement, je propose que M. d'Entremont soit nommé vice-président de la Chambre et président des comités pléniers.

La motion est réputée proposée et appuyée. Plaît-il à la Chambre d'adopter cette motion?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

Affaires courantes

LA NOMINATION AU POSTE DE VICE-PRÉSIDENTE

Le Président: Je suis maintenant prêt à proposer, pour l'adoption par la Chambre, un candidat pour le poste de vice-président adjoint de la Chambre et vice-président des comités pléniers.

[Traduction]

Conformément à l'article 8 du Règlement, je propose Mme Hughes pour le poste de vice-présidente adjointe de la Chambre et vice-présidente des comités pléniers.

[Français]

La motion est réputée proposée et appuyée. Plaît-il à la Chambre d'adopter cette motion?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

* * *

[Traduction]

PÉTITIONS

L'ÉTHIOPIE

M. Greg McLean (Calgary-Centre, PCC): Monsieur le Président, c'est un plaisir pour moi de présenter aujourd'hui une pétition attirant l'attention de la Chambre des communes sur les périodes préoccupantes d'instabilité et de violence que traverse la région du Tigré, en Éthiopie. Les pétitionnaires indiquent que ce conflit a entraîné des violations extrêmes des droits de la personne et une crise humanitaire.

Ils demandent au gouvernement du Canada d'agir et de nouer un dialogue direct et soutenu avec les gouvernements de l'Éthiopie et de l'Érythrée à propos du conflit.

L'AFGHANISTAN

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, je vous félicite de votre élection et suis heureux d'être de retour.

Je présente une pétition concernant la grave situation des communautés minoritaires en Afghanistan. Les pétitionnaires demandent au gouvernement de prendre acte de la situation des sikhs, des hindous, des Hazaras, des chrétiens et des autres communautés minoritaires dont la situation, déjà précaire avant la prise de contrôle par les talibans, s'est depuis aggravée.

Cette pétition a circulé avant la prise de contrôle par les talibans et demande au gouvernement de créer un programme spécial pour aider les minorités vulnérables à bénéficier d'un parrainage direct pour venir au Canada. Les conservateurs réclament ce programme spécial depuis plus de six ans, mais les libéraux ne font rien. Au lieu de s'occuper de la crise en Afghanistan, le gouvernement a choisi de déclencher des élections inutiles le jour même de la chute de Kaboul. Il a placé ses propres intérêts devant sa responsabilité de diriger. Les pétitionnaires veulent voir un véritable leadership de la part du Canada en matière de défense de la justice, des droits de la personne et des intérêts des populations les plus vulnérables en Afghanistan et ailleurs dans le monde.

Affaires courantes

● (1530)

LES HAZARAS

M. Alex Ruff (Bruce—Grey—Owen Sound, PCC): Monsieur le Président, je présente aujourd'hui une pétition signée par des Canadiens qui sont préoccupés par les atrocités dont la communauté des Hazaras, en Afghanistan, a été et est encore victime.

Les pétitionnaires exhortent le gouvernement du Canada à reconnaître le génocide contre les Hazaras, à désigner le 25 septembre comme jour de commémoration du génocide hazara, à veiller à ce que toute l'aide offerte par les Canadiens en Afghanistan continue de contribuer à la paix et à la sécurité dans la région, et à se battre pour les droits de toutes les minorités afghanes, y compris les Hazaras, les chrétiens, les sikhs et les hindous.

Les pétitionnaires veulent que le Canada exerce un véritable leadership en vue de promouvoir la justice et les droits de la personne, de défendre les Hazaras et d'autres communautés minoritaires de l'Afghanistan, et de reconnaître le génocide dont ont souffert les Hazaras.

[Français]

L'OLÉODUC TRANS MOUNTAIN

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter une pétition au sujet de l'oléoduc Trans Mountain.

[Traduction]

Pour les pétitionnaires, il est crucial que le projet d'expansion de l'oléoduc Trans Mountain ne soit pas mis à exécution. Ils font valoir qu'un déversement de bitume dilué aurait des conséquences désastreuses pour les économies et les écosystèmes locaux, et ce, dans l'ensemble de la Colombie-Britannique, mais plus particulièrement dans la zone côtière et dans l'ensemble des 800 plans d'eau, affluents et rivières que traverserait l'oléoduc.

Les pétitionnaires exhortent le gouvernement à renoncer à l'approbation du projet d'expansion de l'oléoduc Trans Mountain ou à tout investissement public dans ce projet.

LA LOI DE L'IMPÔT SUR LE REVENU

M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Monsieur le Président, félicitations et bon retour à la Chambre.

Je prends la parole pour présenter une pétition au nom des gens de ma circonscription qui vivent dans les villes de Fox Creek et Swan Hills. Ces deux villes, situées dans le Nord de l'Alberta, sont parmi les plus hautes en altitude du Canada.

Les pétitionnaires soulignent que les distances à parcourir, les frais de chauffage élevés et d'autres dépenses augmentent le coût de la vie dans ces collectivités. Ils demandent donc de passer de la zone intermédiaire visée par règlement en Alberta à la zone de déduction fiscale pour habitants des régions éloignées afin d'être admissibles à la déduction pour les habitants de régions éloignées.

Les pétitionnaires demandent au gouvernement d'inclure Fox Creek et Swan Hills parmi les collectivités de la zone intermédiaire visée par règlement, ce qui permettrait aux habitants de ces collectivités de réclamer ces déductions.

LA PORNOGRAPHIE

M. Arnold Viersen (Peace River—Westlock, PCC): Monsieur le Président, la prochaine pétition est signée par des Canadiens de partout au pays.

Les pétitionnaires sont inquiets de la facilité avec laquelle on peut trouver en ligne du contenu violent et sexuellement explicite avilissant et de ses effets sur la santé publique, particulièrement pour les femmes et les jeunes filles. Ils sont conscients qu'il n'est pas possible de prévenir la violence sexuelle si on permet à des entreprises comme Pornhub d'exposer librement et quotidiennement les enfants à du matériel sexuellement explicite et violent.

Les pétitionnaires soulignent que, selon la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant, le Canada doit prendre des mesures pour protéger les enfants des contenus médiatiques nuisibles à leur bien-être. Ils demandent donc à la Chambre des communes d'exiger une méthode de vérification efficace de l'âge.

LES HAZARAS

M. Rick Perkins (South Shore—St. Margarets, PCC): Monsieur le Président, j'ai l'honneur de présenter deux pétitions signées par des Canadiens préoccupés par les atrocités subies par le peuple hazara en Afghanistan dans le passé et encore aujourd'hui.

De 1891 à 1893, une campagne génocidaire a été menée contre cette ethnie. Puis, en 1998, durant le premier règne des talibans, des milliers d'hommes, de femmes et d'enfants hazaras ont été massacrés. Depuis la chute du régime, les Hazaras ont souvent été la cible de violence et de harcèlement et, sans contredit, la situation s'est gravement détériorée.

Les pétitionnaires pressent le gouvernement de reconnaître le génocide du peuple hazara, de désigner le 25 septembre comme jour de commémoration de ce génocide, de veiller à ce que l'aide canadienne à l'Afghanistan contribue à la paix et à la sécurité de la région et de défendre les droits des toutes les minorités vivant en territoire afghan, notamment les Hazaras, les chrétiens, les sikhs et les hindous.

Les pétitionnaires souhaitent que le Canada fasse preuve de leadership dans la défense de la justice et des droits de la personne, qu'il appuie la communauté hazara et les autres minorités présentes en Afghanistan et qu'il reconnaisse le génocide perpétré contre le peuple hazara.

● (1535)

Le Président: Je rappelle aux députés que lorsqu'ils présentent une pétition, ils doivent faire passer leur message de façon aussi concise et brève que possible. J'estime que c'est la meilleure façon de procéder étant donné que nous ne disposons que d'un temps limité. Bref, si un député utilise tout le temps alloué, d'autres intervenants n'auront pas la possibilité de présenter de pétitions.

Nous ne passerons pas aux Questions au Feuilleton, parce qu'aucune question n'est inscrite au Feuilleton d'aujourd'hui.

[Français]

Les questions qui ont été soumises au cours des derniers jours apparaissent présentement au Feuilleton des avis et apparaîtront au Feuilleton de demain.

[Traduction]

DEMANDE DE DÉBAT D'URGENCE

LES INONDATIONS EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

Le Président: J'ai reçu une demande de débat d'urgence de la part de la députée de Saanich—Gulf Islands.

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, je crois que cette demande jouit d'un appui massif de tous les partis à la Chambre.

Je demande un débat d'urgence sur les conséquences graves de l'urgence climatique, en particulier parce qu'elles touchent actuellement ma province, la Colombie-Britannique. Tout a commencé par le dôme de chaleur que la province a connu à la fin juin et au début juillet et qui a provoqué la mort de près de 600 personnes en l'espace de quatre jours. Les feux de forêt se sont ensuite multipliés au cours de l'été et nous sommes maintenant aux prises avec une rivière atmosphérique qui a décimé nos infrastructures, a causé la mort, a détruit des maisons et des fermes, et cela continue. Nous voyons les conséquences de l'urgence climatique également à Terre-Neuve-et-Labrador, où des infrastructures ont aussi été détruites.

Ce débat est très à propos et il respecte nos règles sur les débats d'urgence. La situation n'est pas chronique; il s'agit d'une rencontre urgente, et les députés de tous les partis souhaiteraient qu'une décision soit rendue pour nous permettre de discuter, de débattre et, j'ose espérer, dans un esprit de collaboration et d'alliance entre les partis, de faire cause commune avec les habitants de la Colombie-Britannique, les Premières Nations, et les gens qui souffrent de l'urgence climatique partout au pays.

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NPĐ): Monsieur le Président, j'aimerais ajouter ma voix à ceux qui appuient la demande de débat d'urgence sur les inondations en Colombie-Britannique, où la situation est critique.

Depuis que je siège à la Chambre, nous avons tenu des débats d'urgence sur la fermeture de pipelines, sur des barrages ferroviaires et sur la lutte contre les changements climatiques. Les inondations actuelles regroupent tous ces éléments. Un épisode de pluie d'une seule journée a causé des torts irréparables aux Britanno-Colombiens, et tous les Canadiens sont touchés par cet événement. J'aimerais donc ajouter mon appui à la demande de débat d'urgence.

L'hon. Ed Fast (Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, je me permets de commencer par vous féliciter de votre réélection à titre de Président. Je crois que vous le méritez bien et je me réjouis de pouvoir travailler avec vous pendant cette nouvelle législature.

Ma demande est plus précise que celle de mes collègues. Elle concerne l'épisode de pluie, aussi appelé « rivière atmosphérique », qu'a connu la Colombie-Britannique durant la dernière semaine, ainsi que toute la destruction que cette catastrophe a entraînée à l'échelle de la province. Je souligne que ces inondations massives se sont abattues sur l'ensemble des collectivités de la vallée du Fraser, du canyon du Fraser et de l'intérieur de la Colombie-Britannique. Au moins quatre personnes y ont trouvé la mort. Des digues ont cédé, d'importantes voies ferrées et autoroutes ont été gravement endommagées, et une vaste opération d'évacuation des résidents et de leur bétail a dû être organisée. En outre, les communautés de Merritt et de Princeton ont été complètement évacuées.

On peut facilement s'imaginer le déplacement et l'angoisse que des milliers de familles ont subis. Les conséquences humaines et

Décision de la présidence

économiques seront énormes — et le sont déjà. On pourrait même affirmer qu'il s'agit de la pire catastrophe naturelle de l'histoire de notre pays. De toute évidence, le gouvernement fédéral doit jouer un rôle de premier plan pour fournir de l'aide d'urgence dans les régions ravagées par les inondations et pour préparer un plan financé à long terme prévoyant des investissements dans les infrastructures essentielles afin d'éviter qu'un tel désastre ne se reproduise.

Je demande donc la tenue d'un débat d'urgence afin que nous puissions discuter de la façon dont nous pouvons travailler ensemble, peu importe nos allégeances politiques. À en juger par les observations de mes collègues des autres partis, je sens qu'il y a une volonté de procéder à un débat d'urgence sur le sujet. Toutefois, le débat devrait porter expressément sur ce qui vient de se produire la semaine dernière.

Je vous saurais gré, monsieur le Président, de bien vouloir tenir compte de ma demande.

● (1540)

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais souligner que le gouvernement appuie sans réserve la tenue d'un débat d'urgence sur la situation dévastatrice qui frappe actuellement la Colombie-Britannique.

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Le Président: Il y a deux autres demandes, mais avant de poursuivre, je tiens à remercier les députés de leurs interventions et à signaler que je suis prêt à autoriser la tenue d'un débat d'urgence sur les inondations en Colombie-Britannique. Ce débat aura lieu plus tard aujourd'hui, à l'heure ordinaire de l'ajournement.

Nous passons maintenant à la députée de Vancouver-Est.

LA SITUATION EN AFGHANISTAN

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPĐ): Monsieur le Président, en plus du débat d'urgence sur la situation en Colombie-Britannique et la crise climatique, je vous demande d'envisager la tenue d'un débat d'urgence sur la crise humanitaire en Afghanistan.

Comme nous le savons, les élections ont été déclenchées le 15 août dernier, le jour même de la chute du gouvernement de l'Afghanistan. La sécurité de nombreuses personnes a alors été compromise par le retour du régime taliban. Nous savons que cette situation urgente perdure depuis août. De nombreux Afghans ont aidé des Canadiens alors que nos forces armées se trouvaient là-bas. Ils étaient là pour les soutenir, mais on les a abandonnés à leur sort, eux et leurs proches.

Nous savons aussi que des Canadiens ont parrainé des conjoints et des enfants pour qu'ils viennent au pays et que le traitement des dossiers a été retardé. Ils n'ont pas réussi à faire venir leurs proches au Canada.

La situation est urgente. Il faut tenir ce débat pour parler de la réponse du gouvernement à la crise humanitaire en Afghanistan et d'autres mesures qui doivent être prises pour sauver des vies. J'espère que vous autoriserez la tenue de ce débat, monsieur le Président.

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Le Président: Je remercie la députée de Vancouver-Est de son intervention. Cependant, je ne suis pas convaincu que sa demande réponde aux exigences du Règlement.

Le député d'Elmwood—Transcona a la parole.

Recours au Règlement

LES AÎNÉS

M. Daniel Blaikie (Elmwood—Transcona, NPD): Monsieur le Président, c'est un plaisir de prendre la parole pour la première fois de la présente législature. Je tiens à remercier les électeurs d'Elmwood—Transcona qui m'ont réélu pour les représenter à Ottawa.

Conformément à l'article 52 du Règlement, je demande la tenue d'un débat d'urgence sur la crise qui frappe des dizaines de milliers d'ainés vulnérables du Canada qui ont vu leur Supplément de revenu garanti être réduit parce qu'ils ont touché des prestations d'urgence liées à la pandémie l'année dernière. Qu'arrivera-t-il à ces aînés? Nous avons entendu des histoires déchirantes de partout au pays concernant des aînés qui n'arrivent tout simplement pas à joindre les deux bouts. Ils ne reçoivent plus de prestation d'urgence. Leur budget était déjà très serré et la réduction de leur Supplément de revenu garanti signifie qu'ils ne pourront plus payer le loyer. Certains auraient même été évincés de leur demeure. On les jette à la rue et ils n'ont nulle part où aller.

Abstraction faite de tous les bons arguments moraux en faveur du soutien de nos aînés les plus vulnérables, nous savons qu'il sera plus coûteux de répondre aux besoins de ces aînés s'ils sont à la rue que s'ils restent chez eux. Je crois que, si un plus grand nombre de députés ici présents comprenaient mieux ce fait, nous pourrions amener le gouvernement à agir en ce sens.

Nous avons soulevé cette question à la première occasion ici à la Chambre, mais nous l'avons également soulevée à la première occasion à l'extérieur de la Chambre, au début d'août. Nous l'avons soulevée lors de la campagne électorale. Nous l'avons ensuite soulevée dans des lettres, des appels téléphoniques et des conversations avec des ministres. Aujourd'hui, c'est la première fois que nous avons l'occasion de la soulever à la Chambre, et nous pensons qu'il serait approprié de tenir un débat d'urgence, alors que ces personnes âgées sont expulsées de leur domicile, pour pouvoir mettre un terme à cette situation le plus rapidement possible et aider ceux qui ont déjà été expulsés à rentrer chez eux.

● (1545)

DÉCISION DE LA PRÉSIDENTE

Le Président: Je tiens à remercier le député d'Elmwood—Transcona pour son intervention; cependant, je ne suis pas convaincu que sa demande réponde aux exigences du Règlement à ce stade.

Le député de Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes invoque le Règlement.

* * *

RECOURS AU RÈGLEMENT

LES QUESTIONS DE PRIVILÈGE

M. Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes, PCC): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole pour la première fois au cours de la 44^e législature. Je vous félicite de votre élection au poste de Président. De plus, je suis ravi de me joindre à tous mes collègues ici à la Chambre.

J'aimerais faire un rappel au Règlement qui est inhabituellement court si je le compare à mes interventions antérieures. Il concerne les deux questions de privilège soulevées hier au sujet de points qui étaient en suspens au moment de la dissolution du Parlement. L'affaire préoccupait particulièrement le leader du gouvernement à la Chambre, et c'est pourquoi le leader à la Chambre de mon parti a

cité hier le passage suivant de *La procédure et les usages de la Chambre des communes*, troisième édition, à la page 81:

La Chambre des communes, en exerçant son pouvoir de réprimer l'outrage, dispose d'une très grande latitude pour défendre sa dignité et son autorité. En d'autres termes, elle peut considérer toute inconduite comme un outrage et la traiter en conséquence. Les cas d'outrage commis pendant une législature peuvent même être punis au cours d'une autre législature.

Ce dernier point a fait l'objet d'une décision explicite rendue par le Président Jerome le 9 novembre 1978, à la page 965 des Débats de la Chambre des communes, au sujet d'allégations voulant que des renseignements trompeurs aient été présentés au cours de la 29^e législature, qui avaient été soulevées au cours de la quatrième année de la 30^e législature. La présidente a cité la 19^e édition de l'ouvrage *Erskine May's Parliamentary Practice*, à la page 161: « [...] un outrage commis contre une législature peut être puni par une autre [...] » Après quoi, elle a déclaré: « Cette citation règle manifestement la question. »

Comme on peut le lire à la page 5797 des Débats de la Chambre des communes, la Présidente Sauvé a réitéré ce principe pendant la 32^e législature, le 16 décembre 1980. Elle a alors rendu sa décision à propos de la question de privilège qui avait été soulevée par l'un de mes prédécesseurs, Tom Cossitt, concernant sa question inscrite au Feuilleton pendant la 30^e législature. Bien que la Présidente n'ait pas conclu que la question était fondée de prime abord pour d'autres raisons, elle a déclaré ceci: « Tout d'abord, je puis affirmer aux députés qu'on peut protester contre un outrage commis au cours d'une législature donnée et qu'on peut le sanctionner au cours d'une autre. »

Finalement, je tiens à mentionner une citation beaucoup plus récente. Le 23 juin, le whip en chef de l'opposition a invoqué le Règlement pour demander, entre autres choses, ce qu'il adviendrait des questions de privilège à l'étude actuellement alors que, selon de fortes rumeurs, des élections seraient déclenchées pendant l'été. Voici ce que vous lui avez répondu, monsieur le Président, comme on le voit à la page 9060 des Débats de la Chambre des communes:

Je veux simplement m'assurer que tout est fait correctement et que la réponse est juste.

Les questions de privilège et les recours au Règlement seront reportés, et ce sera au Président du moment de les examiner et de recueillir tous les renseignements requis face à l'évolution des affaires avant de rendre une décision.

J'ai découvert dernièrement un proverbe italien qu'on pourrait traduire comme suit: « On reconnaît l'oiseau à son chant et l'homme à ses paroles. » Je ne me risquerai pas à le dire en italien, monsieur le Président.

La Chambre des communes vous fait confiance parce que vous êtes un homme d'honneur, un homme de parole. Il y a plusieurs années, quand mon prédécesseur M. Cossitt a soulevé une question auprès de la présidente de l'époque, il avait confiance qu'elle serait traitée correctement. J'en fais autant aujourd'hui en m'adressant à vous.

Le Président: Je remercie le député et je prendrai cela en délibéré.

Le député de Windsor-Ouest a la parole.

M. Brian Masse: Monsieur le Président, c'est la première fois que je prends la parole dans la présente session. Je tiens à remercier les habitants de Windsor-Ouest et à vous féliciter. Mon recours au Règlement sera bref, mais il sera pertinent, au moins pour savoir si vous avez des connaissances à partager avec la Chambre.

Aujourd'hui, la ministre du Commerce international a présenté son intention de conclure un accord commercial avec l'Association des Nations de l'Asie du Sud-Est. Cependant, nous n'avons pas encore formé les comités et il n'y a eu aucune discussion à ce sujet.

Je me demande si vous avez des informations à nous communiquer à ce sujet, car il ne nous reste que quelques semaines avant la pause de décembre. Il y a un processus de 90 jours à respecter; alors, le temps dont le comité et les députés auront besoin pour en discuter risque d'être pris très bientôt.

J'espère, monsieur le Président, que vous pourrez nous en dire plus quant à la formation des comités. Tant qu'ils ne seront pas formés, les députés ne pourront pas représenter pleinement leurs concitoyens et le Canada.

Le Président: Je rappelle au député qu'il revient à la Chambre de nommer le Comité de la procédure et des affaires de la Chambre. Lorsqu'il sera prêt, je suis certain qu'il en fera rapport à la Chambre. Nous pourrions ensuite aller de l'avant.

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

• (1550)

[Traduction]

L'ORDRE RELATIF AUX TRAVAUX DE LA CHAMBRE ET DE SES COMITÉS

L'hon. Mark Holland (leader du gouvernement à la Chambre des communes, Lib.) propose:

Que, nonobstant tout article du Règlement, ordre spécial ou usage habituel de la Chambre, à compter du jour de séance après l'adoption de cet ordre jusqu'au jeudi 23 juin 2022:

- a) les députés puissent participer aux délibérations de la Chambre en personne ou par vidéoconférence, pourvu que les députés participant en personne le fassent en conformité avec la décision du Bureau de régie interne du mardi 19 octobre 2021 au sujet de la vaccination contre la COVID-19, et que les raisons de l'exemption médicale suivent les lignes directrices du document « Exemptions médicales à l'immunisation contre la COVID-19 » du Ministère de la santé de l'Ontario et du Comité consultatif national de l'immunisation (CCNI);
- b) les députés participant à distance à une séance de la Chambre soient comptés pour fins de quorum;
- c) toute référence dans le Règlement relative à l'exigence des députés de se lever ou d'être à leur place, ainsi que toute référence au fauteuil, au bureau ou à l'enceinte de la Chambre soit interprétée de manière cohérente avec la nature virtuelle des délibérations;
- d) l'application de l'article 17 du Règlement soit suspendue;
- e) l'application de l'article 62 du Règlement soit suspendue pour tous les députés participant à distance;
- f) aux articles 26(2), 53(4), 56.1(3) et 56.2(2) du Règlement, la référence au nombre de députés devant se lever soit remplacée par le mot « cinq »;
- g) des documents puissent être déposés ou présentés à la Chambre sous forme électronique pourvu que:
 - (i) les documents déposés conformément à l'article 32(1) du Règlement soient déposés auprès du greffier de la Chambre sous forme électronique,
 - (ii) durant les affaires courantes, les députés qui participent à distance puissent déposer des documents ou présenter des pétitions ou des rapports à la Chambre sous forme électronique, pourvu que les documents soient transmis au greffier avant leur intervention,
 - (iii) toute pétition présentée conformément à l'article 36(5) du Règlement puisse être déposée auprès du greffier sous forme électronique,
 - (iv) les réponses aux questions inscrites au Feuilleton déposées conformément à l'article 39 du Règlement puissent être déposées sous forme électronique;
- h) si la Chambre se forme en comité plénier, la présidence puisse présider du fauteuil du Président;

Ordres émanant du gouvernement

i) au moment de la mise aux voix, lorsque la question pourrait donner lieu à un vote par appel nominal, au lieu de procéder à un vote par oui ou non, un représentant d'un parti reconnu puisse se lever pour demander un vote par appel nominal ou que la question ainsi mise aux voix soit adoptée avec dissidence, pourvu qu'une demande de vote par appel nominal ait préséance;

j) lorsqu'un vote par appel nominal est demandé à l'égard d'une motion sujette à débat ou une motion pour l'adoption d'un projet de loi à l'étape du rapport un vendredi, y compris tout vote résultant de l'application de l'article 78 du Règlement, mais à l'exclusion de tout vote relatif à toute motion relative au débat sur l'Adresse en réponse au discours du Trône conformément à l'article 50 du Règlement, au débat sur le budget conformément à l'article 84 du Règlement ou aux travaux des subsides se déroulant le dernier jour d'une période des subsides, sauf tel que prévu aux articles 81(17) et 81(18)b) du Règlement, ou découlant d'un ordre adopté conformément à l'article 57 du Règlement,

(i) avant 14 heures les lundis, mardis, mercredis ou jeudis, il soit différé à la fin de la période des questions orales de la séance, ou

(ii) après 14 heures les lundis, mardis, mercredis ou jeudis, ou à toute heure le vendredi, il soit différé à la fin de la période des questions orales de la prochaine séance qui n'est pas un vendredi,

pourvu que toute prolongation en vertu de l'article 45(7.1) du Règlement n'excède pas 90 minutes;

k) si une motion pour la question préalable en vertu de l'article 61 du Règlement est adoptée sans vote par appel nominal, le vote sur la question principale puisse être différé en vertu des dispositions du paragraphe j), mais si un vote par appel nominal est demandé sur la question préalable et que ce vote est différé et la question préalable est par la suite adoptée, le vote sur la question initiale ne soit pas différé;

l) lorsqu'un vote par appel nominal qui aurait normalement été réputé différé juste avant la période prévue pour les affaires émanant des députés un mercredi visé par cet ordre est demandé, il soit réputé avoir été différé à la fin de la période des questions orales de ce même mercredi;

m) pour plus de certitude, cet ordre ne limite nullement l'application de l'article 45(7) du Règlement;

n) lorsqu'un vote par appel nominal doit avoir lieu, la sonnerie d'appel fonctionne pendant au plus 30 minutes, à l'exception des votes par appel nominal différés à la conclusion des questions orales, où la sonnerie d'appel fonctionne pendant au plus 15 minutes;

o) l'Administration de la Chambre soit chargée de commencer dès que possible le processus d'inscription de tous les députés à l'application de vote électronique employée lors de la 43^e législature, que ce processus soit complété au plus tard le mercredi 8 décembre 2021, et que tout député n'ayant pas été inscrit au cours de cette période soit obligé de voter en personne ou par vidéoconférence;

p) jusqu'à ce que le processus d'inscription soit complété, les votes par appel nominal aient lieu de la manière usuelle pour les députés qui participent en personne et par appel nominal pour les députés qui participent par vidéoconférence, pourvu que ceux qui participent par vidéoconférence aient leur caméra allumée pour la durée du vote;

q) une fois le processus d'inscription prévu au paragraphe o) terminé, le Président en informe la Chambre et, au plus tard le jeudi 9 décembre 2021, les votes par appel nominal aient lieu de la manière usuelle pour les députés qui participent en personne ou par voie électronique pour tous les autres députés, pourvu que:

(i) les votes électroniques soient exprimés à partir du Canada par l'entremise de l'application de vote électronique de la Chambre des communes, à l'aide de l'appareil mobile du député géré par la Chambre et à partir de son compte personnel de la Chambre des communes, et que chaque vote exige une validation de l'identité visuelle,

(ii) la période accordée pour voter par voie électronique sur une motion soit de 10 minutes, période qui commence après la lecture de la motion à la Chambre par la présidence, et les députés votant par voie électronique puissent changer leur vote jusqu'à ce que la période de vote électronique prenne fin,

(iii) si un député exprime son vote en personne et par voie électronique, son vote en personne ait préséance,

(iv) tout député incapable de voter au moyen du système de vote électronique durant la période de 10 minutes en raison de difficultés techniques puisse se joindre à la séance virtuelle pour indiquer à la présidence son intention de voter par système de vidéoconférence de la Chambre,

Ordres émanant du gouvernement

(v) à la suite de toute préoccupation, identifiée par le système de vote électronique, qui est soulevée par un agent supérieur de la Chambre d'un parti reconnu en ce qui concerne l'identité visuelle d'un député qui utilise le système de vote électronique, le député en question doit répondre immédiatement pour confirmer son intention de vote, soit en personne soit par l'entremise du système de vidéoconférence de la Chambre, faute de quoi le vote ne sera pas enregistré,

(vi) le whip de chaque parti reconnu ait accès à un outil pour confirmer l'identité visuelle de chaque député votant par voie électronique, et que le vote des députés votant par voie électronique soit disponible au public pendant la période accordée pour le vote,

(vii) les votes en comité plénier se tiennent de façon semblable aux votes se tenant lors des séances de la Chambre, sauf pour ce qui est de l'obligation de convoquer les députés,

(viii) toute question devant être résolue par scrutin secret soit exclue de cet ordre,

(ix) lors de l'appel d'un vote par appel nominal sur une affaire émanant des députés, lorsque le parrain de l'affaire est le premier à voter et présent au commencement du vote, il soit appelé en premier, qu'il participe en personne ou par vidéoconférence;

r) lors des réunions des comités permanents, comités mixtes permanents, spéciaux et législatifs, ainsi que du comité de liaison, et de leurs sous-comités, le cas échéant, les députés puissent participer en personne ou par vidéoconférence, pourvu que les députés participant en personne le fassent en conformité avec la décision du Bureau de régie interne du mardi 19 octobre 2021 au sujet de la vaccination contre la COVID-19, et que les raisons de l'exemption médicale suivent les lignes directrices du document « Exemptions médicales à l'immunisation contre la COVID-19 » du Ministère de la santé de l'Ontario et celles du CCNI, et les témoins doivent participer à distance, pourvu que la priorité d'utilisation des ressources de la Chambre soit établie par entente de tous les whips des partis reconnus et que les dispositions suivantes s'appliquent aux réunions virtuelles ou hybrides:

- (i) les membres participant à distance soient comptés pour fins de quorum,
- (ii) toutes les questions soient décidées par appel nominal, sauf celles agréées du consentement unanime ou avec dissidence,
- (iii) lorsque plus d'une motion est proposée pour l'élection du président ou d'un vice-président d'un comité, toute motion reçue après la première soit traitée comme un avis de motion et que ces motions soient soumises au comité l'une après l'autre jusqu'à ce que l'une d'elles soit adoptée,
- (iv) les délibérations publiques soient rendues disponibles au public via le site Web de la Chambre des communes,
- (v) les délibérations à huis clos puissent être menées d'une manière qui tienne compte des risques potentiels pour la confidentialité inhérente aux réunions avec des participants à distance,
- (vi) les avis de substitution de membres, en vertu de l'article 114(2) du Règlement et les demandes conformément à l'article 106(4) du Règlement soient remis au greffier de chaque comité par courriel;

s) jusqu'au vendredi 10 décembre 2021:

(i) l'article 81(5) du Règlement soit modifié comme suit: « Un budget supplémentaire des dépenses est réputé renvoyé à un comité plénier de la Chambre dès sa présentation à la Chambre. Un comité plénier doit étudier ce budget et en faire rapport, ou est réputé en avoir fait rapport, à la Chambre au plus tard un jour de séance avant la dernière séance ou le dernier jour désigné de la période en cours. Au jour désigné par un ministre de la Couronne, un comité plénier de la Chambre examine pendant au plus quatre heures le budget supplémentaire des dépenses à l'heure ordinaire de l'ajournement quotidien. Durant la période prévue pour l'étude du budget, aucun député n'aura la parole pendant plus de 15 minutes à la fois, ce qui comprend au plus 10 minutes pour participer au débat. Ces 15 minutes peuvent servir à participer au débat et à poser des questions au ministre ou au secrétaire parlementaire agissant au nom du ministre. Quand la parole est accordée à un député, celui-ci indique comment les 15 minutes seront réparties. À l'expiration de la période réservée à l'étude visée par le présent paragraphe, le comité lève la séance, le budget soit réputé avoir fait l'objet d'un rapport, et la Chambre ajourne immédiatement au jour de séance suivant. »

(ii) l'article 81(14a) du Règlement soit modifié par substitution, aux mots « ainsi que des motions visant à rétablir tout poste du budget », des mots « et de 24 heures pour des motions visant à rétablir tout poste du budget »,

(iii) l'article 54(1) du Règlement soit modifié par adjonction de ce qui suit: « Un avis concernant les motions visant à rétablir tout poste du Budget supplémentaire des dépenses (B) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022 est déposé sur le bureau, ou déposé auprès du greffier, dans les quatre heures

après l'achèvement de l'étude dudit budget supplémentaire des dépenses en comité plénier et imprimé au Feuilleton des avis du même jour. ».

— Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole à la Chambre, notamment pour aborder cette question.

Je me remémore le mois de mars 2020, alors que la pandémie devenait réalité pour nous tous et que nous nous efforcions de déterminer comment la Chambre allait fonctionner. Je tiens vraiment à prendre le temps de remercier le leader parlementaire de l'opposition et les whips de l'opposition du Parti conservateur, du NPD et du Bloc Québécois, car nous avons tous travaillé très efficacement. Nous traversons une période extraordinairement difficile et nous devons trouver le moyen de continuer à nous occuper des affaires de la nation.

Je dois également remercier le personnel de l'Administration de la Chambre pour le travail incroyable qu'il a accompli alors que nous collaborions à la mise en place d'un système qui nous permettait de continuer à faire notre travail de députés et de conserver notre privilège pour pouvoir voter, débattre et faire les choses très importantes que nous faisons ici au service de nos électeurs et de tous les Canadiens.

Bien entendu, je dois aussi revenir à ma première expérience à la Chambre à titre de député. Tous les députés sont extrêmement fiers de pouvoir prendre la parole au nom de leurs électeurs. La première fois qu'ils entrent à la Chambre, ils sont à la fois impressionnés et remplis d'humilité à l'idée de pouvoir y représenter les gens qu'ils côtoient, leur collectivité d'origine. C'est assez remarquable.

Il n'est pas facile de s'absenter de cet endroit, mais nous devons évidemment faire face à une pandémie mondiale.

● (1555)

[Français]

Nous avons créé un système hybride qui a été vraiment très efficace grâce à l'Administration de la Chambre des communes. Cela a été possible pour tous les députés lors des débats et des motions. Il a été possible de participer virtuellement pendant la période des questions orales et pour les ministres de répondre aux questions. Les comités ont eu l'occasion de siéger.

En effet, il a été possible de poursuivre nos travaux et de traiter les priorités importantes pour les Canadiens. Nous avons créé un nouveau système de vote, nous avons créé un nouveau système pour les débats. Nous avons utilisé les technologies nouvelles. C'était une période d'évolution, c'était une période remarquable.

[Traduction]

C'est là où nous en sommes aujourd'hui, avec un système qui a bien fonctionné et qui nous a bien servis, mais nous ne sommes pas encore sortis de cette pandémie. La COVID-19, qui a coûté la vie à 30 000 Canadiens et qui a touché plus de 5 millions de Canadiens à l'échelle du pays, est bien réelle. Nous ne savons pas comment elle va se terminer. Tout ce que nous savons, c'est que nous continuons d'y être confrontés.

Nous avons franchi une étape extraordinaire comme pays, alors que 90 % des Canadiens admissibles ont reçu une première dose du vaccin et que plus de 86 % des Canadiens admissibles ont reçu deux doses. Tous les Canadiens peuvent en être très fiers, et nous, à la Chambre, pouvons être très fiers de la façon dont nous avons travaillé les uns avec les autres pour faire valoir que les vaccins sont la seule façon de se sortir de cette terrible pandémie, le seul moyen de sauver des vies et de s'assurer que les plus vulnérables ne se retrouvent pas dans les unités de soins intensifs ou, pire encore, à la morgue.

Alors que le nombre de personnes vaccinées continue d'augmenter, toute remise en question de l'efficacité ou de l'importance des vaccins est incroyablement décevante. C'est décevant parce que cela donne du poids aux théories du complot et à la science de pacotille que l'on trouve sur Internet et qui font que les gens ont peur de faire ce qu'il faut pour se protéger et protéger leur famille.

Certains ont comparé cet endroit à un centre sportif ou à un restaurant et ont demandé pourquoi, s'ils peuvent assister à un événement sportif, les députés ne peuvent pas être présents au Parlement. Parlons-en un instant et parlons aussi des distinctions qui doivent être faites. Si j'allais simplement à une rencontre sportive, je ne traverserais pas le pays en avion. En fait, le Parlement serait l'équivalent d'un match auquel tous les spectateurs proviendraient d'un autre coin du pays.

De plus, ils ne passeraient pas trois heures à assister à un match. Non. Ils y passeraient plutôt 12 ou 13 heures par jour. Les personnes qui y participeraient auraient le choix, si elles étaient immunodéprimées, d'y entrer ou non. Les députés n'ont pas ce choix, car sans un système hybride, ils n'auraient aucun moyen d'exercer leur privilège et de représenter leurs électeurs.

Contrairement aux spectateurs d'un match de sport qui, en tant que personnes vaccinées, peuvent choisir de faire cette activité en fonction de leur propre état de santé, les députés n'ont pas ce choix. Je crois qu'il n'est pas du tout acceptable que les députés aient à choisir entre préserver leur santé et représenter leurs électeurs, d'autant plus que nous avons déjà démontré que le système actuel permet d'éviter ce problème, alors que la pandémie continue de faire des victimes.

Je ne veux pas non plus revivre ce genre de situation. Avec tout le respect que je dois à toutes les personnes concernées, nous avons déjà trop parlé de cela. À un certain moment, il a fallu interrompre complètement les travaux de la Chambre, et nous avons à maintes occasions gaspillé beaucoup de temps pour débattre de la souplesse de ce système, du temps qui aurait pu être utilisé pour d'autres priorités.

Avec tout le respect que je dois aux députés qui s'y opposent, je me demande ce qu'ils feront s'il y a un nouveau variant en février ou en mars ou s'il y a une augmentation subite des cas et qu'un retour en arrière n'est plus possible. Proposent-ils vraiment qu'on débattre à nouveau de cela, alors que nous avons déjà un système qui est efficace? Je ne pense pas que ce soit une bonne façon d'utiliser le temps précieux dont nous disposons en tant que députés pour répondre à l'appel des Canadiens et à leurs priorités.

L'autre chose qui me préoccupe, c'est que cela mettrait les députés devant un choix terrible lorsqu'ils ne se sentent pas bien ou qu'ils se demandent s'ils devraient être présents. Devraient-ils choisir de rater un vote important et avoir à rendre des comptes à leurs électeurs par la suite? Devraient-ils manquer un débat parce qu'ils

se sentent un peu malades ce jour-là, ou devraient-ils prendre le risque d'y participer quand même? Et s'ils prenaient ce risque et se présentaient, quel serait l'impact sur la santé des autres?

Au beau milieu de tout ce débat, il est très préoccupant de constater qu'il y a certaines choses que nous ne savons pas, même à la Chambre aujourd'hui. Je ne sais pas combien de députés du Parti conservateur ne sont pas vaccinés. Ils n'ont pas fourni ce chiffre. Nous savons qu'un membre du Parti conservateur a obtenu un résultat positif au test de dépistage de la COVID-19 la semaine dernière. Nous savons aussi qu'il y a un, deux, trois, quatre, cinq, six, sept ou je ne sais combien de députés du Parti conservateur qui ne sont pas vaccinés et qui auraient été en contact avec ce député.

Des voix: Oh, oh!

L'hon. Mark Holland: Monsieur le Président, je suis désolé. Je me ferai un plaisir de discuter hors de la Chambre. Si mes collègues ont des questions, ils pourront les poser dans un instant. Nous ne savons pas s'ils ont été en contact avec ce député. Rappelons très clairement les règles de la santé publique à suivre lorsque quelqu'un s'est trouvé en contact avec une personne non vaccinée atteinte de la COVID-19. Les deux doivent s'isoler afin de protéger les gens qui les entourent.

Je le répète. Je sais pertinemment que certains de nos collègues sont immunodéficients. Il est tout à fait possible qu'un collègue non vacciné qui s'est trouvé en contact direct avec une personne atteinte de la COVID-19 entre ici à la Chambre sans que nous le sachions. La présence de ce collègue dans cette chambre enfreint les règles de la santé publique. C'est terriblement inquiétant.

C'est incroyable. Nous avons établi un moyen de procéder pour nos collègues qui ne sont pas vaccinés. Il y a un moyen de procéder pour un collègue dont le test de dépistage de la COVID-19 donne un résultat positif. Cette solution est le système hybride, mais en s'y opposant, les conservateurs affirment en fait qu'ils veulent empêcher ce collègue de représenter ses électeurs. Ils veulent empêcher leurs propres députés de servir leurs électeurs. C'est inacceptable.

Cette motion touche le problème des exemptions. Nous ne savons pas combien d'exemptions ont été demandées. La solution est tout à fait claire. Parmi les documents du ministère de la Santé de l'Ontario, qui a compétence où nous nous trouvons maintenant, le médecin hygiéniste en chef applique un document intitulé « Exemptions médicales à l'immunisation contre la COVID-19 ». Ce document précise quelles raisons justifient une exemption et quelles raisons sont inacceptables. On ne devrait donc exempter qu'environ une personne sur 100 000.

Sur un groupe de 119 personnes, comme le caucus conservateur, si une personne sur 100 000 est exemptée, ce groupe est plutôt malchanceux. Si trois députés conservateurs sont exemptés, c'est une chance sur 40. Un Canadien qui travaille à un endroit qui exige que ses employés soient vaccinés a une chance sur 100 000 d'être exempté. Les conservateurs ont une chance sur 40.

Ordres émanant du gouvernement

• (1600)

Ce calcul est inacceptable. Je dirais, avec le plus grand respect, qu'il dépasse les limites de ce qui est mathématiquement possible. En fait, j'ai essayé de voir ce qui pourrait être un équivalent statistique de ce genre de calcul, et je suis tout simplement incapable de le trouver.

Il ne s'agit pas seulement de nous préoccuper des privilèges ou de la santé des députés. Je regarde de votre côté, monsieur le Président, et je vois les pages qui travaillent pour nous. Je vois des journalistes et des employés de l'Administration de la Chambre. Je sais que le long des couloirs, il y a des employés qui travaillent avec diligence au service de la Chambre et de notre démocratie.

En voyant ces gens, je me demande à quel point ils se sentent en sécurité. En fait, je n'ai pas à me le demander, parce qu'ils me le disent. Est-ce légitime? Est-il normal qu'une personne arrive dans son lieu de travail en se demandant si l'on y respecte les règles de base de la santé publique?

Même si nous disons que nous avons mis notre nom sur un bulletin de vote, et même si nous disons qu'en raison de l'inscription de notre nom sur ce bulletin, nous acceptons un plus grand risque, disons-nous également que ceux qui nous serviraient dans cette enceinte, dont les noms n'ont jamais figuré sur un bulletin de vote et qui n'ont jamais fait ce choix, devraient être confrontés à ce genre de risque? Pouvons-nous les regarder dans les yeux et leur dire qu'ils doivent faire face à un risque plus élevé en matière de sécurité publique simplement parce que des gens ne veulent pas utiliser un système qui a fonctionné ou qui était entièrement efficace?

L'autre chose qui me préoccupe c'est que j'ai fait des propositions. J'ai demandé ce qu'il fallait changer et ce que nous devions faire pour continuer à suivre les lignes directrices en matière de santé publique, avoir cette flexibilité et un minimum de distance sociale, et pour profiter du fait que les personnes dont la santé est précaire ou qui sont immunodéprimées peuvent travailler à distance. J'ai demandé qu'on me propose quelque chose et qu'on collabore avec moi, mais je n'ai rien reçu. Il n'y avait aucun intérêt. Quel dommage pour tout le monde ici au milieu d'une pandémie, quel que soit leur état de santé. J'estime que c'est inacceptable.

On note de l'autre côté une vision ancienne, dépassée et, si j'ose dire, dangereuse de ce qui doit se passer. Au diable les torpilles et au diable les conséquences. Oublions la technologie disponible ou les circonstances de santé publique. Mettons tout le monde dans le même panier. Je n'ose pas penser aux conséquences que ce genre de position pourrait avoir. Elle est erronée tant dans notre lieu de travail que dans n'importe quel autre lieu de travail.

Les députés pourraient, en vertu de ces dispositions hybrides et de cette motion, représenter leurs électeurs. Ils pourraient demander au gouvernement de rendre des comptes. Ils pourraient voter, débattre et participer aux travaux des comités en toute sécurité. Grâce à cette motion et à la suspension de l'application de l'article 17 du Règlement, ils pourraient également parler librement dans toutes sortes d'endroits différents dans cet espace, de sorte qu'il y aurait une sorte de distanciation sociale ici, ce qui n'est pas autorisé actuellement. La production de documents pourrait également se faire par voie électronique. En bref, la motion permet d'élargir en toute sécurité le privilège plein et entier d'un député en période de pandémie. Elle nous permet de nous occuper des affaires des Canadiens en toute sécurité.

Dans de nombreux débats que nous avons ici, la science et les données probantes laissent des zones grises. Je terminerai sur la note que voici: il n'y a pas de zone grise scientifique ici. Il n'y a aucune zone d'ambiguïté quant aux mesures impératives que nous devons prendre pour protéger non seulement les députés, mais aussi les personnes qui travaillent ici.

Je suis attristé que nous en soyons arrivés à débattre cette question. Comme pour d'autres questions que nous avons traitées efficacement, j'aurais aimé obtenir un consentement unanime, mais nous en sommes là. Réglons au moins cette question rapidement afin de pouvoir revenir aux travaux de la Chambre.

• (1605)

M. Stephen Ellis (Cumberland—Colchester, PCC): Madame la Présidente, c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre.

C'est un grand honneur, même si j'ai le cœur lourd après avoir été en première ligne de la lutte contre la pandémie de COVID au cours des 21 derniers mois. Je trouve très difficile d'entendre le député d'en face citer en long et en large les directives de la santé publique alors qu'hier, il a clairement indiqué que les personnes doublement vaccinées et qui ont eu un résultat positif à un test pour la COVID pourraient retourner au travail.

Pourquoi ne pouvons-nous pas tous retourner au travail en personne?

L'hon. Mark Holland: Madame la Présidente, je souhaite la bienvenue dans cette enceinte au député de Cumberland-Colchester. J'ai hâte de participer à de nombreux débats avec lui et j'apprécie ses commentaires.

Bien sûr, c'est là le problème avec les mesures hybrides. Si le député est à l'aise et confiant de travailler ici en étant complètement vacciné, il peut le faire. Je voudrais simplement lui poser ces questions: que dirait-il aux députés qui ont des problèmes de santé ou qui sont immunodéprimés à propos de l'idée de les forcer à entrer dans cette salle côte à côte? Pourquoi s'oppose-t-il à l'idée d'avoir des dispositions hybrides qui permettraient aux députés de faire le choix qui leur assurera de pouvoir travailler en toute sécurité?

Ne convient-il pas que d'autres lieux de travail où la vaccination est obligatoire se sont adaptés et ont changé pour permettre le télétravail, particulièrement pendant une crise de santé publique? Ne pense-t-il pas que ces mesures sont appropriées? Pense-t-il que tous les lieux de travail devraient obliger les employés à travailler sur place, même s'il existe d'autres outils de télétravail? À quel moment pense-t-il que nous devrions revenir à des mesures hybrides? À quel moment cette pandémie atteindrait-elle un seuil de dangerosité tel qu'il jugerait les mesures hybrides acceptables? Si nous avons un nouveau variant, ou si le nombre de cas double, triple ou quadruple, nous demandera-t-il de réexaminer la question en mars? Voudrait-il que nous revenions ici en février et que nous passions une plus grande partie du temps réservé aux travaux de la Chambre à négocier? Cela n'a aucun sens pour moi.

• (1610)

[Français]

M. Stéphane Bergeron (Montarville, BQ): Madame la Présidente, d'abord, j'aimerais saluer mon collègue et le féliciter pour sa nomination comme leader parlementaire.

Dans une vie antérieure, en tant que député à la Chambre, j'ai eu l'occasion de travailler très étroitement avec lui sur un projet de loi non partisan au sujet de l'abaissement de l'âge légal pour voter à 16 ans. Je sais que mon collègue peut travailler de façon collégiale avec les députés de toutes les formations politiques à la Chambre parce que j'ai eu l'occasion d'en faire l'expérience avec lui.

Par contre, il y a une chose qui me préoccupe énormément dans la proposition qui a été mise en avant par son gouvernement aujourd'hui. De ce côté-ci de la Chambre, nous avons tous constaté que le gouvernement libéral avait tiré avantage et s'était servi de cette disposition sur le Parlement hybride pour littéralement se sauver de la Chambre, pour quitter la Chambre. On a vu les libéraux en très petit nombre à la Chambre. Les ministres étaient dans leurs bureaux ici sur la Colline du Parlement et prétendaient vouloir respecter les dispositions sanitaires du Québec et de l'Ontario et ne pas traverser les régions. Or, ils étaient ici dans leurs bureaux et répondaient de façon virtuelle à nos questions.

Est-ce que c'est encore l'objectif du gouvernement de se cacher dans ses bureaux par le truchement de cette proposition?

L'hon. Mark Holland: Madame la Présidente, je félicite mon collègue. Il a absolument raison, nous avons travaillé ensemble dans un esprit de coopération et j'espère que nous pouvons continuer à travailler dans ce sens.

Pour moi, la situation était très différente à ce moment-là. Pendant la période la plus grave de la pandémie, il était absolument nécessaire d'avoir plus de personnes à l'extérieur de la Chambre qui travaillaient virtuellement. Sans aucun doute, les ministres étaient disponibles et les comités ont continué leurs travaux. La Chambre des communes a travaillé de façon vraiment efficace.

Maintenant, la situation est moins grave. Il peut donc y avoir plus de personnes présentes, mais pas 100 %.

[Traduction]

M. Peter Julian (New Westminster—Burnaby, NPD): Madame la Présidente, c'est un réel plaisir de vous revoir au fauteuil. Je vous félicite d'avoir été choisie comme vice-présidente adjointe.

J'apprécie les commentaires de mon collègue, le leader du gouvernement à la Chambre. Certes, dans ce coin de la Chambre, les néo-démocrates ont toujours dit qu'il était important de continuer à utiliser les outils hybrides pour toutes les raisons que le leader du gouvernement à la Chambre a exposées.

Comme il le sait bien, la difficulté est que, dans le passé, nous avons vu le gouvernement essentiellement représenté par le seul député de Kingston et les Îles. Ce n'est pas acceptable pour ce qui est de la responsabilité et de la transparence. Le leader du gouvernement à la Chambre des communes pourrait-il dire clairement, pour que ce soit dans le compte rendu, que les ministres seront présents à la Chambre pour répondre aux questions au fur et à mesure que nous avançons dans un Parlement hybride et qu'ils ne seront plus à l'étage dans cet édifice sur Zoom, mais qu'ils seront à la Chambre pour répondre aux questions des députés?

L'hon. Mark Holland: Madame la Présidente, je m'en veux de ne pas avoir profité de ce changement au fauteuil pour vous féliciter. Je vous félicite aussi très sincèrement de la part du gouvernement, et j'ai hâte de travailler avec vous, madame.

Je remercie chaleureusement le leader du NPD à la Chambre pour ses remarques. Évidemment, malgré les efforts incroyables du député de Kingston et les Îles, personne ne veut qu'il n'y ait qu'un

Ordres émanant du gouvernement

seul député ici. Comme je l'ai dit dans l'autre langue — et je remercie les gens qui endurent mon français —, en réalité, la situation a évolué, car les choses ont déjà été pires qu'aujourd'hui. Nous avons dû nous adapter.

Dans les circonstances actuelles, nous avons l'intention de veiller à ce que les membres du Cabinet fassent pleinement acte de présence et à ce que les ministres nous honorent de leur présence à la Chambre pour répondre aux questions afin que nous puissions avoir le dialogue recherché. J'ai passé beaucoup de temps dans l'opposition. Je dirais même que j'y ai passé plus de temps que je l'aurais souhaité, et je ne tiens pas à y retourner. Cela dit, il est extrêmement important que l'opposition puisse contester le gouvernement, qu'elle puisse le faire à distance quand il y a un risque à se voir en personne, et qu'elle puisse le faire en présentiel quand les choses sont plus sûres, comme aujourd'hui.

• (1615)

[Français]

M. Greg Fergus (Hull—Aylmer, Lib.): Madame la Présidente, avant de prendre la parole pour la première fois à la Chambre en cette 44^e législature, j'aimerais évidemment remercier mes concitoyens et féliciter tous les députés, ainsi que vous, madame la Présidente, et les nouveaux venus. À ces derniers, je souhaite la bienvenue, car c'est une expérience de vie.

Ma question s'adresse au leader du gouvernement à la Chambre des communes. Dans sa carrière, qui a commencé en 2004, n'a-t-il jamais vu une telle situation que les députés ont été forcés de quitter la Chambre à cause d'une crise sanitaire? A-t-on jamais vu une situation telle que des outils et des moyens ont été créés pour que les députés puissent poursuivre leur travail, soit en représentant leurs concitoyens à la Chambre des communes et aux comités ou en posant des questions pour s'assurer que le gouvernement reste responsable devant les Canadiens?

Pourquoi le leader du gouvernement à la Chambre des communes pense-t-il que c'est important de garder cette flexibilité, au cas où la situation de crise sanitaire se répèterait?

L'hon. Mark Holland: Madame la Présidente, je remercie mon collègue et ami de son excellente question.

Effectivement, c'est la première fois dans l'histoire du Canada et dans l'histoire du Parlement que se présente une situation comme celle que nous vivons actuellement. La pandémie a créé beaucoup de bouleversements, pas seulement à la Chambre des communes, mais partout au pays et dans le monde.

Il est essentiel de rester flexible devant une telle situation et d'avoir un système qui fonctionne bien pendant une crise sanitaire. Nous devons maintenir de telles mesures et un système hybride.

M. Gérard Deltell (Louis-Saint-Laurent, PCC): Madame la Présidente, quel plaisir de vous retrouver ici à la Chambre, dans le fauteuil de la présidence, et quel plaisir de nous retrouver tous ensemble dans une Chambre normale! C'est cela que les Canadiens veulent voir.

Ordres émanant du gouvernement

Lundi, les 338 députés étaient présents ici à la Chambre des communes. Mardi, tous les députés étaient à la Chambre des communes. Aujourd'hui, tous les députés sont à la Chambre des communes. Nous avons eu droit à notre première période des questions avec la présence du premier ministre et de ses députés, des députés du parti de l'opposition officielle, du deuxième parti de l'opposition, du troisième parti de l'opposition et des députés indépendants. Nous avons eu une journée dite normale dans un Parlement normal.

Tant et aussi longtemps que cette motion ne sera pas adoptée, le Parlement habituel va fonctionner. C'est pourquoi nous estimons sérieusement que cette motion n'est pas la bonne. Nous avons démontré lundi, mardi, aujourd'hui et fort probablement demain sinon plus tard que le Parlement dans sa forme habituelle fonctionne, et c'est ce que nous préconisons.

Tout d'abord, c'est la sixième fois que j'ai le privilège de me lever à la Chambre dans cette législature. Je me permets de remercier du fond du cœur les gens qui ont fait en sorte qu'aujourd'hui, je me retrouve à nouveau privilégié parmi tant d'autres à être ici à la Chambre comme député de Louis-Saint-Laurent.

C'est la troisième fois que les gens de mon coin de pays me font confiance pour siéger ici à la Chambre des communes. C'était la sixième fois que j'avais le bonheur et le privilège d'être choisi comme représentant, que ce soit à l'Assemblée nationale ou ici à la Chambre des communes. Être élu six fois en 13 ans, c'est un honneur et c'est un hommage extraordinaire que nous devons accueillir avec beaucoup d'humilité.

Selon une mathématique assez simple, six élections en 13 ans et même un peu moins, cela fait une élection tous les 25 mois. J'avoue que je commence à être pas mal expérimenté. Un autre adjectif me vient peut-être à l'esprit, mais pour le moment, je vais me limiter au terme « expérimenté ». Du fond du cœur, je remercie les gens de Louis-Saint-Laurent de leur confiance renouvelée. Je félicite tous ceux et celles qui se sont présentés dans toutes les circonscriptions du Canada, particulièrement mes adversaires de Louis-Saint-Laurent que je salue dignement, puisque la campagne a été à la hauteur des attentes de tous les Canadiens. Je les en remercie, je les en félicite.

Je me permets également de remercier et de saluer mon chef, le député de Durham, chef de l'opposition officielle, pour sa confiance renouvelée en me nommant à la haute fonction très importante et très lourde de leader parlementaire. J'ai accepté avec beaucoup d'humilité son offre d'être pour une seconde fois le leader parlementaire de l'opposition officielle. J'ai eu le plaisir de servir avec le chef dans cette fonction l'année passée. À nouveau confirmé, je dis merci à nouveau au député de Durham et chef de l'opposition officielle.

Je me permets également de saluer mes vis-à-vis dans cette fonction très délicate, parce que c'est nous tous, les leaders parlementaires à la Chambre, qui assurons le bon fonctionnement des travaux parlementaires avec l'appui et le concours de nos députés dans chacune de nos formations. Je me permets de saluer mon vis-à-vis ministériel que je connaissais évidemment de réputation. Cela fait six ans que je suis ici. Je l'ai vu donc aller et défendre fièrement son gouvernement, comme nous défendons fièrement nos positions politiques, bien entendu. Je dois reconnaître que, tout d'abord, il était un peu gêné tout à l'heure de parler français en disant qu'il appréciait les gens qui écoutaient son français. Je peux l'assurer d'une chose: son français est impeccable et inspirant. Je l'en félicite sincèrement. Tout à l'heure, j'aurai peut-être des pro-

pos un peu plus sévères à son endroit, mais je reconnais que ce parlementaire, qui a plusieurs années d'expérience, sera un vis-à-vis coriace, je n'en doute pas, mais c'est tant mieux. C'est cela la beauté de la démocratie.

Je me permets également de saluer son prédécesseur, le député d'Honoré-Mercier, avec qui j'ai eu évidemment des échanges, à plusieurs reprises, dans des débats politiques, dans des débats à la télévision, à ma première campagne en 2015, mais avec qui j'ai eu de bonnes et franches relations de travail alors qu'il était leader parlementaire. Au nom des Canadiens et pour le Canada, je lui souhaite franc succès dans ses nouvelles responsabilités ministérielles que lui a confiées son voisin de circonscription le député de Papineau et premier ministre du Canada.

Je me permets de saluer mon vieux compagnon de l'Assemblée nationale, le leader parlementaire du Bloc québécois ou du deuxième parti de l'opposition. Je m'excuse si par malheur j'ai eu du mal à identifier l'individu en question, mais je tiens à saluer mon collègue avec qui nous avons de bonnes relations, fructueuses pour le Canada et le Québec. C'est correct comme cela. Nous avons un travail à faire et nous le faisons correctement.

• (1620)

Je salue également mon vis-à-vis du NPD, dont le français est plus qu'une inspiration: c'est un modèle. C'est aussi un pur exemple du fait que l'on peut apprendre une seconde langue. Je ne dis pas ici « langue seconde », puisque les deux langues officielles sont de la même importance, mais je fais référence à sa deuxième langue, apprise après sa langue maternelle. Je tenais donc à rappeler que le leader du NPD à la Chambre avait démontré à de multiples reprises la grande qualité de son français.

On s'entend souvent que l'on ne s'entend pas. En effet, on aura compris que, dans le spectre politique, nous, du Parti conservateur, sommes pas mal différents d'eux, du NPD, mais c'est correct. C'est cela, la beauté de la réalité parlementaire que nous devons tous préserver ici, à la Chambre.

Pourquoi sommes-nous ici rassemblés, et qu'est-ce qui nous amène à débattre de la motion?

[Traduction]

Au cours des deux dernières années, notre pays et le monde entier ont dû faire face à cette tragédie qu'a été la pandémie de COVID-19. J'aimerais rappeler aux députés qu'il y a 20 mois environ, quand les premiers signes de la pandémie de COVID se sont manifestés dans le monde, nous avons été très prudents. Tout le monde a suivi l'évolution de la situation. Nous ne savions pas trop comment régler le problème en mars, quand tout cela est arrivé au Canada.

Je tiens à rendre hommage à tous les fonctionnaires qui ont travaillé sans relâche, souvent 24 heures sur 24, pour faire en sorte que le Parlement puisse se réunir en mode hybride. Pourquoi? Parce qu'à l'époque, c'était une véritable tragédie. La pandémie a frappé d'un océan à l'autre au Canada, et partout dans le monde. Dans cette situation extrême, nous avons besoin de vraies solutions.

• (1625)

[Français]

C'est pourquoi tous les partis ont mis la main à la pâte. On a serré les rangs pour créer ce Parlement hybride. Si l'on me le permet, j'aimerais, comme je l'ai fait en anglais il y a quelques instants, saluer et remercier les employés de la Chambre des communes, dont l'extraordinaire travail, accompli en quelques jours ou à peine quelques semaines, a permis de créer un parlement virtuel et à la démocratie parlementaire canadienne de continuer de s'exercer en dépit de la très grave situation qui prévalait.

J'aimerais aussi remercier la personne — dont je ne peux malheureusement pas donner le nom — qui occupait cette fonction dans notre caucus. Je peux dire que je suis très fier et que j'ai accepté avec beaucoup d'humilité de lui succéder. Elle et d'autres personnes ont travaillé très fort pour que l'on puisse répondre à la pandémie et aux exigences de la situation en créant ce parlement virtuel.

Il y a deux ans, on a vu que tout le monde travaillait ensemble. Cependant, je dois dire qu'il y a environ 11 mois, à la reprise des travaux du Parlement en janvier, le gouvernement a malheureusement décidé de politiser de triste façon la Chambre des communes et de faire la leçon à tout le monde.

Je veux être honnête et bien sincère. Nous n'avons toujours vu à la Chambre qu'un seul député du côté ministériel. Je tiens ici à saluer sincèrement le député de Kingston et les Îles, dont la perpétuelle présence à la Chambre y a assuré l'autorité ministérielle. Je lui ai demandé comment il se faisait que ce soit lui qui s'était retrouvé là, mais je vais lui laisser le soin de répondre à cette question parce que je ne voudrais pas révéler un de ses secrets, ce que je dis avec le sourire.

[Traduction]

Je tiens à rendre hommage à mon collègue de Kingston et les Îles, qui a été le seul soldat du gouvernement libéral à se présenter à la Chambre des communes. Il faut y voir un accomplissement personnel dans son cas, mais aussi un raté de la part du gouvernement. Pourquoi? C'est vrai, nous avons vu un député se présenter quotidiennement à la Chambre, mais tous les autres ont passé leur temps dans leur circonscription, dans des maisons et des bureaux qui ne sont pas très éloignés de la Chambre.

[Français]

C'est pourquoi je tiens à condamner sévèrement l'attitude du parti ministériel lors des six premiers mois de l'année 2021.

Nous avons effectivement vu des députés et des ministres exercer leurs fonctions en suivant de façon très précise les règles qui avaient été imposées par le premier ministre et par leur groupe parlementaire: rester chez eux, ne pas traverser les frontières, et travailler de chez eux, de leur ministère ou de leur bureau de circonscription. Ils ne devaient pas bouger de là, point à la ligne.

Je tiens à rappeler que, en effet, des ministres ont agi selon ces règles imposées par leur propre parti. Je tiens à souligner entre autres le député de Notre-Dame-de-Grâce—Westmount, qui a dirigé deux ministères très importants durant cette période: le ministère des Transports et le ministère des Affaires étrangères. Je ne me souviens pas d'avoir vu le député de Notre-Dame-de-Grâce—Westmount ailleurs que dans sa maison. Je dis cela avec un petit sourire puisque nous reconnaissons les photos derrière lui de ses enfants; même que, pendant plusieurs jours, il y avait une échelle accrochée

Ordres émanant du gouvernement

sur le mur derrière lui. Un peu plus et je lui envoyais un message pour lui demander s'il allait tasser l'échelle à un moment donné. Je le dis avec le sourire parce que nous avons tous vécu des situations semblables. Donc, lui, il a respecté les règles. Ce n'est pas tous les parlementaires qui ont respecté les règles qu'ils s'étaient eux-mêmes imposées.

Entre autres, je dois malheureusement le signaler, celui dont c'est le devoir suprême d'assurer la loi et l'ordre dans ce pays, c'est-à-dire le ministre de la Justice, a fait à sa tête. Le ministre de la Justice est le député de LaSalle—Emard—Verdun, au Québec. Pourtant, on l'a vu ici à la Chambre, souvent dans son bureau ministériel, lequel se trouve en Ontario. Cela veut dire que le ministre traversait la frontière alors que bien des députés et des ministres, dont mon vis-à-vis à l'époque, le député d'Honoré-Mercier...

• (1630)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): À l'ordre. L'honorable député de Kingston et les Îles invoque le Règlement.

[Traduction]

M. Mark Gerretsen: Madame la Présidente, je regrette de devoir invoquer le Règlement dès ma première prise de parole à la Chambre. Je ne crois pas qu'il soit approprié ou acceptable de parler de la présence d'un député à la Chambre, que ce soit dans le passé ou dans l'immédiat. Le député devrait sûrement le savoir puisqu'il a de nombreuses années d'expérience au Parlement. Il n'a cessé de faire allusion au fait que des députés n'étaient pas physiquement présents à la Chambre.

Comme nous le savons, selon les règles qui ont été établies au cours de la dernière législature, il n'y a pas de différence entre la participation aux débats en personne et à distance. Le député fait complètement fi de cette règle.

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je remercie le député de son intervention.

[Français]

Je vais rappeler au député, qui a beaucoup d'expérience, qu'on ne devrait pas dire qui est ou était à la Chambre ou qui n'est ou n'était pas ici. Je vais en rester là.

L'honorable député de Louis-Saint-Laurent peut poursuivre son intervention.

M. Gérard Deltell: Madame la Présidente, je m'ennuyais du député de Kingston et les Îles. Finalement, je ne suis plus certain de m'en être tant ennuyé.

Je comprends que la glace est très mince actuellement lorsqu'on parle de ce sujet. J'ai effectivement des cheveux blancs et de l'expérience, et j'aime bien cela, mais la réalité est que l'intervention de mon collègue de Kingston et les Îles illustre dans toute sa laideur la réalité de ce que ce parti a fait pendant les six premiers mois de l'année 2021. C'est d'ailleurs ce pour quoi nous nous retrouvons dans ce débat aujourd'hui. C'est aussi la raison pour laquelle je tournerai un peu autour du pot pour essayer d'évoquer exactement ce que je disais tantôt.

Le prolongement de la Chambre est effectivement le Parlement hybride, peu importe où se trouve la personne, mais nous avons quand même des réalités physiques. Si, par hasard, un ministre se trouve à exactement 1 009 pieds de la Chambre des communes parce qu'il est dans un bureau ministériel, c'est effectivement le prolongement de la Chambre. Je le reconnais.

Ordres émanant du gouvernement

Toutefois, je reconnais également que, physiquement parlant, il est à peine à 1 000 pieds de son siège, ici, et de la Chambre. Il aurait très bien pu venir, d'autant plus que ce bureau se trouve dans un édifice où l'on croise beaucoup de gens en s'y rendant et où l'on en rencontre d'autres en retournant à sa voiture, pour ensuite franchir la frontière et la traverser de nouveau le lendemain.

C'est exactement le contraire de ce que ces donneurs de leçons voulaient faire, mais telle était pourtant la réalité. Pire que cela, des conférences de presse ont même eu lieu juste ici, au sous-sol de la Chambre des communes. Ils venaient dans cet édifice donner des conférences de presse, mais ils refusaient de venir ici, à la Chambre, à leur bureau parlementaire, là où ils devaient répondre aux questions.

Voilà pourquoi nous sommes très suspicieux en entendant le gouvernement dire que les députés et les ministres seront là pour répondre aux questions. Ce que nous avons vu malheureusement, c'est un parti qui disait une chose et qui faisait le contraire, et nous sommes très suspicieux relativement à l'approche du gouvernement, qui veut rétablir le Parlement hybride. Nous démontrons sans l'ombre d'un doute depuis maintenant trois jours que le Parlement régulier peut tenir correctement ses séances et que les choses fonctionnent avec le Parlement que l'on qualifie de régulier.

Que dire de la campagne électorale?

J'entendais tantôt mon vis-à-vis dire à quel point il était important de protéger la santé, de surtout faire attention à se protéger de gens qui prenaient l'avion et se rendaient d'un océan à l'autre.

Regardons les faits. Ce premier ministre a voté en faveur d'une motion qui disait qu'il n'y aurait pas d'élections pendant la pandémie. Un mercredi du mois d'août, il y a quelques mois à peine, la Dre Tam, qui est administratrice en chef de la santé publique du Canada, avait déclaré que le Canada entrait officiellement dans la quatrième vague de la pandémie. Le dimanche suivant, le premier ministre est allé à Rideau Hall dissoudre la Chambre et déclencher des élections. Alors même qu'ils ont fait cela en pleine quatrième vague de la pandémie, ils osent nous faire la leçon aujourd'hui.

Que s'est-il passé pendant cette campagne électorale?

Tous les partis politiques ont fait des campagnes hybrides. Deux fois par semaine, notre chef faisait des rassemblements hybrides. C'est arrivé avec le Bloc québécois et avec le NPD. Je présume que c'est arrivé avec le Parti vert également. Ce n'est cependant pas arrivé avec les libéraux. Au contraire, le premier ministre, dans son avion, traversait le Canada d'un océan à l'autre. D'ailleurs, en à peine 50 heures, il avait fait deux allers-retours d'un océan à l'autre. Il était parti de Toronto pour aller à Vancouver, pour revenir dans les provinces de l'Atlantique et ensuite retourner en Colombie-Britannique.

Le premier ministre avait fait tout cela en à peine 50 heures. Aujourd'hui, les libéraux nous font la leçon. Ils nous disent de faire attention, de ne pas prendre l'avion. Ils mentionnent que les gens qui prennent l'avion vont traverser le pays. Or c'est exactement ce qu'ils ont fait pendant un mois, et ce, en pleine pandémie.

Dois-je rappeler qu'à Hamilton — belle ville, soit dit en passant, où sont nés les restaurants Tim Hortons —, il y a eu un rassemblement de partisans du Parti libéral? Combien de partisans y avait-il dans la salle, déjà?

Il y en avait 400. Je n'ai pas de problème avec les rassemblements partisans, mais j'ai beaucoup de problèmes avec les donneurs de leçons qui ne respectent pas les règles de santé publique et qui, aujourd'hui, font les vierges offensées et nous disent de respecter les règles. Le parti ministériel n'a pas fait ce qu'il devait faire lors de la campagne électorale en respect des règles sanitaires.

• (1635)

Tantôt, j'ai salué mes adversaires dans Louis-Saint-Laurent. Je tiens aussi à saluer mon adversaire libéral dans ma circonscription tout en rappelant que, lorsque le premier ministre est venu dans la région de Québec pour faire des annonces et faire de la politique, ce qui est tout à fait légitime en campagne électorale — je salue sa visite, tout le monde est bienvenu à Québec —, mon adversaire libéral s'est fait prendre en photo avec son chef. Cela arrive tout le temps. Je n'ai pas vérifié la distance entre les deux au pouce près, mais ils étaient assez proches. Or, ni l'un ni l'autre ne portait un masque. Pourtant, les règles disaient bien que, lorsqu'on est proche l'un de l'autre, l'un des deux doit porter un masque, sinon les deux. Voir des gens dire une chose et faire le contraire génère parfois, en politique, le cynisme des citoyens.

Au début de l'année 2021, le gouvernement a voulu démontrer la pureté absolue en disant qu'il allait réduire au strict minimum le nombre de personnes présentes à la Chambre et que les gens travailleraient à partir de chez eux, dans un esprit de prolongement de la Chambre des communes. Nous reconnaissons cela.

Toutefois, certains ministres de premier plan ont fait le contraire. Ils se retrouvaient dans leur suite ministérielle plutôt que d'être ici, à la Chambre. Je reconnais que leur bureau était le prolongement de la Chambre des communes, mais reconnaissons aussi qu'ils n'étaient pas physiquement dans l'enceinte de la Chambre. Cela allait à l'encontre du principe, d'autant plus que, dans certains cas, certains ministres, comme le ministre de la Justice, ont à peine mis le pied ici. Ils ont traversé plein de frontières, de bureaux et d'édifices gouvernementaux et auraient très bien pu venir à la Chambre. Pire encore, ils ont tenu des conférences au sous-sol de la Chambre des communes, mais ils ne voulaient pas venir ici, 10 pieds plus haut, pour répondre aux questions. Voilà pourquoi nous voulons maintenir le Parlement.

Depuis plus d'un an, ce gouvernement nous a déçus, que ce soit durant les premiers mois de 2021 ou lors de la campagne électorale. Après l'élection, nous avons dû attendre 63 jours avant de pouvoir revenir ici. Deux mois complets se sont écoulés alors que, finalement, c'est à peu près la même Chambre. Cette campagne aura coûté plus de 600 millions de dollars pour qu'il n'y ait finalement qu'un remaniement ministériel. Six cents millions de dollars, c'est fort probablement le remaniement ministériel le plus coûteux de l'histoire du Canada. C'est cela, la signature de ce gouvernement.

J'ai trouvé intéressant d'entendre ce que mon vis-à-vis du côté des libéraux a dit tout à l'heure.

[Traduction]

Ils disent que nous devons utiliser à bon escient le temps précieux dont nous disposons à la Chambre des communes et que nous devrions adopter cette motion à l'unanimité. C'est très bien. Je comprends certes que nous pouvons parfois nous entendre sur certaines questions, mais le contraire est également possible. C'est ce qu'on appelle la démocratie.

Je pense que les députés reconnaîtront que deux partis travaillent main dans la main en faveur de cette motion et que deux autres ne l'appuient pas. C'est ainsi que fonctionne la démocratie, et nous devons la préserver. Il faut préserver le principe qui nous permet de dire que nous acceptons de ne pas être d'accord. Cela fait partie du débat. C'est pourquoi nous sommes ici. C'est pourquoi nos concitoyens ont voté pour nous. C'est pour cela que nous sommes ici en tant que représentants des gens de nos circonscriptions, et nous ne devons jamais perdre de vue que nous sommes ici pour les Canadiens et pour le Canada.

Si nous tenons un débat, nous devons maintenir ce principe. Nous devons être respectueux envers ceux qui ne partagent pas notre point de vue et aborder certains aspects en présentant de bons arguments — des arguments solides et honnêtes —, au lieu de dire du mal des détracteurs.

[Français]

Je disais tout à l'heure que j'avais beaucoup de respect pour mon vis-à-vis, mais j'ai été extrêmement déçu d'entendre son point de presse lundi.

Qu'un opposant nous attaque ne me pose aucun problème. Il y a 1 000 bonnes façons d'attaquer un adversaire. Malheureusement, le leader du gouvernement à la Chambre des communes a utilisé la mauvaise façon. Cela arrive à tout le monde. Toutefois, quand on fait une bataille politique, faisons une bataille politique, et non une bataille sur le dos d'autres personnes.

Ainsi donc, le leader du gouvernement a mis en doute non pas le travail des conservateurs ou celui des personnes qui sont contre lui, mais le travail du sergent d'armes. Il a clairement soulevé des doutes sur l'intégrité du jugement que le sergent d'armes a porté lorsque ce dernier a décrété qu'il pouvait y avoir des exemptions pour certains cas de députés.

Ni le Parti libéral, ni le Parti conservateur, ni le Bloc, ni le NDP ou le Parti vert n'ont le pouvoir de donner des exemptions. Elles sont offertes et reconnues par la Chambre des communes après consultation avec les experts médicaux. Je sais de quoi je parle. Je parlerai tantôt des événements qui sont survenus chez nous.

• (1640)

Or, le leader du gouvernement à la Chambre des communes a dit, en pleine conférence de presse, qu'il trouvait cela très curieux de voir, mathématiquement parlant, qu'il y avait tant de gens qui avaient obtenu une exemption. C'est triste, car ce n'est pas les conservateurs qu'il attaquait ce faisant. Il attaquait le sergent d'armes dont c'est le devoir sacré de respecter les règles issues de la Chambre des communes.

Parlons de ces règles. Au début, il n'y avait pas de problème concernant les exemptions. Maintenant que des conservateurs ont une exemption, cela ne fonctionne plus. Dois-je rappeler aux collègues qu'une personne du gouvernement libéral avait une exemption à un moment donné? Le premier ministre était tout fier de dire que finalement la personne a évolué et qu'elle n'a plus d'exemption. C'est son droit. Je n'ai pas de problème avec cela, mais j'ai des problèmes avec les gens qui, aujourd'hui, mettent en doute les exemptions alors qu'eux-mêmes en ont eu dans leur groupe parlementaire. Au risque de me répéter, quand on a un visage à deux faces, cela fait quatre joues pour recevoir des claques. C'est de cela que nous sommes témoins actuellement. C'est pourquoi il faut éviter tout dé-

bat politique partisan quand il est question de la santé publique et de la santé des gens.

Malheureusement, ces gens-là ont choisi la voie politique partisane en écorchant le sergent d'armes plutôt que d'agir avec honneur et dignité. Je tiens à le dire et à les condamner sévèrement pour cette attitude. Hier, nous avons soulevé une question de privilège concernant la gestion du Bureau et du comportement du greffier de la Chambre des communes qui fait partie du débat public, comme on l'a vu dans un reportage de CBC dont j'attends encore la version en français. Je ne l'ai pas trouvée, et qui sait si on la trouvera un jour. Si quelqu'un la trouve, qu'il me l'envoie, mais il semble qu'il n'y a pas eu de traduction. Au passage, je souligne que CBC n'est pas une feuille de chou. Dans ce reportage, on voyait bien qu'il y avait des éléments, des témoignages, des documents et tout le reste. Je ne vais pas entrer dans les détails, mais le leader du gouvernement à la Chambre des communes défendait bec et ongles l'honneur d'un des employés de la Chambre. C'est très bien, mais, 24 heures plus tôt, il avait écorché sévèrement le sergent d'armes. On dit une chose et on fait le contraire, seulement quand cela fait son affaire. C'est très dommage de voir l'attitude de l'actuel leader du gouvernement à la Chambre des communes. Je tiens à mentionner que j'ai beaucoup de respect pour lui, mais politiser l'aspect de la santé publique dans le cas présent est désolant.

Tout à l'heure, il racontait que justement les règles devaient être respectées, et c'est ce que nous faisons. Nous, les conservateurs, avons toujours respecté les règles émises et gérées par la Chambre des communes, et non par les partis politiques. C'est pourquoi nous sommes bien fiers de dire que tous nos députés ont obtenu soit la double vaccination ou l'exemption décernée par la Chambre des communes, qui a consulté ses experts, et non un parti politique. Toutes les mesures qui ont été prises ont été respectées. Je tiens à souligner que notre collègue le député de Beauce a eu la COVID-19, malgré la double vaccination. Comme quoi, personne n'est à l'abri. La double vaccination est le meilleur des moyens, avec d'autres, pour réduire considérablement la propagation, mais personne n'est à l'abri de cela.

À Québec, un député de l'opposition officielle à l'Assemblée nationale a eu la COVID-19, malgré sa double vaccination. Le directeur général du club de hockey des Canadiens de Montréal a été doublement vacciné, mais a tout de même contracté la COVID-19. Personne n'est à l'abri à 100 %.

Nous voulons la vaccination et la double vaccination. Il faut se rappeler les débats tenus ici en Chambre à plusieurs reprises alors que nous défendions bec et ongles l'accès aux vaccins. Nous continuons à le penser. Rappelons-nous que nous avons posé plusieurs dizaines de questions, après avoir observé que l'actuel gouvernement avait mis tous ses œufs dans le même panier de CanSino Biologics, qui a finalement laissé tomber le Canada en juillet. Cela a malheureusement entraîné un retard lourd de conséquences pour le Canada qui, finalement, est allé frapper à la porte des autres producteurs.

Souvenons-nous du résultat, à peu après à cette même époque de l'année, alors que nous avons posé des dizaines de questions sur l'importance d'avoir accès aux vaccins. Comme le Canada avait reçu quelques dizaines de milliers de doses de vaccin, le gouvernement a fait son gros *show* de boucane en disant que les vaccins pour les Canadiens étaient là juste avant Noël et que tout était beau et parfait.

Ordres émanant du gouvernement

• (1645)

Je me souviens même d'un observateur dans le journal *La Presse* qui avait dit à quel point nous avons été incisifs de mauvaise façon puisque tout était beau et tout était correct; il faisait même une caricature en disant que tout ce qui manquait comme question aux conservateurs c'était la couleur de la casquette du livreur de vaccins.

Malheureusement, que s'est-il passé aux mois de janvier et de février? Il y a eu dix jours de noirceur totale. Pendant dix jours, le Canada n'a reçu aucun vaccin. Résultat: cela a accentué considérablement la troisième vague, qui a été plus grave au Canada qu'ailleurs parce que, justement, il y avait eu ce trou de dix jours en janvier et en février. C'est curieux, on ne parlait plus de la couleur de la casquette comme on l'avait lu dans le journal *La Presse*.

Nous avons fait notre travail et nous avons invité et incité tout le monde à la double vaccination. Personnellement, je me suis fait doublement vacciner et, à chaque vaccin, comme plusieurs collègues, je me suis mis la frimousse sur Twitter, sur Facebook et sur les médias sociaux pour inciter les gens à se faire vacciner. J'ai reçu quelques commentaires pour le moins obliques, pour être poli. Ce n'était pas agréable ce que l'on pouvait lire, mais c'était la chose à faire et c'était la chose à dire.

Nous sommes toujours respectueux des règles. C'est pourquoi demain, à 8 heures, je vais subir mon deuxième test pour savoir si oui ou non je suis porteur de la COVID-19. En effet, un de nos collègues a eu la COVID, il a été dans un horizon où on a été près de lui, donc tous celles et ceux qui ont été près de lui dans une période telle que définie par les règles de santé publique ont eu à subir le premier test; le second test sera subi demain dans mon cas et dans celui de plusieurs collègues.

Nous ne réinventons pas la roue, nous ne faisons que suivre les règles. J'ai eu des contacts personnels, il y a quelques heures à peine, avec une infirmière qui relève de la Chambre des communes, pas du Parti conservateur ni du Parti libéral, mais bien de la Chambre des communes. C'est ainsi que cela doit fonctionner. Nous faisons confiance à la Chambre des communes pour agir selon les règles qui ont été définies telles quelles. C'est pourquoi nous devons être très prudents quand nous disons cela.

Je tiens à rappeler l'équation mathématique dont mon vis-à-vis a fait mention. D'après la science, à peine une personne sur 100 000 peut avoir une exemption. Selon lui, cela n'a pas de bon sens que les conservateurs en aient autant, cela ne fonctionne pas avec l'équation mathématique, cela représente un sur 40, ou je ne sais trop.

Du côté des libéraux, quel est le taux de vaccination? Je pose la question parce que, pendant des mois, il y avait une personne de leur côté qui avait une exemption. Je n'ai pas de problème avec cela, mais ils semblent avoir des problèmes avec les gens qui ont des exemptions. Y avait-il des problèmes quand leur député avait une exemption? Non, mais il y a un problème quand il s'agit des conservateurs qui ont une exemption. Le problème, c'est lorsqu'on politise à des fins partisans une question de santé publique.

Avons-nous entendu un député conservateur condamner, interroger ou avoir des suspensions concernant le fait qu'un libéral avait une exemption? Non. A-t-on entendu des gens du Bloc québécois déchirer leur chemise parce que quelqu'un du Parti libéral avait une exemption? Non. Avons-nous entendu quelqu'un du NPD se lever

en disant que cela n'avait pas de bon sens que quelqu'un du Parti libéral ait une exemption? Non. Même le Parti vert n'a pas fait cela.

Pourquoi joue-t-on aujourd'hui les vierges offensées parce que des députés conservateurs ont eu des exemptions remises par la Chambre des communes, qui a consulté ses experts? Cela fonctionnait quand il n'y en avait qu'un, mais cela ne fonctionne plus maintenant. Quelle tristesse! Ce n'est pas la façon dont on doit s'attaquer à la question de la COVID-19 et trouver des terrains d'entente communs.

[Traduction]

Je veux simplement être clair, parce qu'il est très important que nous demeurions concentrés sur la raison pour laquelle nous sommes ici. Nous avons été élus par la population. Nous avons siégé ici lundi et mardi, nous y sommes aujourd'hui, nous y serons aussi demain et, si cette motion n'est pas adoptée, il s'agira d'une séance normale et tout le monde sera présent à la Chambre. Il y a quelques heures à peine, nous avons assisté à une période des questions animée et fort intéressante, et la Chambre était pleine. C'était une bonne chose.

Voilà en quoi consiste la politique, en quoi consiste la démocratie. C'est cela, la vie parlementaire. L'objectif est d'être présent à la Chambre, de défendre nos principes, de poser des questions difficiles et d'écouter les réponses à ces questions. Voilà le sens profond de la politique.

Les libéraux veulent maintenant que nous revenions au Parlement virtuel. Ils veulent savoir ce que nous ferons si nous continuons et qu'une grave crise éclate. S'il y a une crise grave, nous ferons exactement ce que nous avons fait il y a deux ans. Nous y réagirons adéquatement.

• (1650)

Or, ce n'est pas le cas actuellement, et nous l'avons démontré de façon consciencieuse et tout à fait correcte au cours des trois derniers jours. Oui, la Chambre au complet peut siéger, et nous pouvons accomplir de grandes choses.

Nous devons exiger des comptes du gouvernement. Au début de 2021, nous avons constaté qu'il y avait beaucoup moins de députés présents à la Chambre. Certes, ils y étaient techniquement parce qu'il s'agissait d'un Parlement virtuel, nous le savons, mais ils se trouvaient en fait dans leur bureau à quelques mètres de la Chambre des communes et non sur place.

Nous devons mieux faire les choses.

[Français]

Nous avons démontré que nous étions capables de tenir la Chambre, pleine et entière, avec des débats vigoureux, comme nous l'avons fait tout à l'heure pendant la période des questions. Il y a eu des questions qui visaient directement le gouvernement, à savoir ce qu'avait dans le ventre le gouvernement. Il y a eu des répliques du premier ministre. C'est cela, la démocratie. Nous devons préserver cela, et c'est pourquoi nous nous opposons à la motion.

Je tiens d'ailleurs à déposer l'amendement suivant:

Que la motion soit modifiée comme suit:

a) à l'alinéa s)(i), par substitution, aux mots « Au jour désigné », des mots « Aux deux jours désignés », par adjonction, après les mots « pendant au plus quatre heures », des mots « chaque jour », et par adjonction, après les mots « À l'expiration », des mots « du deuxième jour désigné »;

b) à l'alinéa s)(iii), par substitution de tous les mots après « adjonction de ce qui suit : », des mots « Des avis d'opposition ou de motions visant à rétablir tout poste du Budget supplémentaire des dépenses (B) pour l'exercice se terminant le 31 mars 2022, sont déposés sur le bureau, ou déposés auprès du greffier, dans les quatre heures après l'achèvement de l'étude dudit budget supplémentaire en comité plénier et imprimés au Feuilleton des avis du même jour, pourvu qu'au plus cinq postes qui font l'objet d'opposition soient choisis par la présidence et que tous les autres avis d'opposition à un poste dudit budget supplémentaire des dépenses, le cas échéant, soient réputés retirés. ».

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): L'amendement est recevable.

• (1655)

[Traduction]

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Madame la Présidente, les commentaires du leader parlementaire de l'opposition étaient très aimables, et j'ai moi aussi aimé le temps que nous avons passé ensemble. Il n'a cessé de dire que tout est revenu à la normale. Il a dit que lundi, mardi et mercredi, tout était revenu à la normale, mais en fait, ce n'est pas le cas.

Le député de Beauce ne peut pas être ici parce qu'il a obtenu un résultat positif au test de dépistage. En fait, le député lui-même vient d'admettre qu'il se fait constamment tester pour s'assurer qu'il n'a pas contracté la COVID-19, et si c'était le cas, il ne pourrait vraisemblablement pas revenir à la Chambre.

Le député ne reconnaît-il pas qu'un Parlement hybride leur permettrait, à lui et au député de Beauce, le cas échéant, de continuer à participer aux travaux de la Chambre et à représenter les gens de leurs circonscriptions respectives? Jusqu'ici, le député de Beauce n'a pas été en mesure de le faire. Il n'a pas été en mesure de participer à l'élection d'un Président ni d'intervenir en réponse au discours du Trône.

Le député n'aimerait-il pas qu'on lui donne cette possibilité s'il devait obtenir un résultat positif au test de dépistage?

M. Gérard Deltell: Madame la Présidente, je veux simplement rappeler au député que nous suivons ses règles. Je crois que le parti au pouvoir a de la difficulté lorsque les gens suivent les règles. C'est exactement ce que nous faisons. Oui, s'il y a un problème, nous y ferons face. C'est ce que nous faisons — correctement. C'est pourquoi le sergent d'armes a tranché et déterminé qui pouvait être présent à la Chambre et qui ne pouvait y être admis. Nous agissons en fonction des règles qui ont été établies et qui sont appliquées par la Chambre des communes, et non en fonction des considérations partisans de certains. Lundi, nous avons été témoins de grandes choses à l'intérieur de la Chambre des communes, et de choses répréhensibles à quelques mètres de là, lorsque mon homologue a remis en question le jugement du sergent d'armes au cours d'une conférence de presse. Nous faisons pleinement confiance au sergent d'armes et à son jugement quant à ceux qui peuvent être présents à la Chambre et ceux qui ne le peuvent pas.

[Français]

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de Louis-Saint-Laurent, du Québec, de son intervention. Comme il s'agit de ma première intervention à la Chambre en cette nouvelle et 44^e législature, je vais évidemment adresser mes premiers mots à mes concitoyens de Shefford qui m'ont renouvelé leur confiance pour un deuxième mandat. La ville de Granby est bien connue de mon collègue de Louis-Saint-Laurent, qui m'en parle régulièrement. Je les remercie donc énormément de ce deuxième mandat.

Ordres émanant du gouvernement

En ce moment, si certains députés sont inquiets de revenir à la Chambre, c'est notamment à cause du flou qui est laissé autour de la vaccination de certains députés, plus précisément autour des exemptions. Alors que l'Assemblée nationale a déjà pris les devants et a décidé d'adopter le passeport vaccinal et que les députés ont décidé de se faire vacciner au Québec afin de lancer un message fort.

Que pense-t-il de son parti, qui a laissé un flou pendant la campagne électorale autour de la vaccination de ses candidats? Nous ne connaissons toujours pas le nombre exact de députés conservateurs qui ont reçu des exemptions médicales. Ce flou ne contribue-t-il pas à inquiéter certains députés et ne nous ramène-t-il pas à ce débat sur le Parlement en présence ou hybride? Si, aujourd'hui, tout le monde était vacciné, il n'y en aurait...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): À l'ordre. Je dois laisser du temps pour d'autres questions et commentaires.

L'honorable député de Louis-Saint-Laurent a la parole.

M. Gérard Deltell: Madame la Présidente, je remercie ma collègue de Shefford, dont je salue la réélection. C'est dommage, ce n'est pas que je ne l'aime pas, mais il y avait des candidats conservateurs dans toutes les circonscriptions et nous aurions aimé que tous nos candidats gagnent. Je salue néanmoins sa réélection. En effet, je n'ai pas le bonheur et le privilège d'être né à Granby, dans la circonscription de Shefford, mais j'ai des liens un peu particuliers avec la ville de Granby. Nous aurons peut-être l'occasion d'y revenir un de ces quatre. Or, pour le moment, ce n'est pas le sujet.

D'abord, la députée vient de dire que si tout le monde était vacciné, nous ne tiendrions pas ce débat. Je n'en suis pas certain. Il faudrait d'abord leur demander si, de leur côté, ils pensent que c'est correct. On entendait dans le propos et le discours du leader du gouvernement à la Chambre qu'il y avait un danger parce qu'on entrerait dans un édifice où il y avait beaucoup de monde. Même si tous les députés sont vaccinés, il n'est pas dit que c'est sûr à 100 %. D'ailleurs, nous avons vu que, effectivement, des gens ont reçu la double vaccination et contractent tout de même la COVID-19. Cela arrive, et ce, dans tous les milieux.

Je tiens à rappeler à ma collègue que les règles s'appliquent. Nous suivons rigoureusement les règles. Parmi les règles qu'il y a, quand il s'agit d'une question médicale, c'est la confidentialité qu'il faut respecter.

• (1700)

[Traduction]

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Madame la Présidente, il est très difficile pour moi de débattre à ce sujet, car j'ai un grand respect pour mon collègue de Louis-Saint-Laurent.

Je m'inquiète du fait que certaines personnes viennent travailler avec la COVID ou avec des symptômes de la COVID — alors qu'elles devraient être en quarantaine et rester à la maison — parce qu'elles ont l'impression que leurs privilèges seront violés et qu'elles ne pourront pas faire valoir les préoccupations des gens qui viennent de les élire.

Ordres émanant du gouvernement

Ce que nous proposons ici, c'est un Parlement hybride. On s'attend à ce que les gens se présentent au travail, mais ils peuvent avoir l'impression d'éprouver des symptômes ou ils peuvent être immunodéprimés. Il y a aussi ceux qui ont de jeunes poupons. C'est tellement agréable de voir des bébés ici, au Parlement. Nous voulons tous un Parlement favorable à la famille. Enfin, des femmes se présentent aux élections alors qu'elles sont enceintes ou qu'elles ont déjà un bébé et elles se sentent à l'aise de venir ici avec leur poupon, mais ceux-ci ne peuvent pas se faire vacciner. Il est vraiment essentiel que ces personnes aient voix au chapitre au Parlement et que leur privilège ne soit pas limité.

Par ailleurs, nous avons besoin du personnel qui travaille ici. Nous avons le devoir non seulement de nous protéger les uns les autres, mais aussi de protéger le personnel. De jeunes pages travaillent avec nous. Or, en ce moment, beaucoup d'entre eux ont peur de venir travailler de crainte qu'une personne se présente à la Chambre même si elle éprouve des symptômes.

Mon collègue ne croit-il pas que nous devrions créer un milieu de travail sûr et faire tout ce que nous pouvons pour que les privilèges de chacun soient respectés et que tous aient la possibilité de faire entendre leur voix dans cette quatrième vague? La crise n'est pas terminée.

[Français]

M. Gérard Deltell: Madame la Présidente, je tiens à remercier mon collègue et à le féliciter pour sa réélection. Je crois qu'il en est à sa troisième ou quatrième élection et je le félicite.

[Traduction]

Le député a mentionné que certaines personnes à la Chambre, de jeunes mères, étaient accompagnées de leurs bébés. J'aimerais ici exprimer tout mon respect à ma collègue de Fort McMurray—Cold Lake, qui a été élue pour la première fois à la Chambre des communes. Nous sommes très heureux de l'accueillir. Elle a un très bon bébé, et je lui souhaite la meilleure des chances.

[Français]

Pour ce qui est de la substance des propos du député, il a mentionné quelque chose d'intéressant quand il a dit qu'ils s'attendaient à ce que tout le monde soit à la Chambre. C'est cela, le problème.

La Chambre a cessé ses travaux en juin, avant que le premier ministre décide, par vanité personnelle, de déclencher des élections, ce qui fait qu'on a perdu au moins 63, sinon 65 jours de travail parlementaire. En effet, s'il n'y avait pas eu l'élection qui a coûté 110 millions de dollars pour un remaniement ministériel, nous aurions pu siéger dès le mois de septembre. Or, à cause de la décision du premier ministre, qui a coûté 100 millions de dollars aux contribuables, cela n'a pas été le cas.

Il a dit qu'ils s'attendaient à ce que tous les députés soient sur place. Le problème c'est que, de janvier à juin, ce gouvernement ne s'est pas présenté ici, à la Chambre et c'est tout à fait déshonorant. Peut-être que la situation aurait été contraire, mais ils nous ont démontré, sans l'ombre d'un doute, qu'ils méprisaient le travail parlementaire et c'est pourquoi notre confiance est très limitée pour ce qui est de la suite des choses.

• (1705)

[Traduction]

M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC): Madame la Présidente, lorsque le comité de la procédure s'est penché sur l'idée d'un

Parlement virtuel, il a été question de ce qui se passe justement maintenant, c'est-à-dire la collusion entre le Parti libéral et le NDP pour élargir le Parlement hybride au-delà de la normale. Parmi les raisons qui ont été invoquées mentionnons le risque de manœuvres électorales dans des circonscriptions girouettes.

Mon collègue pourrait-il nous dire ce qu'il en pense, alors que nous devrions être à Ottawa, au siège de notre démocratie?

M. Gérard Deltell: Madame la Présidente, j'aimerais ici rendre hommage à mon collègue de Barrie—Innisfil, qui, grâce à l'appui de ses électeurs, a été réélu pour la troisième fois, ce qu'il mérite d'ailleurs pleinement.

Mon collègue a soulevé une question très sérieuse. C'est pourquoi nous adoptons cette position aujourd'hui. C'est pourquoi nous voulons que la Chambre siège en bonne et due forme. C'est pourquoi nous voulons que tous les ministres répondent aux questions à la Chambre des communes. Voilà ce que nous voulons faire. C'est ce que nous devons faire à la Chambre des communes, et nous aimerions que le gouvernement le comprenne pour une fois.

[Français]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): L'honorable député de Kingston et les Îles invoque le Règlement.

* * *

[Traduction]

LES TRAVAUX DE LA CHAMBRE

M. Mark Gerretsen (Kingston et les Îles, Lib.): Madame la Présidente, il y a eu consultation entre les partis, et je pense que vous constaterez qu'il y a consentement unanime à l'égard de la motion suivante:

Que, nonobstant tout article du Règlement ou usage habituel de la Chambre, pendant le débat conformément à l'article 52 du Règlement plus tard aujourd'hui, la présidence ne reçoive ni demande de quorum, ni motion dilatoire, ni demande de consentement unanime.

[Français]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): L'honorable député a-t-il le consentement unanime de la Chambre afin de proposer la motion?

Des voix: D'accord.

La vice-présidence adjointe (Mme Carol Hughes): La Chambre a entendu l'énoncé de la motion. Plaît-il à la Chambre d'adopter cette motion?

Des voix: D'accord.

(La motion est adoptée.)

* * *

L'ORDRE RELATIF AUX TRAVAUX DE LA CHAMBRE ET DE SES COMITÉS

La Chambre reprend l'étude de la motion, ainsi que de l'amendement.

M. Alain Therrien (La Prairie, BQ): Madame la Présidente, je vais d'abord vous mentionner que je vais partager mon temps avec l'honorable députée de Salaberry—Suroît.

Ensuite, je voudrais prendre un petit moment pour remercier mes électeurs de m'avoir réitéré leur confiance. Je suis très content et très honoré de les servir. Je les salue tous et toutes. Je voudrais aussi dire merci aux bénévoles de mon équipe qui ont travaillé très fort pour que le Bloc québécois conserve la circonscription de La Prairie. Enfin, je remercie mon chef parce que, sans lui, je n'aurais probablement pas pu remporter cette victoire.

Après que j'ai gagné la première fois en 2012, quelqu'un m'a dit qu'être élu, c'était bien, mais qu'être réélu, c'était comme si les électeurs adoptaient le candidat après l'avoir essayé la première fois. Je suis donc très content d'être réélu. Je vais travailler extrêmement fort pour que mes concitoyens ne le regrettent pas.

À situation exceptionnelle, mesure exceptionnelle. Ce qui s'est passé en mars 2020 en est la preuve indéniable. On a eu un déferlement de la COVID à ce moment-là. La Chambre a immédiatement répondu à cette alarme sanitaire de façon cohérente. Quand je dis « de façon cohérente », il faut comprendre que la Chambre doit être au diapason de ce qui se passe dans le reste de la société. Elle doit aller dans le même sens. Elle doit montrer l'exemple aussi. À la seconde où on a eu cette menace, tous les partis ont participé à l'effort pour dire qu'on fermait boutique pendant un mois. Le reste de la population était en confinement presque total, c'est ce qu'il fallait faire. Tous les partis ont pris leur responsabilité.

Par la suite, on a vu que la société avait décidé de rouvrir partiellement certains services. On a donc rouvert le Parlement sous forme hybride. C'était la chose à faire, tout le monde s'entendait là-dessus. Depuis ce temps, les choses ont changé. Il faut s'adapter au changement. Il faut se coller à la réalité de la société. Il ne faut pas vivre dans une tour d'ivoire et se dire qu'on va réagir de façon différente de ce que fait la population. Cela n'a pas de sens, puisqu'on la représente.

Il y a eu le vaccin. C'est un vaccin qui fonctionne efficacement contre les variants jusqu'à présent. Il nous protège généralement contre les formes graves de la maladie. Il fait qu'on est moins contagieux. La double vaccination permet de reprendre une certaine vie plus normale. Cela est important et c'est pour cela que le Bloc québécois est en faveur de la double vaccination. Tout le monde ici a eu la double vaccination, sans aucun doute. On doit montrer l'exemple. On doit rassurer la population, lui dire que c'est important de se faire vacciner et lui montrer comme preuve qu'on le fait. C'est un message à transmettre. Nous sommes très contents de cela.

Le Bureau de régie interne a demandé et même exigé que les gens qui viennent ici, sauf exception, aient la double vaccination. C'était la chose à faire.

Les choses ont changé, le vaccin est arrivé. Les choses ont changé pour l'ensemble de la population. Les gens retournent au restaurant, y compris nous, sûrement. Les gens retournent au cinéma: j'y suis allé en fin de semaine et c'était plein.

Les gens retournent au Centre Bell: c'est sûr qu'ils aimeraient avoir une meilleure équipe, mais bon il faut se contenter de ce qu'on a. Moi, j'y suis allé; j'avais le masque et je me demandais si j'allais l'enlever pour crier si jamais le Canadien marquait un but. Comme l'équipe s'est fait battre 6-0, par contre, c'est inutile d'en parler. Les gens avaient leur masque. Nous n'étions pas 18 000 personnes, peut-être 12 000, et nous avions tous nos masques.

À la Chambre, nous sommes 338 députés, mais on nous dit que cela ne marche plus et qu'il faut avoir un modèle hybride et ne pas

Ordres émanant du gouvernement

prendre de risque. Pourtant, c'est important de revenir siéger en présentiel, c'est notre travail et cela marquerait un retour à la normale. C'est comme cela que le Parlement fonctionne depuis 1867 et il faut revenir à cette façon de procéder. Cela va obliger le gouvernement à rendre des comptes à la Chambre, car, jusqu'à récemment, on avait l'impression qu'il se sauvait.

● (1710)

Quand je fais de bonnes actions, j'en suis content. Je sors et je les explique au monde et je les défends. Est-ce parce qu'ils ne faisaient pas des bonnes actions qu'ils se cachaient? Est-ce par manque de courage? Je ne dirais pas cela. Je dirais plus qu'ils étaient peut-être gênés. Quand je regarde le bilan des libéraux, je les comprends un peu. Moi aussi, j'aurais peut-être aimé le modèle hybride.

C'est plus facile de se rencontrer en Chambre. Tous les députés le font; nous avons tous des dossiers dans nos circonscriptions. On rencontre les députés en traversant la Chambre et ils sont généralement et même tout le temps gentils. Cela nous permet de planifier des interventions du gouvernement dans nos circonscriptions. Cela permet aux médias d'être plus au fait de nos travaux, donc de mieux faire connaître à la population ce que les députés vivent à la Chambre. C'est donc important de revenir à cela.

Oui, il y aura une surveillance, comme la santé publique au Canada ou au Québec fait une surveillance constante. Les cinémas ont rouvert, sachant que s'il arrive quoi que ce soit, on va peut-être reculer. Nous ne sommes pas des extraterrestres et on peut aussi le faire ici à la Chambre.

De plus, le modèle hybride avait son lot de problèmes. C'est sûr que certains aimaient manger des sucreries au sous-sol et voter. Il y avait cependant des problèmes avec les interprètes, on le sait. Il y a eu des problèmes de santé importants, car les ressources de la Chambre étaient à bout de souffle. Il faut avoir du respect pour le travail que ces gens ont réalisé. On est allé jusqu'au bout de la logique.

Le français a été beaucoup moins utilisé sous le modèle hybride, les preuves sont là. Le gouvernement parle de défendre le français à la Chambre. J'entends et je salue le leader du gouvernement à la Chambre des communes qui parle un excellent français. Il veut parler français, mais, si on est conséquent avec l'utilisation du français, il faut comprendre qu'avec le modèle hybride, on a moins utilisé cette langue. C'est important de le savoir.

Qu'en est-il des autres partis? Je vais surtout parler du parti ministériel. Lors de la dernière session parlementaire, je ne sais pas ce qui s'est passé, mais, à un moment donné, ils étaient quelques-uns et, du jour au lendemain, il n'y avait plus qu'une seule personne. Ce n'était pas un ministre, c'était le député de Kingston et les Îles et il a été courageux. Il était toujours là et j'avoue, même si cela ne me tente pas de le dire, qu'il était tout de même coriace et faisait son travail. Nous étions contents de le voir parce que c'était lui le Parti libéral; il n'y avait personne d'autre.

Ordres émanant du gouvernement

Mon collègue de Montarville qui a vraiment fait une prestation extraordinaire a dit que le pire est qu'ils répondaient aux questions et qu'ils étaient présents à Ottawa. Ils se cachaient dans les bureaux et bizarrement, des fois, quand la sauce virait au vinaigre, il y avait des problèmes de son ou de vidéo. Ce n'était pas clair et on trouvait cela drôle. Ensuite, on reprenait la question et on entendait mal la réponse. Des fois, on entendait des bruits comme si R2-D2 parlait. Ils aimaient cela, car ils n'étaient pas à la Chambre. Si je regarde leur bilan, je pense qu'ils étaient gênés. Cela faisait leur affaire. Quand je demandais s'ils allaient revenir à la Chambre, ils me faisaient penser à des marmottes. Pour sortir de leur trou, il faut qu'elles attendent de voir leur ombre. J'ai demandé s'ils avaient vu leur ombre et s'ils finiraient par revenir à la Chambre. Non, il n'en restait qu'un seul à la Chambre. La situation était grave et épouvantable. Alors qu'il y avait un déconfinement à travers le Canada et le Québec, il ne restait toujours qu'un député libéral.

Cet été, le miracle est arrivé: les libéraux ont décidé de déclencher des élections. À ce moment-là, ils sont sortis de leur coquille et ont rencontré du monde. On a vu les vidéos du Parti libéral où l'on voyait plein de gens qui se collaient, qui se saluaient et qui étaient serrés. Un peu plus et ils se faisaient des punchs à la noix de coco et des bedaines chaudes. Cela n'avait aucun sens. Je me disais qu'enfin on reviendrait à la formule en présentiel, mais non. Après l'élection, ils ont décidé de retourner dans leur tanière, car ce n'est pas facile et ils commencent encore à être gênés. C'est un mauvais présage.

Quand on est fier de ce que l'on fait, on fait face à ses responsabilités et on va défendre son bilan et ses accomplissements. On n'est pas gêné et on regarde les gens dans les yeux. Ce serait bien que le Parti libéral commence à faire cela.

• (1715)

[Traduction]

M. Ken Hardie (Fleetwood—Port Kells, Lib.): Madame la Présidente, j'étais ici hier, et l'une des collègues du député a soulevé la question de privilège, car elle estimait que le fait d'être ici, entre ces murs, en compagnie de gens qui pourraient la rendre malade, violait ses privilèges. Que lui répond le député?

[Français]

M. Alain Therrien: Madame la Présidente, je salue mon collègue pour avoir soulevé cette question intéressante au sujet de la double vaccination.

La réponse est tellement simple: si tout le monde est doublement vacciné, il n'y aura pas de problème.

[Traduction]

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Madame la Présidente, pendant son discours, le leader du gouvernement à la Chambre a parlé des risques pour les personnes immunodéprimées, mais à la dernière législature, il est arrivé de très nombreuses fois qu'aucun ministre libéral ne soit présent pour la période des questions.

Statistiquement parlant, je doute fort que la totalité des ministres libéraux puissent être immunodéprimés. Le député convient-il qu'il est statistiquement improbable que l'ensemble des ministres libéraux soient atteints d'une affection aussi grave, mais aussi rare?

[Français]

M. Alain Therrien: Madame la Présidente, on me demande d'expliquer l'inexplicable. Les ministres n'étaient pas à la Chambre. Comment expliquer cela?

C'est aussi facile d'expliquer cela que de manger une pomme à travers une raquette de tennis. Autrement dit, c'est impossible.

J'espère que ce parti va se dégêner, se retrousser les manches, prendre ses responsabilités, avoir du respect pour sa population et venir à la Chambre pour répondre à nos questions.

[Traduction]

Mme Rachel Blaney (North Island—Powell River, NDP): Madame la Présidente, je tiens, à mon tour, à vous féliciter pour votre élection à la vice-présidence. C'est un honneur de vous voir remplir ce rôle. Puisqu'il s'agit de la première fois où je prends la parole à la Chambre, j'aimerais saisir cette occasion pour remercier les habitants de North Island—Powell River de m'avoir élue pour un troisième mandat afin de les représenter.

J'ai vraiment aimé ce que le député qui m'a précédée a dit sur l'importance de la double vaccination. C'est un enjeu qui me préoccupe aussi énormément.

Je m'inquiète surtout pour les personnes qui travaillent dans cet édifice et qui ont des enfants de 12 ans et moins qui ne peuvent pas recevoir le vaccin. Certains députés se déplacent d'un bout à l'autre du pays et ils risquent de propager la COVID-19 ici même. S'il y a des députés qui n'ont pas encore été vaccinés, ils peuvent quand même ramener la COVID-19 à la Chambre, même s'ils se soumettent à un test de dépistage toutes les 48 heures.

Qu'est-ce que cela signifie pour tous ceux qui travaillent ici? Les députés ne sont-ils pas responsables de préserver l'environnement de travail pour toutes les personnes présentes dans cette enceinte?

[Français]

M. Alain Therrien: Madame la Présidente, je remercie ma collègue de sa question.

Avant de commencer à parler de cela, il faudrait peut-être revenir sur la situation des employés de la Chambre qui ont été poussés à la limite. Beaucoup d'entre eux ont dû se mettre en congé de maladie. Nous avons peut-être abusé des ressources du soutien technique. Il faudrait peut-être s'en rendre compte également.

Nous ne sommes pas différents du reste de la société. Si nous sommes capables d'aller au Centre Bell, au cinéma ou ailleurs, nous sommes alors capables de nous rendre ici, de respecter les mesures sanitaires, de porter le masque en permanence et d'éviter les contacts. En agissant ainsi, il n'y aura pas de situation comme celle que mentionne notre collègue.

• (1720)

M. Luc Thériault (Montcalm, BQ): Madame la Présidente, j'aimerais vous féliciter. Je suis certain que vous utiliserez notre temps de parole avec équité, comme vous le faites habituellement.

Tout à l'heure, mon collègue de Montarville a posé une question au leader du gouvernement. Il n'a pas obtenu de réponse. Il faisait alors allusion à ce que mon collègue de La Prairie dénonçait depuis tantôt.

Le leader du gouvernement nous a toutefois dit, en guise de réponse, que la situation avait changé et qu'elle était moins grave. Doit-on comprendre aujourd'hui que la situation est moins grave étant donné que tout le monde est doublement vacciné ou presque?

Il a aussi parlé des personnes immunosupprimées. Sommes-nous en train de faire que l'exception à la règle devienne la normalité?

Nous ne voulons pas qu'un gouvernement ou un Parlement qui fonctionne en format hybride devienne finalement un gouvernement ou un Parlement virtuel.

M. Alain Therrien: Madame la Présidente, il faut être au diapason de ce qui se passe dans le reste de la société.

Les gens commencent à se rencontrer davantage. Grâce à la double vaccination, il devient de plus en plus facile de se côtoyer avec le moins de danger possible. Le risque zéro n'existe pas, mais il faut quand même être réaliste et respecter notre population en faisant nous-mêmes ce que nous lui demandons de faire.

Mme Claude DeBellefeuille (Salaberry—Suroît, BQ): Madame la Présidente, il est difficile de prendre la parole après le leader du Bloc québécois à la Chambre, d'être plus métaphorique, de faire comprendre nos propos par des images. Je vais tout de même essayer de déridier les députés et de les faire rire.

Auparavant, j'aimerais remercier les électeurs et les électrices de Salaberry—Suroît, qui m'ont réélue pour la quatrième fois. J'ai eu la chance d'être députée à la Chambre des communes de 2006 à 2011, de m'être représentée en 2015 et d'avoir perdu par peu de voix, de m'être représentée en 2019 et d'avoir gagné, et d'avoir de nouveau gagné en 2021. Je peux être fière de représenter de nouveau Salaberry—Suroît.

Je voudrais remercier les 200 bénévoles, qui ont vraiment été impliqués et engagés dans la campagne électorale. J'aimerais aussi remercier toute ma famille, mon conjoint et mes enfants. Vous le savez et l'avez fait vous-même, madame la Présidente: une campagne électorale est un moment d'intensité et nos familles font beaucoup de sacrifices. Je voulais alors les remercier aussi, tout comme mon conjoint, Maurice, mes trois filles, et mon petit-fils, Victor, qui a maintenant presque deux ans.

Je suis whip du Bloc québécois à la Chambre des communes, ce que j'étais également lors de la dernière législature. J'ai donc eu le privilège — il faut le dire — d'avoir participé, en temps de crise pendant la pandémie, à la construction d'un Parlement hybride qui nous a permis, malgré cette pandémie, de continuer nos travaux pendant un moment important.

Je dois dire que c'était une situation exceptionnelle et je veux vraiment tirer mon chapeau à toute l'équipe des technologies de l'information pour avoir participé à cette construction et pour avoir créé et réalisé tout ce qui était nécessaire pour nous permettre de poursuivre notre travail pendant la première vague, même si la situation n'était pas idéale.

Nous avons fait cela parce que c'est ce qu'il fallait faire, parce que la crise était là. Il nous manquait beaucoup d'information. Il était inconcevable de nous retrouver tous ici pendant qu'un paquet de nos citoyens étaient malades, d'autant plus que le vaccin n'existait pas encore. Nous évoluons et avons évolué dans notre façon de travailler pour faire face à la pandémie. Très sincèrement, cela a été un tour de force de bâtir des moyens virtuels pour nous permettre de voter et de participer.

Ordres émanant du gouvernement

Je ne remets pas en question ce qui a existé. Ce que le Bloc québécois remet aujourd'hui en question, c'est le besoin de poursuivre le Parlement hybride dès maintenant, et ce, jusqu'à la fin du mois de juin.

Nous savons que la pandémie évolue, et que la quatrième vague est là, mais qu'elle est contrôlée à travers le Canada. Nous savons qu'il s'agit de suivre les précautions universelles telles que se laver les mains, porter notre masque, et tenir nos distances. Nous avons repris notre vie normale. Même si nous devons conserver le masque pratiquement partout dans nos déplacements de la vie quotidienne et dans notre vie sociale, on peut dire que nous sommes heureux d'avoir repris notre vie quasi normale d'avant. Les enfants vont à l'école, les classes sont pleines à l'université et au cégep, et la vie a repris son cours.

Nous nous interrogeons aujourd'hui sur tant d'insistance pour maintenir un Parlement hybride. Nous aurions pu étudier ensemble la possibilité de prolonger le Parlement hybride pendant un ou deux mois. Nous nous posons cependant la question suivante: pourquoi le prolonger jusqu'au mois de juin, alors que la situation évolue?

Je sais qu'on a créé un parlement virtuel en quelques jours et qu'on a pu s'adapter à la situation en quelques jours, avec une motion. Or, c'est une situation qui évolue. Ce que je ne comprends pas et que la formation politique que je représente ne comprend pas, c'est pourquoi déterminer aujourd'hui que le Parlement hybride sera prolongé jusqu'au 23 juin? Personne ne comprend cela, ni même nos électeurs et nos électrices.

Nous nous demandons si cela ne fait pas l'affaire des deux partis qui appuient cette proposition. Il faut se dire que, dans le fond, on peut regarder ou écouter la période des questions orales en faisant de la bicyclette stationnaire — j'ai vu cela —, en pyjama ou torse nu — nous avons vu cela aussi. Je peux comprendre que cela peut faire l'affaire de certains députés de dormir tous les soirs avec leur conjoint ou leur conjointe; on n'a pas tous la chance de vivre près du Parlement, à Ottawa ou à Gatineau. Je peux comprendre cela.

● (1725)

Cela dit, quand on est élu, on doit siéger ici, au Parlement, en personne, afin de faire notre travail. Cela fait partie du contrat.

Je pense que certains se sont habitués à leur confort, notamment ceux qui restent plus loin, qui doivent prendre des avions ou des trains et qui trouvent cela fatigant. Peut-être y a-t-il quelque chose derrière cette décision.

Il faut le dire, je pense que mon leader est assez clair, c'est moins intéressant pour l'opposition d'avoir des banquettes vides à l'avant, c'est moins forçant pour les ministres, c'est moins stressant pour les nouveaux et moins anxiogène. Il y a une foule de raisons qui peuvent expliquer cela.

Pour nous, c'est une façon de se soustraire à leurs devoirs et responsabilités de reddition de comptes. C'est donc une incompréhension totale.

Ordres émanant du gouvernement

En tant que whip, je veux parler du fait qu'on dirait qu'on oublie tout ce qui n'a pas fonctionné. Même si, de façon générale, le Parlement hybride a bien fonctionné, ce n'est pas vrai que cela a été excellent. Il y a eu beaucoup de ratés. En majorité, qui a vécu les ratés? Ce sont les députés francophones unilingues, et c'est documenté. Prenons l'exemple des comités parlementaires, où 86 % des témoins s'expriment en anglais. Ainsi, l'interprétation, les bris techniques, les arrêts, la perte de temps de parole des députés du Bloc québécois ont été documentés dans le Parlement hybride, y compris dans les comités. Il n'est donc pas vrai que tout a bien fonctionné.

Je suis déçue d'entendre mes collègues du NPD qui, tout d'un coup, voient le Parlement hybride comme la seule solution. Je me rappelle les avoir entendus décrier à la Chambre le sort des interprètes et leurs maladies liées à l'oreille parce que les appareils, les équipements et le fait d'interpréter à distance, par Zoom, causaient des maladies professionnelles. Pourtant, les néo-démocrates sont censés être sensibles au sort des travailleurs et des travailleuses de l'Administration de la Chambre. Or ils ne parlent plus du tout de ces travailleurs.

On sait que les interprètes ont témoigné et l'ont dit au Comité permanent des langues officielles, dont le rapport s'intitulait « Les interprètes de conférence: la pierre angulaire du bilinguisme au Parlement ».

Si le temps me le permet, je vais citer un extrait de ce rapport:

En plus de compromettre la santé et la sécurité des interprètes parlementaires, les limites technologiques actuelles pourraient porter atteinte aux droits linguistiques des parlementaires qui, en vertu de la Charte canadienne de droits et liberté et de la Loi sur les langues officielles, ont le droit de s'exprimer dans la langue officielle de leur choix et d'être compris par leurs collègues ainsi que le public canadien. Et ce même public devrait aussi pouvoir suivre les délibérations des parlementaires dans la langue officielle de son choix, sans subir de préjudice.

Parce que j'en ai été témoin, je peux dire que des témoins francophones qui sont invités dans des comités permanents préfèrent parler anglais parce qu'ils sont assurés qu'il n'y aura pas de problème d'interprétation étant donné que la majorité des députés qui siègent au Parlement parlent anglais.

En terminant, je voudrais rappeler toute l'importance qu'on doit accorder aux interprètes, mais aussi aux députés qui ne veulent pas perdre une seconde de leur droit de parole. Or, dans le Parlement hybride et dans les comités permanents entre autres — c'est documenté —, il y a eu une sorte d'iniquité et d'injustice que nous ne voulons pas revivre à cette législature-ci puisque, à notre sens, ce n'est pas pertinent.

En tant que whip, j'ai défendu la position de ma formation politique et j'aurais aimé négocier, discuter, mais il n'y a pas eu de discussions puisque le gouvernement s'est entendu avec le NPD pour nous imposer le Parlement hybride.

En terminant, la présidence peut compter sur les députés du Bloc québécois pour être présents, actifs, rigoureux et au travail à la Chambre des communes.

● (1730)

M. Peter Julian (New Westminster—Burnaby, NPD): Madame la Présidente, j'ai écouté avec beaucoup d'intérêt l'intervention de ma collègue de Salaberry—Suroît. Je sais qu'elle est très sincère quand elle parle de la situation des interprètes. Nous partageons son point de vue sur l'importance de mettre en place des ressources pour que les interprètes aient les meilleures conditions de travail possible. Je suis d'accord avec elle sur ce sujet.

Toutefois, elle demande pourquoi maintenir un Parlement hybride puisque la pandémie est contrôlée. Je dois lui dire que la pandémie n'est pas contrôlée. À Burnaby, nous avons perdu 15 personnes il y a deux semaines. On voit que les pays en Europe commencent à mettre en place des politiques de confinement. Le fait d'avoir en place un Parlement hybride fait qu'on peut, quelle que soit l'évolution de la situation dans les prochaines semaines, avoir en place un Parlement qui continue de fonctionner.

Pourquoi nie-t-elle le fait que la pandémie est en train de faire des ravages dans certaines parties du pays et dans certaines parties du monde?

Mme Claude DeBellefeuille: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question. Cela me permet de préciser ma pensée.

Je ne connais pas sa profession, mais je ne pense pas qu'il soit un scientifique. Je ne suis pas une scientifique. Ce que je sais, c'est que j'ai reçu une consigne, une directive du sergent d'armes qui a émis une politique et des directives ici et qui a dit que la santé publique de l'Ontario jugeait qu'il était sécuritaire que 338 députés soient assis et masqués en respectant les consignes sanitaires. Je ne sais pas si la Colombie-Britannique est un monde à part, mais la santé publique ici juge que la pandémie est sous contrôle.

Cela ne veut pas dire que cela ne peut pas changer. Par contre, au moment où on se parle, c'est inconcevable de ne pas être ici en présentiel puisque les directives sanitaires de l'Ontario le permettent.

M. John Brassard (Barrie—Innisfil, PCC): Madame la Présidente, en examinant le Parlement hybride, on voit qu'il y a beaucoup d'occasions de parler pour ceux dont la circonscription se trouve proche. Nous sommes dans un gouvernement minoritaire et il y a beaucoup d'occasions pour les autres députés du Québec, du NPD et du Parti libéral de travailler dans leur circonscription pendant que la Chambre siège et que nous sommes ici, ce qui représente un avantage électoral.

Est-ce que vous pouvez faire un commentaire concernant les occasions qui sont là et sur le fait de tenir perpétuellement des élections dans les circonscriptions?

● (1735)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je dois rappeler au député d'adresser la parole à la présidence et non directement à l'individu.

L'honorable députée de Salaberry—Suroît a la parole.

Mme Claude DeBellefeuille: Madame la Présidente, je remercie mon collègue de sa question.

En effet, on sait que le fait d'être à la maison, d'être dans sa circonscription, de voter à distance, de pouvoir faire un discours et dix minutes plus tard se retirer et aller voter offre beaucoup de liberté, plus que si on vient faire son travail à la Chambre des communes. Je suis d'accord avec lui que cette liberté est peut-être plus appréciée du côté du parti au gouvernement, qui malheureusement n'a pas gagné son pari d'obtenir un gouvernement majoritaire. C'est vrai, je pense qu'il y a certains avantages à cela et c'est certain que nous maintenons notre idée que le travail premier est de servir, mais aussi de représenter nos électeurs à la Chambre des communes. Nous avons un travail à faire à cet égard.

Je vais me permettre de faire un petit commentaire sur ce que mon collègue a dit. C'est dans les comités parlementaires que se vivent les pires injustices et iniquités pour les francophones. Mes collègues savent que tous les partis ont été contraints de réduire le nombre de réunions de certains comités parlementaires parce qu'il n'y avait plus de salles libres. Le fonctionnement d'un Parlement hybride nécessite plus de ressources. Donc, d'une certaine manière, nous sommes contraints et limités dans notre travail parlementaire en comité dans un Parlement hybride.

[Traduction]

M. Peter Julian (New Westminster—Burnaby, NPD): Madame la Présidente, je m'en voudrais de ne pas commencer par remercier les électeurs de New Westminster—Burnaby. Ils m'ont reconnu dans mes fonctions de porte-parole et de représentant de leurs intérêts à la Chambre, où je dois veiller à ce que personne dans la circonscription ne soit laissé pour compte et à ce que nous bâtissons ensemble le Canada auquel ils aspirent. Je les remercie de l'honneur qu'ils me font une fois de plus en m'envoyant à la Chambre des communes comme député.

Je m'en voudrais aussi de ne pas mentionner les trop nombreuses victimes de cette terrible pandémie. Depuis un an, huit mois et deux semaines, près de 30 000 Canadiens sont morts. Le fait est que nous devons penser à ces victimes, ces victimes canadiennes, mais aussi aux 5 millions de victimes de la COVID dans le monde, quand nous parlons des mesures adoptées pour protéger la santé publique et pour assurer la poursuite de notre travail si important à titre de parlementaires.

[Français]

Il faut rendre hommage à ces victimes qui ont perdu la vie. Il s'agit de 30 000 personnes au Canada et de 5 millions de personnes à l'échelle mondiale. Il faut penser aux victimes et faire tout ce qui est possible pour mettre fin à cette terrible pandémie et éviter qu'il y en ait d'autres. Il faut mettre en place des mesures efficaces pour y parvenir.

[Traduction]

C'est tout simplement faux. Nous avons entendu quelques personnes déclarer que tout va bien, que nous avons la situation bien en main, du point de vue de la pandémie. Je peux vous confirmer...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Excusez-moi, je vais interrompre notre collègue pour rappeler aux députés que lorsqu'ils ne prennent pas la parole, ils doivent porter leur masque pour protéger la sécurité des employés et de leurs collègues de la Chambre.

Le député de New Westminster—Burnaby a la parole.

M. Peter Julian: Madame la Présidente, votre rôle vous permet d'interpeller des députés. Si vous voyez un député, et nous venons d'en voir quelques-uns, retirer son masque à la Chambre, vous avez certainement le droit d'interrompre le collègue qui parle et de demander aux députés de remettre leur masque. Je vous exhorte à le faire, madame la Présidente.

L'éclosion à laquelle nous assistons a de terribles répercussions. Au Willingdon Care Centre, il y a quelques semaines, 15 personnes ont perdu la vie. Une éclosion terrible a tué près de 20 % des résidents de cet établissement de santé. Je vois même dans ma propre famille les répercussions des éclosions qui surviennent à l'heure actuelle dans divers établissements de santé.

Ordres émanant du gouvernement

Avant d'affirmer que nous maîtrisons cette pandémie, nous devrions regarder les éclosions qui surviennent dans différentes régions du Canada, où le nombre de cas augmente de façon tragique, et nous devrions aussi regarder ce qui se passe dans le reste du monde. L'Autriche s'est placée en isolement total, et l'Allemagne envisage de faire la même chose. On constate une augmentation du nombre de cas, du nombre d'hospitalisations et du nombre de patients dans les unités de soins intensifs.

Il est crucial que nous y réfléchissions et que nous décidions des meilleures mesures à appliquer, comme nous le faisons depuis le 13 mars 2020, lorsque les leaders à la Chambre ont tenu une conférence de presse pour annoncer que nous suspendions la session parlementaire. Nous l'avons fait parce que c'était la meilleure mesure à appliquer face à cette urgence de santé publique. Maintenant que les cas augmentent un peu partout au monde et dans certaines régions du Canada, nous nous devons d'appliquer ce même sens de responsabilité collective.

Cette motion aurait dû être adoptée à l'unanimité. Elle fait suite aux mesures que nous avons prises à l'unanimité en exerçant nos fonctions de députés. L'un des moments les plus remarquables de cette pandémie a eu lieu lorsque 338 parlementaires ont déclaré d'une seule voix qu'ils se préparaient à poursuivre leurs travaux parlementaires tout en prenant les mesures de santé publique nécessaires pour protéger les employés de la Chambre des communes et de la Colline du Parlement ainsi que pour protéger leurs collègues et leurs familles. Bon nombre de nos collègues ont des proches immunodéficients. J'en compte plusieurs dans ma famille. Lorsque nous protégeons les députés, nous protégeons aussi nos familles, mais surtout, nous protégeons le public.

Regardons la réalité bien en face: nous sommes 338, et nous revenons ici chaque semaine de toutes les régions du Canada. Certains d'entre nous viennent de zones de forte transmission de la COVID. Notre collègue de Salaberry—Suroît a affirmé tout à l'heure que ce problème ne se manifeste pas dans sa région, mais nous savons tous que ce terrible virus se transmet très rapidement. Si un de nos collègues l'amène à la Chambre et que d'autres collègues l'emmènent dans leurs circonscriptions, ils risquent de causer des éclosions. Voilà pourquoi, le 13 mars 2020, nous avons interrompu la session parlementaire. Nous savions que nous ne pourrions pas protéger la sécurité du public.

Nous savions que nous devions prendre des mesures exceptionnelles et historiques en tant que Parlement, mais nous avons pris ces mesures ensemble à l'unanimité, puis nous avons créé les outils d'un Parlement hybride, en mettant d'abord en place la capacité des députés de s'exprimer, d'intervenir sur le plan de la procédure, de voter et enfin, avec l'application de vote, nous avons mis de côté les longues séances de vote sur Zoom dont nous nous souvenons tous et nous avons profité de la capacité et de l'efficacité pour chaque député d'intervenir au nom de ses électeurs et de voter à la Chambre des communes.

Tous ces outils ont été élaborés à grands frais pour que nous puissions poursuivre le travail du Parlement pendant la pandémie. Il s'agissait de décisions intelligentes et réfléchies qui ont toujours été prises à l'unanimité. Je dois ici rendre hommage aux nombreux membres de l'administration de la Chambre qui ont concrétisé toutes ces mesures pour qu'un Parlement virtuel puisse voir le jour.

Ordres émanant du gouvernement

● (1740)

Je ne doute pas qu'il y ait eu des problèmes. C'est on ne peut plus vrai. Certains députés ont déploré l'absence de ministres à la Chambre des communes. C'était une grave erreur, surtout lorsqu'ils étaient présents dans leurs bureaux. Le gouvernement s'engage maintenant à faire venir des ministres pour la période des questions.

L'impact sur les interprètes a été considérable, et nous devons continuer de prendre des mesures pour nous assurer que le Parlement virtuel leur offre un milieu de travail sain et sécuritaire. Ce sont des mesures que le NPD va continuer de réclamer de son côté de la Chambre. Cela ne fait aucun doute. Notre chef le député de Burnaby-Sud a été très clair à ce sujet, tout comme l'ensemble des députés néo-démocrates.

Nous savons aussi que le fait de réunir 338 députés ici, dont certains viennent de zones où le taux de transmission de la COVID est élevé, constitue également une menace pour les employés et le personnel de l'Administration de la Chambre et de la Chambre des communes. Nous devons nous assurer de prendre des mesures de protection pour eux également.

Comme nous le savons, si un député fait l'objet d'un diagnostic positif ou doit être mis en quarantaine à l'heure actuelle, tant que la motion n'aura pas été adoptée, il n'aura pas la capacité d'intervenir au nom de ses électeurs, de se battre pour eux ou de les défendre. C'est précisément ce que je m'efforce de faire chaque jour pour mes électeurs de New Westminster—Burnaby. Je sais que tous les députés en font autant. Sans les outils en place qui permettent la participation à distance, si un député devait être mis en quarantaine après avoir été en contact avec quelqu'un qui pourrait avoir la COVID, il ne pourrait plus représenter ses électeurs.

Nous appuyons la motion. Il ne fait aucun doute que nous sommes en faveur des outils permettant la participation à distance. Nous croyons que nous devons continuer d'améliorer le Parlement virtuel. Toutefois, ce que je déplore, c'est que cela n'ait pas été adopté le premier jour, à l'unanimité, comme toutes les autres motions. C'est une question de santé publique. C'est une mesure de protection des employés et du personnel. Une mesure de protection du public, des députés et de leur famille. C'est pourquoi j'exhorte mes collègues des partis qui semblent réticents à ce que l'on poursuive avec la formule hybride à voter en faveur de cette motion.

● (1745)

M. Ken Hardie (Fleetwood—Port Kells, Lib.): Madame la Présidente, si je me rends dans l'antichambre, je sais que toutes les personnes que j'y verrai, sauf une, sont doublement vaccinées. Je sais qui ne l'est pas, et il y a une excellente raison à cela.

Le député ne convient-il pas qu'il joue à la roulette russe chaque fois qu'il pénètre dans cette antichambre? Il ignore avec qui il est en contact ou si des personnes pourraient être contagieuses, d'autant que le leader à la Chambre de l'opposition officielle a indiqué qu'une personne non vaccinée est plus susceptible de transmettre la maladie.

Je me pose la question suivante. Quel type de gestion du risque mon collègue emploie-t-il pour faire face à cette situation?

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je tiens à rappeler aux députés que s'ils ont une opinion différente sur ce qui est dit, ils peuvent se lever pour poser des questions et formuler des observations.

Le député de New Westminster—Burnaby a la parole.

M. Peter Julian: Madame la Présidente, le Bureau de régie interne a fixé les règles, et le Bureau de régie interne veillera à ce que les règles soient respectées.

Toutefois, il y a un impératif plus général ici. Nous demandons aux Canadiens de montrer leur preuve de vaccination lorsqu'ils prennent l'avion ou vont au restaurant. Il ne fait aucun doute que nous devons donner l'exemple. Nous devons également veiller à ce que les députés puissent participer pleinement aux travaux de la Chambre.

En cas d'exposition, quelle qu'elle soit, le Parlement virtuel permet aux députés concernés de continuer à représenter leurs concitoyens. C'est pourquoi je trouve la position du Parti conservateur si déconcertante. Les conservateurs devraient être les premiers à dire que nous devrions renouveler le mandat du Parlement virtuel. Ils l'ont pourtant soutenu auparavant. Il est inconcevable pour moi qu'ils refusent de maintenir une mesure qui est appropriée en matière de santé publique et qui protégerait tout le monde: les employés, le personnel, les députés et leurs familles.

M. John Nater (Perth—Wellington, PCC): Madame la Présidente, j'ai une question fort simple à poser au député de New Westminster—Burnaby.

Notre leader de l'opposition officielle à la Chambre, le député de Louis-Saint-Laurent, a présenté un amendement très raisonnable qui prolongerait de quatre heures le temps dont nous disposons pour rendre des comptes en comité plénier. C'était un amendement tout à fait raisonnable.

Je me demande si le leader parlementaire du NPD va appuyer l'amendement du Parti conservateur ou s'il attend toujours la permission du leader parlementaire du Parti libéral.

● (1750)

M. Peter Julian: Madame la Présidente, cette insulte mesquine n'est qu'un exemple de la raison pour laquelle les conservateurs ne devraient pas être aussi désinvoltes à ce sujet.

Si les membres du Parti conservateur disent qu'avec ces amendements ils sont prêts à voter pour cette motion plutôt que de tenir un débat, nous pouvons faire ce que nous avons fait chaque fois, c'est-à-dire adopter à l'unanimité ces mesures de santé publique pour permettre au Parlement de siéger en mode hybride. Si les conservateurs disent que ces amendements sont ce qui fait la différence pour eux, et que nous pouvons passer à autre chose et revenir aux affaires qui concernent le pays, à la bonne heure.

Le prochain conservateur qui se lève pourrait-il préciser s'il s'agit d'amendements qui, pour les gens de son parti, signifient bel et bien qu'ils sont prêts à voter oui sur-le-champ et à poursuivre avec un Parlement hybride?

[Français]

M. Martin Champoux (Drummond, BQ): Madame la Présidente, je vous félicite à mon tour pour votre élection à la vice-présidence. Je tiens aussi à féliciter le député de New Westminster—Burnaby. J'ai appris qu'il serait mon vis-à-vis au Comité permanent du patrimoine canadien. Ce sera un plaisir de collaborer avec lui pour faire avancer notamment le dossier de la culture et les projets de loi importants qui nous attendent.

J'entends les arguments du député selon lesquels le travail se fait tout aussi bien en mode hybride. Pourtant, ma collègue de Salaberry—Suroît a démontré tout à l'heure que cette méthode de travail comportait des lacunes importantes. Que l'on pense à la santé des interprètes et aux problèmes de santé qui ont été nombreux, mais aussi à l'équité dans l'attribution du temps de parole. Notre travail consiste à demander des comptes au gouvernement et à nous assurer que les affaires du gouvernement sont bien gérées, mais nous ne pouvons pas le faire adéquatement sous cette formule-là, parce qu'il y a des problèmes de technologie, d'interprétation, et j'en passe.

Je demande donc à mon collègue s'il ne serait pas préférable d'être adulte, doublement vacciné, responsable et respectueux des règles mises en place et de rester à l'affût d'une éclosion après laquelle nous pourrions évidemment retourner en mode hybride qui serait toujours disponible. Alors...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): J'ai oublié de mentionner qu'il y avait seulement du temps pour une brève question. J'aimerais donc avoir une brève réponse de la part du député de New Westminster—Burnaby.

M. Peter Julian: Madame la Présidente, j'ai également hâte de travailler avec mon collègue au Comité permanent du patrimoine canadien.

Je ne comprends pas la contradiction du Bloc. Ils disent qu'il se peut qu'on ait besoin de cet outil-là, mais pas maintenant. On voit qu'en Autriche et en Allemagne, ils sont en train de fermer à nouveau leurs pays en entier. Dans certaines régions du Canada, on constate une énorme augmentation du nombre des cas. Je ne comprends pas donc la résistance du Bloc à ce qui relève du gros bon sens et à la mise en place d'un Parlement hybride pour qu'on puisse continuer, peu importe ce qui va arriver dans les prochaines semaines du côté du virus.

[Traduction]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Quelqu'un souhaite invoquer le Règlement.

L'honorable ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social.

AVIS DE MOTION DE CLÔTURE

L'hon. Karina Gould (ministre de la Famille, des Enfants et du Développement social, Lib.): Madame la Présidente, en ce qui a trait à l'affaire émanant du gouvernement n° 1, je donne avis que, à la prochaine séance de la Chambre, un ministre de la Couronne proposera, conformément à l'article 57 du Règlement, que le débat ne soit plus ajourné.

REPRISE DU DÉBAT SUR L'ORDRE RELATIF AUX TRAVAUX DE LA CHAMBRE ET DE SES COMITÉS

La Chambre reprend l'étude de la motion, ainsi que de l'amendement.

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Madame la Présidente, je suis toujours heureux de prendre la parole à la Chambre, autant que lorsque je le faisais de chez moi. Dans les deux cas, j'en suis reconnaissant, car c'est un grand privilège de pouvoir contribuer à des débats publics d'importance.

Aujourd'hui, nous avons une fois de plus un débat public fort important. Je suppose que nombre de Canadiens nous regardent et s'attendent à ce que la Chambre fasse preuve de leadership. Je souhaite m'attarder un peu sur ce point, mais puisque c'est la première fois que j'ai l'occasion de m'adresser à la Chambre, je tiens d'abord

Ordres émanant du gouvernement

à remercier tout spécialement les résidents de Winnipeg-Nord. C'est mon cinquième mandat, mais certains électeurs de Winnipeg-Nord ont voté pour moi à dix reprises: d'abord à titre de député provincial, à l'Assemblée législative du Manitoba, puis comme député fédéral, à Ottawa. Je suis sincèrement reconnaissant du soutien que me témoigne la population et je m'engage à faire tout en mon pouvoir pour la servir au quotidien.

Lorsque je pense aux questions dont nous sommes saisis, les pommes de terre de l'Île-du-Prince-Édouard me viennent immédiatement à l'esprit, tout comme la sécheresse dans les Prairies, les soins de santé pour les résidents et les aînés de Winnipeg-Nord et les inondations en Colombie-Britannique. Ce ne sont pas les questions qui manquent. Je veux m'assurer que tous les députés ont la possibilité de participer aux débats que nous allons tenir sur les questions qui sont d'une importance capitale pour les Canadiens d'un bout à l'autre du pays. C'est l'objet de cette motion. Je suis d'accord avec le leader parlementaire du NPD pour dire qu'il aurait été bien que cette motion soit adoptée à l'unanimité dès le premier jour. C'est ainsi qu'il aurait fallu procéder. Je le crois sincèrement.

J'ai écouté les conservateurs et leurs gentils cousins du Bloc dire qu'ils ne veulent pas d'un système hybride. Je crains qu'ils ne voient pas vraiment la véritable valeur de ce système. J'espère pouvoir parler de l'importance du leadership et des raisons pour lesquelles les députés devraient réfléchir à la façon dont ils voteront sur cette motion. Je crois que les raisons d'appuyer cette motion sont nombreuses.

N'oublions pas pourquoi nous en sommes arrivés à ce point, comme l'a mentionné le leader parlementaire de l'opposition dans ses observations sur la motion. Il n'y a pas si longtemps, il y a 18 mois environ, le Canada a été confronté à une pandémie mondiale. Ce fut vraiment encourageant de voir les parlementaires de toutes les allégeances joindre leurs efforts. L'ancien leader du gouvernement à la Chambre le sait fort bien puisque, lorsque nous avons compris qu'il fallait fermer la Chambre des communes, il a collaboré avec les députés de l'opposition pour s'assurer que ce serait fait en priorité. Pour ceux qui n'étaient pas des nôtres à l'époque, nous avons littéralement fermé la Chambre des communes. Cette décision a fait l'objet d'un consensus de tous les partis représentés à la Chambre.

Néanmoins, nous avons également convenu par consensus de ne pas laisser la pandémie nous empêcher de défendre la démocratie et la liberté, des valeurs chères aux Canadiens. Le Parlement du Canada revêt une telle importance que nous devons veiller à ce qu'il puisse poursuivre ses travaux. C'était important pour le premier ministre, pour le Cabinet et pour le chef de l'opposition officielle. Je crois que tous les députés qui siégeaient à la Chambre l'ont reconnu à ce moment-là.

● (1755)

L'esprit de collaboration était beaucoup plus fort parce que les gens ont pris conscience que des Canadiens mouraient, que des Canadiens tombaient malades et que la pandémie nous frappait durement. Nous tous, en tant que parlementaires, non pas en tant que parlementaires partisans, mais bien en tant que parlementaires, avons dû prendre des mesures pour protéger les intérêts de notre pays. L'une de ces mesures est celle dont nous parlons aujourd'hui. Même si certains en minimisent l'importance, je demande aux députés de se souvenir du rôle important de leadership que nous jouons tous ici au Canada et des attentes de nos compatriotes envers chacun d'entre nous.

Ordres émanant du gouvernement

Espérons que le pire de la pandémie est maintenant derrière nous. Je le crois, mais il y a toujours des vagues. Je n'ai entendu aucune raison valable qui ne puisse pas être négociée afin de nous permettre de poursuivre avec un système hybride. J'ai lu les nouvelles, j'ai suivi les médias et j'ai écouté les reportages et les arguments présentés par certains députés des partis de l'opposition.

Je proposerais de faire un retour sur les attitudes qui étaient les nôtres il y a 18 mois. Pour ma part, je sais que je me suis senti à l'aise lorsque j'ai pu revenir dans ma collectivité et dire que nous travaillions ensemble, non seulement à la Chambre des communes, mais également avec les intervenants, les spécialistes en sciences et en santé, les provinces, les territoires et les communautés autochtones pour faire face à la pandémie.

Cependant, notre démocratie, notre Parlement et la question de la responsabilité sont si fondamentaux que nous avons dû trouver un mécanisme qui nous permettait de maintenir le processus démocratique, et nous l'avons fait grâce à ce système hybride, qui a permis à chacun de participer aux débats, aux votes et aux comités et d'intervenir, que ce soit pour des questions de privilèges, des rappels au Règlement, des déclarations de députés ou à la période des questions. C'est ce qui nous a permis de continuer. L'ancien leader à la Chambre a même pu s'assurer qu'il y avait un groupe diversifié de ministres qui répondaient aux questions en personne et à distance. Je m'en souviens bien. Le processus a fonctionné et il était très efficace.

Nous demandons aux députés de l'opposition de reconnaître la valeur d'un système hybride. Soutenir qu'il est sans valeur ou que nous n'en avons pas besoin aujourd'hui va à l'encontre du type de leadership que souhaitent les Canadiens. Hier, le Manitoba a présenté son discours du Trône, tout comme Ottawa. Personnellement, je pense que le nôtre était meilleur, mais c'est secondaire.

Comme ma fille est députée, je l'ai appelée pour lui demander comment s'était déroulée sa journée. Elle m'a répondu qu'elle n'irait pas à la Chambre avant la semaine prochaine. Je lui ai demandé si le système hybride était toujours en vigueur, et elle m'a répondu par l'affirmative. Elle sera à la Chambre la semaine prochaine, mais ils ont toujours un système hybride.

C'est donc un gouvernement progressiste-conservateur de la province du Manitoba qui dit qu'il y a un besoin. Heather Stefanson, la première ministre nouvellement élue, a raison parce que les gens regardent ce qui se passe. Ils sont conscients de la gravité de la pandémie. Nous comprenons que la pandémie a transformé notre vie à tous de manière importante, mais finalement, ce que nous essayons de faire n'est pas très éloigné de ce système hybride.

• (1800)

Oui, notre système est différent et comporte quelques aspects très particuliers par rapport au système du Manitoba, mais en fin de compte, on voit bien que tous les partis reconnaissent la nécessité de le maintenir. Je crois qu'il n'est pas trop tard pour que nos collègues d'en face en reconnaissent la valeur.

Nous n'avons pas besoin de regarder bien loin, parce que nous connaissons tous le député de Beauce. Il ne pourra pas voter sur la motion dont nous débattons actuellement. Il n'avait même pas le droit de voter pour l'élection du Président. Il aurait peut-être été difficile de faire adopter le système hybride avant l'arrivée du Président. Quoi qu'il en soit, le député de Beauce ne peut pas participer. Si une tragédie frappe sa circonscription ou s'il désire nous annoncer une merveilleuse nouvelle, il ne pourra pas le faire à la

Chambre. Il lui est impossible de participer à cause de la COVID et de la pandémie.

Le leader de l'opposition à la Chambre a souligné que demain, il subira son deuxième test. Il a souligné qu'il suit les règles. Il fait très bien, mais je suppose que nous devons cette situation au député de Beauce. Plusieurs membres du caucus conservateur qui travaillent à proximité du député de Beauce ont dû subir des tests. Je ne sais pas ce qu'il en est de nos autres collègues, mais je crois que si le leader parlementaire de l'opposition obtient un résultat positif demain, il devrait pouvoir continuer à siéger. Il pourrait le faire avec un système hybride.

À mon avis, il serait irresponsable de croire qu'aucun des 338 députés ne contractera la COVID au cours des prochains mois. Au Manitoba, deux députés provinciaux ont été infectés par la COVID, et je crois que les deux étaient entièrement vaccinés. L'un est le chef du Nouveau Parti démocratique, et l'autre vient d'obtenir un résultat positif. C'est peut-être l'une des raisons pour lesquelles ils reconnaissent les avantages du système hybride.

Pourquoi certains députés voudraient-ils empêcher leurs collègues de participer à ces débats? Je ne comprends pas cela. Mes collègues du caucus libéral ne le comprennent pas non plus. Nous ne cherchons pas à échapper à la reddition de comptes. Nous tenons à ce que nos collègues puissent demander des comptes au gouvernement. Qu'il s'agisse d'un ou de plusieurs députés qui ne peuvent être ici pour une raison ou une autre, ils pourront quand même s'acquitter de leurs responsabilités.

Quant à la reddition de comptes et à la transparence, hier et plus tôt encore aujourd'hui, un député d'en face a crié qu'un député libéral n'était pas vacciné. Eh bien, je ne le savais pas. À ma connaissance, tous les membres du caucus libéral sont entièrement vaccinés. Si ces collègues croient que ce n'est pas le cas, qu'ils me disent de quel député il s'agit, car je crois que tous les membres du caucus libéral sont entièrement vaccinés. Je crois également savoir que les députés du Bloc et les néo-démocrates sont entièrement vaccinés.

Je dirais qu'il y a un problème de transparence. Les Canadiens ont-ils le droit de savoir quels députés ou combien de membres du caucus conservateur ne sont pas vaccinés? Le leader du gouvernement à la Chambre a mentionné des statistiques sur la probabilité qu'une personne obtienne une exemption médicale. Il s'agit d'une personne sur 100 000. Honnêtement, nous ne savons pas si ce sont 20 conservateurs ou 2 conservateurs. Nous savons seulement qu'il y en a. Nous ne connaissons pas le chiffre exact. La probabilité est d'un sur 100 000, et il n'y a que 119 députés conservateurs au Parlement. Statistiquement, quel pourrait être ce chiffre? Il est difficile pour nous de le savoir.

• (1805)

Un de mes collègues est venu me voir hier et il était vraiment préoccupé par sa santé. Sa principale préoccupation était que certains députés ne sont pas complètement vaccinés. Je lui ai dit qu'il devrait faire part de ses préoccupations au leader du gouvernement à la Chambre. Il y a des députés à la Chambre qui sont vraiment inquiets pour eux-mêmes, sans parler de leurs préoccupations au sujet des gens qui font fonctionner cette merveilleuse institution.

Il y a beaucoup de gens qui travaillent au fonctionnement du Parlement, qu'il s'agisse des responsables de la sécurité, lorsque nous arrivons sur les lieux, ou des gens qui nous font nos hamburgers, nos frites et bien plus encore à la cafétéria. Il y a les traducteurs, les greffiers et les gens qui travaillent au hansard et qui doivent écouter les discours. On parle de beaucoup de gens. En fin de compte, nous devons penser à la santé et à la sécurité de toutes les personnes qui se trouvent à l'intérieur de cet édifice.

Je dirais que nous, parlementaires à l'échelle nationale, avons un rôle important de leadership à jouer. Je sais que cela a eu des répercussions sur nous tous et sur la façon dont nous représentons nos électeurs. Il y a deux ans, je ne savais même pas que Zoom existait. Aujourd'hui, je passe beaucoup de temps sur Zoom. J'avais l'habitude de passer quatre heures au restaurant local tous les samedis. C'est la raison pour laquelle je retournais à Winnipeg toutes les fins de semaine. C'était pour rencontrer les électeurs.

Bon nombre des façons dont nous servons nos électeurs ont changé. Avec ces changements, nous devons faire les choses différemment. C'est l'une des raisons pour lesquelles je tiens maintenant des assemblées publiques locales sur Zoom. C'est une autre façon pour moi de rencontrer mes électeurs. Tant que ce ne sera pas sécuritaire, je ne reviendrai pas aux réunions hebdomadaires comme celles que j'ai tenues pendant 30 ans. Je vais attendre que ce soit sécuritaire. Entretemps, je vais tenir mes assemblées publiques virtuellement. J'en ai d'ailleurs eu une l'autre jour.

En plus de ces changements, nous devons aussi reconnaître que notre rôle ne consiste pas uniquement à servir les concitoyens dans nos circonscriptions. Notre rôle de parlementaires comprend également la participation aux votes et à toute une gamme d'activités qui ont lieu au Parlement, mais il n'est pas nécessaire de nous acquitter de ces tâches en personne. Il y a un certain nombre d'années, j'ai demandé au greffier de l'époque s'il serait possible que je prête mon serment de député dans ma ville natale, Winnipeg. Il m'avait dit que ce ne serait pas possible. Or, cette fois-ci, c'est devenu possible. Pour moi, c'était merveilleux d'être assermenté comme député à Winnipeg. Les choses ont changé. Nous devons en tenir compte.

Je demanderais à tous les députés de penser au jour où il régnait un fort sentiment de coopération au Parlement, jour où nous avons reconnu qu'il fallait collaborer pour faire en sorte que tous les députés aient l'occasion de participer pleinement. Cette situation ne sera pas éternelle. Nous envisageons d'avoir des séances hybrides seulement jusqu'en juin. Pour faire en sorte que le député de Beauce et d'autres députés puissent désormais participer pleinement aux travaux de la Chambre, il faut adopter la motion.

• (1810)

[Français]

M. Pierre Paul-Hus (Charlesbourg—Haute-Saint-Charles, PCC): Monsieur le Président, mon cher collègue doit comprendre qu'il y a une différence majeure entre être présent à la Chambre pour vivre l'intensité des débats et être devant un écran dont on peut couper le son et attendre que cela finisse. Voir mes collègues en personne est très différent et je l'apprécie beaucoup plus.

Ma question est simple. Si tous les députés de la Chambre des communes avaient eu la possibilité d'être vaccinés, aurait-on présenté cette motion aujourd'hui? Si tous les députés qui n'avaient pas de problème médical étaient vaccinés, envisagerions-nous la possibilité de revenir en format hybride, oui ou non?

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, en un mot, oui. Même si les gens sont entièrement vaccinés, ils peuvent quand même contracter le coronavirus. Il faut tenir compte du fait que nous les parlementaires venons de toutes les régions du pays. Nous devons prendre l'avion pour venir à Ottawa, puis pour retourner dans nos collectivités. Les collectivités sont de plus en plus nombreuses à reprendre leurs différentes activités. Nous devons être très prudents.

Cela nous donnerait une option. J'adore intervenir à la Chambre. Il ne fait aucun doute que j'adore l'atmosphère de la Chambre, mais j'aime aussi intervenir à distance, car cela me permet quand même de faire entendre mon point de vue. J'espère que si j'interviens à distance, le député y pensera à deux fois avant de couper le son.

• (1815)

[Français]

M. Mario Beaulieu (La Pointe-de-l'Île, BQ): Monsieur le Président, je vous félicite pour votre réélection à la présidence et je remercie tous mes électeurs de La Pointe-de-l'Île de m'avoir fait confiance.

Ma question est la suivante: sachant que nous pouvons maintenant aller au gymnase, au restaurant, au cinéma, et même assister à une partie de hockey, la fonction parlementaire n'est-elle pas suffisamment importante pour que nous puissions siéger ici?

Rappelons que nous ne sommes pas toujours 338 députés en présence. Nous sommes la plupart du temps beaucoup moins nombreux.

De plus, on veut établir un Parlement hybride jusqu'au 23 juin. Personnellement, je pense que c'est exagéré. Si un député est contaminé par la COVID-19 et qu'il est obligé de se faire tester, la situation du vote à distance est un compromis acceptable.

Je ne vois pas pourquoi nous ne pourrions pas siéger au Parlement alors que nous pouvons aller voir une partie de hockey avec des milliers de personnes dans une même salle.

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, c'est grâce à l'excellent travail d'un grand nombre de gens que le Canada se trouve dans une situation fantastique. Plus de 86 % de sa population est maintenant entièrement vaccinée. J'attribue ce succès à nos professionnels de la santé, au travail des différents ordres de gouvernement et à ce sentiment d'engagement à faire en sorte que le Canada se trouve dans une bonne position pour qu'il puisse être un chef de file mondial dans la lutte contre la pandémie. Je pense que nous sommes bien placés.

Toutefois, je crois toujours que le Parlement hybride est une bonne chose. Comme je l'ai dit, cela se terminerait en juin. Nous pouvons faire en sorte que tous les députés de la Chambre puissent participer pleinement, que ce soit en votant ou en intervenant dans les débats, grâce à l'adoption de cette motion.

Si j'ai bien compris, le député semblait assez chaud à l'idée de permettre à tous les députés de participer pleinement. Une bonne façon de le faire est de voter pour la motion.

Ordres émanant du gouvernement

Mme Lisa Marie Barron (Nanaimo—Ladysmith, NDP): Monsieur le Président, en tant que députée nouvellement élue, c'est la première fois que j'interviens à la Chambre. J'aimerais en profiter pour remercier les électeurs de Nanaimo—Ladysmith de m'avoir accordé leur confiance.

J'entends des collègues dire qu'ils ont peur lorsqu'ils font leur travail au Parlement, qu'ils ont des craintes au moment de représenter les électeurs de leur circonscription. Il ne s'agit pas de partisanerie, mais d'aider les députés élus à représenter leur circonscription et à se faire entendre, de leur fournir les outils nécessaires pour assurer leur sécurité.

Mon collègue est-il d'accord pour dire qu'un outil permettant aux députés de faire leur travail en toute sécurité est dans leur intérêt à tous, peu importe leur allégeance politique?

M. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, je suis entièrement d'accord avec la députée, et je la félicite d'avoir été réélue. Pendant qu'elle parlait, j'ai pensé aux travailleurs de la santé et à ceux qui ont dû faire face à des gens assez hostiles. Il y a des dispositions législatives importantes que nous allons devoir examiner au cours des prochaines semaines. L'une des façons de permettre à tous les députés de voter sur cet important projet de loi c'est d'adopter cette motion.

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, comme je suis la première du Parti vert à avoir l'occasion de parler de cette motion, je vous signale que nous allons l'appuyer. Nous sommes très favorables à un Parlement hybride.

Je reviens tout juste de la COP26 à Glasgow, où personne ne pouvait entrer dans le hall sans ses deux doses de vaccin. Les règles sanitaires voulaient également que nous restions masqués, que nous respections la distanciation physique, que nous appliquions toutes les mesures de santé publique et que nous nous soumettions à des tests quotidiens pour vérifier que nous n'avions pas la COVID.

Même si tous les députés ont leurs deux doses de vaccin, je ne me sens pas en sécurité ici, car nous sommes trop proches les uns des autres. Nous ne pouvons pas parler si nous ne sommes pas à notre propre bureau. Nous ne pouvons pas voter si nous ne sommes pas à nos bureaux. Ici, la situation n'est pas conforme aux règles de santé publique en vigueur partout au Canada, et je suis très heureuse que cette motion ait été présentée.

Je regrette profondément ce qui s'est passé à partir du 13 mars de l'année dernière, pendant tout le printemps. Cependant, les séances en mode hybride sont devenues une réalité et nous avons pu voter à distance. Pour notre propre sécurité et pour celle de nos communautés, nous devrions observer cette façon de faire.

Honte à ceux qui ne voient pas l'importance de protéger la santé publique.

• (1820)

M. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, il en a malheureusement été ainsi. Il aurait été de loin préférable d'adopter une approche non partisane pour faire en sorte que nous puissions mettre en place un système hybride. C'est sans l'ombre d'un doute la voie que nous aurions préférée. Notre priorité absolue était de veiller à ce que tous les membres aient la possibilité de participer pleinement tout en accordant une place prépondérante à la santé et à la sécurité.

Nous aurions préféré avoir le soutien unanime de la Chambre pour l'adopter hier. Ce ne fut pas possible. Espérons que les députés

du Parti conservateur et du Bloc reverront leurs positions sur l'utilité d'un système hybride et se rallieront à nous, afin que nous puissions l'adopter à l'unanimité. C'est la chose à faire. Ce serait faire preuve d'un solide leadership pour le reste du pays.

[Français]

L'hon. Pablo Rodriguez (ministre du Patrimoine canadien, Lib.): Monsieur le Président, je commence en vous félicitant de votre réélection et en remerciant mes concitoyens d'Honoré-Mercier de m'avoir accordé leur confiance pour une sixième fois.

Je voudrais aussi remercier mon collègue de Winnipeg-Nord de son discours passionné et je dois dire que ce fut un honneur et un privilège de l'avoir eu comme secrétaire parlementaire durant tout le dernier mandat. S'il y a quelqu'un qui tient à notre démocratie et qui se lève pour la défendre, c'est bien lui, surtout lorsqu'il est question du rôle des parlementaires.

Ce qui nous inquiète ici, c'est le fait qu'un parlementaire puisse contracter la COVID-19 ou avoir été en contact avec quelqu'un et ne puisse pas se présenter à la Chambre pour accomplir son rôle, débattre, discuter ou voter. Est-ce que le format hybride ne vient pas justement permettre à ce député de continuer à jouer son rôle malgré le fait qu'il ne peut pas être à la Chambre?

[Traduction]

M. Kevin Lamoureux: Monsieur le Président, j'apprécie les aimables paroles de mon ancien patron.

Il est quelque peu paradoxal que je prenne la défense du député de Beauce. Grâce à ce système, le député de Beauce pourrait participer pleinement. Si quelqu'un obtenait un résultat positif demain, il ne serait pas en mesure de participer à moins que nous adoptions cette motion. Cela vaut aussi pour le leader parlementaire de l'opposition.

La motion permettrait à tous les parlementaires des deux côtés de la Chambre de participer pleinement aux travaux d'ici le mois de juin. En tant que parlementaire, j'estime que c'est la meilleure chose à faire. Ce faisant, nous afficherions un solide leadership devant le reste du Canada et montrerions que nous prenons cette pandémie très au sérieux. Nous pensons que toutes les entités politiques de la Chambre le reconnaissent.

M. Michael Barrett (Leeds—Grenville—Thousand Islands et Rideau Lakes, PCC): Monsieur le Président, c'est toujours un plaisir de prendre la parole à la Chambre. Je suis heureux d'avoir l'occasion de prendre la parole aujourd'hui ainsi que demain. Pendant presque deux ans, cet endroit n'était plus que l'ombre de ce qu'il devrait être pour les Canadiens. Ma présence ici, aujourd'hui, me permet donc de voir le verre à moitié plein.

L'Administration de la Chambre des communes et le personnel du Président ont fait un travail herculéen. Ils ont remodelé des siècles de tradition pour assurer notre participation pendant une période sans précédent que nous ne pouvions pas anticiper. Malgré cette situation, nous avons pu faire notre travail de parlementaire et servir nos électeurs et le reste de la population canadienne tout en œuvrant au rétablissement d'une certaine normalité.

Les travailleurs de la santé font un travail incroyable. Je suis tellement fier de représenter une circonscription sous la responsabilité du Bureau de santé du district de Leeds, Grenville et Lanark, qui affiche le taux de vaccination le plus élevé en Ontario. Le Bureau rapportait la semaine dernière que plus de 99 % des résidents ont reçu une première dose et que plus de 96 % d'entre eux ont reçu 2 doses. Et pourquoi mes voisins et les membres de notre communauté ont-ils soutenu l'appel à la vaccination? Parce qu'ils souhaitent revenir à une vie normale.

Tout ne peut pas redevenir comme avant dès maintenant, bien entendu. Nous portons encore un masque lorsque nous sommes à proximité des autres à l'intérieur, nous devons adopter une hygiène des mains irréprochable et nous tentons de garder nos distances. Toutefois, nous observons tranquillement un retour graduel à la normale grâce aux mesures prises par la population pour ralentir et arrêter la propagation de la COVID-19. Les événements publics et sportifs, ainsi que les sports d'équipe pour nos enfants, ont repris et nous nous conduisons de manière sécuritaire.

Au cours des derniers jours, nous avons représenté les Canadiens de manière sécuritaire et efficace à la Chambre. C'est ce que nous voulons faire. Les gens de ma collectivité ont du mal à joindre les deux bouts. Ils sont aux prises avec la hausse constante du coût de la vie. Ils n'ont pas les moyens de faire le plein d'essence. Ils doivent remplir le réservoir à moitié, dans l'espoir que cela suffira jusqu'au jour de paie. Ils ne peuvent pas se permettre d'acheter les aliments qu'ils achètent normalement pour leur famille, parce que leur pouvoir d'achat a diminué.

Ils sont très préoccupés par le prix du propane. Dans les régions rurales où les gens n'ont pas de chauffage au gaz naturel, les prix du propane augmentent de façon vertigineuse. Les gens sont inquiets et ils veulent que leurs représentants veillent à ce que le gouvernement fasse tout en son pouvoir pour maîtriser l'inflation et à ce que le gouvernement du Canada gère de façon exemplaire l'argent des contribuables. À cette fin, il faut vraiment que tout le monde mette la main à la pâte, sans perdre de vue l'objectif.

À titre de Canadien et de parlementaire, j'étais si fier de participer à la décision unanime d'instaurer certaines des mesures que nous avons prises afin que nous puissions continuer de siéger durant une pandémie comme on en voit une fois par siècle. Toutefois, la situation sur le terrain a changé. Nous avons tenu compte des meilleurs avis médicaux et nous nous appuyons sur la science, si bien que nous pouvons maintenant nous réunir en toute sécurité. Or, ce que je déplore en tant que parlementaire et en tant que Canadien, c'est que le gouvernement a profité de la pandémie pour se soustraire à tout examen de l'opposition, des médias et des Canadiens.

Les députés qui n'étaient pas à la Chambre n'avaient pas à faire face aux médias à leur entrée ou à leur sortie. Les ministres se trouvaient sur la Colline, mais ils n'occupaient pas leur siège à la Chambre. Je ne compte plus les fois où des difficultés techniques ont interrompu le fonctionnement des outils dont nous disposons pour entendre des témoins et des ministres devant des comités parlementaires. Or, nous n'avons plus besoin de subir de telles interruptions, à quelques rares exceptions près.

• (1825)

Le ciel nous en préserve, mais s'il fallait qu'un de nos collègues attrape la COVID-19 ou une autre maladie, nous devrions alors revenir au bon vieux système du jumelage, qui a déjà fait ses preuves.

Article 52 du Règlement

On nous parle de collaboration entre les partis, alors jumelons-nous avec un autre député. Quand un député se rétablit d'une maladie, on ne peut pas lui demander de se brancher pour voter de chez lui. Non. Chaque personne devrait avoir le temps de bien se remettre, pour son bien à elle, celui de sa famille et celui des gens de sa circonscription. Le jumelage permettrait précisément d'atteindre l'objectif énoncé par le gouvernement.

Je poursuivrai mon intervention avec plaisir la prochaine fois. Je suis heureux d'avoir eu quelques minutes aujourd'hui pour aborder ce sujet, mais j'en aurai plus à dire demain. Je dois aussi dire que je partagerai mon temps de parole avec la députée de Calgary Nose Hill la prochaine fois que j'aurai la parole.

• (1830)

Le Président: Je remercie le député d'avoir fini exactement à la fin de sa plage horaire. C'était parfait. Il lui restera quatre minutes à la reprise du débat.

M. Michael Barrett: J'invoque le Règlement, monsieur le Président. Comme je ne veux mettre personne sur la sellette, je rappelle simplement aux députés des deux côtés de la Chambre qu'ils gagneraient à suivre les consignes de la santé publique et à porter leur masque quand ils n'ont pas la parole.

Le Président: Je rappelle à tous les députés qui sont ici ce soir que, tant que la pandémie de COVID-19 ne sera pas terminée, ils doivent porter leur masque en tout temps quand ils sont à leur place, sauf s'ils ont la parole. C'est le seul moment où vous pouvez l'enlever.

DÉBAT D'URGENCE

[Traduction]

LES INONDATIONS EN COLOMBIE-BRITANNIQUE

Le Président: La Chambre passe maintenant à l'étude d'une motion d'ajournement en vue de tenir une discussion sur une affaire importante dont l'étude s'impose d'urgence, à savoir les inondations en Colombie-Britannique.

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV) propose:

Que la Chambre s'ajourne maintenant.

[Français]

— Monsieur le Président, c'est un grand honneur d'être la première députée à prendre la parole ce soir pour parler de cette question si importante et primordiale.

J'aimerais d'abord souligner que nous sommes réunis sur le territoire non cédé du peuple algonquin anishinabe.

À mon avis, il est évident que nous vivons une situation d'urgence climatique. Je viens de participer à la 26^e Convention-cadre des Nations unies sur les changements climatiques, à Glasgow. C'est la douzième fois que j'y participe, et la situation est maintenant plus grave que la première fois.

Article 52 du Règlement

[Traduction]

Je suis désespérément inquiète de constater que les changements climatiques s'aggravent plus vite que le gouvernement ne prend des mesures pour maîtriser la situation. J'aimerais aborder ce problème en étant pleinement consciente du temps qui m'est alloué. Je prends au sérieux les observations faites plus tôt aujourd'hui par mon ami et collègue le député d'Abbotsford, qui souhaitait aussi la tenue d'un débat d'urgence. Nous voulons nous pencher sur ce qui vient de survenir chez nous, en Colombie-Britannique. Cependant, il faut tenir compte du contexte actuel, car le fait de mettre en place des mesures sans tenir compte des causes fondamentales de cette catastrophe ne fera qu'empirer les choses. Nous devons absolument nous attaquer aux causes fondamentales de cette situation et prendre les mesures appropriées.

Sous réserve de l'indulgence du Président, j'aimerais commencer par le contexte mondial pour ensuite aborder le contexte national et finalement mettre surtout l'accent sur les aspects provinciaux et locaux et ce que nous devons faire maintenant. Ce soir, j'espère que nous ferons front commun pour examiner la problématique, tous les députés des cinq partis confondus, de manière à ce que nous donnions le meilleur de nous-mêmes en misant sur le fait que nous avons plus de points en commun que de différences.

Je regarde le député de Mission—Matsqui—Fraser Canyon, de l'autre côté de la Chambre. Il a mentionné plus tôt que Lytton, une ville de sa circonscription, a été rasée par les flammes en 15 minutes cet été. Selon moi, il ne faut pas seulement considérer les inondations qui viennent de se produire. De nombreux incidents ont frappé à maintes reprises les mêmes collectivités, en particulier des communautés autochtones, après que la Chambre a ajourné, de la fin juin à la reprise des travaux, lundi.

Nous devons reconnaître qu'il y a urgence climatique, comme l'a fait la Chambre le 17 juin 2019. Certains d'entre nous occupaient leurs sièges à ce moment-là. Au moyen d'une motion présentée par l'ancienne ministre de l'Environnement, Catherine McKenna, la Chambre a décidé d'affirmer qu'il y a bel et bien une urgence climatique dont il faut tenir compte. Rien n'a changé cependant. Nous n'agissons pas comme si nous étions en situation d'urgence.

• (1835)

[Français]

La grande entreprise scientifique qu'est le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, ou GIEC, a produit des études très claires. D'ailleurs, en octobre 2018, le rapport sur la question du 1,5 degré Celsius était lancé. Les nouvelles étaient tellement affreuses que le GIEC disait qu'on devait agir immédiatement. Or trois ans ont maintenant passé, et la situation est pire qu'en octobre 2018.

[Traduction]

Le rapport d'urgence du GIEC sur la limite de 1,5 degré Celsius, qui constitue la cible de l'Accord de Paris, alerte que nous courons véritablement le risque de rater cette cible. Il ne s'agit pas d'une cible politique. Si l'on a demandé au GIEC de rédiger ce rapport, c'est pour informer les décideurs, les politiciens et les chefs de gouvernement du monde entier de la différence entre une augmentation de la température mondiale moyenne de 2 degrés Celsius et une autre de 1,5 degré Celsius. Je n'énoncerai pas tous les détails de ce rapport. Mon temps de parole ne me le permettrait pas. Néanmoins, comme une cheffe de gouvernement, la première ministre de la Barbade, l'a affirmé il y a quelques jours à Glasgow, une augmenta-

tion de 2 degrés Celsius équivaut à une peine de mort pour nous; la limite pour notre survie se situe à 1,5 degré Celsius.

Ce que le GIEC explique, ce n'est pas que la limite de 1,5 degré Celsius nous permettrait de vivre en toute sécurité, mais qu'elle nous permettrait uniquement de survivre. Cette limite permettrait aux récifs coralliens de survivre, pour la plupart. Elle protégerait l'Arctique, pour la plupart, mais pas entièrement. Nous subirions la fonte du pergélisol, mais pas à un point mortel. À maintes reprises, ce rapport majeur rappelle le caractère essentiel de la limite de 1,5 degré Celsius.

Puis, cet été, le premier groupe de travail a publié sa contribution au sixième rapport d'évaluation du GIEC, que le secrétaire général des Nations unies a qualifié de code rouge pour l'humanité. Le rapport dit que tout ce que le GIEC nous avait prévenu en 2018 qui allait arriver se concrétise plus rapidement et de manière plus grave que prévu.

Nous savons que, mondialement, nous sommes maintenant en voie de dépasser amplement les 2 degrés Celsius, ce qui nous portera bien au-delà de la limite de la zone de danger. On ne parle pas d'intempéries. C'est la survie de la civilisation humaine qui est en jeu. Aucun problème n'est plus important. Aucun enjeu n'est plus vital. Pourtant, nous vaquons à nos activités quotidiennes comme si nous avions toujours tout le temps voulu à notre disposition.

Malheureusement, et tragiquement, le gouvernement du Canada a choisi de retenir seulement une partie des conseils du GIEC, c'est-à-dire qu'il faut limiter la hausse à 1,5 degré Celsius, promettant que, pour ce faire, nous atteindrons la carboneutralité d'ici le milieu du siècle, soit 2050. Je me dois d'apporter une précision, en particulier au profit de mes collègues libéraux, car, de la manière dont quelqu'un quelque part manipule l'information, je doute que le gouvernement comprenne.

Le GIEC n'a jamais dit que l'objectif était d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Il n'a jamais dit que cela serait suffisant pour assurer la survie de la civilisation humaine. Il dit très clairement qu'il n'y a qu'un seul moyen de limiter la hausse à 1,5 degré Celsius, et cela commence par une réduction mondiale d'au moins 45 % des émissions de carbone d'ici 2030 par rapport aux niveaux de 2010. C'est beaucoup. Si nous ne faisons pas cela, la carboneutralité d'ici 2050 n'a aucune valeur. Il sera trop tard. Nous serons déjà bien engagés sur la voie risquée et intolérable d'un réchauffement climatique planétaire en accélération constante et irréversible qui se déclenchera lorsque nous franchirons ce que certains appellent le seuil critique ou le point de non-retour. L'important à souligner est qu'il est encore temps d'agir.

[Français]

Le temps presse, mais il n'est pas trop tard. On doit agir immédiatement afin de réduire les gaz à effet de serre, en plus d'effectuer des changements pour protéger la nature, et particulièrement les forêts.

[Traduction]

Nous avons tout juste le temps, et durant la COP26, nous n'avons pas pris les décisions nécessaires, que ce soit le Canada ou les autres pays. Comme l'a dit le secrétaire général des Nations unies, António Guterres, la COP26 n'est pas un échec, car il est possible de limiter le réchauffement de la planète à 1,5 degré Celsius pour éviter le cauchemar, mais cela ne tient qu'à un fil. Nous en sommes là. D'ici 2022, et de préférence avant, le Canada doit en faire davantage.

Je sais que je risque de me faire chahuter, mais il faut le dire sans détour: nous ne pouvons pas affirmer que nous prenons au sérieux cette urgence climatique à l'échelle nationale tout en construisant le pipeline Trans Mountain; nous ne pouvons pas affirmer que nous prenons au sérieux cette urgence climatique tout en continuant à financer la fracturation, le gaz naturel liquéfié et toutes les énergies fossiles. Nous devons présenter une loi sur la transition équitable. Nous devons aider les travailleurs. Nous devons opérer cette transition.

Quand on passe du plan mondial au plan national, nous savons qu'il va falloir retrousser nos manches. Je soutiens la plupart des mesures prises par le gouvernement, même si elles restent insuffisantes dans l'ensemble pour faire en sorte que mes enfants, qui sont bien en vie aujourd'hui, puissent vivre dans un monde viable lorsqu'ils auront mon âge. Ce point nous concerne tous profondément et personnellement, et je suis heureuse que nous puissions en parler.

D'un point de vue plus personnel, j'aimerais parler de la Colombie-Britannique. L'urgence climatique m'a touchée de près cet été. En Colombie-Britannique, le dôme de chaleur — qui n'est pas une simple canicule — a tué près de 600 personnes en quatre jours. Une des personnes touchées qui a survécu est ma belle-fille. Elle est dans la trentaine et se trouvait dans la ferme familiale de mon mari à Ashcroft, en Colombie-Britannique, près de Lytton, lorsque la température a atteint les 50 degrés Celsius.

● (1840)

Je pense qu'aucun d'entre nous ici ne peut vraiment imaginer l'effet que cela peut avoir. Elle a dit que lorsqu'elle était à l'extérieur, elle avait l'impression qu'un séchoir à cheveux lui soufflait sur le visage en permanence. Elle en avait mal à la peau. Elle a failli mourir et a eu un œdème cérébral. Un autre membre de la famille était secouriste; il sortait les gens des cabanes et des caravanes et les mettait dans les ambulances, sachant qu'ils ne vivraient pas.

Nous devons faire beaucoup mieux quand nous parlons des mesures que nous devons prendre maintenant et des leçons que nous avons apprises. Nous avons besoin de protocoles de soins de santé radicalement révisés, qui se penchent sur la question de savoir ce qu'on doit faire lorsqu'on trouve quelqu'un dont les organes sont déjà en train de cuire. Ce n'est pas le protocole qu'on utilisait l'été dernier en Colombie-Britannique.

Nous avons eu des feux de forêt du début avril à la fin septembre. Au cours de cette saison de feux de forêt en Colombie-Britannique, 1 600 incendies ont détruit plus de 868 000 hectares. Ces incendies ont également contribué à l'ampleur des dégâts causés par les inondations, car le sol était devenu hydrophobe, ce qui signifie qu'il expulsait l'eau qui tombait sur lui. Le sol ne pouvait pas absorber l'eau; il la repoussait. Les inondations ont été aggravées par les incendies.

Article 52 du Règlement

Bien sûr, l'inondation a été décrite comme une rivière atmosphérique. Nous apprenons de nouveaux termes au fur et à mesure. Pendant la saison des incendies, nous avons appris qu'il y avait des choses appelées pyrocumulonimbus. Ce sont des nuages qui produisent des étincelles. Ils créent plus de feux.

Nous ne sommes pas dans une situation climatique normale. Nous faisons face à une urgence climatique. Je devrais en dire plus, bien sûr. Comme les gens le savent, les inondations ont détruit des routes. Quand la route Coquihalla sera-t-elle enfin réparée? Les dégâts sont considérables: 18 routes et 5 ponts fortement endommagés par les inondations, des pertes de vie, l'expérience terrifiante des personnes prises dans des coulées de boue et l'horreur de perdre des fermes. J'ai mentionné la ferme de mon mari à Ashcroft. C'est la deuxième fois que nous avons accueilli des réfugiés climatiques. En été, nous avons accueilli des personnes qui étaient sur un pied d'alerte en raison de feux de forêt possibles. Il y a maintenant des gens qui ont tout perdu dans les inondations.

Il s'agit d'une situation intenable, mais il y a des mesures que nous pouvons prendre. Nous devons nous engager sérieusement à les mettre en œuvre et c'est un effort national. Grâce au discours du Trône, nous savons qu'il y a enfin un engagement. Ce n'est pas la première fois que j'entends ces propos. Je me souviens que le gouvernement conservateur précédent avait promis un plan national d'adaptation. L'objectif consiste à minimiser le plus possible les dommages causés par l'urgence climatique en réduisant au plus vite notre dépendance aux combustibles fossiles, en faisant la transition vers l'énergie renouvelable et ainsi de suite.

Certains effets sont étroitement liés à notre atmosphère. Puisque la détérioration du climat sera inévitable dans une certaine mesure, nous devons éviter les effets auxquels nous ne pouvons pas nous adapter, y compris, comme je l'ai mentionné, un réchauffement mondial effréné qui atteindrait un point tel que notre espèce ne pourrait pas véritablement survivre sur cette planète. Nous devons nous adapter aux effets qui sont maintenant inévitables.

L'adaptation comporte bien des aspects. Il est vrai que les ministres responsables de la sécurité publique et des infrastructures ont un rôle à jouer. Cependant, il faut une approche pangouvernementale. Il est rare que j'exhorte le gouvernement du Canada à envisager de suivre l'exemple de son homologue des États-Unis, mais le président des États-Unis a nommé John Kerry, ancien secrétaire d'État de l'administration Obama, non pas comme chef du département de l'Environnement, mais comme membre clé du Conseil national de sécurité à la Maison-Blanche.

● (1845)

[Français]

C'est parce que le président des États-Unis comprend bien que les changements climatiques ne sont pas ou ne seront jamais une question environnementale, mais une menace à la sécurité nationale, un peu comme un ennemi militaire à une autre époque.

Article 52 du Règlement

[Traduction]

La menace pour la sécurité nationale à laquelle nous devons faire face commande une approche pangouvernementale. C'est d'autant plus important — et je me tourne vers la députée de Nunavut — que nous devons penser à ce qui arrivera dans l'Arctique canadien. Nous devons amorcer une réflexion en tant que pays du cercle polaire. Rappelons que nous devons veiller à ce que le pergélisol reste suffisamment froid pour éviter le dégel. Le pergélisol contient du méthane, un puissant gaz à effet de serre, et son dégel partout dans le monde libérerait quatre fois plus de carbone dans l'atmosphère que la quantité produite par les humains depuis le début de la révolution industrielle.

Nous savons que l'Arctique doit demeurer assez froid, comme nous l'a dit Sheila Watt-Cloutier il y a des années. La protection des droits de la personne des Inuits, mais aussi de leur culture et de la chasse traditionnelle, exige que nous protégions le climat arctique. Pour le bien de toutes les espèces sur la planète, en fait, nous devons assurer la conservation de l'Arctique, puisque le maintien du pergélisol prévient les émissions de méthane.

Il y a des vecteurs vraiment importants ici. Agissons donc avec créativité.

Dans l'immédiat, la Colombie-Britannique a besoin de plus de ressources. Nous devons contribuer à la reconstruction de routes et de voies ferrées essentielles à la protection des chaînes d'approvisionnement et au redressement de l'économie. Nous devons aider les agriculteurs et les propriétaires qui ne sont pas assurés. Nous devons trouver une façon d'aider les familles à se refaire une vie sur le plan personnel. Nous devons penser à la reconstruction, à la modernisation et à l'adaptation à l'urgence climatique que nous vivons aujourd'hui.

Il faut être créatifs et trouver de nouvelles idées. Dans le cas de la situation d'urgence en cours, il fallait des bénévoles qui prennent leur embarcation et qui vont sauver des gens. Il ne faut pas que le gouvernement s'arrête à des considérations du genre: « Ces gens ne sont pas assurés; est-ce vraiment une bonne idée? » Si les habitants d'Abbotsford et de Merritt n'avaient pas répondu à l'appel pour installer des sacs de sable autour des infrastructures clés, la situation aurait été bien pire. Que pouvons-nous faire pour avoir des idées créatives en matière d'adaptation climatique, comme la création de groupes de réponse aux situations d'urgence et l'établissement de collectivités résilientes où on délègue à certaines personnes la responsabilité d'aller sur le terrain sauver des vies?

Il y a deux ans, une situation grave est survenue dans ma région aux environs de Noël. Un événement météorologique complètement fou lié à la crise climatique a provoqué des bourrasques qui ont déraciné des arbres et les ont balayés de l'autre côté de la rue. C'était en pleine période de Noël et tout le monde a perdu l'électricité. C'est ce qui arrive lors d'événements météorologiques graves. Les lignes électriques sont coupées, il n'y a plus de service cellulaire et nous ne pouvons plus nous déplacer et, dans ce cas-là, c'était en raison des arbres tombés dans les rues. Les gens de ma région ne sont pas idiots et ils savent qu'il est illégal de prendre sa scie à chaîne et d'aller scier les arbres déracinés pour aider ses voisins, mais tout le monde l'a fait. Les gens se sont entraînés pendant la période de Noël. Ils n'allaient pas laisser des personnes de 90 ans qui vivent seules s'arranger toutes seules parce qu'il est illégal de scier des arbres pour dégager la route.

Nous devons trouver des solutions. Comment pouvons-nous donner plus d'autonomie aux gens qui savent réagir dans des situations d'urgence? Comment pouvons-nous prévoir des interventions légales, appropriées et appuyées par des formations pour mobiliser les bénévoles? Le député de Central Okanagan—Similkameen—Nicola sera sûrement d'accord avec moi pour dire que des gens ont agi avec beaucoup de courage dans les communautés, et qu'il faut canaliser cette énergie.

Je rappelle que des centaines de personnes ont perdu la vie en Colombie-Britannique à cause des urgences climatiques des derniers mois; le dôme de chaleur a causé près de 600 décès et les inondations actuelles ajoutent encore à ce nombre. Il faut garder à l'esprit que la température moyenne mondiale est maintenant à 1,1 degré Celsius de plus qu'avant la révolution industrielle. Nous cherchons actuellement à voir s'il serait possible de limiter le réchauffement à 1,5 degré Celsius, une hausse qui ne serait pas sécuritaire et qui aurait des effets encore plus néfastes que la hausse actuelle de 1,1 degré Celsius.

● (1850)

[Français]

Il n'y a rien de plus important que de protéger nos jeunes, nos enfants et nos petits-enfants contre la grande menace des changements climatiques.

[Traduction]

Nous ne faisons pas encore tout ce qu'il faut. Nos gestes quotidiens ne montrent pas que nous saisissons l'ampleur de l'urgence climatique. J'encourage vivement le gouvernement — puisque nous avons déjà acheté Trans Mountain et que nous disposons de tous ces travailleurs et de tout cet équipement — à modifier le mandat de cette société d'État afin d'utiliser ces travailleurs et cet équipement pour rebâtir, pour réparer les routes et pour établir des mesures de protection en prévision du prochain événement climatique grave.

Comme on le sait, au cours des dernières 24 heures, des routes ont été submergées à l'île du Cap-Breton, d'où je viens, et près de Corner Brook, à Terre-Neuve-et-Labrador. Aucune région du pays, aucune région de la planète n'est à l'abri de ces urgences climatiques.

Nous devons unir nos forces et, comme le dit le discours du Trône:

[Français]

« Le temps est venu d'aller plus loin, plus vite. »

[Traduction]

C'est triste à dire, mais je ne vois rien dans le discours du Trône au sujet des mesures qui s'imposent, mais nous savons tous de quoi il s'agit. Le débat de ce soir est une belle occasion de faire valoir ces bonnes idées et de dire ensemble que nous travaillons pour nos collectivités, pour le Canada et pour la planète.

M. Kevin Lamoureux (Winnipeg-Nord, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais revenir sur ce que la députée vient de dire, à savoir la nécessité d'unir nos forces.

Lorsque nous voyons ce qui se passe en Colombie-Britannique, force est de reconnaître que non seulement le gouvernement national, mais aussi le gouvernement provincial, les municipalités et de nombreux autres intervenants ont tous intérêt à faire en sorte que la Colombie-Britannique et ses habitants, qui sont si durement touchés, parviennent à surmonter cette épreuve et que nous devons aider la province à se reconstruire.

Que pense la députée de l'importance de veiller à ce que les différents ordres de gouvernement continuent de manifester leur sympathie et d'offrir l'aide dont ces collectivités ont tant besoin?

Mme Elizabeth May: Monsieur le Président, ce soutien est d'une importance capitale. Il sera très coûteux. J'ai été frappée lorsque le premier ministre a pris la parole à Glasgow et a fait allusion à Lytton. Lytton est toujours là et a besoin d'être reconstruite. Les gens de Lytton sont là. Il s'agit aussi d'une importante communauté autochtone, autour de laquelle sont dispersées d'autres Premières Nations.

Il est important que nous ne laissions aucune communauté pour compte dans cette démarche, mais ce sera coûteux. Pendant des décennies, des études ont montré qu'il coûterait beaucoup plus cher d'ignorer le changement climatique que d'agir. Nous nous trouvons maintenant dans la position peu enviable de devoir agir à la fois plus vigoureusement et plus rapidement qu'avant.

Heureusement, la reconstruction des communautés stimule l'économie en faisant travailler toutes les personnes qui le peuvent afin d'aider les fermes à se rebâtir. Il y a eu tellement de pertes, des pertes dévastatrices, qu'il est difficile d'imaginer comment certaines familles vont tout reconstruire, mais elles ont besoin de savoir qu'elles auront une source de financement pour remettre leur ferme en état de marche. Elles ont besoin de savoir que leur maison peut être réparée, même si les compagnies d'assurance disent qu'elles ne sont pas couvertes pour ce type d'inondation. Nous allons devoir repenser la manière dont nous réagissons à ce que l'on appelait autrefois des catastrophes naturelles, mais qui ne le sont plus.

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Monsieur le Président, je souhaite saluer ma compatriote de la Colombie-Britannique pour son intervention d'aujourd'hui et la sympathie qu'elle témoigne pour tous ceux ayant été touchés par les inondations dans notre grande province.

La députée a parlé de la nécessité de faire les choses différemment. Je sais que nous débattons ce soir de beaucoup d'idées différentes, et j'espère que nous trouverons de bonnes solutions. Par exemple, des petites municipalités m'ont parlé des Accords d'aide financière en cas de catastrophe, un programme dont les ordres supérieurs de gouvernement doivent assumer 80 % des coûts, alors qu'elles doivent en assumer 20 %. Or, elles me disent qu'elles n'ont pas les moyens d'assumer cette partie des coûts. Qu'en pense la députée?

La députée a aussi parlé de donner plus d'autonomie aux collectivités. La dernière entente que le gouvernement fédéral a conclue avec la province de la Colombie-Britannique était l'entente de 2014 concernant la taxe sur l'essence. Je pense qu'il y a un domaine que nous pouvons améliorer. Tim Roberts, un directeur pour la collectivité rurale de Keremeos, a suggéré que les petits districts régionaux et les petites municipalités devraient pouvoir consacrer une partie des surplus de la taxe sur l'essence à l'atténuation des inondations et à la réduction des risques d'incendie parce que, bien souvent, il y a des zones périurbaines où se trouve du carburant, qui peut facile-

ment être retiré par des étudiants embauchés à cette fin pendant l'été.

La députée peut-elle parler de certaines des grandes solutions, mais aussi des petites solutions, qui aideront considérablement nos collectivités à s'adapter aux changements climatiques?

• (1855)

Mme Elizabeth May: Monsieur le Président, dans le même esprit de collaboration entre les partis, je tiens à féliciter le député de Central Okanagan—Similkameen—Nicola d'avoir assisté à la COP26, et pas seulement pendant quelques jours, mais bien pendant les deux semaines complètes. J'ai vu ses commentaires dans les médias récemment, à savoir que les solutions fondées sur la nature dont il a été question à la COP sont vraiment importantes.

J'aimerais aussi proposer aux étudiants de planter des arbres en été pour restaurer ce que j'ai appelé un « sol hydrophobe ». Sur la colline qui a été la proie des flammes en 2017 — je parle de l'incendie d'Elephant Hill —, rien ne repousse parce que le sol a cuit. La couche supérieure a été détruite par la chaleur de l'incendie. Nous avons besoin d'arbres, et pas n'importe lesquels. Nous avons besoin d'arbres qui conviennent à cet écosystème. Cela aidera à ramener nos saumons. Cela nous aidera à rétablir certaines choses. Ces emplois et cet écosystème sont des éléments clés pour répondre à l'urgence climatique.

Je réponds simplement à sa remarque sur les petites communautés. Je suis tout à fait d'accord: elles n'ont pas l'argent voulu pour arriver à ce 20 % qu'on leur demande. Nous devons être beaucoup plus créatifs quant à la façon dont nous allons aider les petites communautés rurales et éloignées particulièrement appauvries à faire face à une augmentation des phénomènes météorologiques extrêmes qui détruisent leurs infrastructures. Cette augmentation est, j'en ai peur, inévitable. Il faudra faire preuve de beaucoup de créativité.

[Français]

M. Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, je veux remercier ma collègue de Saanich—Gulf Islands. Elle sait à quel point je l'apprécie. Je le lui dis chaque fois que j'en ai l'occasion. Je lui dis merci encore une fois aujourd'hui.

Comme c'est la première fois que je prends la parole à cette 44^e législature, je me permets de remercier les gens de Lac-Saint-Jean qui m'ont fait confiance une nouvelle fois le 20 septembre dernier. Je remercie également tous les citoyens et les citoyennes qui ont participé au processus démocratique dans la circonscription de Lac-Saint-Jean lors de cette élection fédérale. Je remercie ma conjointe des 24 dernières années, Mylène Cloutier, et mes grands enfants, Émile, Jeanne et Simone, sans qui tout cela serait impossible.

Cela dit, ce qui se passe présentement en Colombie-Britannique est horrible. On sait que c'est l'une des conséquences des changements climatiques. Il faudrait être aveugle pour ne pas avouer ce simple fait. Aujourd'hui, à la période des questions orales, le premier ministre nous a dit soudainement qu'il avait compris ce qu'était un champ de compétence entre les provinces et le fédéral. Il nous a dit que, de ce fait, il ne pouvait pas intervenir en Alberta auprès de l'industrie gazière et pétrolière à cause des champs de compétence.

Article 52 du Règlement

N'était-ce pas là une contradiction, alors que ce gouvernement qui nous avait promis d'annuler les subventions à l'industrie pétrolière les a augmentées au cours des dernières années?

Mme Elizabeth May: Monsieur le Président, j'aimerais d'abord féliciter mon collègue de Lac-Saint-Jean pour sa réélection et le remercier de sa question. Je pense bien sûr à son père lorsqu'il parle de sa famille et je leur offre mes vœux.

Il est clair que nous avons un problème ici, au Canada. Nous disons beaucoup de belles choses, mais nous agissons peu. Je reconnais, par exemple, qu'il est difficile pour le gouvernement fédéral d'avoir de bonnes relations avec la province de l'Alberta. Je pense à l'époque de la campagne Halte aux pluies acides, qui visait à éliminer les produits chimiques qui nuisent à la couche d'ozone.

Ici, au Canada, nous avons fait de grandes choses à l'échelle mondiale pour protéger la vie sur cette planète. Il n'est jamais possible d'y arriver sans grand courage indicible, moral et politique.

[Traduction]

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NPd): Monsieur le Président, ma collègue de Saanich—Gulf Islands a parlé du décès tragique de plus de 500 personnes causé par le dôme de chaleur. La plupart de ces gens étaient des personnes à faible revenu qui habitaient dans des îlots thermiques urbains, dans des appartements dépourvus de climatisation. Le gouvernement fédéral pourrait trouver les fonds nécessaires pour remplacer les générateurs d'air chaud à gaz naturel des édifices par des thermopompes non polluantes qui pourraient servir à refroidir et à chauffer ces édifices. Nous pourrions ainsi sauver des centaines de vies dans tout le pays, tout en réduisant les émissions.

J'espère que cette idée fera partie des solutions que nous devons trouver en cette ère d'adaptation.

• (1900)

Mme Elizabeth May: Monsieur le Président, je suis très inquiète. On considère que les effets de la crise climatique sont croissants. Que l'on examine la situation à l'étranger dans les pays en développement ou au Canada, les victimes des phénomènes climatiques sont le plus souvent des pauvres, des Autochtones et des personnes de couleur.

Pour ce qui est du dôme de chaleur, j'ai été scandalisée quand j'ai entendu le premier ministre John Horgan déclarer que la province n'avait aucun moyen de prévoir ce qui allait se passer et qu'on pensait qu'il allait seulement faire plus chaud. J'ai été outrée d'apprendre que les gouvernements fédéral et provincial, ceux du Canada et de la Colombie-Britannique, continuaient d'augmenter les subventions accordées à l'industrie des combustibles fossiles, au moment même où il aurait fallu les éliminer, mais je conviens tout à fait qu'il y a des mesures que nous pouvons prendre.

On pense notamment à l'ombre. Il faut aménager davantage de forêts urbaines et donner aux gens plus d'occasions de fréquenter les parcs. J'ai été indignée que les autorités municipales de Vancouver ne laissent pas les gens aller au parc Strathcona par crainte qu'ils n'y dressent à nouveau des tentes, car l'ombre qu'on y trouve est vitale. Il faut s'intéresser de plus près aux moyens de survie, aux centres de rafraîchissement et aux réseaux sociaux de résilience qui permettent d'aller chercher les gens chez eux pour les emmener dans des lieux sécuritaires et frais où ils peuvent obtenir de l'eau et de la glace.

L'important, c'est de sauver des vies à tous les instants. De plus, nous devons être beaucoup mieux préparés.

Le très hon. Justin Trudeau (premier ministre, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le ministre de la Protection civile.

On a peine à croire ce qui se passe en ce moment en Colombie-Britannique: après un été de sécheresse à Abbotsford, voilà que des maisons se retrouvent aujourd'hui sous l'eau. Après avoir vécu dans la crainte des feux de forêt il y a des mois, les habitants de Merritt doivent maintenant composer avec les effets dévastateurs des inondations: des routes entières ont été emportées, des agriculteurs ont perdu des troupeaux entiers, et des familles ont perdu des êtres chers.

[Français]

Les derniers temps n'ont pas été faciles. Aux gens de la Colombie-Britannique, je sais que vous avez beaucoup souffert. Cet été, en plus de la pandémie, vous avez subi des chaleurs records et des feux de forêt dévastateurs. J'ai vécu bien des années en Colombie-Britannique, je sais à quel point vous êtes des gens forts et résilients. Aujourd'hui, je tiens à nouveau à vous dire que notre gouvernement va continuer d'être là pour vous.

Depuis le début, nous avons agi pour offrir de l'aide à la Colombie-Britannique le plus rapidement possible. Le ministre va fournir plus de détails dans un instant, mais nous avons immédiatement convoqué le Groupe d'intervention en cas d'incident afin d'apporter l'aide qu'il fallait là où il le fallait.

[Traduction]

Plus de 500 membres des Forces armées canadiennes sont actuellement sur place. Ils livrent des aliments et des fournitures aux collectivités et posent des sacs de sable pour protéger les maisons, en plus de réparer les infrastructures et de secourir le bétail. Les hélicoptères et les avions permettent aussi d'apporter un soutien considérable. Ainsi, plusieurs Griffon, un Cyclone et un Chinook ont été envoyés dans la province, ainsi qu'un Hercules et deux Twin Otter. Des réservistes ont été appelés en renfort, notamment à Abbotsford.

À cela s'ajoute une équipe qui assure la distribution continue de choses essentielles, comme le carburant. Je sais que cela préoccupe bien des gens et des entreprises. Nous adoptons des arrêtés d'urgence pour faire parvenir de la nourriture, du carburant et des fournitures aux habitants et aux agriculteurs. Aujourd'hui même, nous avons approuvé une demande de financement de plus de 4 millions de dollars de la part du port de Vancouver pour créer une capacité supplémentaire, ce qui éviterait à l'administration portuaire de devoir refuser des navires pendant qu'elle travaille à éliminer la congestion.

Notre objectif est de permettre à tout le monde de surmonter cette crise, notamment grâce à une aide immédiate de près de 4,5 millions de dollars aux communautés des Premières Nations pour assurer la sécurité des gens et entamer la reconstruction. Il ne fait aucun doute que cette catastrophe est d'une ampleur ahurissante. Les conséquences pour les gens et les entreprises sont désastreuses. Nous sommes là pour aider à fournir aux habitants de la Colombie-Britannique tout ce dont ils ont besoin, et nous travaillons main dans la main avec le gouvernement provincial pour lui apporter un soutien direct.

Sur cette note, je veux remercier tous les premiers intervenants et les militaires qui sont intervenus sans hésiter. Bien sûr, ils ont tous bénéficié de l'appui de l'ensemble des Britanno-Colombiens, qui ont montré de quelle étoffe ils sont faits. Je pense à la famille qui possède un restaurant à Hope et qui a distribué de la nourriture aux gens coincés dans leur voiture, aux bénévoles des gurdwaras de Surrey qui ont envoyé des repas aux personnes ayant perdu leur maison, et aux habitants d'Abbotsford qui, la semaine dernière, ont distribué des sacs de sable durant toute une nuit.

● (1905)

[Français]

Dans toute la province, les gens ont répondu à l'appel. Ensemble, on va sortir la Colombie-Britannique de cette crise. C'est le moment de faire tout ce que l'on peut pour protéger les familles, aider les agriculteurs et remettre les camions sur les routes. Il faut faire tout ce que l'on peut maintenant, mais aussi pour l'avenir, parce qu'on sait que ce n'est pas un cas isolé.

[Traduction]

Les Britanno-Colombiens ont dû composer avec des inondations et des glissements de terrain cet automne, alors qu'ils avaient été touchés par des sécheresses et des feux de forêt l'été dernier. Les gens de l'Est, quant à eux, se voient imposer un état d'urgence et sont aux prises avec des routes submergées à cause des violentes tempêtes qui s'abattent actuellement sur la région. Nous tenons à assurer aux habitants de Terre-Neuve-et-Labrador et de la Nouvelle-Écosse que nous serons là pour eux, mais nous leur demandons ce soir de rester en sécurité et de suivre les directives locales.

Si l'année dernière nous a appris quelque chose, c'est que les effets des changements climatiques se font sentir plus tôt que prévu et qu'ils sont dévastateurs. Nous devons donc accélérer nos efforts en matière d'adaptation. Je pourrais parler des investissements visant à rendre les maisons étanches ou du demi-milliard de dollars que nous consacrerons à la formation de pompiers communautaires et à l'achat d'équipement. Le gouvernement se servira de tout son pouvoir et de toute sa détermination pour mettre en place des mesures efficaces et concrètes de lutte contre les changements climatiques.

[Français]

En ce moment, pendant qu'on rebâtit nos communautés, on doit aussi agir pour leur avenir. Il n'y a aucune solution simple ou facile, mais on va poursuivre nos efforts avec des actions concrètes.

[Traduction]

La Colombie-Britannique traverse actuellement une période difficile et éprouvante, et d'autres moments pénibles l'attendent. Cependant, nous rebâtirons ensemble la province, en étroite collaboration avec le gouvernement britanno-colombien, les Premières Nations, les municipalités et tous les habitants de la Colombie-Britannique. Nous aiderons ces derniers à se remettre de cette crise et à reconstruire leur maison, leur entreprise et leur vie. C'est en travaillant ensemble que nous connaissons de meilleurs jours.

M. Brad Vis (Mission—Matsqui—Fraser Canyon, PCC): Monsieur le Président, plus tôt cette année, j'ai demandé que des fonds spéciaux soient accordés d'urgence au village de Lytton par l'entremise de la réserve de gestion du Secrétariat du Conseil du Trésor. Le premier ministre peut-il donner une quelconque assurance concernant le type de financement que recevra le village de Lytton et le volet de financement qu'emploiera le gouvernement du

Article 52 du Règlement

Canada pour offrir le soutien qu'il vient d'annoncer à la Chambre pour mes concitoyens?

Le très hon. Justin Trudeau: Monsieur le Président, je remercie le député des efforts qu'il déploie, des propos vigoureux qu'il a tenus dans sa déclaration d'aujourd'hui et de sa défense continue de sa collectivité et des gens de sa collectivité qui ont été déplacés partout dans la province, chez des gens qui les ont accueillis à la suite d'événements dévastateurs comme celui qui s'est produit à Lytton.

Nous allons rebâtir Lytton. Nous le ferons en partenariat avec la collectivité, les gens de la collectivité et la province de la Colombie-Britannique. Nous collaborons étroitement avec la province pour déployer les ressources nécessaires. D'après mes nombreuses conversations avec le maire de Lytton et les membres de la collectivité, mais également avec les maires de Merritt, d'Abbotsford, de Chilliwack et d'autres collectivités, au cours des dernières semaines, il est clair que nous avons beaucoup à faire. Le gouvernement fédéral jouera un rôle de partenaire pour bâtir un avenir plus fort.

● (1910)

[Français]

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, j'ai entendu le premier ministre nous dire, au début de son discours, que son gouvernement continuera à être là pour les gens de la Colombie-Britannique, et je me suis demandé ce que « être là » voulait dire. Si « être là » signifie simplement éteindre des feux, je pense que ce n'est pas suffisant. Il faut aussi prévenir les feux.

Faire preuve d'empathie et de sympathie est nécessaire ce soir, mais c'est de courage que nous aurons besoin dans l'avenir. Le courage suppose d'être conscients que, en 2018, en 2019 et en 2020, le gouvernement a investi chaque année 14 milliards de dollars pour soutenir les hydrocarbures.

Au Comité permanent des ressources naturelles, nous avons vu que ce sont 560 millions de dollars qui sont investis dans le Fonds de réduction des émissions et qui s'en vont uniquement pour soutenir les hydrocarbures.

Si le premier ministre est sérieux et qu'il est présent pour les Canadiens, le geste qu'il devrait faire ce soir serait d'affirmer qu'il va tout faire pour mettre fin à la subvention des énergies fossiles.

Le très hon. Justin Trudeau: Monsieur le Président, tout d'abord, « être là » pour les gens de la Colombie-Britannique, c'est être là avec plus de 500 membres des Forces armées canadiennes pour les aider à traverser ces moments effroyables.

C'est être là avec des investissements et de l'argent pour aider les gens qui sont déplacés, et pour aider à rebâtir rapidement leur maison, leurs autoroutes, ainsi que leur capacité de travailler.

Oui, nous sommes là. Ce ne sont pas que de belles paroles, ce sont des actions que nous accomplissons présentement. Je dois d'ailleurs souligner que, partout au pays, les Canadiens font actuellement preuve d'une extrême générosité en envoyant de l'aide aux gens confrontés à ces défis.

Article 52 du Règlement

En même temps, « être là », c'est effectivement être là pour les décennies à venir aussi. C'est pour cela que nous avons mis sur pied le plan le plus ambitieux pour contrer les changements climatiques que le pays n'ait jamais vu. Nous sommes en train d'agir concrètement, avec une limite absolue sur les émissions de gaz à effet de serre des compagnies pétrolières et gazières, avec une réduction de ces émissions, avec un prix sur la pollution, avec des investissements pour protéger nos terres et nos océans, et bien plus encore.

Nous sommes là maintenant, et nous le serons pour les décennies à venir.

[Traduction]

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NPD): Monsieur le Président, le gouvernement fédéral consacre quelques centaines de millions de dollars chaque année aux mesures d'adaptation aux changements climatiques, surtout par l'entremise du Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes. Ce fonds est en permanence trop sollicité. La Fédération canadienne des municipalités affirme qu'essentiellement, le fonds devrait disposer de 10 fois plus d'argent.

Où est passée l'ambition? Nous devons être ambitieux dans ce dossier, tout comme nous devons être ambitieux pour atténuer les effets des changements climatiques.

Le très hon. Justin Trudeau: Monsieur le Président, l'ambition est là depuis 2015: nous avons investi des montants records dans les infrastructures, non seulement en réponse aux catastrophes, mais aussi dans les mesures d'atténuation des inondations à Calgary et ses environs. Par exemple, nous avons travaillé sur le contrôle des eaux dans l'ensemble des Prairies, et nous avons cherché à mieux reconstruire après les inondations qui se sont produites dans le centre et l'Est du Canada. Nous avons continué à investir dans notre résilience et nos capacités d'adaptation, et nous allons continuer à le faire.

Oui, le programme d'aide en cas de catastrophe peine à répondre à la demande. Nous allons continuer d'augmenter le financement afin d'aider les collectivités et les Canadiens à traverser cette période difficile.

L'hon. Bill Blair (président du Conseil privé de la Reine pour le Canada et ministre de la Protection civile, Lib.): Monsieur le Président, je suis honoré d'avoir l'occasion de prendre la parole à la Chambre afin de contribuer à cette discussion avec mes collègues parlementaires sur les inondations tragiques qui frappent la Colombie-Britannique. J'aimerais d'abord rendre hommage aux amis et aux familles de ceux qui ont perdu des êtres chers et à tous ceux qui ont été touchés par ces inondations, ces glissements de terrain et ces conditions météorologiques extrêmes. Je ne parle pas ici que des inondations que nous avons vues récemment, mais aussi de la période très difficile de l'été dernier, alors que la province connaissait des feux de forêt et autres conditions météorologiques hors du commun.

Il convient aussi de profiter de cette occasion pour exprimer nos remerciements et notre gratitude aux premiers intervenants, aux bénévoles en recherche et sauvetage, aux gestionnaires des urgences et aux membres des Forces armées canadiennes qui ont travaillé sans relâche pour assurer la sécurité des gens pendant cette période difficile. J'aimerais également rendre hommage aux dirigeants communautaires, aux maires, aux chefs de police, aux chefs des pompiers et aux citoyens ordinaires qui ont fait preuve de compassion,

de courage et d'un sens civique extraordinaire en se tenant debout et en étant là pour leurs concitoyens.

J'aimerais informer brièvement la Chambre des derniers développements. La situation sur le terrain continue de s'améliorer dans l'ensemble, qu'il s'agisse de la baisse du niveau des rivières ou de la progression de l'évaluation des dommages, des réparations et du rétablissement des services et du soutien dans les collectivités. Les alertes et les avertissements sont graduellement levés à mesure que le niveau des rivières retourne à la normale. Le décret d'urgence provincial demeure en vigueur jusqu'au 1^{er} décembre et, alors que nous continuons de travailler en étroite collaboration avec la province de la Colombie-Britannique pour soutenir le retour à la normale, les Canadiens peuvent avoir l'assurance que le gouvernement fédéral demeure vigilant et prêt à répondre à toutes les menaces que pourrait provoquer l'actuelle situation d'urgence.

La semaine dernière, j'ai reçu une demande d'aide du gouvernement de la Colombie-Britannique. On demandait notamment un pont aérien pour évacuer les personnes touchées par les inondations, pour rétablir les routes d'approvisionnement importantes perturbées par les inondations, pour aider les personnes vulnérables et isolées qui sont en détresse et pour envoyer du personnel afin de répondre aux impacts des inondations, notamment pour protéger les infrastructures clés, les routes d'accès et les propriétés. Je peux informer la Chambre que plus de 500 membres des Forces armées canadiennes ont répondu à l'appel et ont été déployés pour offrir du soutien et des services aux habitants de la Colombie-Britannique.

Nous avons aussi coordonné les efforts de communications en collaboration avec le gouvernement de la Colombie-Britannique et nos collègues afin que les gens soient suffisamment informés pour prendre les mesures nécessaires pour assurer leur sécurité et se remettre de cette situation très difficile. Nous sommes toujours déterminés à renforcer et mettre en œuvre les normes nationales concernant les alertes publiques afin que les gens de toutes les régions du pays puissent recevoir des avis sur les situations dangereuses en temps opportun et obtenir l'information dont ils ont besoin pour prendre des décisions éclairées et sécuritaires.

Par ailleurs, dans une situation d'urgence comme celle-ci, je suis heureux que nombre d'entre nous aient pu mettre de côté leurs allégeances politiques et unir leurs efforts pour aider les Britanno-Colombiens. Dans la dernière semaine, j'ai eu le privilège de rencontrer et d'informer les résidents de la circonscription du député qui ont été le plus touchés par cette inondation. Des députés conservateurs et néo-démocrates m'ont rencontré pour me fournir des renseignements et m'offrir leur soutien afin que je reste informé. Ils n'ont pas ménagé les efforts pour me faire part des préoccupations et des besoins des gens de leurs circonscriptions. Je tiens à les remercier de leur collaboration.

Je tiens également à informer la Chambre que le gouvernement a lancé une réponse pangouvernementale et a convoqué le Groupe d'intervention en cas d'incident à trois réunions pour procéder à une intervention. On a demandé à tous les ministres d'indiquer les mesures qu'ils prennent pour répondre aux besoins les plus pressants de la province. À titre d'exemple, la ministre de l'Emploi a dit la fin de semaine dernière que les Britanno-Colombiens qui avaient perdu leur emploi ou avaient été déplacés pouvaient et devraient faire une demande d'assurance-emploi en ligne dès que possible, même sans relevés d'emploi. Pour alléger les pressions exercées sur les communautés autochtones, le Programme d'aide à la gestion des urgences de Services aux Autochtones Canada fournit 4,4 millions de dollars à la First Nations' Emergency Services Society. L'Agence canadienne d'inspection des aliments travaille en étroite collaboration avec l'industrie pour appuyer le transport sans cruauté et sécuritaire des animaux et la destruction du bétail mort pendant la pandémie. Santé Canada soutient ses homologues provinciaux qui ont été si durement touchés par la COVID, ainsi que leur réponse aux récentes inondations. La Garde côtière canadienne répond à un grand nombre de rapports de navires à la dérive, engloutis ou échoués. Il y a de nombreux autres exemples.

En réponse directe à une demande du gouvernement de la Colombie-Britannique, on a également tenté de modifier les exemptions afin de permettre aux habitants de la vallée du bas Fraser de traverser la frontière pour se procurer de l'essence et d'autres biens essentiels, comme du carburant, aux États-Unis. Malgré des incohérences initiales, des directives supplémentaires ont été fournies à l'Agence des services frontaliers et à l'Agence de la santé publique. On m'a dit que tout fonctionne maintenant très efficacement et que nous nous occupons des cas qui ont initialement été mal gérés.

• (1915)

Encore une fois, je tiens à remercier mes collègues d'avoir soulevé ces préoccupations et de nous avoir permis de répondre rapidement et efficacement à ces questions. Il y a un certain nombre d'autres points que je suis heureux de partager avec mes collègues. J'invite à communiquer avec moi les personnes qui ont des questions ou des préoccupations, ou qui veulent porter les préoccupations de leurs électeurs à mon attention. Je répondrai rapidement et je leur suis reconnaissant de leur aide.

Je vois également dans le débat d'aujourd'hui une occasion de réfléchir à la façon dont nous pouvons travailler ensemble non seulement pour rassurer les personnes qui ont été touchées par les inondations, mais aussi pour leur faire savoir que nous sommes attentifs à leurs besoins en démontrant notre engagement commun à servir les Canadiens durant certaines des périodes les plus difficiles qu'ils traversent. Cela nous donne également l'occasion de peut-être nous tourner vers l'avenir. Il ne s'agit pas seulement de réagir à ce qui s'est passé, mais de changer la façon dont nous nous préparons à ces événements à l'avenir. Cela nous permet de reconnaître qu'en reconstruisant après les inondations qui ont touché un si grand nombre de personnes, nous devons également penser à reconstruire un Canada plus résilient afin de garantir que les infrastructures essentielles puissent résister aux conséquences du changement climatique.

Nous avons fait écho à ce constat hier dans le discours du Trône, dans lequel nous avons reconnu la nécessité de prendre des mesures pour prévenir les phénomènes météorologiques extrêmes provoqués par le changement climatique et s'y préparer. Nous constatons une augmentation du nombre et de la gravité des catastrophes natu-

relles. En moyenne, le Canada se réchauffe deux fois plus vite que le reste du monde, et le Nord du pays, trois fois plus vite.

La science et l'expérience des Canadiens sont claires à ce sujet: nous devons faire plus et agir maintenant pour préparer notre pays à la réalité des effets du climat. Les événements des deux dernières années, y compris la pandémie, ont mis en lumière la gestion des urgences au Canada. Depuis janvier 2020, par l'intermédiaire du Centre des opérations du gouvernement, le gouvernement du Canada a appuyé 147 demandes d'aide fédérale provenant des provinces et des territoires pour répondre à toutes sortes de situations, allant de la pandémie en cours aux incendies de forêt, aux inondations et aux tempêtes hivernales.

Cependant, nous ne pouvons pas nous contenter de réagir. Nous devons mieux nous préparer aux situations d'urgence et renforcer les infrastructures. C'est pourquoi le gouvernement a créé un ministère de la Protection civile distinct. Je tiens à remercier le premier ministre de m'avoir accordé sa confiance en m'offrant ce poste. Dans le cadre de mes fonctions, je nouerai des relations avec nos partenaires de tous les horizons de la gestion des urgences, y compris tous les ordres de gouvernement, les dirigeants autochtones, l'industrie, le secteur bénévole, le milieu universitaire ainsi que les partenaires de l'ensemble du gouvernement fédéral afin de faire progresser les travaux dans ce domaine de plus en plus prioritaire. Ensemble, nous créerons une approche plus résiliente et durable en matière de gestion des urgences qui aidera le Canada à se préparer à atténuer les catastrophes, à y réagir et à s'en remettre. Nous nous efforcerons de bâtir une culture nationale de la protection civile.

Le travail que nous avons accompli récemment témoigne de cette approche axée sur les partenariats. Par exemple, lors d'une rencontre des ministres fédéral, provinciaux et territoriaux, nous avons publié la stratégie de sécurité civile pour le Canada, qui définit les priorités communes qui renforceront la résilience du Canada d'ici 2030. L'élément prioritaire de cette stratégie consiste à mieux comprendre les risques de catastrophe dans tous les secteurs de la société et à déterminer comment nous pouvons travailler ensemble pour réduire ces risques au minimum.

Par exemple, dans le budget de 2019, nous avons prévu des investissements sur cinq ans dans la sécurité publique pour améliorer la capacité du Canada à prédire les dangers et à y répondre, en mettant au point un profil de risque national en collaboration avec les partenaires fédéraux, provinciaux, territoriaux, municipaux et autochtones. Il s'agit d'une évaluation stratégique des risques de catastrophes et des capacités d'intervention à l'échelle nationale, qui utilise les preuves scientifiques et les commentaires des intervenants pour brosser un tableau prospectif des risques et des catastrophes naturelles au Canada. Cette approche s'appuie sur les constatations scientifiques de divers ministères, d'autres administrations et d'instituts de recherche. Il ne fait aucun doute que nous devons être mieux préparés pour intervenir rapidement et efficacement en cas de catastrophes. Le travail que nous faisons pour financer et soutenir la Croix-Rouge canadienne est un exemple des mesures prises. Par l'entremise de ces fonds, la Croix-Rouge a pu renforcer ses capacités et tirer parti de son savoir-faire pour aider les Canadiens dans les établissements de soins de longue durée, les centres d'isolement et les centres de vaccination et de dépistage, ainsi que dans les établissements qui soutiennent les gens déplacés par des catastrophes naturelles.

Article 52 du Règlement

Nous travaillons aussi à l'élaboration conjointe de la première Stratégie nationale d'adaptation du Canada. Cette stratégie aidera le Canada à gérer les répercussions des changements climatiques — une réalité que nous partageons tous — en réunissant tous les ordres de gouvernement, les peuples autochtones et le secteur privé. Une approche pansociétale en matière d'adaptation aux changements climatiques sera ainsi adoptée.

Les répercussions en Colombie-Britannique nous rappellent que les inondations continuent de constituer la catastrophe naturelle la plus fréquente et la plus coûteuse au Canada. Elles causent en moyenne plus de 1 milliard de dollars de dommages directs aux maisons, aux propriétés et aux infrastructures tous les ans. Les événements en Colombie-Britannique feront grimper cette moyenne. Quelque 8,5 milliards de dollars ont été affectés aux provinces par l'entremise des Accords d'aide financière en cas de catastrophe depuis leur création en 1970; cependant, 97 % de ces coûts ont été engagés dans les 25 dernières années, et nous observons une hausse exponentielle de ces dépenses. Comme le député d'en face l'a mentionné, il est aussi possible d'obtenir de l'aide financière au moyen du Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes.

● (1920)

Tout cela pourra servir, mais je lui assure que, dans nos conversations avec les provinces et territoires, il s'est avéré évident que nous devons faire davantage d'investissements importants pour aider nos partenaires provinciaux et territoriaux à construire une infrastructure essentielle qui soit respectueuse de l'environnement, résiliente et adaptée à la nouvelle réalité climatique.

M. Tako Van Popta (Langley—Aldergrove, PCC): Monsieur le Président, il y a environ un mois, j'ai rencontré le maire d'Abbotsford en compagnie des députés d'Abbotsford et de Mission—Matsqui—Fraser Canyon. Ma circonscription, Langley—Aldergrove, jouxte la partie ouest d'Abbotsford. Le maire nous a convoqués à cette réunion pour nous exposer certaines des faiblesses du réseau de digues dans le secteur de la prairie Sumas, réseau pour lequel le gouvernement fédéral a une fois de plus rejeté une demande de financement d'environ 500 millions de dollars. Avec le recul, on constate qu'il aurait été avisé d'investir dans le renforcement du réseau de digues.

Est-ce que le ministre reconnaît que nous ne sommes pas prêts à affronter la réalité immédiate des changements climatiques et des phénomènes météorologiques extrêmes?

● (1925)

L'hon. Bill Blair: Monsieur le Président, je tiens à remercier le député de défendre les intérêts des habitants de cette ville.

Je connais bien le maire d'Abbotsford. J'ai déjà visité cette ville et, chaque fois que je m'y rends, je me fais un devoir de rencontrer le maire. Je sais qu'il défend ardemment les intérêts de ses concitoyens.

Je tiens aussi à souligner l'événement qui vient de se produire, soit les pluies diluviennes qui se sont abattues dans ce bassin versant, même si j'hésite un peu à utiliser le terme « sans précédent ». Cette eau s'est accumulée et a manifestement presque détruit les digues actuelles. Je remercie Dieu que cela ne soit pas arrivé et je signale que c'est grâce au travail incroyable des habitants de Chilliwack qui sont venus empiler des sacs de sable à la station de pompage de Barrowtown. Leurs efforts ont permis d'éviter la catastrophe.

Il est évident que nous devons faire de nouveaux investissements majeurs. Je peux aussi dire aux députés qu'environ 120 membres des Forces armées canadiennes se trouvent à Abbotsford aujourd'hui et qu'ils contribuent au renforcement de cette digue. Pour faire face à ce phénomène météorologique, nous surveillons de très près les conditions météorologiques des prochains jours. Jusqu'à 70 millimètres de pluie tomberont dans la vallée du Fraser au cours des 10 à 11 prochains jours, alors nous faisons en sorte de mettre en place des infrastructures à court terme. Toutefois, il reste encore beaucoup de travail à faire à long terme.

[Français]

M. Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, je veux souligner l'évidente sincérité du ministre dans son travail aujourd'hui. Dans un débat comme ce soir, il faut laisser de côté les joutes partisanes et travailler tous ensemble.

Je veux exprimer au nom du Bloc québécois toute notre sympathie à nos amis britanno-colombiens, avec lesquels nous sommes de tout cœur dans cette épreuve. Aujourd'hui, des gens vivent probablement les pires moments de leur vie ou, à tout le moins, des moments dont ils vont se souvenir assurément le reste de leurs jours.

On a parlé d'avenir. C'est bien de faire tout ce qui se fait présentement et il faut donner le maximum que l'on a en ce moment parce que c'est le présent qui est important.

Cependant, il faut penser à l'avenir. Mon collègue ne serait-il pas d'accord avec moi pour demander — et je prends à partie mes chers amis de l'autre côté de la Chambre — comment il se fait que les promesses que le gouvernement libéral fait depuis des années d'annuler les subventions aux compagnies pétrolières ne sont toujours pas réalisées? Mon collègue est-il d'accord avec moi sur le fait qu'il faut arrêter cette folie?

[Traduction]

L'hon. Bill Blair: Monsieur le Président, je suis très reconnaissant au Bloc d'exprimer sa solidarité alors que des Canadiens vivent des moments très difficiles à l'autre bout du pays.

Signalons que, si depuis quelques semaines les problèmes étaient vraiment concentrés en Colombie-Britannique, les gens de la Nouvelle-Écosse et de Terre-Neuve sont maintenant aux prises avec des pluies considérables. De plus, les inondations ont eu des conséquences particulièrement marquées au Québec, à bien des égards. Nous sommes donc tous sur la même longueur d'onde, je crois.

Il faut en faire davantage, cela fait l'unanimité à l'échelle nationale. Il se construit en outre un consensus de plus en plus marqué dans l'ensemble du pays et assurément parmi les députés sur la nécessité de prendre des mesures plus audacieuses et plus ambitieuses pour lutter contre les changements climatiques et contrer un problème plus évident que jamais, soit l'effet de ces changements climatiques sur le quotidien et la sécurité des Canadiens.

Nous avons établi des plans ambitieux pour lutter contre les changements climatiques. Nous savons aussi qu'il ne suffit pas de comprendre l'importance de rebâtir une économie plus propre et plus verte au Canada: nous devons aussi créer une économie et une société plus résilientes pour que les communautés soient en sécurité, pour que les citoyens soient en sécurité chez eux, et pour assurer le maintien des chaînes d'approvisionnement essentielles, autant d'éléments qui sont mis en péril par les phénomènes climatiques.

Nous partageons la même ambition et nous sommes résolus à travailler fort avec les députés pour contrer les conséquences réelles qu'ont les changements climatiques sur la vie des Canadiens, des conséquences qu'on peut voir chaque jour.

L'hon. Ed Fast (Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, je tiens d'abord à remercier les merveilleux habitants d'Abbotsford de continuer à soutenir mon travail à la Chambre, où je représente leurs intérêts en tant que député.

En dépit du désastre qui a frappé notre région, je suis convaincu que les habitants d'Abbotsford sont en mesure d'accomplir l'énorme tâche de se remettre de la catastrophe qui nous a touchés et de rebâtir. Les Canadiens doivent maintenant avoir entendu parler de la catastrophe qui a frappé la tranquille vallée du Fraser et d'autres parties du Sud de la Colombie-Britannique, et la plupart des pays du monde en ont aussi pris connaissance.

Comme Noé, jadis, on nous a informés qu'un phénomène météorologique historique était imminent, et les climatologues parlaient d'une « rivière atmosphérique ». Il s'agissait d'un terme que la plupart d'entre nous ne connaissaient pas. Nous n'avions certainement aucune idée de la gravité et des effets dévastateurs de ce phénomène.

Je vis depuis longtemps dans le Grand Vancouver et la vallée du Fraser, et je n'ai jamais vu autant de pluie. En fait, il a tellement plu que des records de pluie ont été battus dans 20 collectivités locales. Par exemple, Abbotsford a reçu 173 millimètres de pluie en 24 heures; Chilliwack en a reçu 219 millimètres et Hope, 252 millimètres, et ce, en même temps, et les dégâts ont été considérables.

Les ruisseaux et les rivières ont dévalé le flanc des montagnes, inondé leurs berges et déferlé dans les plaines inondables. Les versants gorgés d'eau se sont effondrés et se sont transformés en coulées de boue et de roches qui ont enseveli et détruit des routes et des ponts, des voies ferrées, des lignes de télécommunication et de transport d'électricité ainsi que d'autres infrastructures essentielles. Tous les ponceaux, les conduits d'évacuation et les fossés débordaient. Des routes ont été fermées après la formation de flaques et de mares gigantesques sur la chaussée à de nombreux endroits dans toute la région. Des digues ont cédé dans bien des cas, en particulier à Abbotsford. La station de pompage de Barrowtown a été submergée et a failli s'écrouler. Des maisons, des entreprises et des fermes ont été inondées. On a dû évacuer des localités entières, comme Merritt et Princeton.

Les inondations ont également provoqué des explosions et au moins un incendie a détruit à tout le moins une entreprise à Abbotsford. Des fosses à fumier ont été endommagées et ont commencé à contaminer les eaux de crues qui s'accumulaient sur les terres environnantes. La nourriture a manqué pour le bétail et des milliers de bêtes se sont noyées ou ont dû être euthanasiées.

Dans certaines localités, le système d'égout et d'aqueduc en entier a débordé et a été détruit. Des véhicules, de l'équipement et d'autres biens ont été emportés, et, dans toute la province, 17 000 personnes ont dû être évacuées. Des villes comme Hope, Lytton et Chilliwack ont été complètement isolées, toutes les routes de transport étant bloquées, du moins temporairement. À certains endroits, les rayons des magasins ont été vidés de leur contenu par des gens qui faisaient des réserves ou qui, hélas, dans des cas isolés, les ont pillés.

Dans ma ville natale, Abbotsford, tout est allé de mal en pis, et la situation est devenue désespérée. Des maisons bâties à flanc de col-

Article 52 du Règlement

line ont été inondées lorsque les gouttières et les tuyaux de descente ont débordé à cause des pluies trop abondantes. Ensuite, la rivière Sumas a créé des brèches dans les digues qui avaient été construites pour drainer la prairie Sumas il y a quelque 100 ans. Comme si ce n'était pas assez grave, le fleuve Nooksack, dans l'État de Washington, au sud, a aussi commencé à sortir de son lit et ses eaux ont traversé la frontière canadienne et envahi la prairie Sumas. Les rives et les chaussées ont succombé à l'érosion, compromettant les mesures de protection contre l'inondation et la sécurité de ceux qui devaient circuler sur les routes.

Au fur et à mesure que les inondations s'intensifiaient, notre priorité était la sécurité des gens, suivi de près par le sauvetage d'animaux et, enfin, la protection des propriétés. Un appel à l'aide général a été lancé et notre collectivité a répondu très généreusement. Des dirigeants municipaux locaux, encouragés par l'exemple du maire Braun, et les Services de soutien d'urgence de la Colombie-Britannique ont supervisé la réponse logistique sur le terrain et ont encadré l'évacuation de centaines de personnes vers des lieux plus secs. Les Forces armées canadiennes sont aussi venues contribuer à cet effort en évacuant des personnes et des animaux des zones inondées et en transportant de l'équipement et de la nourriture pour animaux là où on en avait le plus besoin. Les agriculteurs de partout se sont entraînés pour déplacer le bétail vers des endroits plus secs et pour nettoyer les résidences et les bâtiments inondés.

● (1930)

Une histoire a d'ailleurs fait les manchettes à l'échelle nationale. Les députés auront peut-être du mal à le croire, mais un de nos résidents a utilisé sa motomarine pour tirer du bétail hors des eaux de crue. Des organisations comme les églises locales ont fourni de la nourriture et un abri aux personnes qui en avaient besoin. Des organisations comme Archway, l'Armée du Salut, le Comité central mennonite et la Croix-Rouge ont également fourni de la nourriture, un abri, des vêtements et de l'aide psychologique, tout comme des bénévoles, qui ont accueilli chez eux et nourri des voyageurs coincés à des endroits comme Hope.

L'industrie du camionnage s'est mobilisée et des camions à benne ont transporté des centaines et des centaines de chargements de matériaux de remblayage jusqu'au chemin n° 4 pour colmater la brèche dans la digue qui contient l'eau en provenance de la rivière Sumas, ce qui a enfin permis à la prairie de commencer à s'assécher. Heureusement, les employés municipaux, les bénévoles et les membres des Forces armées ont pu empiler des sacs de sable et maintenir en activité la station de pompage de Barrowtown. Dieu merci. Même les artistes Rosemary Siemens et Eli Bennett ont divertit gratuitement les résidents déplacés dans l'édifice Tradex d'Abbotsford.

J'ai fait partie d'un groupe de députés de la région qui se sont rendus à Ottawa pour rencontrer certains ministres fédéraux responsables de la réponse d'urgence du gouvernement du Canada à la suite des inondations, y compris le ministre de la Protection civile, que je remercie de sa participation à la réunion, et le ministre responsable de l'Agence de développement économique du Pacifique Canada. Ce dernier a écouté ce que nous avions à dire sur cette terrible catastrophe qui touche un grand nombre de collectivités de la Colombie-Britannique.

Article 52 du Règlement

Nous sommes profondément reconnaissants envers les milliers de Canadiens qui ont manifesté leur soutien en contribuant au fonds d'aide et participé aux efforts de rétablissement. Je remercie tout spécialement l'Université de la vallée du Fraser, la Abbotsford Community Foundation et la Chambre de commerce d'Abbotsford d'avoir mis sur pied le fonds d'aide d'urgence afin de gérer l'élan de générosité des Canadiens d'un bout à l'autre du pays. Je tiens à le répéter. Il s'agit du fonds d'aide d'urgence d'Abbotsford. Tous ceux qui veulent de l'information peuvent en trouver en ligne avec une recherche sur Google. Encore une fois, je suis profondément reconnaissant envers les Canadiens d'un bout à l'autre de notre beau pays de leur soutien, que ce soit par des livraisons, des dons ou toute autre forme d'aide.

Cette catastrophe entraîne de sérieuses répercussions économiques. Les deux principales lignes de chemin de fer, le CP et le CN, ont été sévèrement endommagées et il faudra un certain temps avant de les réparer. La bonne nouvelle est que le CP a réussi à faire rouler des wagons à nouveau aujourd'hui et je crois comprendre que le CN pourra le faire demain. C'est toujours agréable de voir une lueur d'espoir à l'horizon.

Je précise également que les routes 1, 3, 5 et 7, qui ont été gravement endommagées par des pierres et des glissements de terrain, sont fermées depuis des jours. D'ailleurs, il faudra beaucoup de temps avant que la route Coquihallala, ou route 5, soit remise en état. C'est un désastre.

Par ailleurs, sur le plan logistique, le port de Vancouver, soit le plus grand port du pays, a été coupé du reste du pays, de telle sorte qu'une grande partie des marchandises qui entrent au port et qui en sortent quotidiennement, et dont la valeur est évaluée à 550 millions, sont coincées là-bas. Pensons-y. Chaque jour, des marchandises d'une valeur de plus d'un demi-milliard sont coincées là-bas. En ce moment, il est impossible de transporter des produits de consommation et des aliments par camion et par train vers l'est, au-delà des Rocheuses.

Nombre de Britanno-Colombiens oublient également que 50 % des revenus agricoles de la Colombie-Britannique viennent d'Abbotsford. Cette ville est le centre agricole de la province, et une grande partie de ce secteur est paralysé. Par exemple, à mesure que les inondations se sont aggravées, les agriculteurs ont eu de plus en plus de difficulté à acheter des aliments pour leurs bovins, leurs poulets et d'autres animaux d'élevage. Des producteurs laitiers désespérés se sont empressés d'amener leurs vaches sur un terrain élevé et ont dû finalement se débarrasser de leur lait parce qu'il n'y avait aucune façon de l'acheminer vers les transformateurs, et ces derniers n'avaient également aucun moyen d'acheminer leurs délicieux produits vers d'autres marchés canadiens.

Des écoles ont été fermées, puisque les enseignants n'arrivaient pas à traverser la zone inondée pour aller rejoindre leurs élèves dans un autre secteur de notre région. Des entreprises et des commerces de la zone inondée ou à proximité de celle-ci ont dû cesser leurs activités, du moins temporairement.

• (1935)

Dans certains secteurs de notre région, la circulation a été gravement paralysée puisque des voies de circulation majeures ont été fermées à cause des dommages causés aux routes et à leurs assises. Cela comprend notamment la Transcanadienne, la route 1, qui nous relie au reste du Canada. Lorsque le niveau de l'eau baissera, il faudra du temps pour que les ingénieurs déterminent l'intégrité structu-

rale de cette route importante. Des dizaines de milliers de voitures et de camions empruntent normalement cette route chaque jour.

Il y a également des conséquences économiques majeures, étant donné que le commerce habituel est gravement perturbé. D'ailleurs, les contraintes de la chaîne d'approvisionnement, qui existaient déjà et qui causaient d'importantes pressions inflationnistes sur notre économie de même que pour l'ensemble des Canadiens, ont été exacerbées par ces inondations. Il faudra des années pour évaluer les dommages économiques que ces inondations auront imposés à notre pays. Qu'il suffise de dire que les dommages et les coûts correspondants atteindront plusieurs milliards de dollars.

Quelles sont les conséquences du point de vue humain? Ce sont peut-être les pires. Malheureusement, au moins quatre personnes ont trouvé la mort à cause de cette rivière atmosphérique. L'éducation des enfants a été perturbée. Des entreprises ont été gravement endommagées, voire détruites. Des familles ont perdu leur maison avec leurs souvenirs. Il faudra rebâtir ou rénover. Dans bien des cas, il n'y a pas d'assurance, ou celle-ci est insuffisante pour remplacer ce qui a été perdu.

Certaines personnes ne peuvent plus travailler à cause des inondations. En un mot, la vie en général des gens est bouleversée. Après la COVID, c'est la météo qui s'en mêle. Les conséquences sur la santé mentale et émotionnelle des gens seront énormes.

Où en sommes-nous? Le ministre a tout à fait raison d'affirmer que le niveau de l'eau commence à baisser. Malheureusement, d'autres tempêtes s'en viennent. La première devrait d'ailleurs frapper ce soir. Ce n'est pas une bonne nouvelle, surtout qu'elle pourrait être suivie de quelques autres tout de suite après.

Nous ne sommes pas sortis de l'auberge. Nous ne savons pas exactement ce qui nous pend au bout du nez, mais la pression sur les digues, les pompes et les systèmes de drainage va encore augmenter. Les agriculteurs et les propriétaires évacués commencent à nettoyer leurs maisons et leurs étables, en se croisant les doigts pour que les choses ne continuent pas à empirer.

Comme on peut s'en douter, il y a des débris en décomposition partout, y compris des bidons, des barils et des contenants à l'intérieur desquels se trouvent toutes sortes de substances inconues — et probablement toxiques, au moins dans certains cas. Nous savons que l'eau charrie des pesticides sur la prairie Sumas, ce qui est loin d'être encourageant. On estime qu'environ 2 000 bêtes sont mortes à cause des inondations, et les carcasses devront être enlevées et éliminées rapidement. Des nappes de pétrole ont été aperçues du haut des airs, et les autorités tentent actuellement d'en trouver la source.

Il y a d'autres bonnes nouvelles. La route 7 est partiellement ouverte et la route 3 est de nouveau ouverte. J'espère qu'au moins une ou deux voies de la route transcanadienne seront bientôt ouvertes à la circulation. Aussi, dans la même veine, à Barrowtown, dernier bastion avant les débordements de l'impétueux fleuve Fraser, les pompes sont toujours opérationnelles, tandis que la digue de la rivière Sumas a été réparée de façon temporaire et tient le coup.

Malheureusement, certains choisissent ces temps difficiles où nous devons être solidaires pour jeter publiquement le blâme sur autrui. Ils sont très peu, mais ils sont là. Certes, le moment de désigner les coupables viendra. Tout le monde peut être blâmé pour notre incapacité à bien nous préparer à cet événement. Toutefois, à l'heure actuelle, comme l'a dit à maintes reprises mon collègue de Mission—Matsqui—Fraser Canyon, tout le monde doit mettre la main à la pâte et adopter une approche apolitique face à cette catastrophe. Je remercie également le ministre pour ses remarques. Il est manifestement partie prenante d'une telle approche. Nous ne faisons donc qu'un dans notre volonté d'aider les résidents de la vallée du Fraser et du reste de la Colombie-Britannique à se remettre de cet événement.

Que nous a appris ce colossal phénomène météorologique? D'abord, que le temps presse. Des événements de ce genre vont se produire de plus en plus souvent. Les effets des changements climatiques deviennent toujours plus évidents alors que nous sommes aux prises avec des dômes de chaleur, des incendies de forêt, des sécheresses, des pluies torrentielles et d'autres types de phénomènes météorologiques.

• (1940)

Deuxièmement, nous n'étions pas préparés à faire face à cet événement, même si nous aurions dû le voir venir. En fait, j'ai entre les mains un rapport datant de moins d'un an du conseil municipal d'Abbotsford. Il souligne les efforts qui ont été déployés au fil des ans pour tenter de régler les problèmes d'inondation dans cette municipalité. Le document date de moins d'un an. Tous les intervenants ont été mis à contribution. Un groupe de travail international a même été mis sur pied; il était composé de représentants du monde fédéral, provincial et municipal ainsi que d'Américains. Nous n'aurions donc pas dû être surpris. Au bout du compte, nous savions tous quels étaient les risques et nous aurions dû voir venir cette catastrophe, mais rien de concret n'a été fait.

Troisièmement, notre système d'avertissement d'urgence n'a pas été assez rapide ni rigoureux. Si les avertissements avaient été pris au sérieux, une partie des habitants auraient sûrement pu évacuer les lieux plus tôt et sauver leurs animaux et leur propriété.

Quatrièmement, nous avons aussi appris que nos digues et autres infrastructures de drainage sont beaucoup trop vieilles et insuffisantes pour gérer les futurs épisodes de la sorte. Il faudra des digues plus hautes et mises aux normes sismiques modernes. Les berges devront être renforcées pour résister aux futurs épisodes de précipitations.

Cinquièmement, nous devons réévaluer les futurs risques d'inondation, notamment les risques que le fleuve Fraser déborde, sorte de son lit et franchisse nos digues, ce qui, providentiellement, ne s'est pas produit. Nous devons aussi déterminer dans quelle mesure nous interdirons le dragage de ce fleuve pour préserver l'habitat du poisson. Je tiens à préciser que l'habitat est essentiel à la viabilité de nos pêches à long terme. Toutefois, il faut également tenir compte des vies humaines et des biens. La réalité est qu'un nombre croissant de barres de sable dans le fleuve Fraser redirigent le courant contre ces vieilles digues, ce qui érode les fondations de cette infrastructure vieillissante. Par conséquent, mon message aux ministres de l'Environnement, des Pêches, de l'Infrastructure, de la Sécurité publique et de la Protection civile est que le gouvernement fédéral doit agir immédiatement pour remédier à ce problème, aussi dispendieux puisse-t-il être.

Article 52 du Règlement

Notre pays devra également se doter d'un plan d'adaptation complet pour se préparer à de tels phénomènes météorologiques à l'avenir. J'ai remarqué que le discours du Trône prononcé hier mentionne l'intention du gouvernement d'élaborer une stratégie nationale d'adaptation. C'est bien beau, mais j'espère sincèrement qu'il ne s'agit pas d'une autre promesse creuse du premier ministre pour étaler sa vertu.

Cette stratégie et le plan connexe nécessiteront des investissements massifs dans les infrastructures de l'ordre de milliards de dollars. En outre, cette stratégie devra inviter les administrations municipales à intégrer une sensibilisation accrue à cette question dans leurs processus de planification et de réglementation afin d'accroître la résilience. Enfin, les efforts de rétablissement nécessiteront un appui financier et logistique considérable de la part de tous les ordres de gouvernement.

Je sais que nous sommes tous désolés des vies emportées par cette inondation, ainsi que des pertes massives et des déplacements qu'elle a causés dans tout le Sud de la Colombie-Britannique. Heureusement, Abbotsford ne déplore aucune perte de vie. J'ai parlé avec des gens de ma circonscription et je sais que la population n'a pas perdu espoir en un avenir meilleur, mais la responsabilité de l'avènement de cet avenir meilleur nous incombe à nous, les élus fédéraux, pour que les générations à venir puissent vivre le rêve canadien.

Dans les semaines et les mois à venir, nous, les élus conservateurs, demanderons au gouvernement libéral d'agir et de contribuer au soutien dont ont besoin les collectivités comme Abbotsford qui ont été dévastées par les inondations. Nous allons demander au gouvernement de faire des investissements réfléchis, même s'ils sont coûteux, pour protéger la population et les propriétés. Nous allons demander au gouvernement libéral de collaborer avec la province et avec les États-Unis pour que, à l'avenir, les collectivités touchées puissent être averties plus tôt de l'arrivée de tels événements.

En terminant, même si les habitants de la Colombie-Britannique sont reconnaissants de l'immense soutien reçu de la famille canadienne en cette période difficile, je sais avec certitude que nous aurions pu faire mieux et que nous avons encore l'occasion de le faire. Il aurait fallu mieux se préparer à une telle catastrophe; il aurait fallu mieux s'adapter et faire de meilleurs investissements à long terme en matière de sécurité publique. Nous aurions pu mieux nous soutenir les uns les autres grâce à des communications et à des échanges d'information en temps opportun.

• (1945)

Les ravages causés par ces pluies torrentielles auraient pu être évités, mais nous en sommes là. Tirons-en des leçons. Les générations futures comptent sur nous. Je répondrai avec plaisir aux questions de mes collègues.

• (1950)

M. Jaime Battiste (Sydney—Victoria, Lib.): Monsieur le Président, mes prières et mes pensées accompagnent les habitants de la circonscription de mon collègue, tous comme elles accompagnent ceux de ma circonscription, Sydney—Victoria, qui a connu des pluies diluviennes; jusqu'à 200 millimètres par endroit. Ces pluies ont détruit des ponts et provoqué des inondations sans précédent.

Article 52 du Règlement

Je suis heureux que nous parlions des leçons à tirer à la Chambre. Je me souviens d'un enseignement du chef Seattle qui vient de cette région. En 1854, il a dit: « L'homme n'a pas tissé la toile de la vie, il n'en est qu'un fil. Tout ce qu'il fait à la toile, il se le fait à lui-même. »

Je me demande bien ce que nous pouvons tirer comme leçons. Le député a mentionné que nous devons mieux nous préparer et a parlé des sommes à investir pour ce faire. Je me demande si le député pourrait nous dire quels enseignements nous devons tirer, en tant que Chambre des communes, pour améliorer le sort que nous réservons à notre environnement, cette « toile de la vie » dont nous faisons partie. Il ne s'agit pas de gérer cette « toile de la vie », mais bien de comprendre que nous en faisons partie.

L'hon. Ed Fast: Monsieur le Président, je répondrai que la « toile de la vie » dont parle le député fait partie d'un environnement en mutation. L'adaptation est absolument cruciale. Nous le constatons de plus en plus.

Autre leçon que je tire de ce terrible événement: le fait que nous qui sommes à l'échelon le plus élevé du gouvernement avons le pouvoir et les ressources pour nous attaquer aux problèmes en investissant d'avance et directement. Par exemple, chez nous, à Abbotsford, il n'y a pas eu d'investissements pour des travaux d'endiguement depuis les premières années du gouvernement Harper, qui a versé à la localité 6 millions de dollars, je crois, pour l'amélioration du système d'endiguement. Il ne s'agit pas d'un problème à hauteur de millions de dollars, mais à hauteur de milliards de dollars, car il touche le fleuve Fraser de Chilliwack jusqu'à Richmond. Si une brèche s'ouvrait dans ces digues, la catastrophe serait d'une ampleur inimaginable.

Investissons maintenant. Je vous implore, en votre qualité de députés ministériels, de faire comprendre à la ministre des Finances qu'il faut consacrer une part considérable du prochain budget à l'amélioration et à la modernisation de l'infrastructure existante, et prévoir des sommes plus importantes pour éviter à tout jamais que ce genre de catastrophe se reproduise.

Le Président: Encore une fois, je rappelle aux députés qu'ils doivent adresser leurs questions à la présidence et non directement aux députés d'en face. Je comprends que l'on s'emporte.

[Français]

Nous passons aux questions et aux observations.

Je cède la parole à l'honorable député de Jonquière.

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, je vais prendre juste trois secondes pour remercier mes fantastiques concitoyens de Jonquière qui m'ont réitéré leur confiance et ma conjointe, Line Vachon, communément appelée Staline, le dictateur de l'amour.

Je voudrais dire à mon collègue d'Abbotsford qu'en 1996, le Saguenay-Lac-Saint-Jean est passé par la même épreuve. Je veux lui réitérer mon soutien. Je me rappelle qu'après 1996, il y avait quelque chose dont on n'a pas parlé ce soir. Beaucoup de gens ont eu des problèmes traumatiques. Une chaire de recherche a été constituée à l'Université du Québec à Chicoutimi pour les traumatismes semblables et les problèmes de santé mentale. Cela me fera plaisir, s'il le souhaite, de le mettre en contact avec ces gens-là. J'aurai grand plaisir aussi à distribuer l'information. Il nous a parlé d'un fonds d'Abbotsford. Ce serait intéressant que tous les parlementaires puissent distribuer cette information-là.

[Traduction]

L'hon. Ed Fast: Monsieur le Président, je remercie le député de ses généreuses observations et j'accepte son offre. Je lui saurais gré de bien vouloir me transmettre ces renseignements. Je ne pense pas qu'il m'a posé de question.

J'ai l'impression que tous les députés comprennent bien que ce type de crise peut être évité. Certes, on ne peut rien contre les intempéries, mais nous pouvons certainement agir pour nous attaquer au problème des changements climatiques. Il n'en reste pas moins que ces événements se produiront encore plus régulièrement. Nous disposons d'outils qui nous permettent de réduire ou d'éliminer complètement les préjudices causés aux personnes et les dommages aux biens. Unissons nos efforts pour utiliser ces outils. En agissant de la sorte, nous rendrions un grand service à nos concitoyens et aux Canadiens.

Mme Laurel Collins (Victoria, NPD): Monsieur le Président, il s'agit du troisième état d'urgence déclaré en Colombie-Britannique cette année seulement. La crise climatique sévit et elle fait mal aux collectivités. Elle chasse des gens de chez eux et elle fauche des vies. Il faut dépenser autant que nécessaire pour gérer les catastrophes, s'y adapter et aider les collectivités touchées. Il ne faut pas non plus lésiner sur la dépense pour lutter contre la crise climatique et réduire les émissions. Cela dit, en ce qui concerne la réduction des émissions, le Canada a le pire bilan de tous les pays du G7.

Le député est-il d'avis que le gouvernement doit prendre immédiatement des mesures audacieuses pour faire face à la crise climatique et contribuer à prévenir les catastrophes comme celle qui touche actuellement ma province?

• (1955)

L'hon. Ed Fast: Monsieur le Président, il s'agit bien de notre province.

Je suis d'accord avec la députée pour dire que le gouvernement n'a jamais réussi à atteindre les objectifs qu'il s'est fixés au fil des ans, ce qui ne l'a pas empêché de viser plus haut. Bien sûr, il n'est pas près d'atteindre ces objectifs et, pourtant, il s'est donné pour cible d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Le premier ministre sait qu'il ne sera pas là pour défendre ou justifier son échec. C'est facile de se draper dans la vertu et de fixer des objectifs que les libéraux n'atteindront jamais, comme ils le savent déjà.

Je crois que nous sommes maintenant prêts, en tant que Canadiens, à faire preuve de fermeté, à mettre en place un plan qui établit des objectifs réalistes et à prévoir des mesures concrètes pour les atteindre.

Je sais que le premier ministre dira que son plan nous permettra d'y arriver. Or, à en juger par son bilan, rien ne laisse présager que les résultats qu'il obtiendra à l'avenir seront à la hauteur de ces promesses. Voilà le critère dont je tiens compte. Qu'a-t-il fait dans le passé, et que fera-t-il à l'avenir? Son bilan ne nous donne pas beaucoup d'espoir. J'espère que le premier ministre fera mieux à l'avenir, mais pour l'instant, nous avons affaire à une politique climatique ratée de la part du gouvernement.

M. Mike Morrice (Kitchener-Centre, PV): Monsieur le Président, n'ayant pas eu l'occasion de le dire plus tôt cette semaine, j'aimerais commencer par vous offrir, au nom du Parti vert, mes plus sincères félicitations pour votre élection. Votre rôle durant cette 44^e législature est d'une importance cruciale, et je sais que vous vous en acquittez déjà avec grâce et intégrité.

[Français]

Au moment où je prends la parole, c'est la première fois que je le fais et je suis frappé par le caractère sacré de cet espace qu'est la Chambre des communes.

[Traduction]

Aussi longtemps que j'aurai l'honneur de siéger à la Chambre, j'espère ne jamais perdre ce sentiment d'émerveillement parce qu'il s'accompagne d'un sens des responsabilités à l'égard du fait de discuter de manière constructive, d'être en désaccord sans être désagréable et, surtout, d'être respectueux. Je tiens aussi à remercier publiquement mes concitoyens de Kitchener-Centre de m'avoir accordé leur confiance.

Ma question ce soir reprend une question que la députée de Victoria a posée hier. Les combustibles fossiles sont la source principale de la crise climatique: ils sont responsables de plus de 75 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. C'est pourquoi nous devons diminuer notre consommation de pétrole, de gaz et de charbon en suivant les recommandations des scientifiques, comme ceux du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat.

Au Canada, cela représente une réduction d'au moins 60 % d'ici 2030, et nous devons être honnêtes avec nous-mêmes. C'est la combustion de combustibles fossiles qui, à son tour, alimente l'urgence climatique et le phénomène météorologique extrême qui a mené au présent débat d'urgence et engendré des pertes de vie et la destruction d'infrastructures en Colombie-Britannique. Toutefois, au beau milieu de cet état d'urgence, le gouvernement fédéral continue de subventionner le secteur canadien des hydrocarbures: il lui a versé environ 17 milliards de dollars en 2020.

Le député ne convient-il pas qu'il est temps de réinvestir ces fonds dans les travailleurs de l'industrie des hydrocarbures, dans leur avenir et dans les collectivités les plus durement touchées, qui ont besoin de l'argent non seulement pour se rétablir, mais aussi, comme le député l'a mentionné, pour s'adapter?

L'hon. Ed Fast: Monsieur le Président, je suis un peu déçu par la question du député. Nous débattons ici de ce qui est peut-être la catastrophe de notre vie, une catastrophe sans précédent qui frappe tout le Sud de la Colombie-Britannique. Il ne s'agit pas d'une lutte à propos du pétrole et du gaz. Il s'agit des habitants d'Abbotsford, de la vallée du Fraser, du canyon du Fraser et de l'intérieur de la Colombie-Britannique qui souffrent énormément en ce moment.

En ce moment, ces gens ne veulent pas débattre du pétrole et du gaz. Ce qu'ils veulent, c'est que le gouvernement leur assure qu'il sera là pour eux. Ils veulent que le gouvernement leur dise qu'à l'avenir, il préconisera les types d'investissement en matière d'infrastructures qui leur garantiront que la situation actuelle ne se reproduira plus jamais.

• (2000)

[Français]

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Monsieur le Président, je vous félicite pour votre réélection à la présidence.

Puisque c'est la première fois que je prends la parole en cette 44^e législature, je vais en profiter pour remercier les gens d'Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia qui ont réitéré leur confiance en moi. J'apprécie beaucoup cette confiance.

Article 52 du Règlement

Je veux également remercier mes collègues du Parti vert d'avoir demandé le débat d'urgence de ce soir. J'apprécie beaucoup la présence du premier ministre, du ministre de la Protection civile et du ministre de l'Environnement et du Changement climatique.

Au nom du Bloc québécois, je veux exprimer ma solidarité envers toutes les personnes touchées par la catastrophe actuelle. Je veux que ces personnes sachent que nous sommes disposés à collaborer avec l'ensemble des parlementaires afin de nous assurer que les citoyens de la Colombie-Britannique reçoivent l'aide appropriée.

Comme on le sait, des pluies diluviennes ont engendré des inondations dans la région de la vallée du Fraser, qui ont déjà coûté la vie à quatre personnes et ont des conséquences sérieuses sur les infrastructures. Cette rivière atmosphérique a déversé 300 mm de pluie en deux jours, les 14 et 15 novembre derniers, et la région continue de subir du mauvais temps.

Ce qu'on comprend, c'est que le sol n'absorbe plus l'eau. L'eau glisse au lieu d'être absorbée et elle détruit tout sur son passage. Il s'agit d'une conséquence naturelle d'un déséquilibre de la nature, qui découle des feux de forêt que la Colombie-Britannique a connus il y a quelques mois. De surcroît, selon Environnement Canada, une nouvelle tempête devrait frapper la région ce soir, laissant tomber de 40 à 80 mm de pluie.

Les inondations de la Colombie-Britannique pourraient devenir la catastrophe naturelle la plus coûteuse dans l'histoire du Canada. Je réitère que nos cœurs sont avec les gens de la Colombie-Britannique. Nous sommes loin, mais nous avons pu constater virtuellement l'ampleur des dégâts et à quel point cela fait mal. J'ai vu des vidéos d'agriculteurs en motomarine sur ce qu'il reste de leurs champs, en train d'essayer de sauver leurs bêtes. Des milliers d'animaux y sont restés et l'importante production laitière et aviaire en a gravement souffert.

Les voies de communication routières reliant le sud de la Colombie-Britannique au reste du Canada sont rompues. La grande ville de Vancouver est coupée du reste du pays, c'est absolument incroyable. Une centaine de communautés autochtones ont été touchées et plusieurs attendent du ravitaillement par hélicoptère. D'ailleurs, je veux saluer les équipes qui sont sur le terrain jour et nuit pour apporter du soutien humanitaire aux communautés touchées.

La vice-première ministre a annoncé que le gouvernement fédéral fournirait une aide financière pour la reconstruction à venir, une décision que nous saluons également.

C'est dans de telles circonstances qu'on comprend l'importance de se serrer les coudes, l'importance de prévenir et de reconstruire, mais aussi l'importance d'être plus résilient.

Article 52 du Règlement

Que la catastrophe actuelle soit liée directement ou indirectement aux changements climatiques n'est pas l'objet du débat de ce soir. Le fait est que les phénomènes climatiques extrêmes et leurs effets sur nos modes de vie et nos sociétés ne vont que se multiplier sous l'effet des changements climatiques. La catastrophe qu'on voit présentement en Colombie-Britannique illustre tristement les défis que l'avenir nous réserve. La multiplication des phénomènes météorologiques extrêmes exige que soient accélérées et bonifiées les actions publiques qui visent à réduire les émissions de gaz à effet de serre pour contrôler la hausse de la température à l'échelle mondiale, ce qu'on appelle la mitigation, et les actions qui visent l'adaptation aux effets des changements climatiques, comme la mise à niveau des infrastructures, ce qu'on appelle l'adaptation.

Il faut maintenant et tout de suite mettre davantage d'efforts et de moyens financiers dans la mitigation et l'adaptation. En fait, il fallait le faire hier. Aujourd'hui, en Colombie-Britannique, il est temps de réparer les dégâts et d'être solidaire, mais il faut également se tourner vers l'avenir et se préparer à davantage de situations similaires: on ne peut pas se permettre de ne pas le faire.

Comme je le disais plus tôt, il est difficile pour le moment d'évaluer si ces événements sont directement liés à la crise climatique. Cependant, force est de constater que les grandes sécheresses qui ont mené aux feux de forêt il y a tout juste quelques mois et les inondations actuelles ne sont probablement et malheureusement pas le fruit du hasard.

Cela étant dit, que faire maintenant? Que faire pour prévenir? C'est une question qu'il faut se poser et que le gouvernement doit se poser.

Je reviens tout juste de la COP26, tenue à Glasgow en Écosse, où les intentions étaient tellement bonnes et tout le monde de bonne foi. On a même eu une journée thématique sur l'adaptation et l'atténuation. Il en est certes ressorti de bonnes choses et des promesses ambitieuses, mais certainement rien pour nous préparer à court terme à faire face à des situations comme celle-ci. C'est pourquoi, au Bloc québécois, nous voulons insister sur l'importance d'une transition énergétique.

- (2005)

Oui, on sait que cela va coûter cher, mais ne pas la faire va nous coûter encore plus cher, financièrement et humainement parlant. On doit profiter de la relance de l'économie pour repérer cette plus que nécessaire transition énergétique et construire une société plus résiliente à l'égard des conséquences des changements climatiques, notamment la fréquence des événements climatiques extrêmes.

Dès l'été 2020, le Bloc québécois a élaboré un plan de relance verte. Lors de la dernière campagne électorale, nous avons proposé la création d'un fonds dédié à la protection des rives et à la lutte contre l'érosion. Nous ne pouvons pas nous empêcher de déplorer que le gouvernement se dise être leader dans la lutte contre les changements climatiques, mais qu'il n'applique pas dans les faits les changements qui s'imposent pour opérer la transition énergétique et la sortie des énergies fossiles.

Hier, on a eu droit à un discours du Trône. Après des élections dont on met encore en doute la pertinence, on se demande pourquoi c'était si urgent d'ouvrir une nouvelle législature, avec un Parlement sensiblement pareil qui est confronté aux mêmes problèmes qu'avant les élections. Finalement, on a juste perdu du temps et en temps de crise climatique, on ne le répétera jamais assez, on a peur de manquer de temps.

Les pays insulaires, les pays en développement, les pays les plus pauvres, ceux qui émettent le moins de gaz à effet de serre, mais ironiquement ceux qui sont les plus touchés par les conséquences des changements climatiques, ont peur de manquer de temps. Les éternels optimistes ont peur de manquer de temps et les scientifiques savent qu'on va manquer de temps. On va manquer de temps si on ne change pas le cap. On va manquer de temps si on continue dans la même direction. C'est une lubie de penser qu'on va être en mesure de plafonner les émissions de gaz à effet de serre, quand l'industrie canadienne du pétrole annonce qu'elle va augmenter sa production dans les prochaines années. On s'en va tout droit dans un mur. On ne met pas les efforts à la bonne place. Il y a tant à faire. On s'attendait au moins à quelque chose, n'importe quoi. Les propos vagues et la vacuité du discours du Trône au chapitre des actions climatiques concrètes ne sont pas du tout rassurants.

Je me permets de rappeler que le Québec est un leader dans la lutte contre les changements climatiques. Il a tous les atouts nécessaires pour faire la transition écologique et pour construire une véritable économie verte et résiliente. Le reste du Canada devrait prendre exemple. À long terme, continuer d'investir dans les énergies fossiles ne sera pas bon pour l'économie canadienne. Il faut changer nos façons de faire maintenant.

Quand on parle d'adaptation, d'atténuation ou de mitigation, on ne peut pas le faire sans parler d'infrastructure. Les régions du Québec comme partout ailleurs, particulièrement en Colombie-Britannique, les derniers mois nous l'ont prouvé, ont des besoins en matière d'adaptation aux changements climatiques. L'érosion des berges et le recul des rives en sont un exemple. Nos régions ne sont pas non plus à l'abri des effets dévastateurs des catastrophes naturelles. La lutte contre les changements climatiques doit être fondée à la fois sur la mitigation et l'adaptation aux impacts de ces changements.

D'ailleurs, le recul des rives et l'érosion font l'objet d'une action politique soutenue du Bloc québécois depuis des années. Cela me permet de rappeler qu'il existait auparavant un programme fédéral qui servait à financer la protection des rives. Il fut aboli et n'a jamais été réactivé. Nous avons proposé, lors des dernières élections, la création d'un fonds dédié à la lutte contre l'érosion et un financement annuel de 250 millions de dollars. Le financement doit être récurrent et prévisible.

En Gaspésie, dans la municipalité de Saint-Maxime-du-Mont-Louis, la route 132 s'est affaissée et a été emportée par la mer. C'est le genre d'événement qui risque de se reproduire.

Il ne faut pas essayer d'acheter une maison sur le bord du fleuve à Sainte-Luce-sur-Mer dans ma circonscription. Il n'y a pas une compagnie d'assurance qui va vouloir l'assurer. Elles savent que la maison est à risque et qu'un jour ou l'autre elle sera complètement inondée. C'est arrivé en 2010. Dans cette municipalité et à Saint-Flavie, toujours dans ma circonscription, des dizaines de maisons ont été inondées et des dizaines de familles ont été déplacées. C'est ce qui se passe en ce moment même en Colombie-Britannique. Des milliers de personnes sont touchées par ces inondations.

C'est pour cela qu'il ne suffit pas de réparer les dégâts des incidents climatiques. Il faut les prévenir. Les sommes de 3 milliards de dollars sur 10 ans investies pour le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes climatiques sont malheureusement insuffisantes pour construire des infrastructures susceptibles de contrer les effets négatifs des changements climatiques.

Article 52 du Règlement

Le discours du Trône parle d'investissement pour prévenir et prévenir certains effets négatifs des changements climatiques et d'une stratégie nationale d'adaptation. Il faudra s'assurer que le gouvernement travaille avec les provinces et avec le Québec, plutôt qu'en confrontation. Il faut travailler ensemble.

Cela m'amène à parler de mitigation. On critique depuis longtemps le fait que le Canada n'a jamais atteint ses cibles de réduction de gaz à effet de serre et continue de subventionner massivement l'industrie canadienne du gaz et du pétrole, plutôt que d'investir dans les énergies renouvelables et le développement de l'économie verte.

● (2010)

Malheureusement, la grande force de ce gouvernement en matière climatique est sa formidable capacité à annoncer des cibles et à faire des promesses pour avoir l'air de faire quelque chose d'autre que de financer les combustibles fossiles et les autres industries à haute intensité carbonique à l'aide de nos impôts.

Il ne suffit pas de prononcer les mots « lutte contre le changement climatique » ou « croissance verte » ou « emplois verts » pour avoir une politique et un plan d'action concret qui permet réellement de réduire les émissions de gaz à effet de serre et d'opérer la transition. Le gouvernement libéral doit avoir le courage de tourner le dos aux hydrocarbures.

Annoncer des cibles sans données probantes à l'appui et afficher des intentions n'a aucune valeur réelle. Ce qu'il faut, ce sont des mesures, des gestes et un plan crédible et transparent. Au-delà des promesses, on l'attend encore, ce plan.

J'ai envie de poser cette question au gouvernement: s'il est prêt à affirmer qu'il ne faut plus autoriser aucun nouveau projet de développement d'hydrocarbures sur l'ensemble du territoire et qu'il faut réduire graduellement la production des hydrocarbures, croit-il que l'ensemble du Canada devrait emboîter le pas au gouvernement du Québec, qui a annoncé la véritable fin des hydrocarbures?

Les députés libéraux voudront répondre à cette question en répétant probablement leur promesse visant le plafonnement des émissions du secteur gazier et pétrolier. Cependant, leur promesse ne vise pas la sortie graduelle du charbon, du gaz et du pétrole. Elle prétend que ces industries peuvent être viables écologiquement en réduisant l'intensité carbonique de leur production. Ils vont assurément nous dire que cela ne relève pas de leurs compétences, mais ils ont tout de même acheté un pipeline.

Cela me fait penser à ce qui est ressorti du Pacte de Glasgow pour le climat. Après 10 jours de négociations, on a pondu un texte qui ne faisait même pas mention des énergies fossiles. Rien, pas un mot ou pas une phrase qui reconnaissait que l'exploitation des énergies fossiles est l'un des grands responsables de la crise climatique. Évidemment, on a protesté, tout comme la société civile. On les a finalement inclus dans le texte, dans une belle grande phrase qui ne veut pas dire grand-chose, au bout du compte, les pays s'engagent à « intensifier les efforts vers [...] la sortie des subventions inefficaces aux énergies fossiles ».

D'abord, intensifier les efforts ne nous contraint même pas à faire des efforts en soi, et le mot « inefficaces » laisse entendre qu'il existe des subventions efficaces. Quel non-sens! C'est décourageant.

Sincèrement, je me demande où était le Canada quand c'était le temps de s'opposer aux amendements de dernière minute de la Chine et de l'Inde. Je me demande, comme le dit si bien mon chef, où était la colonne vertébrale des représentants du gouvernement du Canada pour se lever, se tenir debout et s'opposer à ce genre de déclaration édulcorée qui légitime l'aide des États aux industries les plus polluantes en pleine crise du climat. Avec ce texte-là, on dit essentiellement aux gouvernements de près de 200 pays que c'est correct et que l'on peut continuer à financer la crise climatique.

C'est ce qui ressort d'une conférence mondiale sur le climat, dont le but était de tout mettre en œuvre pour limiter le réchauffement climatique mondial à 1,5 degré Celsius. En continuant de subventionner le pétrole, le gaz ou le charbon, on n'y arrivera pas.

Tant qu'à être dans les mesures climatiques du gouvernement, les libéraux s'engagent enfin à abolir les subventions aux énergies fossiles après avoir accordé 10,7 milliards de dollars par année à l'industrie des combustibles fossiles, et c'est sans compter les coûts faramineux de Trans Mountain.

Enfin, il y a toujours une attrape. Il y a malheureusement lieu de craindre les nouvelles formes que prendront ces subventions. Déjà, le Bureau du vérificateur général demandait au gouvernement, en 2019, de définir ce qu'il entendait par l'expression « subvention inefficace ». C'est un exercice de définition que le ministère des Finances s'est refusé à faire.

Avec cette nouvelle promesse libérale, il y a donc lieu de craindre que les nouvelles subventions aux combustibles fossiles soient désormais des subventions camouflées. Pire, c'est désormais au nom de la lutte contre les changements climatiques que les contribuables verseront leur argent aux compagnies pétrolières et gazières canadiennes. Combien le Canada va-t-il engloutir d'argent pour aider les pollueurs à moins polluer, plutôt que d'aider les entreprises innovantes à créer l'économie de l'avenir?

La stratégie de l'hydrogène « gris » du Canada et les promesses douteuses des technologies de captation, d'utilisation et stockage du carbone nous laissent déjà envisager la facture salée de l'inaction de ce gouvernement.

On paie déjà des millions de dollars pour développer des technologies non éprouvées qui seraient implantées dans des années, donc trop tard pour aider le Canada à atteindre son objectif de réduction des gaz à effet de serre pour 2030. Tout cela pour produire du gaz et du pétrole soi-disant moins polluant, plutôt que de faire la vraie transition écologique et énergétique.

Si c'est cela la lutte contre les changements climatiques pour le gouvernement, on doit apprendre dès aujourd'hui à relativiser les propositions toutes faites qui mettent en avant, avec de gros chiffres, les dépenses qu'effectue ce gouvernement au nom de la lutte contre les changements climatiques. Ces investissements, ce sont les nouvelles subventions camouflées à l'industrie canadienne du gaz et du pétrole.

● (2015)

Sont-ils prêts donc à opérer la véritable transition énergétique? Si oui, peuvent-ils, ici même à la Chambre, s'engager à mettre définitivement fin à l'industrie canadienne du gaz, du charbon et du pétrole? Peuvent-ils dire que le pétrole vert n'existe pas? C'est ce genre de paroles que nous aimerions entendre.

Article 52 du Règlement

Aujourd'hui, je le répète, il faut être solidaire envers la Colombie-Britannique plus que jamais. Le fédéral, j'ose espérer, sait ce qu'il doit faire pour aider à court terme cette région, mais il doit également mettre en œuvre maintenant un plan pour prévenir les événements climatiques extrêmes comme celui-ci, qui seront de plus en plus nombreux à l'avenir.

Je réitère l'ouverture du Bloc québécois à travailler avec les parlementaires pour offrir immédiatement le soutien nécessaire et pour trouver les solutions que l'on devra mettre de l'avant demain.

[Traduction]

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Monsieur le Président, c'est un plaisir certain de prendre la parole. Je remercie ma collègue du Québec de sa sympathie envers les Britanno-Colombiens qui traversent une période très difficile.

Bien que le débat doive se concentrer sur ce point, son intervention a permis d'élargir un peu la portée de nos échanges. Avant de poser ma question, je tiens à dire que je suis d'accord avec elle. Dans le discours du Trône, le gouvernement a parlé d'une stratégie d'adaptation qui devrait être mise en œuvre en 2023. C'est ce même gouvernement qui a promis en 2019 de planter deux milliards d'arbres. Ma famille a planté plus d'arbres que le gouvernement ne l'a fait dans le cadre de cette initiative.

La députée a mentionné que le Bloc n'appuie pas l'utilisation de subventions pour l'exploitation du pétrole et du gaz au Canada. Est-ce qu'elle et le Bloc croient que le captage, l'utilisation et le stockage du carbone comptent comme une subvention?

[Français]

Mme Kristina Michaud: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de sa question. J'apprécie ce qu'il a mentionné. Je sais que nous sommes d'accord sur plusieurs points étonnamment.

Les 2 milliards d'arbres étaient écrits quelque part quand cela a été annoncé par le gouvernement libéral. Dans le discours du Trône, il n'y avait pas grand-chose d'écrit. C'est donc un petit peu difficile de voir et de lire entre les lignes ce que ce plan et cette stratégie d'adaptation vont être. Comme je le disais, cette subvention pour aider les pollueurs à polluer moins est-elle efficace? Malheureusement, je ne le pense pas. Je pense plutôt qu'il faut investir aujourd'hui dans des industries vertes, des industries renouvelables, qui vont nous aider à réduire nos émissions de gaz à effet de serre. Je ne pense pas que c'est en continuant à mettre l'argent des contribuables dans ces technologies. On ne sait pas encore si cela sera bien ou donnera des résultats. On connaît maintenant les solutions. Le Québec en est un exemple avec l'électricité qu'il produit, notamment avec l'eau et le vent. On connaît les solutions et on pourrait certainement les mettre à profit tout en soutenant les travailleurs de ces industries.

L'hon. Steven Guilbeault (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, je remercie ma collègue de son allocution. Je voudrais lui faire valoir quelques points.

Elle a parlé de la question du charbon. Elle doit savoir qu'il y a maintenant une loi au Canada qui va interdire la production d'électricité à partir du charbon d'ici 2030. Elle doit également savoir que nous avons déjà mis en place, en l'espace de quelques années, l'un des prix sur la pollution les plus élevés sur la planète, c'est-à-dire plus élevé que celui du Québec, de la Colombie-Britannique, de la Californie. L'an prochain, il sera encore plus élevé que celui de l'U-

nion européenne, qui a pourtant mis en place son système il y a une quinzaine d'années.

Je suis curieux de savoir si elle est au courant des investissements historiques de 25 milliards de dollars que notre gouvernement fait en transports collectifs au pays; 300 projets de transports collectifs sont en construction présentement et 1 000 autres sont en processus d'approbation d'un bout à l'autre du pays.

Sur la question des subventions aux combustibles fossiles, notre gouvernement s'est engagé à les éliminer deux années plus tôt que tous nos partenaires du G20. L'objectif du G20 est 2025 pour l'élimination des subventions aux combustibles fossiles. Notre objectif est 2023. Aucun autre pays du G20 ne s'est engagé à faire cela plus tôt que 2025.

● (2020)

Mme Kristina Michaud: Monsieur le Président, je remercie le ministre de sa question.

Je suis effectivement au courant de tous ces investissements qui ont été faits dans les derniers mois et les dernières années, et je les salue. Je pense que le Canada a une bonne réputation à l'international. Il a même annoncé qu'il allait cesser d'envoyer l'argent des contribuables canadiens dans des projets gaziers et pétroliers à l'étranger. Nous aimerions donc qu'il fasse la même chose ici, sur son propre territoire. Ces subventions que l'on peut appeler camouflées nous inquiètent. Cela signifie que l'on va continuer de faire du pollueur payé au lieu du pollueur payeur.

Ce que nous voulons, c'est cesser d'aider les pollueurs à polluer. Il ne faut avoir qu'en tête la stratégie de la carboneutralité. Il faut repenser la façon dont on produit, il faut plafonner la production. C'est sur cela qu'il faut se concentrer, malgré tout ce qui a été annoncé. Nous sommes en crise climatique.

Ce qui est annoncé n'est jamais assez, il faut en faire plus.

[Traduction]

M. Garnett Genuis (Sherwood Park—Fort Saskatchewan, PCC): Monsieur le Président, je vous félicite de votre nomination.

En tant que député de l'Alberta, j'aimerais vous faire part du fort sentiment de solidarité des Albertains envers leurs voisins de la Colombie-Britannique. De toute évidence, ces deux provinces entretiennent des liens très étroits. De nombreuses familles ont des membres dans les deux provinces et beaucoup de travailleurs franchissent régulièrement la frontière.

Puisque de nombreux députés ont parlé de la crise des changements climatiques — et je sais que le Canada traverse une période très difficile pour diverses raisons —, il est très important que tous les députés s'engagent à participer aux débats dans le respect de la primauté du droit et en évitant toute forme de violence. Malheureusement, le ministre de l'Environnement a par le passé montré qu'il ne respecte pas la primauté du droit quand vient le temps de discuter des questions environnementales.

Je me demande si la députée du Bloc saisira l'occasion de dénoncer, par exemple, les commentaires horribles de David Suzuki, qui a déclaré que « des pipelines vont exploser ». Les députés peuvent-ils en arriver à un consensus clair pour que les discussions à venir sur ces questions se déroulent de façon pacifique en misant sur la collaboration plutôt que sur les actes illégaux ou la violence?

Article 52 du Règlement

[Français]

Mme Kristina Michaud: Monsieur le Président, il est certain que le Bloc québécois va toujours vouloir que le gouvernement libéral en fasse plus en matière de changements climatiques. Quand vient le temps de choisir entre les conservateurs et les libéraux, je pense qu'il faut accueillir avec optimisme la nomination du ministre de l'Environnement et du Changement climatique actuel en raison de son expérience passée. Il sait exactement ce qu'il faut faire pour limiter et réduire les émissions de gaz à effet de serre.

Je ne suis pas d'accord avec tout ce que mon collègue a dit. Je pense qu'il reste beaucoup à faire. David Suzuki a dit beaucoup de choses, notamment à la COP26, au sujet de ce qui a été fait au Canada.

En 2015, après son élection, le premier ministre actuel a dit que le Canada était de retour sur la scène internationale pour lutter contre les changements climatiques. Or, quelques années plus tard, il a acheté un pipeline. Les actions du Canada sont donc discutables en matière de changements climatiques. Cependant, je pense quand même que, malgré le passé, on peut être optimiste pour la suite des choses.

M. Jean-Denis Garon (Mirabel, BQ): Monsieur le Président, ce gouvernement dépense autant tous les trois mois en subventions aux compagnies pétrolières et gazières que ce qu'il entend verser dans son Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes pour les 10 prochaines années.

Le gouvernement est engagé dans une transition, oui, mais c'est une transition vers davantage d'énergies fossiles. Le prétexte utilisé pour maintenir ces subventions est qu'elles sont efficaces. On aurait dû évidemment commencer à les éliminer dès le premier mandat des libéraux, mais cela n'a pas été fait. J'aimerais que ma collègue m'indique ce qui pourrait être fait pour aider la transition énergétique et écologique avec les 10 ou 11 milliards de dollars consacrés chaque année aux compagnies pétrolières et gazières.

● (2025)

Mme Kristina Michaud: Monsieur le Président, je remercie mon collègue de Mirabel qui, je crois, en est à sa deuxième prise de parole à la Chambre. Il fait très bien cela et connaît très bien ce dossier. Je veux le remercier de faire profiter notre caucus de ses connaissances et nous avons vraiment de la chance de l'avoir avec nous.

Quand j'ai vu dans le Pacte de Glasgow le mot « inefficaces » entre les mots « subventions » et « énergies fossiles », je me suis demandé ce qu'il faisait là. C'est comme dire qu'il y a des subventions aux énergies fossiles qui sont efficaces. Je vais répéter ce que j'ai dit tout à l'heure: on ne peut pas continuer à aider les pollueurs à polluer. Il faut prendre l'argent des contribuables et l'investir dans la transition énergétique, dans les énergies renouvelables et dans les solutions qui vont nous aider pour le futur.

On ne peut pas arrêter les énergies fossiles du jour au lendemain. Nous sommes au courant qu'il faut commencer par plafonner la production avant de la réduire graduellement et qu'il faut le faire en collaboration avec les travailleurs de cette industrie. Le Bloc québécois est totalement solidaire de ces derniers et veut les aider à faire cette transition. Nous allons être là pour eux.

[Traduction]

Mme Rachel Blaney (North Island—Powell River, NPD): Je vous félicite, monsieur le Président. C'est un plaisir de vous voir occuper le fauteuil.

L'une des grandes préoccupations du NPD, c'est que le gouvernement libéral tient de très beaux discours auxquels les gens croient, mais qu'il ne passe pas de la parole aux actes. On voit ce qui se passe actuellement en Colombie-Britannique, on voit que des communautés, notamment des communautés autochtones, se retrouvent complètement isolées à cause de ce terrible événement climatique, et on sait que ces problèmes continueront de prendre de l'ampleur en raison des changements climatiques.

Le député pourrait-il parler brièvement des gestes qui sont nécessaires?

[Français]

Mme Kristina Michaud: Monsieur le Président, je remercie ma collègue de sa question.

Nous nous sommes justement posé cette question à la COP26, il y a quelques jours, avec différents intervenants.

Plusieurs annonces ont été faites pendant la conférence, plusieurs ont été faites par le Canada lors de la précédente législature, et plusieurs l'ont été par le Parti libéral pendant la campagne électorale.

Des annonces ont été faites, des engagements ont été pris et des millions de dollars ont été promis. Nous nous demandons maintenant où est le plan d'action, où est la mise en œuvre concrète. Comment fera-t-on pour y arriver?

On veut réduire les émissions de gaz à effet de serre, on veut atteindre la carboneutralité, mais par où et par quoi commence-t-on?

Nous avons besoin de le savoir. L'industrie veut aussi le savoir. Les syndicats de travailleurs souhaitent le savoir pour pouvoir appuyer les travailleurs dans cette éventuelle transition, que nous espérons.

Nous avons besoin d'un plan concret et transparent qui nous aidera à être plus résilients et à entamer cette fameuse transition.

[Traduction]

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NPD): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Burnaby-Sud.

Je tiens à dire, d'entrée de jeu, que je suis de tout cœur avec tous les Britanno-Colombiens qui ont affronté des situations difficiles au cours des derniers jours et des dernières semaines. Certains ont perdu des êtres chers dans les glissements de terrain. D'autres ont perdu leur maison, leur ferme et leur gagne-pain. Certains sont restés bloqués dans un véhicule pendant plusieurs heures ou plusieurs jours et ont dû attendre dans la noirceur et sous la pluie, effrayés à l'idée qu'un autre glissement de terrain pourrait survenir à tout moment et les ensevelir.

Article 52 du Règlement

Je remercie les premiers intervenants et les bénévoles qui ont aidé les personnes coincées sur les autoroutes, les courageux membres du 442^e Escadron de transport et de sauvetage qui ont piloté des hélicoptères Cormorant à partir de Comox dans des conditions très dangereuses pour aller cueillir des automobilistes sur la route 7 entre Agassiz et Hope, ainsi que les travailleurs et les bénévoles qui ont lutté pour sauver des gens, pour secourir des animaux d'élevage, et pour maintenir et reconstruire les digues et les pompes nécessaires pour limiter le plus possible les pertes.

Je tiens à saluer particulièrement les temples sikhs du Sud de la Colombie-Britannique, les gurdwaras, qui ont uni leurs forces et fourni gratuitement de la nourriture et des secours aux communautés de la région.

Les 14 et 15 novembre, une rivière atmosphérique a déversé des pluies torrentielles sur les montagnes de la côte de la Colombie-Britannique. Si cette période de l'année est généralement pluvieuse sur la côte de la Colombie-Britannique, 20 records de précipitations ont été établis cette journée-là et plusieurs endroits ont reçu en 24 heures les précipitations d'un mois.

La pluie est tombée sur les sommets enneigés des montagnes, sur le sol saturé par des tempêtes précédentes et, dans certains cas, sur les terres et les forêts endommagées par de vastes incendies l'été dernier. Des coulées de boue et des débris ont dévalé les pentes escarpées jusqu'aux routes et aux voies ferrées, et les rivières se sont gonflées pour engloutir des ponts et d'autres infrastructures.

Dans une courte période, toutes les routes et les voies ferrées entre Vancouver et le reste du Canada ont été endommagées ou détruites. La rivière Coldwater a inondé la ville de Merritt. La rivière Tulameen a emporté des maisons sur son chemin, puis a rejoint la rivière Similkameen pour inonder la municipalité de Princeton. Plus de 100 communautés des Premières Nations ont été touchées à l'échelle de la région.

Le fleuve Nooksack dans le Nord de l'État de Washington est sorti de son lit, ses eaux s'écoulant vers les basses terres de la prairie Sumas, à Abbotsford, ce qui a inondé certaines des meilleures terres agricoles du pays. Une série de coulées de boue sur l'autoroute 99, à l'ouest de Lillooet, a enseveli des voitures et des camions, entraînant la mort d'au moins quatre personnes, et une cinquième est toujours portée disparue. Deux glissements de terrain le long de la route 7 entre Hope et Agassiz ont piégé des centaines d'automobilistes dans la noirceur. Certaines routes ont tout simplement été ensevelies sous la boue, les rochers et les arbres, mais l'autoroute Coquihalla, la principale autoroute reliant la côte et l'intérieur de la Colombie-Britannique, a été carrément détruite à plusieurs endroits. La rivière Nicola, alimentée par la rivière Coldwater gonflée, a emporté des tronçons entiers de la route 8. Les voies ferrées du CN et du CP ont été sérieusement endommagées dans l'ensemble du canyon du Fraser. L'oléoduc Trans Mountain a dû être fermé.

Toutes les chaînes d'approvisionnement essentielles entre la partie sud de la côte de la Colombie-Britannique et le reste du pays ont été coupées. Les cargaisons de grains des Prairies à destination du port de Vancouver sont arrêtées. Les trois quarts des grains du pays qui sont exportés passent par ce port, et la quasi-totalité des biens importés d'Asie entrent au Canada par Vancouver. Aujourd'hui, tout est irrémédiablement bloqué. Que ce soit dans ma circonscription ou dans le reste de la région, les tablettes se sont vidées en un rien de temps des biens périssables qui sont généralement acheminés

chaque jour par camion jusqu'à l'intérieur de la province, comme les légumes et le lait.

À elle seule, cette journée de pluie a révélé au grand jour bon nombre des faiblesses de nos chaînes d'approvisionnement et de nos stratégies de transport.

Que nous réserve l'avenir? Pour le moment, la Colombie-Britannique se prépare à affronter deux autres rivières atmosphériques. La première a commencé à se déverser ce soir sur la côte, et la seconde devrait arriver vendredi. Selon toute vraisemblance, ces phénomènes ne devraient pas causer autant de précipitations que la tempête dévastatrice de la semaine dernière, mais les sols sont saturés et sont encore recouverts d'eau à de nombreux endroits, ce qui pourrait causer d'autres glissements de terrain et inondations.

Nous avons aussi entendu parler des inondations qui frappent actuellement le Canada atlantique.

Que doit faire le gouvernement? Nous entendons sans cesse parler d'action climatique, et c'est très bien ainsi. Nous devons rapidement diminuer nos émissions de gaz à effet de serre afin de limiter les répercussions des changements climatiques, mais il n'y a plus rien à faire au sujet de l'augmentation de la température terrestre que nous avons déjà observée. Même si nos émissions tombaient à zéro demain matin, nous devrions toujours nous attendre à ce que les inondations, les incendies ravageurs et les dômes de chaleur aillent croissant et que le niveau des mers continue à augmenter.

● (2030)

La triste vérité est que nous continuerons à émettre des gaz à effet de serre au cours des trois prochaines décennies au moins, et que les effets du changement climatique ne feront qu'empirer. C'est pourquoi nous devons aussi accroître considérablement notre ambition en matière de financement de l'adaptation au climat, en nous préparant aux changements qui s'annoncent.

La majeure partie du financement de l'adaptation au changement climatique provenant du gouvernement fédéral passe par le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes, qui débourse quelques centaines de millions de dollars chaque année. Il reçoit systématiquement trop de demandes et est donc largement sous-financé. La catastrophe dont nous parlons ce soir coûtera des milliards de dollars rien qu'en coûts de reconstruction. Les digues d'Abbotsford pourraient coûter 1 milliard de dollars à elles seules. Il s'agit presque, par définition, d'un fonds destiné à reconstruire après des catastrophes plutôt qu'à préparer les collectivités à les éviter.

La Fédération canadienne des municipalités et le Bureau d'assurance du Canada ont indiqué que les coûts annuels des infrastructures liés au changement climatique au Canada s'élèvent actuellement à 5,7 milliards de dollars. L'Institut canadien pour des choix climatiques estime que les coûts annuels actuels des seules inondations au Canada sont d'environ 1,3 milliard de dollars, et qu'ils seront multipliés par 10 d'ici la fin du siècle.

Nous devons faire des investissements significatifs pour l'adaptation et nous devons fournir un soutien adéquat aux personnes dans les collectivités qui ont été dévastées. Les gouvernements fédéral et provinciaux se sont beaucoup déchargés sur les administrations municipales au chapitre de la construction et de l'entretien des infrastructures. Ces administrations locales ont besoin d'une aide réelle pour reconstruire les digues, les routes et les autres infrastructures, et elles ont besoin d'un fonds dédié pour les aider à financer des plans prospectifs visant à renforcer les infrastructures afin qu'elles soient prêtes pour le climat de 2050 et 2100.

La route Coquihalla n'a que 35 ans et a été pratiquement détruite par un seul épisode pluvieux.

Nous avons entendu qu'il fallait « rebâtir en mieux ». Cependant, pour ce qui est de cette infrastructure, nous devons la rebâtir plus solide. Nous avons besoin de ponceaux plus larges, de ponts plus élevés et de digues mieux conçues. Nous devons chercher des solutions fondées sur la nature, nous préparer aux inondations futures en permettant aux rivières de sortir de leur lit à des endroits où les dommages seraient minimes, et nous assurer que les forêts montagneuses surplombant les localités ainsi que les infrastructures essentielles sont en assez bon état pour intercepter la pluie et retenir l'eau dans le sol.

Nous devons réaménager nos immeubles. Plus de 500 personnes sont mortes à cause du dôme de chaleur de l'été dernier en Colombie-Britannique. C'était presque toutes des personnes à faible revenu vivant dans des appartements sans air conditionné. Nous aurons d'autres dômes de chaleur, et nous ne pouvons pas permettre qu'un tel carnage se reproduise. Nous devons agir maintenant pour que les personnes à faible revenu puissent vivre dans des logements abordables dotés de systèmes de chauffage et de climatisation efficaces. Nous pourrions installer des thermopompes qui permettraient de chauffer et de climatiser efficacement ces immeubles grâce à une électricité propre. Nous devons recourir à l'initiative FireSmart dans les quartiers se trouvant à l'interface des forêts afin de réduire les risques qu'ils soient détruits par des feux de forêt catastrophiques.

L'avenir ne sera pas facile. Je sais par expérience que ces catastrophes climatiques sont absolument dévastatrices pour les gens ayant perdu leur maison et leurs moyens de subsistance. Dans ma circonscription, la ville de Grand Forks a été inondée en 2018. Les séquelles de l'inondation et le processus de reconstruction ont été très pénibles pour la collectivité.

Les habitants de Lytton ressentent la même douleur et le même sentiment de frustration, et je sais que c'est ce qui attend aussi les habitants de Merritt et de Princeton. Nous devons donc nous préparer à un avenir incertain et veiller à ce que les localités disposent des fonds nécessaires pour se remettre sur pied après des catastrophes naturelles, ainsi que pour s'adapter aux changements climatiques avant de subir les contrecoups d'éventuels phénomènes météorologiques.

• (2035)

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Monsieur le Président, le député de la circonscription voisine de la mienne et moi-même sommes solidaires en tant que Britannico-Colombiens, et nous sommes reconnaissants qu'un débat d'urgence ait lieu sur le sujet.

À la fin de son discours, le député a parlé de l'expérience de Grand Forks. J'aimerais que le député donne plus de détails sur ce

Article 52 du Règlement

qui s'est passé et nous dise comment se porte la collectivité. Quelles leçons tirées de cet incident peut-on appliquer à la situation?

M. Richard Cannings: Monsieur le Président, je remercie le député de Central Okanagan—Similkameen—Nicola de me permettre de revenir là-dessus. Il faut tirer des leçons de ce genre de désastres. Ils sont très pénibles et, le moins qu'on puisse faire, c'est d'en tirer des leçons.

À Grand Forks, la plus grande partie du centre-ville et un quartier situé sur les terres basses de l'autre côté de la rivière Kettle ont été inondés. La ville et le district régional qui l'entoure ont demandé du financement. Ils ont reçu 20 millions de dollars du gouvernement fédéral et environ 40 millions de dollars du gouvernement provincial pour reconstruire la ville.

Ils ont décidé de faire en sorte que cela ne se reproduise pas. Ils ont repensé les digues le long de la rivière pour qu'en cas d'inondation — ce qui allait arriver dans les zones vraiment basses — il n'y ait pas de maisons. Il a fallu acheter les maisons des gens qui vivaient à cet endroit, ce qui a semé la discorde. Ce fut très pénible pour la collectivité. Ces propriétaires ont dû renoncer à leur maison et parce que, selon plusieurs, les montants offerts n'étaient pas adéquats, bon nombre d'entre eux n'ont pas eu assez d'argent pour acheter une autre maison dans la ville. La situation a été très difficile, tant pour le conseil municipal que pour les personnes concernées.

Pour s'assurer que personne n'ait à vivre une telle situation, il faut concevoir les villes de manière à ce que les quartiers ne se fassent pas inonder et trouver des moyens de rendre les collectivités plus sécuritaires.

• (2040)

[Français]

Mme Andréanne Larouche (Shefford, BQ): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son discours et je tiens à apporter tout mon soutien aux gens de la région d'Abbotsford. D'ailleurs, mon beau-fils a adopté la région de Vancouver et la Colombie-Britannique. J'ai eu l'occasion d'aller visiter cette région, qui est un berceau de l'agriculture au Canada. Provenant moi-même d'une circonscription agricole, mes pensées particulières vont aux producteurs qui ont connu tellement de pertes dans ce dégât.

Mon collègue a beaucoup parlé de l'importance d'investir dans les infrastructures pour se préparer à de prochaines tempêtes climatiques qui sont inévitables et qui vont se produire.

Or, j'aimerais lui demander si la meilleure façon de prévenir, c'est d'investir directement dans la lutte contre les changements climatiques. En effet, transférer les sommes dans les infrastructures comme le demandent le Québec et les provinces, qui sont les mieux placés à savoir quoi faire afin de pouvoir réagir en cas de catastrophe climatique, mais la meilleure façon n'est-elle pas d'investir, comme je l'ai dit, directement dans les fameux changements climatiques et de s'assurer de s'en aller vers une transition?

Article 52 du Règlement

[Traduction]

M. Richard Cannings: Monsieur le Président, je crois que la question était de savoir si le gouvernement fédéral devait lui-même distribuer des fonds ou bien faire parvenir ceux-ci à la province. À l'heure actuelle, il les fait parvenir à la province. Les fonds dont je viens de parler pour la reconstruction de Grand Forks émanaient d'un partenariat entre le gouvernement fédéral et la province. Ces fonds ont d'abord été acheminés à la province, qui a ensuite collaboré avec la ville pour savoir comment les utiliser. C'est de cette manière qu'une bonne partie du financement lié aux infrastructures fonctionne au Canada. L'argent du gouvernement fédéral est acheminé à la province, qui décide de son utilisation.

M. Jagmeet Singh (Burnaby-Sud, NPD): Monsieur le Président, je veux remercier tous les députés d'assister à ce débat d'urgence. Je veux aussi remercier le député qui a pris la parole précédemment, un de mes collègues néo-démocrates qui a présenté cette motion, ainsi que les autres députés qui ont débattu de celle-ci.

La situation actuelle en Colombie-Britannique expose au grand jour que la crise climatique n'est pas un problème du futur. Elle montre encore une fois que la crise climatique est une réalité à laquelle nous devons faire face. Je suis convaincu qu'avec tous les exemples que nous avons vus, nous ne croyons plus qu'il s'agit simplement de faire en sorte de léguer à nos enfants un avenir sûr et un environnement sécuritaire. Nous avons vu des phénomènes météorologiques extrêmes et des feux de forêt en Colombie-Britannique. Nous avons connu des étés très chauds et très secs partout au pays, ce qui a permis aux feux de forêt de ravager de nombreuses collectivités.

À l'heure actuelle, des inondations dévastent des collectivités de la Colombie-Britannique. On nous en a donné des exemples. Nous voyons des collectivités être complètement emportées par les eaux. Certaines parties de la vallée du bas Fraser se retrouvent complètement isolées. Des infrastructures ont été complètement détruites, tout comme des maisons. Des Canadiens doivent être déplacés. Des fermes ont été anéanties. Toute cette dévastation est attribuable à la crise climatique.

Malheureusement, la réalité est qu'il ne s'agit pas d'une exception. De telles catastrophes sont en train de devenir la norme. À l'heure actuelle, nos pensées accompagnent les collectivités touchées et nous faisons pression pour qu'elles reçoivent autant d'aide que possible; les collectivités s'efforcent de maintenir les communications et de rétablir le réseau routier. Cependant, nous devons commencer à étudier nos options si une telle situation devient la norme et que nous devons nous attendre à voir ce genre de catastrophe. Comme mon collègue l'a dit, même si nous nous attaquons à la crise climatique et que nous limitons et réduisons nos émissions, certains changements climatiques sont déjà en cours. Nous observerons une hausse de la température. Nous le voyons déjà et cela signifie que des phénomènes météorologiques extrêmes se produiront plus couramment.

Que faisons-nous à ce sujet? Tout d'abord, examinons les impacts. En réalité, ce problème ne se limite pas à la Colombie-Britannique. Nous parlons actuellement des impacts absolument épouvantables en Colombie-Britannique, mais des phénomènes météorologiques extrêmes se produisent en ce moment même à Terre-Neuve-et-Labrador. Le village de Channel-Port aux Basques, à Terre-Neuve, est lui aussi complètement coupé du reste du pays. Les routes ont été emportées par les eaux. Des tronçons de la Transcanadienne ont été emportés par les eaux à Terre-Neuve. Il y a à

peine deux heures, le Cap-Breton, en Nouvelle-Écosse, a été frappé par un phénomène météorologique incroyable. Ils disent qu'il faudra des jours ou des semaines pour que leurs collectivités reviennent à la normale.

L'ensemble du Canada, tout comme le monde entier, est confronté à des phénomènes météorologiques extrêmes, c'est-à-dire plus de pluies torrentielles et d'inondations et des étés plus secs et plus chauds. Nous devons reconnaître qu'il faut s'attaquer à cette crise climatique dans les plus brefs délais, comme la situation l'exige.

Nous ne sentons pas ce caractère d'urgence de la part du gouvernement libéral. Le besoin urgent de répondre à la terrible crise climatique signifie que nous devons commencer à prendre des mesures immédiatement. Nous avons besoin de mesures spectaculaires et audacieuses pour réduire nos émissions. Nous devons investir dans les énergies renouvelables. Nous devons investir dans ces collectivités.

Mon collègue a exposé la situation, mais je tiens à être très clair à ce sujet. Il y a trois points à améliorer. Le premier est notre capacité d'intervention en cas d'urgence. Le gouvernement fédéral doit jouer un rôle plus important à cet égard. Il faut réagir plus rapidement aux phénomènes météorologiques extrêmes et à ce type de catastrophe. Il faut mettre en place des mesures d'atténuation des catastrophes. Il faut investir en amont pour ne pas seulement réagir aux crises, mais plutôt pour accroître la résilience des collectivités et développer leur capacité à faire face à des situations qui deviennent de plus en plus courantes. Si les phénomènes météorologiques extrêmes sont plus fréquents, si les précipitations extrêmes et les inondations doivent arriver plus souvent, il faut construire les infrastructures de manière à rendre ces collectivités plus résilientes.

On sait qu'il y a des infrastructures vieillissantes et que celles-ci sont directement touchées par les phénomènes météorologiques extrêmes. Je suis allé récemment au Nunavut, où il y a une crise concernant l'eau. À l'heure actuelle, les premiers signes semblent indiquer que cette crise est, là encore, une conséquence directe de la crise climatique. En effet, le réchauffement des températures et le pergélisol qui n'est plus gelé, et qui se réchauffe, ont entraîné une modification de l'infrastructure d'approvisionnement en eau, qui provoque une contamination par les hydrocarbures au Nunavut. L'eau est donc empoisonnée dans la plus grande localité de ce territoire. Je le répète, il s'agit d'une conséquence directe de la crise climatique.

Les conséquences se font sentir partout au pays et partout dans le monde. Nous devons commencer à agir.

• (2045)

Il est particulièrement urgent que le gouvernement fédéral intervienne davantage et fasse les investissements nécessaires pour accroître la résilience des collectivités. La Colombie-Britannique a besoin d'aide. Nous devons lui prêter main-forte, et je suis heureux d'avoir entendu des députés exprimer leur solidarité envers les Britannico-Colombiens. J'en suis très reconnaissant. Nous devons prendre soin de nos concitoyens et faire tout en notre pouvoir pour empêcher ce genre de situation de se reproduire.

J'aimerais prendre un instant pour souligner des exemples de soutien et de solidarité exceptionnels. Mon collègue a parlé de certains membres de la communauté sikhe qui se sont mobilisés pour offrir des aliments et du soutien. Dans les moments difficiles, nous voyons au Canada des exemples exceptionnels de courage et de solidarité de la part de ceux qui aident les gens dans le besoin.

Je tiens à saluer tous ceux qui offrent cette aide. Je salue les voisins qui ont pris soin des aînés et d'autres personnes vulnérables dans leur collectivité. Je salue et je remercie les citoyens qui ont offert des aliments et un refuge aux plus démunis.

Je veux reconnaître les travailleurs de première ligne, les travailleurs qui ont aidé ceux qui avaient besoin d'être évacués, les travailleurs qui ont aidé ceux qui avaient besoin de soins. Je veux aussi saluer toutes les collectivités qui abritent en ce moment les évacués qui ne peuvent pas retourner chez eux. D'innombrables personnes ont été évacuées dans cette province et se sont réfugiées dans des collectivités avoisinantes. Il faut souligner la générosité et la bienveillance avec lesquelles ces collectivités ont accueilli les évacués à bras ouverts. Je veux remercier toutes les personnes au pays et dans cette province qui ont apporté leur aide.

La réponse que nous allons apporter à cette crise est importante, et j'encourage le gouvernement libéral à faire tout son possible pour aider à reconstruire les routes, les ponts et les infrastructures qui ont été endommagées. Une fois de plus, je lance un appel fort. En ce qui concerne le climat, le gouvernement nous a souvent servi de belles paroles. J'espère que cette terrible catastrophe servira au moins à montrer clairement que les belles paroles et l'inaction ont un prix.

Parler de la crise du climat ne suffit pas. Dire que cela nous tient à cœur ne suffit pas. Déclarer à la Chambre que l'on a présenté le meilleur plan lors de la dernière campagne électorale ne suffit pas. Il faut prendre des mesures concrètes. Les Canadiens le réclament et l'exigent. Ils constatent actuellement l'incidence de la crise du climat dans leur vie et nous demandent d'intervenir.

Les Canadiens en ont assez. Ils sont frustrés. Ils ne veulent pas d'autres promesses creuses; ils veulent des mesures concrètes. Nous voulons voir des investissements et un véritable plan de lutte contre les changements climatiques. Nous voulons que la relance post-pandémique serve à créer des emplois dans les collectivités où il faut rebâtir des infrastructures, ce qui permettra d'améliorer les infrastructures et de créer des emplois aujourd'hui et dans l'avenir.

Bien que cette catastrophe soit horrible et que, lorsqu'une telle chose se produit, les pertes incommensurables mobilisent toute notre attention, c'est aussi l'occasion de prendre des mesures pour assurer un avenir meilleur. C'est l'occasion d'investir dans l'énergie propre et d'améliorer nos infrastructures. Nous pouvons nous servir de cette catastrophe horrible pour nous motiver à faire ce qui s'impose, à lutter aujourd'hui et demain pour nos enfants, et à faire tout notre possible pour protéger nos collectivités, nos populations et notre avenir.

● (2050)

M. Ken Hardie (Fleetwood—Port Kells, Lib.): Monsieur le Président, je suis heureux de vous voir de nouveau occuper le fauteuil. Je présume donc qu'on ne vous verra pas au comité des pêches.

Dans un plaidoyer passionné, le député a demandé au gouvernement d'agir, et le gouvernement peut en effet le faire. La continuité des efforts est toutefois un élément dont il faut tenir compte, ce qui nous rappelle que les gouvernements sont là au gré de la population. Si elle décide qu'un gouvernement ne fait pas ce qu'il faut ou qu'elle n'est pas d'accord avec lui, elle peut le changer, et tout ce qui a été fait jusque là peut être abandonné.

Article 52 du Règlement

Selon le député, quelles étapes les Canadiens suivent-ils? Bien sûr, il faut nous adapter, tout le monde s'entend là-dessus, mais sommes-nous aussi prêts à faire ce qui, éventuellement, ne nous permettra plus de nous adapter? Sommes-nous prêts à vraiment nous attaquer aux causes fondamentales des difficultés que nous vivons actuellement? Où se situe la population canadienne là-dessus, selon lui?

M. Jagmeet Singh: Monsieur le Président, ce dont nous avons besoin maintenant est une approche à deux volets. Nous devons investir immédiatement dans les infrastructures nécessaires pour renforcer la résilience des collectivités. Nous devons aussi faire tout notre possible pour lutter contre la crise climatique.

Nous savons qu'il s'agit également d'un problème mondial, mais si nous ne faisons pas notre part au Canada, si nous ne mettons pas fin aux subventions pour les combustibles fossiles, si nous n'investissons pas dans les énergies renouvelables et si nous n'élaborons pas de plan de transition pour les travailleurs, nous ne sommes pas en bonne position pour encourager les autres pays et leur offrir notre soutien et notre leadership pour qu'ils fassent aussi leur part. Ce qu'il faut faire maintenant, c'est investir immédiatement dans des infrastructures qui rendront les collectivités plus résilientes et qui les aideront à composer avec les phénomènes météorologiques extrêmes qui sont de plus en plus courants. Nous devons aussi investir dans toutes les solutions possibles pour lutter contre cette crise climatique.

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Monsieur le Président, je voudrais aussi vous féliciter pour votre nomination à la vice-présidence.

Je dirai à mon collègue de Burnaby-Sud que si nous sommes prêts à tout faire — et il s'agit d'une question politique difficile pour lui —, cela exigera du chef du NPD fédéral qu'il soit prêt à décevoir la cheffe du NPD de l'Alberta en annulant le projet d'expansion de l'oléoduc Trans Mountain, ainsi que le premier ministre de la Colombie-Britannique, M. Horgan, en annulant les projets de gaz naturel liquéfié et leurs subventions et en interdisant la fracturation. Le député est-il prêt à s'engager dans cette voie?

M. Jagmeet Singh: Monsieur le Président, nous devons tout faire en notre pouvoir en tant que députés pour que le pays fasse sa part. Nous savons que le fédéral continue de subventionner le secteur du pétrole et du gaz à hauteur de plusieurs milliards de dollars. Cet argent devrait servir à financer les énergies renouvelables. Cet argent devrait servir à l'établissement d'une stratégie pour les travailleurs. Cet argent devrait servir à lutter contre les changements climatiques. Nous allons faire tout ce qu'il est possible de faire à la Chambre pour que toutes nos ressources servent à régler le problème, à bâtir un avenir meilleur et à protéger les collectivités dès maintenant.

Article 52 du Règlement

• (2055)

M. Dane Lloyd (Sturgeon River—Parkland, PCC): Monsieur le Président, il y a eu de nombreux débats et de nombreuses discussions ce soir en grande partie au sujet des changements climatiques. C'est vrai, les changements climatiques ont joué un rôle important dans la catastrophe qui est survenue, mais nous avons eu des preuves qu'il s'agissait également d'une catastrophe causée par l'homme en raison de la négligence et des investissements insuffisants. Un des faits les plus troublants que j'ai entendus est que le réseau de digues de la prairie Sumas a été bâti il y a 100 ans.

Quand le Canada a-t-il cessé de construire les infrastructures essentielles à son économie et à la sécurité des collectivités? Quand retrouverons-nous notre volonté d'édification de notre pays pour que ce dernier recommence à progresser?

M. Jagmeet Singh: Monsieur le Président, il ne fait aucun doute que ce problème a des origines humaines. La crise climatique a été provoquée par l'activité humaine. Il va falloir que les Canadiens unissent leurs voix et que le gouvernement investisse dans les solutions qui s'imposent pour améliorer les infrastructures. Bien sûr que nous devons rendre les régions, les villes et les villages plus résilients. Nous devons garder cela à l'esprit, et le gouvernement a un rôle à jouer. C'est nous qui avons créé la crise climatique et c'est à nous de faire notre part pour y mettre fin.

M. John Aldag (Cloverdale—Langley City, Lib.): Je vous félicite pour votre nomination, monsieur le Président.

Je partagerai mon temps de parole ce soir avec mon voisin et ami, le député de Surrey-Centre

Il s'agit de mon premier discours à la Chambre des communes depuis 2019, alors je suis content d'être de retour en ces murs. Je suis fier d'affirmer que je suis en visite sur le territoire ancestral et non cédé des Algonquins anishinabes et que je viens des territoires ancestraux et non cédés des Salish du littoral, dont font partie les Premières Nations Katzie, Kwantlen, Matsqui et Semiahmoo.

J'aimerais commencer par remercier les électeurs de Cloverdale—Langley City de m'avoir réélu. Je remercie aussi tous les bénévoles qui m'ont aidé au fil des mois. Sans eux, je ne serais pas ici. Je remercie enfin mon épouse, Elaine, de même que mes enfants, Kai, Hattie et Kalani, de leur soutien indéfectible.

Je suis content que vous ayez autorisé le débat d'urgence de ce soir, monsieur le Président. Je remercie du coup les nombreux députés de la Colombie-Britannique qui sont présents ici ce soir pour participer à une discussion aussi importante, sans pour autant oublier mes collègues du reste du pays.

Je tiens aussi à offrir mon appui aux députés dont les circonscriptions sont les plus touchées par cette récente tragédie en Colombie-Britannique. Je sais que les effets ont été particulièrement dévastateurs dans les circonscriptions d'Abbotsford, de Mission—Matsqui—Fraser Canyon et de Central Okanagan—Similkameen—Nicola. Je suis prêt à faire tout ce que je peux, de ce côté-ci de la Chambre, pour leur venir en aide.

Il était déchirant de voir les inondations dévastatrices qui ont frappé la Colombie-Britannique la semaine dernière, et la situation continue de m'inquiéter en ce début de législature. C'est d'autant plus vrai lorsque je songe aux quatre personnes qui ont perdu la vie, dont les parents d'un bambin qui rentreraient à la maison, et aux personnes qui manquent encore à l'appel.

Nous devons nous pencher sur les moyens d'éviter les pertes de vie à l'avenir; telle devrait être la priorité absolue dans le cadre de nos efforts de reconstruction. Selon Henry Braun, le maire d'Abbotsford — soit l'une des régions les plus touchées —, les dommages causés à sa ville coûteront au moins 1 milliard de dollars. C'est le coût pour seulement une des villes de la région. D'après les dernières estimations, la valeur totale des dommages en Colombie-Britannique s'élève à plus de 8 milliards de dollars.

Les effets économiques sur nos infrastructures et sur les agriculteurs, dont la moitié des producteurs laitiers de la Colombie-Britannique, ainsi que sur les entreprises et les biens personnels sont affligeants. L'ampleur de la situation devrait, à elle seule, susciter des inquiétudes quant à notre avenir économique. Nous avons besoin de systèmes pour atténuer les perturbations économiques lors de phénomènes météorologiques extrêmes.

La perte de vies animales doit aussi être prise en compte. Des milliers d'animaux, dont des dizaines de milliers de volailles, se sont noyés à cause des inondations ou sont morts parce qu'ils sont restés coincés dans des véhicules et n'avaient pas accès à une ferme ou à de la nourriture. Cette situation coûte cher aux agriculteurs et perturbe notre sécurité alimentaire, mais elle est aussi déplorable pour le bien-être des animaux. Les agriculteurs et les animaux d'élevage ont besoin de procédures d'urgence pour protéger le bien-être des animaux lors de ces événements.

La destruction d'infrastructures essentielles, particulièrement des ponts et des portions de voie ferrée, cause des pénuries d'articles ménagers importants. L'essence est rationnée. Certaines infrastructures prendront des mois, voire des années à réparer, ce qui pose des problèmes aux collectivités, aux provinces et au pays. Bon nombre de ces réseaux permettent d'acheminer des biens entre le plus grand port du Canada, le port de Vancouver, et le reste du pays.

Pour notre sécurité alimentaire et nos chaînes d'approvisionnement, la façon de résister à un autre phénomène de ce genre doit être au cœur de la reconstruction de ces infrastructures. Je dois dire comment ma circonscription s'en est tirée lors des inondations. Cloverdale—Langley City est près d'Abbotsford et de plusieurs des régions les plus durement touchées, mais elle a évité les inondations dévastatrices cette fois-ci. Toutefois, ses habitants ont subi des dommages matériels qui, alors que nous sortons de la pandémie de COVID-19, représentent un autre obstacle économique à surmonter. Heureusement, le gouvernement investit déjà dans l'adaptation aux changements climatiques.

En 2019, le gouvernement a investi plus de 76 millions de dollars à Surrey et à Delta, ainsi que dans la collectivité de la Première Nation de Semiahmoo pour mettre en œuvre une stratégie globale d'adaptation aux inondations afin d'accroître la résilience de la communauté qui compte plus de 125 000 habitants. Certaines entreprises de ma circonscription jouent un rôle primordial dans la sécurité alimentaire, notamment les fermes Heppell. Grâce aux sols limoneux-sableux, leurs cultures ont résisté aux pluies et elles pourront subvenir aux besoins des habitants de la région environnante pour compenser les pertes encourues dans les zones de l'intérieur de la Colombie-Britannique.

Or, les répercussions des inondations dépassent largement les limites de la vallée du bas Fraser. La majorité des côtes de la province ont été touchées par des inondations la semaine dernière et, en ce moment même, d'autres pluies torrentielles s'abattent sur la région. Étant donné que les trois prochaines tempêtes attendues dans la semaine à venir devraient également être des rivières atmosphériques, nous ne savons pas ce que la prochaine série d'orages pourrait nous réserver.

Les collectivités situées à l'intérieur de la Colombie-Britannique, y compris celles de Merritt et de Princeton, ont aussi été durement touchées. Par ailleurs, les phénomènes atmosphériques extrêmes n'affectent pas seulement la Colombie-Britannique. La région du Canada atlantique est aussi touchée par des pluies torrentielles sans précédent tandis que les Prairies ont subi de terribles sécheresses plus tôt cette année. Les régions affectées ont besoin que tous les ordres de gouvernement prennent des mesures qui les aideront à se relever. Le coût de l'inaction continuera d'être très élevé pour la société.

● (2100)

Les réclamations vont faire grimper le coût des assurances, et dans certaines régions, on ne peut pas obtenir une assurance si la propriété se trouve sur une plaine inondable. Cela pousse les gouvernements à aider les propriétaires de maison à rebâtir après ce genre de catastrophe météorologique.

Il ne devrait jamais y avoir de pertes de vies humaines. Les animaux d'élevage doivent être protégés, tout comme les biens personnels. Au-delà des pertes de vies humaines, des effets économiques, du bien-être des animaux et des chaînes d'approvisionnement, les inondations catastrophiques de la semaine dernière sont la manifestation la plus récente, voire la plus importante qui illustre à quel point le Canada a besoin de prendre des mesures d'adaptation, d'atténuation et de résilience à l'égard des changements climatiques.

Notre pays se réchauffe deux fois plus vite que la moyenne mondiale. Dans l'Arctique, le réchauffement est trois fois plus rapide. Si on parle de prévenir un réchauffement supérieur à 1,5 degré Celsius, cela correspond à 3 degrés Celsius au Canada, et à 4,5 degrés Celsius dans l'Arctique. Voilà pourquoi le gouvernement est prêt à mettre en œuvre des mesures climatiques plus rapidement qu'auparavant. Nous l'avons démontré cette année avec notre objectif ambitieux de réduire les émissions de 40 % à 50 %. Par ailleurs, dans le cadre de la COP26, nous avons pris l'engagement de mettre fin aux exportations de charbon thermique d'ici 2030, de plafonner et de réduire les émissions du secteur pétrolier en vue d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050, et de réduire nos émissions de méthane de 30 % d'ici 2030 au plus tard. Si nous ne prenons pas ce genre de mesures, les phénomènes météorologiques extrêmes comme celui qui vient de se produire, dont les coûts s'élèvent à 8 milliards de dollars, seront plus fréquents et plus coûteux. Huit milliards de dollars, c'est environ 3 % de l'économie de ma province.

Ne pas être préparé à gérer les phénomènes météorologiques extrêmes et les changements climatiques n'est tout simplement pas viable. Le gouvernement s'y attaque directement en incluant la toute première stratégie nationale d'adaptation du Canada dans le discours du Trône. La reconstruction des infrastructures nécessitera des fonds pour faire en sorte qu'elles résistent aux phénomènes météorologiques extrêmes comme celui que nous venons de vivre en Colombie-Britannique et probablement à des événements encore plus graves. Notre stratégie nationale devra inclure des processus pour protéger les entreprises et les exploitations agricoles, y com-

Article 52 du Règlement

pris les animaux. Elle devra soutenir une mise en œuvre plus solide des systèmes d'avertissement pour éviter les pertes de vie. De plus, nous ne comprenons pas toute l'ampleur des effets dévastateurs que ce phénomène météorologique et d'autres semblables auront sur la population de saumon sauvage du Pacifique, par exemple.

Les inondations de la semaine dernière ont été dévastatrices et même catastrophiques. Il n'y a pas d'autre façon de les décrire. Elles servent néanmoins de triste rappel: le gouvernement et l'ensemble des députés doivent agir avec urgence et détermination pour mettre en œuvre des mesures vigoureuses de lutte contre les changements climatiques et pour éviter de telles situations à l'avenir.

Le gouvernement s'est engagé à aider les habitants de la Colombie-Britannique dans le processus de rétablissement et de préparation en vue de futurs phénomènes météorologiques extrêmes, mais le travail reste à faire. Unissons nos forces pour faire en sorte que tous les Canadiens soient protégés contre les phénomènes météorologiques comme celui qui se produit en ce moment en Colombie-Britannique.

L'hon. Ed Fast (Abbotsford, PCC): Monsieur le Président, je veux féliciter mon collègue de la Colombie-Britannique de son excellent discours.

Je souhaite parler des coûts. Il faudra investir des milliards de dollars dans les infrastructures pour contrer les risques d'inondation bien réels dans la région où nous vivons et que nous représentons tous les deux. Il faudra aussi dépenser des milliards de dollars pour moderniser les digues et en construire des nouvelles.

Je demande au député de poser cette question directement au ministre de la Protection civile, à la ministre des Finances, au ministre de l'Infrastructure et au premier ministre lui-même: sont-ils prêts à s'engager, dans le prochain budget, à prévoir une somme très importante pour assurer la question de la protection des digues, pas seulement en Colombie-Britannique, mais à l'échelle du pays, oui ou non?

● (2105)

M. John Aldag: Tout à fait, monsieur le Président. En venant ici, le député et moi avons eu l'occasion de discuter ensemble des effets dévastateurs de ces inondations, et je crois que le gouvernement doit effectuer les investissements nécessaires. Nous avons vu les répercussions de cet événement. À lui seul, il a entraîné des coûts de 8 milliards de dollars. Les conséquences pourraient être bien plus importantes si de tels événements surviennent à l'échelle du pays. Cela pourrait se reproduire en Colombie-Britannique. Nous sommes situés dans les basses-terres de la vallée du Fraser, le long du fleuve, et il est donc absolument essentiel de protéger et de renforcer nos digues. Je ferai valoir à mes collègues ministériels la nécessité absolue d'agir sans tarder. Investir de l'argent maintenant nous fera épargner beaucoup plus à long terme.

Mme Lisa Marie Barron (Nanaimo—Ladysmith, NPD): Monsieur le Président, je tiens à vous féliciter pour votre nouveau rôle à la présidence.

Je voudrais remercier une fois de plus les électeurs de la circonscription de Nanaimo—Ladysmith de m'avoir fait confiance et de m'avoir élue en tant que nouvelle députée.

Article 52 du Règlement

Les inondations catastrophiques en Colombie-Britannique nous rappellent cruellement à quel point nous devons vivre avec les conséquences d'une crise climatique causée par l'homme. Partout au Canada, les communautés autochtones sont en première ligne de la lutte contre le changement climatique. Malheureusement, elles se retrouvent trop souvent en dernière place pour recevoir le financement fédéral qui les aiderait à nettoyer et à rebâtir les infrastructures, et elles en subissent les conséquences. Dans ma circonscription, la cheffe Roxanne Harris et la Première Nation des Stz'uminus ont été frappés directement par ces inondations, et les retards pour recevoir du financement n'ont fait qu'empirer la situation.

Mon collègue est-il prêt à écouter les dirigeants autochtones comme la cheffe Harris, est-il prêt à travailler avec les communautés autochtones pour leur apporter l'aide urgente dont elles ont besoin afin de combattre cette crise climatique qui ne fait qu'empirer?

M. John Aldag: Monsieur le Président, j'aimerais remercier ma collègue de Colombie-Britannique pour sa question. Nous devons certainement travailler avec toutes les populations et toutes les communautés. Les communautés autochtones sont souvent dans une situation désavantageuse, et il est important que nous soyons là pour elles.

À la suite des récents événements, des fonds ont été immédiatement débloqués à l'intention de nombreuses Premières Nations qui ont été touchées, afin d'acheminer du matériel et d'autres fournitures dans les communautés et de fournir l'aide dont elles avaient besoin. Il ne faut jamais oublier que ces populations sont souvent menacées et qu'elles ont besoin d'aide. Je crois que nous devons tous collaborer pour nous assurer que les communautés autochtones obtiennent l'aide nécessaire dans de telles circonstances.

M. Arif Virani (Parkdale—High Park, Lib.): Monsieur le Président, c'est la première fois que je prends la parole dans le cadre de l'actuelle législature. Je veux remercier les gens de Parkdale—High Park de m'avoir élu une troisième fois pour venir les représenter dans cette illustre Chambre. Je souhaite un bon retour au député de Cloverdale—Langley City.

Pourquoi ai-je décidé de participer à ce débat concernant des événements environnementaux survenus en Colombie-Britannique? Parce que nous constatons une tendance en matière de glissements de terrain et de feux de forêt. Ce que nous constatons et qui inquiète beaucoup les gens de ma circonscription, ce sont les impacts des changements climatiques.

Je sais que le député est une personne bien informée qui a longtemps travaillé dans le secteur des parcs et de la conservation. Qu'est-ce que son expérience lui a enseigné au sujet de l'urgence climatique et des priorités que le gouvernement doit adopter en matière d'investissement?

M. John Aldag: Monsieur le Président, ce genre d'événement montre bien la nécessité de mesures urgentes pour lutter contre les changements climatiques et c'est pour cette raison que je suis extrêmement fier d'avoir fait campagne avec les libéraux pour défendre un programme solide. D'ailleurs, c'était le programme le plus solide parmi ceux de tous les partis. C'est un programme qui entend lutter contre les changements climatiques et leurs effets de façon très énergique. Nous allons nous attaquer à ce problème sans relâcher nos efforts.

M. Randeep Sarai (Surrey-Centre, Lib.): Monsieur le Président, je suis très reconnaissant que ce débat d'urgence ait lieu ce soir pour discuter des inondations dévastatrices dans ma province, la Colombie-Britannique. Étant donné que nous attendons d'autres

précipitations abondantes cette semaine, les mesures que nous prenons et les préparatifs qui seront effectués dans les prochains jours seront très importants pour appuyer ceux qui seront touchés par les tempêtes à venir.

J'aimerais saisir l'occasion pour exprimer mes condoléances à toutes les personnes touchées par la destruction, en particulier les résidents de Merritt, d'Abbotsford, de Chilliwack ou de Hope, y compris les citoyens des circonscriptions représentées par mes collègues de Central Okanagan—Similkameen—Nicola, d'Abbotsford et de Mission—Matsqui—Fraser Canyon.

Les pertes et la dévastation observées au cours de la dernière semaine sont déchirantes. Des vies ont été perdues, des gens ont été évacués et d'autres se sont retrouvés en situation de détresse. En l'espace de quelques jours seulement, 18 000 personnes ont dû quitter leur maison et des infrastructures essentielles telles que des autoroutes et des chemins de fer permettant d'accéder à la province ou d'en sortir ont été gravement endommagés.

Je tiens à remercier tous ceux qui travaillent nuit et jour pour appuyer les résidents touchés ainsi que tous ceux qui se sont portés au secours de leurs voisins en cette période difficile. Les Britanno-Colombiens ont connu bien des dévastations causées par des phénomènes météorologiques extrêmes et des catastrophes naturelles. Dans sa rétrospective de la saison 2021 des incendies de forêt en Colombie-Britannique, Radio-Canada a fait état de 1 600 incendies qui se sont étendus sur 8 700 kilomètres carrés dans la province rien que cette année.

Depuis que l'on tient des registres, il s'agit de la troisième zone en importance touchée par la sécheresse au cours d'un été et par des vagues de chaleur record. Le mois dernier encore, alors que nous entrons dans l'automne, une période où la saison des feux de forêt touche normalement à sa fin, il y avait toujours 140 feux actifs dans la province. Les conséquences des feux de forêt de cette année pourraient avoir contribué aux inondations que connaît ma région.

Le ministère des Forêts de la Colombie-Britannique a décrit comment, après un incendie de grande intensité, le sol peut devenir imperméable, ce qui fait que l'eau s'écoule et s'accumule en surface plutôt que d'être absorbée. Ce phénomène peut causer des glissements de terrain et des inondations après de fortes pluies ou une fonte rapide des neiges. Cela montre les effets d'entraînement que peuvent avoir les changements climatiques. Plus il y a de chaleurs extrêmes et de catastrophes naturelles, plus grands sont les risques que cela déclenche d'autres catastrophes.

Si ce n'est pas un signe pour les climatologues que les changements sont présents et bien réels, je ne sais pas ce que ça leur prendra. De ce côté-ci de la Chambre, nous savons que la science est claire à ce sujet: les activités humaines modifient de manière sans précédent le climat de la Terre. Les changements climatiques s'accompagnent de risques importants pour la santé humaine et la sécurité de l'environnement. Ils ont une incidence sur la biodiversité et la croissance économique. Chaque année, à l'échelle du pays, les inondations causent à elles seules plus d'un milliard de dollars en dommages directs aux habitations, aux entreprises et aux infrastructures. Nous savons que nous ne pouvons pas nous permettre de ne rien faire face aux changements climatiques.

Nous devons continuer à prendre des mesures rapides et décisives pour remédier aux conséquences des changements climatiques, pour réduire les émissions et notre consommation, puis pour trouver des solutions innovantes qui nous permettront d'atteindre la carboneutralité. C'est exactement ce que fait le gouvernement. Au cours de la dernière année uniquement, le gouvernement a investi 60 milliards de dollars dans la croissance propre et les changements climatiques, de même que 53,6 milliards de dollars dans la relance verte du Canada. Depuis son arrivée au pouvoir, le gouvernement a investi 100 milliards de dollars dans la lutte aux changements climatiques.

Le plafonnement et la réduction des émissions du secteur pétrolier et gazier se traduisent par des investissements dans le transport en commun et l'obligation de vendre des véhicules sans émissions. Nous augmentons notre prix sur la pollution et protégeons nos terres et nos rivières.

En matière d'adaptation aux changements climatiques, nous avons alloué un montant supplémentaire de 1,4 milliard de dollars au Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes dans le but de soutenir des projets visant notamment des mesures d'atténuation des feux de forêt, des travaux de remise en état des systèmes de collecte des eaux pluviales et la restauration de terres humides et de rivages.

En fait, en 2019, le gouvernement libéral a versé 76 millions de dollars au titre du Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes de 2 milliards de dollars à Surrey, en partenariat avec la Première Nation Semiahmoo, pour la mise à niveau sur 7,5 km des barrages de Nicomeki et Serpentine, de la digue Colebrook et de 2 stations de pompage et 2 digues, mais il faut faire plus encore.

Nous collaborons avec les provinces et les territoires afin de dresser des cartes des secteurs inondables dans les zones à haut risque. Nous aidons les Premières Nations et les Inuits à gérer les effets des changements climatiques sur la santé, notamment en ce qui concerne l'accès à la nourriture, les effets des phénomènes météorologiques extrêmes et les effets des changements climatiques sur la santé mentale des jeunes.

• (2110)

Le gouvernement continuera d'investir dans les travailleurs et l'industrie pour aider le Canada à se tourner vers l'économie de l'avenir, tout en prenant des mesures pour assainir l'air et protéger les Canadiens contre les phénomènes météorologiques extrêmes comme ceux que nous connaissons actuellement en Colombie-Britannique. Comme l'a dit Son Excellence la très honorable Mary May Simon dans le discours du Trône hier, « nous savons comment les Canadiens réagissent en temps de crise. Ils redoublent d'ardeur et se serrent les coudes. Et le gouvernement continuera d'être présent pour les habitants de la Colombie-Britannique. » Les Canadiens redoublent d'ardeur.

J'ai eu l'occasion de le voir de mes propres yeux la semaine dernière, lorsque je me suis joint à une équipe de bénévoles pour livrer de la nourriture et des fournitures à Hope et à Yale, en Colombie-Britannique. Cette expérience a été rendue possible grâce à la générosité du Gurdwara Dukh Nivaran Sahib de Surrey, de Peter Dhillon des fermes Richberry et de la banque alimentaire Guru Nank. Je remercie les gens qui ont répondu à l'appel de leurs collectivités et de leurs voisins pendant cette période difficile.

J'ai vu de mes propres yeux le sentiment de peur, d'isolement et d'anxiété des gens, soit parce qu'ils dormaient dans leur voiture de-

Article 52 du Règlement

puis des jours, soit parce qu'ils ignoraient s'ils pourraient obtenir du pain ou du lait vu que les tablettes des magasins étaient vides. Quand la catastrophe a frappé la Colombie-Britannique, les équipes de recherche et de sauvetage de Comox ont secouru des automobilistes coincés dans des conditions dangereuses. Les Forces armées canadiennes sur le terrain ont appuyé les secours et les efforts d'atténuation. Quand des collectivités éloignées se sont retrouvées isolées à cause de glissements de terrain et de fermetures de routes, des membres de la force opérationnelle aérienne leur ont livré des denrées et des biens essentiels. Jusqu'à maintenant, ils ont livré plus de 6 000 livres de fournitures à la Première Nation de Nooaitch et à la Première Nation Nicomen, dont des produits de base essentiels comme du lait frais, des œufs et des pommes de terre.

Des milliers de membres des Forces armées canadiennes sont prêts à intervenir et se mettront en route pour aider les personnes les plus touchées par la tragédie, au besoin. Je remercie les membres des Forces canadiennes de leur travail, qui comprend tout, des évacuations au sauvetage du bétail, en passant par l'érection de murs de sacs de sable dans les zones menacées d'inondations et les réparations d'infrastructures. Nous leur sommes très reconnaissants de leur détermination à assurer la sécurité des Britanno-Colombiens sur le terrain en cette période difficile.

Notre gouvernement travaille en étroite collaboration avec ses homologues de la Colombie-Britannique. Nous avons récemment approuvé une demande d'aide fédérale pour soutenir l'intervention d'urgence de la province à la suite des inondations extrêmes et généralisées. Services aux Autochtones Canada a également approuvé une demande de financement supplémentaire de 4,4 millions de dollars à l'intention de la First Nations' Emergency Services Society de la Colombie-Britannique afin de l'appuyer dans ses efforts pour aider les Premières Nations à réagir aux nombreuses inondations causées par une rivière atmosphérique.

Notre gouvernement a également aidé les résidents à rentrer chez eux après avoir été laissés en plan dans les zones inondées où les routes étaient inaccessibles. Une équipe locale de ma circonscription de Surrey-Centre, l'équipe de hockey masculine U11 Surrey Thunder, se rendait à un tournoi à près de 400 kilomètres de chez elle et s'est retrouvée bloquée sans possibilité de rentrer chez elle en passant par le Canada en raison des dommages causés aux routes par les inondations. Grâce à la coordination des deux côtés de la frontière, y compris de nos représentants gouvernementaux, des agents de l'ASFC, des services d'immigration américains et de bien d'autres intervenants, nous avons pu les ramener chez eux en toute sécurité.

Alors que les résidents de la Colombie-Britannique se préparent aux fortes pluies attendues à la fin de la semaine, notre gouvernement surveille de près la situation. Il se tiendra aux côtés de la population de la Colombie-Britannique et continuera de travailler avec ses homologues provinciaux pour assurer la sécurité et le bien-être des résidents de la province.

Je voudrais terminer aujourd'hui en reconnaissant qu'il y a des collègues de la Colombie-Britannique de tous les partis représentés à la Chambre. J'espère qu'à l'aube de la 44^e législature, nous pourrions nous rassembler et faire ce qu'il faut pour soutenir tous ceux qui sont touchés par ces événements dévastateurs et par les nombreuses autres situations difficiles auxquelles les Canadiens sont confrontés dans tout le pays. Je demande à tous les résidents de la Colombie-Britannique touchés par les inondations de prendre soin d'eux et d'être prudents.

Article 52 du Règlement

• (2115)

M. Tako Van Popta (Langley—Aldergrove, PCC): Je vous félicite de votre nomination, monsieur le Président.

Je remercie le député de Surrey-Centre pour avoir souligné les travaux d'amélioration du système d'endiguement autour des rivières Nicomekl et Serpentine, lesquelles traversent Surrey ainsi que ma circonscription, Langley—Aldergrove. Plus tôt dans le débat, on a mentionné que le bris des digues et l'érosion des berges du fleuve Nooksack du côté des États-Unis est l'une des principales causes d'inondation dans la partie canadienne de la prairie Sumas.

Le député a-t-il des commentaires sur la manière dont le gouvernement canadien doit travailler avec les gouvernements des États-Unis et de l'État de Washington pour que cela ne se reproduise pas. Il faut régler le problème.

M. Randeep Sarai: C'est absolument essentiel, monsieur le Président. Comme on le sait, l'environnement ne tient pas compte des frontières et des délimitations. Nous devons collaborer avec nos homologues américains et étrangers dans beaucoup de dossiers. Dans le cas qui nous occupe, il faut travailler avec nos partenaires au sud pour qu'ils prennent les mêmes mesures d'atténuation, qu'ils déploient eux aussi des efforts en matière d'endiguement et de restauration, pour éviter que la situation se reproduise. Une collaboration étroite entre les gouvernements des provinces et des États et entre les deux gouvernements fédéraux doit avoir lieu. Assurément, je vais parler avec les ministres des Affaires mondiales pour les encourager à parler à leurs homologues américains.

• (2120)

[Français]

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Monsieur le Président, je remercie mon collègue de son discours.

Tout à l'heure, ma collègue de Saanich—Gulf Islands a bien expliqué un élément. Elle expliquait ce qui s'était produit en Colombie-Britannique. À la suite des feux d'il y a quelques mois, la terre aurait eu de la difficulté à absorber l'eau. Cela aurait eu pour effet que l'eau a glissé et détruit des choses sur son passage. C'est un exemple de processus autodestructeur qui peut être enclenché quand la nature est déséquilibrée. C'est donc un exemple des surprises qui pourraient survenir après avoir atteint les fameux points de bascule si on ne contrôle pas la hausse des températures.

Mon collègue pense-t-il que son gouvernement en a suffisamment fait pour limiter la hausse de la température?

[Traduction]

M. Randeep Sarai: Monsieur le Président, il y a beaucoup de travail à faire, certes. Il faut absolument contrôler la hausse de la température. Comme mon collègue de Cloverdale—Langley City l'a souligné plus tôt, nous devons en faire davantage. Le Canada se réchauffe plus vite que beaucoup d'autres pays. Nous devons préserver l'immense bassin hydrographique de l'Arctique, qui agit en quelque sorte comme un climatiseur pour la planète. Il faut donc en faire davantage. Sinon, de tels événements désastreux continueront de se produire.

Il nous faut l'appui des députés de tous les partis sur cette question.

M. Blake Desjarlais (Edmonton Griesbach, NDP): Monsieur le Président, c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre. Je veux remercier la population d'Edmonton Griesbach

de m'avoir accordé l'insigne honneur de la représenter dans cette enceinte.

D'abord et avant tout, je veux transmettre mes condoléances aux Britanno-Colombiens qui ont souffert et qui continuent de souffrir à la suite des inondations catastrophiques causées par les changements climatiques, dont l'humanité est responsable. Mes pensées de même que celles des résidents d'Edmonton Griesbach les accompagnent tous.

Je veux aussi souligner que les conséquences de cette crise se font ressentir bien au-delà de la province de la Colombie-Britannique. La chaîne d'approvisionnement de l'Alberta a été durement touchée par les inondations dévastatrices de la Colombie-Britannique. Les commerçants locaux d'Edmonton Griesbach travaillent sans relâche pour assurer le réapprovisionnement de leurs rayons, mais ils ont du mal à se procurer de la nourriture et certains biens essentiels.

Le député peut-il nous en dire davantage sur les plans du gouvernement visant à faire en sorte de bâtir une chaîne d'approvisionnement plus solide pouvant surmonter de telles inondations de même que d'autres crises climatiques futures, en particulier pour ceux qui connaissent depuis longtemps des problèmes de chaîne d'approvisionnement considérables, comme les communautés autochtones et les collectivités du Nord?

M. Randeep Sarai: Monsieur le Président, je félicite le député d'avoir été élu à titre de représentant des habitants d'Edmonton Griesbach.

Le gouvernement fera tout ce qu'il faut. Nous vivons une période cruciale. Comme nous l'avons vu, même sans catastrophes naturelles causées par les changements climatiques, en raison de la pandémie de COVID partout sur la planète, les chaînes d'approvisionnement sont devenues encore plus essentielles. Elles doivent faire l'objet d'un examen et leur fonctionnement doit être garanti, en particulier pour les collectivités autochtones, éloignées et à l'intérieur des terres. Nous ferons donc tout ce qu'il faut.

L'hon. Erin O'Toole (chef de l'opposition, PCC): Monsieur le Président, je suis très heureux de vous voir occuper le fauteuil, le premier vice-président acadien. Toutes mes félicitations.

Chers collègues, j'aurais préféré que mon premier discours de la 44^e législature ne porte pas sur ce sujet. Je partagerai mon temps de parole avec le député de Pitt Meadows—Maple Ridge. Je tiens à le remercier ainsi que ses collègues de la Colombie-Britannique d'avoir proposé ce débat d'urgence.

Depuis une semaine et demie, des Canadiens ont vu leurs familles, leurs amis et leurs proches lutter contre des inondations et des glissements de terrain terriblement dévastateurs partout en Colombie-Britannique, une province qui se remet encore des feux de forêt de cette année. J'ai entendu des témoignages de la bouche de membres britanno-colombiens de notre caucus et, bien sûr, par l'entremise des médias. Des familles ont utilisé des kayaks, des bateaux à moteur et des canots pour se mettre à l'abri. Elles ont vu leur maison, leur ferme et leur entreprise être littéralement submergées par les inondations. D'autres ont passé des nuits dans leur voiture sur des routes où des tronçons ont été emportés ou couverts d'arbres et de boue.

Article 52 du Règlement

[Français]

Les chaînes d'approvisionnement reliées au port de Vancouver sont bloquées. Pendant ce temps, les résidents se demandent comment ils feront pour se procurer les produits essentiels. La destruction est à briser le cœur, et c'est pourquoi nous sommes ici ce soir.

[Traduction]

Ce soir, je veux m'adresser directement aux Britanno-Colombiens. Je ne peux qu'imaginer les difficultés auxquelles eux et leurs familles ont dû faire face et auront à faire face lors de la reconstruction. Même si, avec les routes et les chemins de fer qui ont été mis à mal, ils ont pu se sentir coupés du Canada, ils doivent savoir qu'ils ne seront jamais coupés de leurs amis et de leur famille dans ce grand pays.

Le pays tout entier est là pour les soutenir, car c'est ce que cela signifie d'être Canadien. Dans les moments difficiles, nous sommes solidaires. Quand les gens ont besoin d'aide, nous sommes là pour leur prêter main-forte. De la vallée du bas Fraser à l'arrière-pays de la province, lorsque les routes se sont transformées en rivières, nous avons vu les Britanno-Colombiens poser des gestes héroïques pour aider leurs voisins.

Je pense à des personnes comme Henry Chillihtzia, qui a utilisé un bateau à moteur pour mettre en sécurité 29 chevaux qui étaient piégés dans des eaux de crue glaciales et rapides à Merritt, ou à ce pilote d'hélicoptère de l'île de Vancouver qui est passé à l'action, livrant des fournitures indispensables dans la partie continentale de la province avant de secourir six personnes qui étaient bloquées à Hope. Des villes comme Kamloops et Kelowna ont ouvert leurs portes pour accueillir des centaines, voire des milliers de personnes en détresse en Colombie-Britannique. Les communautés ont fait preuve d'une résilience héroïque, une résilience pour laquelle les Canadiens sont reconnus dans leur propre pays et dans le monde entier. Néanmoins, il est temps que ces familles sachent que le reste du Canada est lui aussi en train de se mobiliser.

Le travail des Forces armées canadiennes, des premiers intervenants sur le terrain et des travailleurs municipaux a permis de sauver des vies et de protéger des propriétés. Toutefois, la reconstruction nécessitera un soutien considérable du fédéral ainsi qu'un plan et un engagement à long terme. Les Britanno-Colombiens doivent avoir l'assurance que le Canada sera à leurs côtés de façon durable pendant la reconstruction. Ils doivent pouvoir compter sur l'aide d'un pays uni pour se rétablir. Pour ma part, je m'engage à ce que les conservateurs défendent leurs intérêts à Ottawa dès maintenant et tout au long de la reconstruction. Nous ferons le nécessaire pour qu'ils reçoivent le soutien dont ils ont besoin et que personne ne soit laissé pour compte.

Nous savons que la fréquence accrue des phénomènes météorologiques extrêmes est l'une des conséquences des changements climatiques. Il faut donc, tout en travaillant à la réduction des émissions, prendre des mesures pour protéger les communautés et l'économie du pays, c'est-à-dire bâtir des communautés résilientes et consacrer un financement spécifique aux infrastructures faisant partie des mesures d'adaptation. Le plan présenté par les conservateurs pendant la campagne électorale visait à mieux préparer les communautés aux conséquences des changements climatiques. J'ai parlé au maire d'Abbotsford, Henry Braun, il y a quelques jours. Je tiens à remercier le maire et les autres leaders municipaux de la Colombie-Britannique pour le leadership dont ils font preuve pendant cette période de crise.

● (2125)

Monsieur le maire Braun m'a parlé, comme d'autres maires l'ont fait auprès de mes collègues, de la nécessité de reconstruire des digues à Abbotsford, à Agassiz, à Hope et à Kent. Ces villes ont besoin de savoir que le gouvernement s'engage à assurer la résilience des infrastructures à long terme. Les conservateurs ont promis d'élaborer et de mettre en œuvre un plan d'action national sur les inondations qui comprend la création d'un régime d'assurance contre les inondations résidentielles afin que les Canadiens puissent reconstruire.

Notre plateforme prévoyait également la conception d'une stratégie nationale d'adaptation climatique ainsi que l'apport d'une optique d'atténuation et d'adaptation à tous les projets d'infrastructure. En outre, nous avons promis de nommer un conseiller national sur la résilience aux catastrophes au Bureau du Conseil privé de manière à ce que le premier ministre ait un expert à sa disposition dès qu'une situation urgente survient. Puisque le gouvernement est connu pour son abondance de belles paroles qui se traduisent rarement en mesures concrètes, j'invite les libéraux à voler n'importe laquelle de nos idées, car il faut rebâtir la Colombie-Britannique.

Les conservateurs feront valoir ces importantes mesures et surveilleront le gouvernement pour s'assurer qu'il prend des mesures concrètes afin de protéger la vie et le gagne-pain des Canadiens. Travaillons ensemble pour protéger notre pays.

● (2130)

[Français]

Grâce aux investissements du gouvernement conservateur précédent dans les Forces armées canadiennes, nos hommes et nos femmes en uniforme ont la capacité de déplacer de grandes quantités de troupes, de fournitures et de matériel.

[Traduction]

Je tiens à remercier le ministre de la Protection civile d'avoir collaboré avec les députés conservateurs et tous les autres députés pour permettre au gouvernement fédéral de prêter main-forte. Il a tout mon respect pour cela. Cependant, le gouvernement libéral doit aussi s'assurer d'être bien clair quand il fait des promesses aux Canadiens qui traversent une période de crise et qui sont inquiets.

Le week-end dernier, le ministre libéral a déclaré aux habitants de la Colombie-Britannique qu'ils pouvaient franchir la frontière américaine afin de se procurer des produits essentiels sans devoir passer un test de dépistage de la COVID-19, et voilà maintenant que nous apprenons que des Canadiens sinistrés ont reçu une amende de plus de 5 000 \$ parce qu'ils n'ont pas fait un test de dépistage avant de revenir à la maison. Les Britanno-Colombiens n'ont pas à subir les contrecoups de ce type de confusion et j'espère sincèrement que le ministre fera ce qu'il faut pour corriger la situation.

Article 52 du Règlement

Je suis extrêmement fier des députés de la Colombie-Britannique, mes collègues, qui ont été très efficaces pour soutenir leurs concitoyens et solliciter la collaboration des représentants des divers ordres de gouvernement, y compris les députés d'Abbotsford et de Mission—Matsqui—Fraser Canyon, et tous les autres députés. Je souligne le travail du député de Chilliwack—Hope, qui est demeuré sur le terrain pour faciliter la coordination des efforts déployés par les députés qui se trouvaient ici, à Ottawa. Tous les membres de notre équipe de la Colombie-Britannique sont ici ce soir et ils travaillent jour et nuit pour aider leurs concitoyens déplacés et sinistrés.

Comme je l'ai dit, je sais que cela ne concerne pas seulement les gens de ce côté-ci de la Chambre. En effet, les Canadiens et les Britannico-Colombiens doivent savoir que nous allons travailler pour eux. Je remercie tous les participants au débat d'urgence de ce soir de témoigner de leur soutien envers leurs concitoyens.

Unissons nos efforts pour aider les plus démunis. Protégeons les gens dès maintenant et prenons des engagements à long terme en vue de la reconstruction économique qui sera nécessaire. Luttons contre les émissions et réduisons-les tout en veillant à ce que des mesures d'adaptation soient prises, qu'il s'agisse de l'aménagement de digues, de mesures d'atténuation des inondations ou de préparatifs en cas d'urgence. Dans ces dossiers, la politique devrait être mise de côté. Nous devons veiller à ce que le premier ministre et le Bureau du Conseil privé soient en mesure de répondre rapidement aux besoins du pays et de faire appel aux Forces armées canadiennes, notamment en déployant de façon plus directe les capacités de génie de l'armée sur le terrain en Colombie-Britannique, des capacités qui font gravement défaut dans la province depuis qu'un gouvernement libéral a fermé la base militaire de Chilliwack par le passé.

Veillons à renforcer ces capacités, travaillons ensemble, et ce soir, indiquons clairement aux Britannico-Colombiens que nous serons avec eux aujourd'hui, demain et jusqu'au dernier jour de la reconstruction, car la force de la Colombie-Britannique fait aussi celle du Canada.

[Français]

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Monsieur le Président, j'ai bien apprécié le discours du chef de l'opposition. Il a terminé en disant qu'il fallait être unis et aider ceux qui en ont besoin. Je suis entièrement d'accord avec lui.

Je disais un peu plus tôt au premier ministre qu'on ne pouvait plus se contenter d'éteindre des feux. Ce qu'on fait ce soir, c'est montrer de la compassion et de la sympathie. On essaie d'éteindre des feux, mais il va falloir commencer à les prévenir. Or, prévenir les feux, c'est accepter ce que nous dit la science. La science nous dit que ce qu'on fait avec les hydrocarbures n'est plus possible dans un contexte de réchauffement climatique.

J'aimerais savoir de la part du chef de l'opposition officielle s'il est d'accord avec moi pour dire que la meilleure solution à court terme est de mettre fin au financement des énergies fossiles.

L'hon. Erin O'Toole: Monsieur le Président, je remercie le député de Jonquière de sa question. Malheureusement, il a utilisé un débat d'urgence pour poser un petit geste politique. Nous sommes ici pour le bien-être des Canadiens et des Canadiennes.

En matière de changements climatiques, on doit être plus prêt pour l'avenir. On doit avoir des investissements historiques pour réagir aux effets des changements climatiques comme les inonda-

tions, ce que nous avons indiqué dans notre programme politique pendant la campagne électorale. On doit être plus prêt pour l'avenir afin de réagir aux désastres, aux inondations et aux feux, notamment en ayant un dirigeant au sein du Bureau du Conseil privé, ce qu'indiquait aussi notre programme politique. C'est le temps de travailler ensemble et d'agir pour les Canadiens en Colombie-Britannique.

• (2135)

[Traduction]

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NPD): Monsieur le Président, je me réjouis d'entendre le chef de l'opposition convenir qu'il faut financer de manière beaucoup plus ambitieuse les mesures qui aideront les communautés à s'adapter aux changements climatiques ainsi que les interventions nécessaires lorsque surviennent des désastres comme celui dont nous discutons actuellement.

Dans des petites collectivités comme Princeton et Merritt, les travaux de reconstruction pourraient coûter plusieurs dizaines de millions de dollars ou même beaucoup plus. Dans ce contexte, le député est-il d'avis qu'on devrait éliminer l'obligation pour les municipalités de fournir 20 % du financement? Les petites collectivités n'ont tout simplement pas les moyens de payer de telles sommes, et ce sont elles qui savent ce qu'il faut faire et comment le faire.

L'hon. Erin O'Toole: Monsieur le Président, quand le député d'Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest a dit dans sa question qu'il fallait montrer plus d'ambition, cela m'a rappelé l'un des principaux points que je reproche au premier ministre et au gouvernement libéral. Ils ne manquent pas d'ambition, ni de beaux gazouillis ou de voyages à l'étranger. Ce qui leur manque, ce sont des résultats concrets. Ils ne produisent pas de résultats. Il y a longtemps qu'ils ont congédié leur expert en résultatologie.

Il nous faut ce que les conservateurs promettaient pendant la campagne électorale: des investissements dans des infrastructures qui favoriseront l'adaptation et la résilience. Je conviens, comme le député, qu'il s'agit de dépenses énormes pour les petites municipalités. Comme les municipalités sont une création des provinces, je crois que le gouvernement fédéral et les provinces devraient être les principales sources du financement qui sera réservé aux infrastructures servant à atténuer les conséquences des changements climatiques.

Comme je l'ai appris pendant mon excellente discussion avec le maire Braun, les administrations locales peuvent contribuer à l'établissement des priorités, mais nous devons être présents non seulement pour faire de beaux discours, mais surtout pour produire des résultats. Les travaux de reconstruction qui se dérouleront en Colombie-Britannique figureront parmi les plus importants de toute l'histoire du pays. Nous devons montrer ce soir que nous allons commencer le travail nécessaire et le mener à bien.

[Français]

L'hon. Steven Guilbeault (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Monsieur le Président, j'aimerais poser quelques questions au chef de l'opposition. Est-il au courant que nous avons entamé la mise en œuvre d'une stratégie sur l'adaptation qui se concrétise déjà par le financement, d'un bout à l'autre du pays, de projets concrets?

Je pourrais prendre l'exemple de Montréal où se construit un parc avec la collaboration de la Ville et du gouvernement fédéral. Ce sont des solutions basées sur la nature et représentant plusieurs dizaines de millions de dollars, qui vont permettre de limiter les crues printanières dans l'ouest de la ville.

L'hon. Erin O'Toole: Monsieur le Président, je remercie le ministre de sa question.

Peut-être ira-t-il en Colombie-Britannique afin de voir les effets des inondations. Il doit prendre le train aujourd'hui pour voir l'état des lieux. Malheureusement, je comprends la situation et je suis au courant. Il y a eu beaucoup d'annonces du gouvernement concernant les changements climatiques, les investissements en infrastructures, mais il n'y a aucune action concrète. La différence entre notre équipe et le gouvernement, c'est que nous allons remplir nos engagements.

[Traduction]

M. Marc Dalton (Pitt Meadows—Maple Ridge, PCC): Monsieur le Président, je vous félicite pour votre nomination. Vous semblez à votre place dans le fauteuil.

Je tiens à exprimer ma reconnaissance à tous les députés et à tous les partis d'avoir accepté de prendre le temps de tenir ce débat d'urgence. Cet après-midi, lorsque nous avons écouté les différents députés parler de la crise et des inondations en Colombie-Britannique, j'ai été frappé que nous nous soyons levés pour nous applaudir les uns les autres. À la Chambre, nous nous soucions véritablement de la province et de toute la population de la Colombie-Britannique.

La Colombie-Britannique traverse une période très difficile en ce moment. Elle se trouve en état d'urgence. Je pense aux collectivités comme Princeton, Merritt, Abbotsford et Chilliwack, qui sont soit complètement soit partiellement submergées, et aux petites collectivités comme Lytton, qui sont restées en rade.

Plusieurs milliers de personnes ont été évacuées. Je pense à mon frère David qui habite à Yarrow. Les gens y ont perdu leur gagne-pain. Les principales voies de transport ont été coupées; certaines ne sont pas encore rétablies.

La plupart d'entre nous avons vu des images de la dévastation dans les médias ou des images de la route Coquihalla, par exemple, et d'autres artères ferroviaires et routières. Je ne sais pas si les députés ou les gens qui nous regardent ont voyagé sur la route Coquihalla, mais il s'agit d'une merveille d'ingénierie. Voir les viaducs effondrés et la manière dont les rivières au cours modifié ont emporté d'autres routes est tout à fait stupéfiant.

Ma femme m'a dit ce matin qu'elle espérait rendre visite à notre petite-fille Harper à Kelowna pendant les Fêtes, ainsi qu'à ses parents, que nous aimons beaucoup. Je lui ai répondu que je ne savais pas si nous pourrions aller leur rendre visite, car cela dépendrait des routes. Cela pourrait prendre des mois avant qu'ils soient réparés.

Dans ma circonscription, Pitt Meadows—Maple Ridge, et ailleurs dans la grande partie de la Colombie-Britannique, l'essence est rationnée.

Je pense à tous les habitants de Merritt, qui ont dû être évacués. Je pense aux habitants de toutes les villes et les villages des Premières Nations, dont plusieurs ne s'étaient pas encore complètement remis des feux de forêt de l'été dernier, qui ont dû quitter leur maison sans préavis et qui se retrouvent une fois de plus dans des

refuges. Je pense à tous ceux qui ont perdu leur maison, leur entreprise ou leur travail.

Je pense à Mirsad et Anita Hadzic et aux deux autres personnes qui ont perdu la vie dans le glissement de terrain de la route Duffey Lake. La tragédie a fait que leur fille de 2 ans se retrouve orpheline. Même dans de telles situations tragiques et tristes, il reste des lueurs d'espoir. Les gens de la Colombie-Britannique se sont serrés les coudes pour cette petite orpheline, ce qui montre la véracité du vieil adage selon lequel il faut toute une [collectivité] pour élever un enfant. Une page GoFundMe a été créée et plus de 131 000 \$ ont été recueillis jusqu'à maintenant.

Je crois qu'il est important de souligner certaines des situations plus positives survenues au cours des dix derniers jours. Nous avons vu des gens venir en aide à des étrangers dont la santé était vulnérable et faire des courses pour eux afin qu'ils n'aient pas à sortir de chez eux dans des circonstances périlleuses.

Nous avons vu l'humanité à son meilleur, l'amour, la générosité et l'espoir dans une petite ville au nom tout désigné — Hope — où les entreprises et la population en général ont répondu à l'appel d'une façon que nous n'avions pas vue depuis la réponse de Gander le 11 septembre. Jay Denney, un de mes employés, m'a parlé de ses amis Mya Warren et Kris Lang. Ils voyageaient de Kelowna à Vancouver et sont restés pris à Hope, comme tant d'autres, lorsque les routes permettant de quitter la ville ont été fermées ou détruites. Ils ont gardé une attitude positive même s'ils ont dû vivre dans leur voiture pendant plusieurs jours.

Le fils et la belle-fille du député de Langley—Aldergrove, ainsi que leurs cinq enfants, ont dû vivre dans leur véhicule sous un viaduc pendant plusieurs jours en attendant de pouvoir quitter la région.

Mya et Kris ont parlé des incroyables bénévoles à l'école secondaire de Hope qui leur ont amené des couvertures lorsqu'ils ont dit qu'ils avaient froid. Ils ont raconté dans les médias sociaux que Pango Pizza avait une génératrice et que les employés ont donné de la nourriture jusqu'à ce que les stocks soient épuisés.

● (2140)

Ils ont été mis en contact avec Barb, qui les a accueillis jusqu'à ce qu'ils puissent se rendre à Vancouver en toute sécurité. Beaucoup d'autres habitants de Hope ont accueilli de purs étrangers. Voilà qui témoigne du fait que, malgré nos différences, lorsque les temps sont durs au Canada, notre sens aigu de la solidarité se manifeste et nous nous entraisons.

Félicitations aux gens de Hope et à tous ceux qui ont donné un coup de main ou fait un don. Je parle des premiers répondants, des militaires canadiens, du personnel des routes et des services publics, des équipes de recherche et de sauvetage et des bénévoles des services d'urgence. Je les salue tous, ainsi que les habitants de la Colombie-Britannique, pour leur résilience et je remercie les Canadiens de partout au pays qui ont généreusement offert leur aide.

Je passe maintenant aux défis actuels et futurs.

Article 52 du Règlement

L'une des difficultés réside dans la clarté et l'à-propos des informations. Les gens de Hope ont beaucoup d'anecdotes positives, mais ils ont aussi des plaintes légitimes concernant l'accès à l'information. Les renseignements reçus étaient transmis de bouche à oreille. Les gens de Hope se sont demandé, comme moi, pourquoi ils n'ont pas reçu de messages d'alerte sur leur téléphone cellulaire, ce qui semble pourtant assez simple.

Un simple message indiquant aux gens le poste de radio qu'ils doivent sintoniser ou le site Web qu'ils doivent consulter pour obtenir de l'information les aurait grandement aidés à trouver les endroits où obtenir le soutien d'urgence dont ils avaient besoin. Si nous pouvons aviser tous les habitants d'une province qu'une personne a été enlevée ou qu'un tsunami risque de frapper les côtes, alors nous pouvons certainement leur indiquer la marche à suivre pour obtenir de l'aide en cas de catastrophe naturelle. Nous devons y revenir si nous ne voulons pas que la même situation se reproduise.

Comme d'autres l'ont signalé avant moi, certains Britanno-Colombiens ont reçu des amendes salées pour être passés par l'État de Washington sans subir un test PCR de détection de la COVID. Ces gens n'étaient pas en vacances. Ils avaient besoin de biens de première nécessité pour survivre et ils croyaient avoir la bénédiction du ministre. Selon lui, la situation a été tirée au clair. Mais qu'en est-il des amendes? Le ministre estime que c'est la responsabilité de l'agence de la santé publique. Il doit faire mieux que cela. Ces gens en ont déjà plein les bras sans avoir à se ruiner par-dessus le marché. Le ministre doit faire tout en son pouvoir pour annuler ces amendes.

Il y aura des problèmes constants et importants sur le plan des infrastructures, du transport, de la chaîne d'approvisionnement, de l'approvisionnement alimentaire, des ressources naturelles, des déplacements de personnes et de l'emploi. Tous ces problèmes pourraient avoir des conséquences économiques nettement négatives pendant des mois, voire des années.

Je m'inquiète grandement pour les infrastructures à l'échelle de la Colombie-Britannique, mais plus particulièrement dans ma circonscription. Nous avons été relativement chanceux dans Pitt Meadows—Maple Ridge, qui se trouve à seulement 30 minutes d'Abbotsford. Les bassins hydrographiques des rivières Pitt et Alouette n'ont pas été trop durement touchés, mais nous n'avons pas complètement été épargnés. Il y a eu quelques inondations localisées, mais cela aurait pu être bien pire.

Le système de digues le long de la rivière Pitt a tenu le coup, mais on réclame depuis des années qu'il soit modernisé. Pourtant, aucun fonds n'a été engagé. Nous devons faire quelque chose à ce sujet. La situation pourrait être bien plus grave lors de la prochaine crue nivale.

Le gouvernement a eu six ans pour apporter des améliorations significatives, et il ne l'a pas fait, exposant les habitants de Pitt Meadows et de Maple Ridge ainsi que les membres de la nation de Katzie à de graves risques. Nous devons prendre des mesures pour corriger la situation immédiatement. Nous avons le temps de discuter des changements climatiques et des façons de les atténuer. Il est important de le faire. Toutefois, à l'heure actuelle, il faut sortir les gens des zones sinistrées pour les protéger et aller de l'avant. Il s'agit là de notre préoccupation immédiate.

Assurer la sécurité de la Colombie-Britannique, tenir la population au courant de ce qui se passe et rebâtir la province le plus rapi-

dement possible doivent demeurer au centre de nos préoccupations. Nous devons nous rappeler les engagements pris ici quand la crise ne sera plus à la une des journaux.

• (2145)

M. Dane Lloyd (Sturgeon River—Parkland, PCC): Monsieur le Président, il est clair que mon collègue a vraiment à cœur les gens de la région.

Nous avons beaucoup parlé des changements climatiques ce soir. Nous savons qu'il s'agit d'un facteur important à l'origine de ces inondations. Cependant, nous savons aussi que nous n'avons pas déployé les efforts nécessaires pour assurer la sécurité des gens, que ce soit en construisant des infrastructures ou en améliorant la préparation aux situations d'urgence. D'ailleurs, je sais que le député a déjà siégé à l'Assemblée législative provinciale.

Nous avons appris que le gouvernement de la Colombie-Britannique n'a pas utilisé le système En alerte. Que doit faire de plus le gouvernement fédéral pour collaborer avec les provinces en vue d'instaurer un meilleur système uniformisé d'alerte en cas d'urgence au pays?

• (2150)

M. Marc Dalton: Monsieur le Président, c'est la responsabilité de chaque province. Je suis d'avis qu'il devrait y avoir des principes et des précautions de base. Il est difficile de comprendre pourquoi les gens n'ont pas été alertés. Un préavis de quelques heures aurait peut-être évité que de nombreuses personnes se retrouvent bloquées. C'est certainement une discussion que le ministre peut avoir avec ses homologues provinciaux pour s'assurer qu'un système efficace est mis en place pour tous les Canadiens.

[Français]

M. Alexis Brunelle-Duceppe (Lac-Saint-Jean, BQ): Monsieur le Président, je tiens à vous féliciter pour votre élection. Vous savez combien je vous apprécie, car nous avons partagé des moments ensemble à l'Assemblée parlementaire de la Francophonie.

Je remercie de son discours mon collègue, qui était passionné. Il sait qu'il peut compter sur le soutien du Bloc québécois pour nos amis britanno-colombiens. Je crois que tout le monde cherche à aller au-delà des joutes partisans.

Malheureusement, je n'ai pas apprécié la réponse qu'a donnée son chef à la question qu'a posée mon honorable collègue, le député de Jonquière, lorsqu'il lui demandait tantôt de s'exprimer sur les hydrocarbures. Le chef conservateur lui a répondu que mon ami essayait de faire un petit geste politique. Demander des mesures pour contrer les changements climatiques n'est pas un petit geste politique. Je suis convaincu que mes collègues conservateurs sont conscients de ce qui se passe présentement. Les changements climatiques existent, et la Colombie-Britannique en est un exemple de ce qui est en train de se passer sur la planète.

J'aimerais demander à mon ami conservateur si l'on peut compter sur tous les parlementaires ici pour s'attaquer définitivement aux changements climatiques, notamment en éliminant les subventions à l'industrie pétrolière.

M. Marc Dalton: Monsieur le Président, je remercie le député du Bloc de sa question, qui est très importante pour tout le monde.

Nous aurons certainement la chance d'avoir cette discussion au cours de cette législature. En tant que député de la Colombie-Britannique, ce qui m'importe est d'aider et de sauver les personnes qui se trouvent dans cette situation grave et urgente. Je ne veux pas dire que cette question n'est pas importante, mais elle n'est pas urgente.

[Traduction]

Mme Bonita Zarrillo (Port Moody—Coquitlam, NPD): Monsieur le Président, avant de poser ma question, je tiens à saluer le travail accompli par les pompiers de Port Moody et de Coquitlam, la police de Port Moody, la GRC de Coquitlam et l'organisme bénévole de recherche et de sauvetage de Coquitlam afin d'amener en lieu sûr les gens qui étaient coincés à Abbotsford.

Force est de constater que nous vivons de plus en plus de catastrophes météorologiques extrêmes, d'où ma question pour le député de Pitt Meadows—Maple Ridge: les conservateurs sont-ils d'accord pour dire que le gouvernement fédéral devrait accorder un soutien accru à ces organismes qui se mobilisent toujours pour venir en aide aux gens?

M. Marc Dalton: Monsieur le Président, je félicite la députée de son élection. Étant donné qu'elle est la députée de la circonscription voisine de la mienne, j'espère pouvoir travailler avec elle sur des questions importantes comme celle dont nous sommes saisis en ce moment. De plus, tout comme elle a félicité les services d'urgence et les bénévoles de sa circonscription, je tiens à féliciter ceux de la mienne. Cependant, il est vrai qu'il reste encore beaucoup à faire et il y a beaucoup de discussions à avoir sur ce sujet à l'avenir.

L'hon. Hedy Fry (Vancouver-Centre, Lib.): Monsieur le Président, je partagerai mon temps de parole avec le député de Surrey—Newton.

J'invite mes collègues à avoir une pensée ou même à verser une petite larme pour ma pauvre province accablée, la Colombie-Britannique. Il y a d'abord eu les vagues de chaleur cet été, puis les incendies, et cela fait à peine deux mois que nous avons réussi à éteindre ces incendies et à réparer les dégâts qu'ils ont causés. Nous sommes maintenant confrontés à des inondations. Non seulement nous avons eu les inondations, mais il semblerait que, dans une semaine, de 80 à 100 millimètres de pluie s'abatront sur la même région de la même province. Ensuite, deux semaines plus tard, il y aura d'autres tempêtes. Je demande aux députés d'avoir une pensée pour ma province.

Au-delà des pertes humaines, de la détresse et du déplacement des personnes et des familles, il y a aussi un coût pour les producteurs laitiers. La Colombie-Britannique, ma province, est la capitale de la production laitière dans cette partie du monde. Pensons un peu à tout ce qui se passe. On nous informe que 500 vaches sont mortes. Face à la situation dans la vallée du Fraser, les communautés limitrophes adoptent le bétail et l'hébergent temporairement dans leurs fermes jusqu'à ce que la situation change. On dit que cela se fait même en Alberta et à Washington, D.C., où l'on tente de prêter main-forte.

On nous parle des coûts économiques. On traite en détail des coûts de la reconstruction, pour les entreprises, pour l'industrie laitière et pour le secteur agricole. Les chaînes d'approvisionnement ne fonctionnent plus. En Colombie-Britannique, l'essence est rationnée. Les personnes qui en ont besoin ne peuvent pas obtenir de carburant ni de médicaments. Comme l'a mentionné mon collègue de la circonscription d'Abbotsford, le port de Vancouver, par lequel transitent des marchandises d'une valeur de plus de 1 milliard de

Article 52 du Règlement

dollars par jour, est probablement le plus grand au pays. Les communautés autochtones n'ont plus ni eau, ni nourriture, ni médicaments; la santé de la population est donc à risque elle aussi.

Nous avons vu comment le gouvernement fédéral a réagi. Le premier ministre a téléphoné immédiatement au premier ministre Horgan et aux maires des quatre régions les plus touchées et il leur a dit que nous sommes là pour les aider, peu importe ce qu'il leur faut. Le gouvernement fédéral répond aux demandes des municipalités, des collectivités et, bien entendu, de la province de la Colombie-Britannique.

Mon collègue, le ministre de la Protection civile, parle tous les jours avec le ministre Farnworth et le ministre des Transports de la Colombie-Britannique, M. Fleming. Les discussions se poursuivent et les choses bougent. La ministre de la Défense nationale a envoyé dans cette province 500 militaires qui vont aider à reconstruire, à réparer les digues, à acheminer les biens et les services, à rétablir les chaînes d'approvisionnement ainsi qu'à transporter des gens et de la nourriture par avion vers les collectivités touchées. On parle ici de limiter les dégâts et de régler les problèmes qui se présentent.

Nous devrions aussi parler du coût de la reconstruction, qui, à lui seul, est exorbitant. Nous voulons nous assurer que, quand nous rebâtirons — et je vais utiliser le cliché ici —, nous rebâtirons en mieux. Assurons-nous d'utiliser des matériaux solides qui ne seront pas endommagés par l'eau, les inondations ou le feu et qui sont capables de résister aux catastrophes qui frappent la province si rapidement afin que nous puissions être résilients et que nous ne subissions pas toujours des dommages aussi importants.

Nous devons parler du coût de la reconstruction, de la prévention, des mesures d'atténuation et de la protection des collectivités contre les changements climatiques. Avant de parler de la façon dont les provinces ont uni leurs efforts, je tiens à mentionner que le gouvernement fédéral, les municipalités et tous les gouvernements travaillent dans le même sens. Nous collaborons pour apporter des changements, assurer une meilleure protection et aller de l'avant.

Je veux parler brièvement des héros méconnus, des travailleurs de première ligne, des pompiers, de la police, de la GRC, de tous les organismes communautaires et des groupes de bénévoles qui aident leur collectivité. Parlons des membres de la collectivité qui se sont mobilisés.

● (2155)

On nous a fait part de l'initiative d'une communauté sikhe qui n'a pas hésité à fournir de la nourriture, des médicaments et toute autre forme d'aide requise. Des témoignages font état de personnes qui ont offert leur aide de divers moyens, par exemple des possibilités de location, l'adoption d'animaux de ferme ou la traite des vaches. Nous avons vu des familles partager des repas et leur toit. Comme d'autres l'ont déjà dit, voilà la vraie nature des Canadiens. Cela démontre que tout le monde — les communautés, les industries, les organisations — apporte sa contribution, pas seulement les gouvernements. Chaque personne qui peut aider le fait. Il ne faut pas oublier les Canadiens d'un bout à l'autre du pays qui ont versé des dons à la Croix-Rouge.

Article 52 du Règlement

Nous parlons abondamment des changements climatiques. Nous n'avons plus besoin d'en parler maintenant. Le débat est clos. La crise climatique est là. Nous connaissons l'ennemi: ce sont les changements climatiques et les énergies fossiles. Nous devons en parler et trouver des solutions. Le temps des débats partisans est révolu. Nous ne pouvons plus proclamer d'un côté que la crise climatique n'est pas une question de partisanerie et, de l'autre, nous éterniser dans des débats sur les solutions à mettre en place pour lutter contre les changements climatiques.

Nous devons unir nos forces pour passer à l'action afin d'aider nos concitoyens, comme les Britanno-Colombiens. Nous devons collaborer dans l'intérêt des générations à venir. Nous constatons ce qui se passe à l'heure actuelle dans les provinces de l'Atlantique. Il est temps de passer de la parole aux actes une fois pour toutes. J'invite tous les députés à travailler de concert pour prendre les mesures qui s'imposent dans la lutte contre les changements climatiques.

Je veux vous dire pourquoi il faut mettre de côté la partisanerie et pourquoi nous devrions nous soucier de cette question. C'est parce que nous habitons tous sur la même planète. Unissons nos forces pour la protéger.

● (2200)

Mme Tracy Gray (Kelowna—Lake Country, PCC): Madame la Présidente, comme c'est la première fois que je prends la parole à la Chambre durant cette législature, je voudrais remercier mon mari et mon fils de leur soutien indéfectible, et les concitoyens de la circonscription de Kelowna—Lake Country de m'avoir accordé à nouveau leur confiance en me réélisant au Parlement. C'est un véritable honneur d'être ici.

Je suis vraiment contente de voir que de nombreux députés se sont mis d'accord pour avoir ce débat d'urgence ce soir. Ma circonscription, Kelowna—Lake Country, se trouve juste à côté de certaines des zones les plus touchées. Nous avons accueilli des milliers de personnes qui ont perdu leur foyer, et j'ai été témoin de la bienveillance des habitants de Kelowna—Lake Country qui se sont ralliés pour aider.

J'aimerais demander à la députée d'en face ce que le gouvernement compte faire en ce qui concerne les besoins les plus urgents comme réparer les dégâts et aider les gens, mais plus particulièrement ce qu'il compte faire en matière d'adaptation, car elle n'en a pas parlé. Dans l'immédiat, nous avons surtout besoin de savoir que des événements d'une telle ampleur ne se reproduiront pas.

L'hon. Hedy Fry: Madame la Présidente, c'est une question intéressante. J'ai pourtant bien parlé d'adaptation. J'ai parlé de protection et de prévention pour limiter le réchauffement climatique à 1,5 degré Celsius, et j'ai dit que nous devons en parler pour trouver comment y arriver. Il nous faut donc cesser de nous disputer, d'en débattre ou de faire obstruction. Il faut avancer pour y parvenir.

Je voudrais aussi dire que ce sont ces petits gestes de bonté, comme ceux qui se produisent à Kelowna, qui font une différence. Ces petits gestes de bonté, lorsque les gens se rassemblent et s'entraident, sont formidables, mais nous ne devrions pas compter sur la bonne volonté de tout un chacun. Nous devons passer à l'action. Nous sommes les législateurs. Nous pouvons faire quelque chose pour lutter contre le changement climatique.

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NDP): Madame la Présidente, je tiens d'abord à remercier les gens de ma circonscription, où 100 personnes ont été déplacées, dont un grand nombre vivent

dans un parc de maisons mobiles. Je tiens à remercier les premiers intervenants, les résidents de la collectivité qui se sont mobilisés, l'équipe de sauvetage Arrowsmith et les gens qui ont pris des risques lorsque la rivière Englishman est sortie de son lit.

Les gens de notre collectivité sont très craintifs en ce moment. Une rivière atmosphérique est prévue en fin de semaine également. Nous n'avons pas remédié aux effets de la tempête qui nous a frappés.

Nous n'avons pas parlé suffisamment des saumons sauvages et des effets sur leur population. Nous savons que les saumons sauvages ont dû faire face aux effets de la sécheresse, des incendies de forêt, du réchauffement de l'océan et du glissement de terrain de Big Bar. L'année dernière, nous avons observé un taux de retour de 3 % dans la rivière à saumon la moins peuplée du monde.

La députée voudrait-elle parler de l'urgence pour le gouvernement d'assurer la présence de surveillants et d'offrir de l'aide aux communautés autochtones afin de déterminer ce qui peut être fait pour la restauration des habitats du saumon sauvage afin de préserver cette espèce emblématique et essentielle à notre économie, à notre culture...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): La députée de Vancouver-Centre a la parole.

L'hon. Hedy Fry: Madame la Présidente, c'est une question digne d'un véritable Britannico-Colombien. Elle montre qu'il comprend les problèmes que nous vivons en Colombie-Britannique, notre culture et la place emblématique qu'occupe le saumon. À propos des communautés autochtones, je pense que le gouvernement a répondu à l'appel et il travaille en étroite collaboration avec le ministre Rankin en Colombie-Britannique pour assurer l'approvisionnement en eau, en nourriture et en médicaments et pour protéger ces communautés dans la région. Tout ce travail est en cours.

Je veux aussi préciser que nous ne sommes pas seulement préoccupés par les coûts humains de ces tragédies. Nous pensons aussi aux coûts pour la faune, le saumon, la pêche et les océans qui se transforment en raison des changements climatiques.

Il faut continuer à en discuter. Il faut revenir à l'essentiel: luttons contre les changements climatiques et faisons-le dès maintenant.

● (2205)

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, je vous félicite d'avoir été nommée une fois de plus à titre d'occupante du fauteuil.

Je sais que ma collègue de Vancouver-Centre a fait carrière dans le milieu médical. Les hôpitaux et l'infrastructure médicale sont d'ailleurs l'un des secteurs d'infrastructure dont nous n'avons pas parlé, mais qui a besoin d'une modernisation massive pour s'adapter à la crise du climat. Une étude réalisée récemment sur l'île de Vancouver s'est penchée sur l'hôpital de Nanaimo. Elle a permis de constater que, pendant les incendies de forêt, il a fallu annuler des interventions chirurgicales parce que la qualité de l'air était inadéquate dans les hôpitaux. Le système de climatisation était insuffisant en situation de dôme de chaleur.

La députée pourrait-elle parler de cet aspect de l'adaptation?

L'hon. Hedy Fry: Madame la Présidente, je comprends que c'est une question très importante pour la députée de Saanich—Gulf Islands. Il est important de mentionner que la COVID et les vagues de chaleur ont complètement accaparé les ressources de nos hôpitaux et de nos unités de soins intensifs. Nous sommes maintenant témoins de ce qui se produit en raison des inondations.

Comme l'a dit notre administratrice en chef de la santé publique, Theresa Tam, il est très important d'améliorer la ventilation dans ces vieux bâtiments pour prévenir la propagation des maladies. Nous devons également trouver un moyen d'accélérer la concrétisation de la promesse faite par le gouvernement au cours de la dernière campagne électorale de faciliter l'embauche de médecins de première ligne et d'infirmiers de sorte que nous ayons les ressources voulues pour doter les hôpitaux dans ces villes.

M. Sukh Dhaliwal (Surrey—Newton, Lib.): Madame la Présidente, je prends la parole en tant que fier député de la Colombie-Britannique afin de faire connaître l'impact que les récents événements météorologiques extrêmes ont eu sur la vie des gens de la province.

Comme il s'agit de ma première intervention de la 44^e législature, je voudrais d'abord remercier les gens de ma circonscription, Surrey—Newton, de m'avoir fait confiance pour les représenter. Je veux aussi remercier tous mes partisans et tous les bénévoles de leur dévouement et de leur soutien indéfectible. Enfin, je veux remercier tous les membres de ma famille pour leur appui, y compris ma mère de 82 ans, Amarjit Kaur Dhaliwal, pour leurs efforts et pour leur militantisme de tous les instants dans l'ensemble de ma carrière politique.

J'ai la chance d'avoir été élu député de Surrey—Newton pour une cinquième fois. Cette fois encore, je considère que c'est un réel privilège d'occuper ce poste, poste que je ne tiendrai jamais pour acquis.

Tout d'abord, je compatis avec ceux qui ont perdu leur maison et leur travail, et je souhaite offrir mes sincères condoléances à toutes les familles qui ont perdu un proche.

Avant de dire ce que j'ai vu à Surrey—Newton et ce qu'on m'a raconté au sujet des membres de la collectivité qui ont décidé d'aider les autres, je voudrais dire quelques mots au nom du gouvernement.

Je suis heureux d'indiquer que, hier soir, les Forces armées canadiennes ont commencé à arriver dans les localités de la Colombie-Britannique. Il y a de nombreux maillons de notre chaîne d'approvisionnement qui ont été touchés. Des routes ont été endommagées, des collectivités ont été isolées et certaines personnes sont toujours coincées. L'arrivée des unités d'intervention immédiate contribuera de façon cruciale au rétablissement de ces importantes chaînes d'approvisionnement, garantissant la sécurité des humains et des animaux et leur accès aux produits de première nécessité.

C'est particulièrement important parce que nous nous attendons à ce qu'il y ait d'autres rivières atmosphériques au cours des prochains jours. Une nouvelle vague de tempêtes commencera ce soir et devrait se poursuivre la semaine prochaine. D'ici vendredi soir, entre 40 et 80 millimètres de pluie sont prévus. Même si ces tempêtes seront moins intenses que celles que nous avons essuyées il y a 10 jours, il est bon de savoir que nous avons des membres des forces armées sur le terrain afin d'accroître nos capacités de rétablissement et de sauvetage.

Article 52 du Règlement

Je veux aussi parler des problèmes récents à l'Agence des services frontaliers du Canada, alors que plusieurs Canadiens ont reçu des amendes et des directives de quarantaine qui allaient à l'encontre des changements annoncés par le gouvernement le week-end dernier. Plusieurs résidents de Surrey m'en ont parlé directement, étant donné que notre ville frontalière était visée par les exemptions. Certains de mes concitoyens ont reçu des pénalités financières et des directives erronées. Cependant, j'ai le plaisir d'annoncer que le ministre a immédiatement pris des mesures de correction à l'égard de ces événements malheureux, et je suis convaincu que cela ne se reproduira plus.

Je suis également ravi que le gouvernement travaille, de concert avec la province de la Colombie-Britannique, à la création d'un groupe de travail conjoint sur le rétablissement de la chaîne d'approvisionnement qui rassemblera tous les intervenants clés du monde des transports et de la chaîne d'approvisionnement. Cette approche permettra à la province de trouver des solutions collaboratives aussi efficaces que possible pour que les Britanno-Colombiens ayant été isolés ou touchés par des pénuries retrouvent l'accès à de la nourriture, à des médicaments, ainsi qu'à d'autres fournitures essentielles.

Je veux raconter à la Chambre ce que les résidents de Surrey—Newton ont fait. Bien qu'ils ne soient pas touchés autant que d'autres collectivités par les inondations, ils ont montré une solidarité extraordinaire en venant en aide aux sinistrés.

• (2210)

Des gurdwaras, des organismes de Surrey-Newton et des Canadiens sikhs de toute la Colombie-Britannique ont préparé de la nourriture jour et nuit, collecté des dons et, plus impressionnant encore, organisé des vols d'hélicoptères et d'avions payés par diverses personnes et congrégations pour transporter de la nourriture et des fournitures vers les zones touchées.

Au cours des derniers jours, j'ai parlé à de nombreux dirigeants et bénévoles responsables de ces efforts, et la réponse de la communauté a été tout simplement incroyable.

J'ai reçu des centaines d'appels de personnes souhaitant faire don d'aliments non périssables, de couvertures chaudes et de vêtements. D'autres m'ont contacté pour me dire qu'elles voulaient faire don de leur temps et de leur main-d'œuvre, tandis que certaines ont recueilli de l'argent auprès de leur famille et de leurs amis pour contribuer à ces efforts. Bien entendu, la communauté sikhe n'est pas la seule à avoir fait de tels efforts. Des gens de tous les horizons se sont mobilisés en Colombie-Britannique et d'un océan à l'autre.

Je pense notamment aux pilotes bénévoles qui font actuellement la navette jour et nuit entre le Grand Vancouver et l'intérieur de la Colombie-Britannique pour transporter d'énormes quantités de fournitures. On estime que chaque vol coûte environ 300 \$ rien qu'en carburant. Au départ, il n'y avait que quelques avions, et il y en a maintenant des dizaines qui acheminent des biens essentiels jour après jour aux centaines de personnes qui sont coincées partout dans la province.

C'est ce genre d'esprit qui définit la Colombie-Britannique. Nous sommes tous liés, peu importe où les gens vivent dans la province. Nous nous soucions les uns des autres et offrons de l'aide, du soutien et de la compassion aux personnes en détresse. Je suis si fier de ma province et de mes concitoyens de la Colombie-Britannique.

Article 52 du Règlement

Il y a une chose que j'ai apprise en observant et en interagissant avec les gens qui sont dans la ligne de feu, tant les victimes des inondations que les personnes dont la mission consiste à fournir de l'aide, et je veux communiquer ce message à la Chambre.

J'espère que la Colombie-Britannique tirera enfin tous les Canadiens de leur torpeur en ce qui concerne l'impact direct des changements climatiques sur notre vie quotidienne. Alors qu'il fut un temps où il était facile de dire que les catastrophes naturelles se produisaient dans d'autres régions du pays ou du monde, la Colombie-Britannique fait désormais fermement partie de ce club.

Le dôme de chaleur, les feux de forêt et maintenant les inondations nous apprennent que personne, peu importe son emplacement géographique ou ses convictions politiques, n'est entièrement à l'abri des conséquences de notre mode de vie à forte consommation de carbone. C'est pourquoi le gouvernement a fait des mesures concrètes et rapides de lutte contre les changements climatiques une priorité absolue, comme en témoigne le discours du Trône d'hier.

J'espère sincèrement que tous les députés, peu importe leur affiliation politique ou leur région, peuvent s'engager, la main sur le cœur, à travailler ensemble pour s'attaquer à la pire crise de notre vivant. C'est le moment ou jamais.

Madame la Présidente, je vous remercie beaucoup de m'avoir donné l'occasion de prendre la parole et je vous félicite d'avoir été nommée à nouveau à la présidence.

• (2215)

M. Clifford Small (Coast of Bays—Central—Notre Dame, PCC): Madame la Présidente, je profite de ma première prise de parole ici à la Chambre pour exprimer le soutien des habitants de Coast of Bays—Central—Notre Dame envers tous les habitants de la Colombie-Britannique qui sont présentement sinistrés.

Terre-Neuve-et-Labrador n'est pas en reste, puisque la route Transcanadienne s'est effondrée à sept endroits différents près de Port aux Basques. La situation est très dangereuse, car l'île n'a des réserves de nourriture que pour trois jours.

Au nom de tous les habitants de ma province, j'aimerais savoir ce soir si le gouvernement va s'engager à aider financièrement Terre-Neuve-et-Labrador à réparer cette route.

M. Sukh Dhaliwal: Madame la Présidente, je félicite le député de son élection. Je peux lui assurer que, quel que soit l'endroit au pays, le gouvernement fera toujours tout ce qu'il peut si une urgence survient, et je suis convaincu que le processus est déjà enclenché.

[Français]

M. Mario Simard (Jonquière, BQ): Madame la Présidente, j'ai beaucoup aimé le discours de mon collègue. Il est un homme sensé et posé. J'aimerais donc lui poser une question fort simple.

Ce soir, j'ai demandé une fois au premier ministre et au chef de l'opposition s'ils étaient d'accord pour dire que l'on ne peut pas se contenter d'éteindre des feux, il faut les prévenir. Ce que l'on voit aujourd'hui, ce sont les résultats de la crise climatique.

Mon collègue peut-il me répondre, à savoir s'il est d'accord sur le fait qu'une des pistes de solutions serait de mettre fin au financement des hydrocarbures?

[Traduction]

M. Sukh Dhaliwal: Madame la Présidente, je peux assurer au député que les changements climatiques figurent tout en haut de la liste des priorités du gouvernement, et ce, depuis de nombreuses années. Nous sommes en bonne voie d'atteindre la carboneutralité d'ici 2050.

Pour ce qui est de prévenir les feux, comme le dit le député, je lui rappelle que nous avons consacré 500 millions de dollars à la formation de 1 000 pompiers volontaires afin que le pays soit prêt à affronter les prochaines saisons des incendies. Nous allons continuer, en collaboration avec les provinces et les territoires, de fournir aux pompiers l'équipement dont ils ont besoin pour éteindre les feux et assurer leur sécurité — je pense par exemple aux avions qui sont construits ici même et qui aideront les provinces à mieux lutter contre les incendies.

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Madame la Présidente, je vous félicite.

Le député affirme que le gouvernement devrait atteindre la carboneutralité. Je lui rappelle que le gouvernement actuel n'a pas atteint la moindre cible à ce jour. Voilà la réalité. En fait, nous ne sommes pas sur la bonne voie. L'urgence climatique qui touche la Colombie-Britannique aujourd'hui est précisément due à l'incapacité des gouvernements successifs à prendre l'urgence climatique au sérieux.

Ainsi, j'aimerais savoir si le député appuierait le NPD dans ses efforts pour amener le gouvernement à ne plus subventionner le secteur pétrolier et gazier et à mettre de l'avant un vrai plan pour une transition équitable des travailleurs touchés.

• (2220)

M. Sukh Dhaliwal: Madame la Présidente, en matière de contrôle des émissions, celles prévues au Canada en 2030 sont 30 % sous les niveaux de 2005, ce qui montre que le gouvernement est sur la bonne voie et que, d'ici 2050, nous aurons atteint la carboneutralité.

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Madame la Présidente, je suis heureux de prendre la parole aujourd'hui. J'en profite pour remercier les bonnes gens de Central Okanagan—Similkameen—Nicola pour leur soutien renouvelé, puisque c'est la première occasion que j'ai de le faire. C'est un grand honneur.

Permettez-moi aussi de féliciter tous les députés pour leur élection à cette législature. Bien qu'il y ait inévitablement des désaccords entre nous, n'oublions pas que les Canadiens nous ont envoyés ici pour nous entendre et œuvrer au consensus.

Je suis profondément attristé que ce soit dans le cadre de ce débat que je prenne la parole pour la première fois au cours de cette nouvelle législature, alors même que nombre de mes électeurs, dans des collectivités telles que Merritt et Princeton, vivent une détresse aussi grave qu'exceptionnelle dans la foulée des inondations et de leurs graves répercussions. En effet, comme mes collègues l'exposeront aux députés, cette situation désastreuse a touché d'autres régions de la Colombie-Britannique et continue de les affecter.

Avant toute chose, je me permets de rappeler un fait bien établi et important: les excréments s'écoulent vers le bas d'une pente. Je le mentionne parce que, dans beaucoup de petites communautés rurales, l'infrastructure la plus cruciale fonctionne comme suit: l'eau potable de la communauté, qu'elle provienne d'un puits ou encore d'une rivière ou d'un lac endigué, est traitée au moyen de la méthode que la communauté a les moyens de payer, puis elle pompée jusqu'à un réservoir. En général, c'est ensuite un système fondé sur la gravité qui sert à l'acheminer jusqu'à l'usine de traitement des eaux usées. Cette usine se trouve souvent près d'un lac ou d'une rivière, où les eaux peuvent être versées en toute sécurité une fois traitées.

Cet arrangement pose problème en cas d'inondation, puisqu'il y a alors un écoulement immédiat vers le bas de la pente, ce qui vient gonfler le lac ou la rivière. Il existe, certes, certains dispositifs de contrôle des inondations et souvent des infrastructures telles que des barrages ou des digues, mais une fois ces infrastructures compromises, il n'existe généralement pas de deuxième ligne de défense. Comme les inondations font grimper le niveau de l'eau, l'une des premières infrastructures essentielles à être compromise est l'usine de traitement des eaux usées. C'est exactement ce qui s'est produit à Merritt.

Une fois que l'usine de traitement des eaux usées ne fonctionne plus, la communauté peut difficilement fonctionner, d'autant plus que lorsque les eaux provenant d'une inondation entrent dans une usine de traitement des eaux usées, elles sont contaminées; elles sont considérées toxiques et même dangereuses. La situation crée une sorte d'égout toxique.

Plus l'eau monte, plus la contamination se propage. Lorsque les résidences sont submergées et compromises, le réseau d'aqueduc devient lui aussi compromis et insalubre. Cela signifie, bien entendu, que la collectivité est essentiellement inhabitable et dangereuse. En réalité, pratiquement rien dans les maisons ou l'infrastructure municipale n'est conçu pour être submergé dans des eaux de crue toxiques, contaminées et insalubres.

Ultimement, on donne l'ordre d'évacuer. En Colombie-Britannique, le système d'alerte en cas d'urgence n'est pas aussi efficace et achevé qu'il devrait l'être. L'évacuation de milliers de citoyens à très court préavis est un défi logistique de taille. Où vont-ils aller? Comment vont-ils s'y rendre? Il faut évacuer les aînés vivant dans des foyers de soins, assurer leur transport et leur trouver un autre foyer. Les gens avec des problèmes de mobilité et ceux sans moyen de transport sont en sérieuse difficulté. Pire, lorsque les inondations amènent de la boue et des débris, les rues où l'on pouvait circuler ne peuvent plus être empruntées par les véhicules d'urgence et les premiers répondants.

Si la tempête a aussi rendu hors d'usage les lignes électriques ou de transmission et d'autres infrastructures de communication, comme ce fut le cas en Colombie-Britannique récemment, les communications sans fil sont soudainement compromises. Comment obtenir de l'aide? Comme les intervenants d'urgence reçoivent-ils les messages au sujet de ceux qui ont besoin d'aide? Les gens à Merritt, à Princeton et ailleurs ont tous eu à faire face à ces situations.

Dans une communauté autochtone locale, le pont a été emporté par les eaux. Il s'agissait du seul lien permettant d'y entrer ou d'en sortir. Il n'y avait donc plus de pont, plus d'électricité, plus de moyen d'évacuation, et les communications étaient compromises.

Article 52 du Règlement

Bien franchement, nous sommes extrêmement chanceux que cette catastrophe n'ait pas été plus meurtrière.

• (2225)

Dans cette situation, avec tous ces défis, un seul élément a véritablement permis de changer les choses: les personnes. En effet, les personnes qui vivent à Princeton et à Merritt ont changé les choses. Elles ont contribué au sauvetage de leurs voisins, des personnes vulnérables, des membres de leur propre famille, de leurs amis et de leurs animaux de compagnie.

Ces héros méconnus ont maintenant besoin de notre aide. Beaucoup se sont rendus dans des collectivités comme Kelowna ou Kamloops, où les centres d'accueil étaient souvent débordés. Ils n'avaient nulle part où aller et personne ne pouvait les aider. En réalité, les centres d'accueil et les intervenants provinciaux n'arrivaient pas à suffire à la demande aussi soudaine qu'intense.

De nombreuses personnes ont été laissées à elles-mêmes, souvent condamnées à vivre dans leur véhicule. Certains ont pu trouver un motel, mais ils n'avaient pas les moyens de s'y offrir une chambre. Comme d'autres l'ont raconté, ces personnes ont atteint la limite de leur carte de crédit et elles ne savent pas comment elles arriveront à payer leur compte à la fin du mois. Il ne faut pas oublier que certaines personnes se sont retrouvées coincées parce que les routes étaient impraticables.

Nous avons immédiatement réalisé l'ampleur des problèmes causés par les infrastructures de transports endommagées. En l'espace de 48 heures, de nombreux magasins d'alimentation se sont retrouvés quasiment vides. Imaginons quelqu'un qui avait quitté son domicile de Merritt avec seulement les vêtements qu'il portait et qui s'est retrouvé devant des tablettes vides à Kamloops ou à Kelowna. Pourtant, c'est ce qu'ont vécu un grand nombre de personnes, et certaines sont encore dans cette situation.

Durant les derniers jours, les députés ont peut-être entendu dire que les habitants ont reçu le feu vert pour retourner chez eux. De prime abord, cela semble un pas vers le redressement et, pour certaines personnes, c'est réellement le cas. Je vais expliquer ce qui attend les habitants une fois de retour à la maison. Nous savons tous que nombre d'entre eux découvriront des dégâts importants à leur propriété. Tout ce qui a été immergé sous l'eau doit être enlevé et jeté aux ordures. Cela représente une tâche colossale en soi, mais la moitié du matériel contaminé se retrouvera au chemin. Il faudra ensuite ramasser ces objets et en disposer adéquatement. Cette procédure entraîne des défis énormes.

Voilà ce qui se passe à Princeton. Le maire a sollicité l'aide des forces armées pour prêter main-forte à sa communauté. En effet, des militaires sont à pied d'œuvre en Colombie-Britannique pour aider les sinistrés. Heureusement, des renforts sont arrivés plus tôt aujourd'hui à Princeton pour offrir une aide tant attendue. Je les remercie de leur service envers la population. Je suis très reconnaissant de leur présence.

Ce ne sont là que quelques-uns des défis qui attendront ces résidents à leur retour à la maison. J'aimerais parler d'une autre difficulté. En plus de devoir retirer leurs effets personnels et de retrouver leur maison dans un état désastreux, les gens risquent de trouver une étiquette rouge ou rose attachée à leur maison. Qu'est-ce que cela signifie?

Article 52 du Règlement

L'étiquette rose signifie qu'il est possible que le compteur de gaz ait été submergé lors de l'inondation ou que l'eau ait causé des dommages aux appareils au gaz. Si c'est le cas, l'alimentation en gaz a été coupée, et il faut faire appel à un entrepreneur en gaz naturel autorisé pour évaluer le système d'alimentation en gaz naturel et alimenter de nouveau les appareils.

L'étiquette rouge signifie que le compteur de gaz a été submergé lors de l'inondation et qu'il est maintenant désactivé et verrouillé. Il faut alors faire appel à un entrepreneur en gaz naturel autorisé, et il faudra beaucoup de travail pour remédier au problème. Je suis sûr que les députés peuvent comprendre que, même dans une grande ville, il peut être difficile d'obtenir les services d'un entrepreneur en gaz naturel. On peut donc imaginer à quel point c'est difficile dans une petite collectivité, où la demande est énorme dans ce genre de situation.

Qui paie ces entrepreneurs et les coûteux travaux qui doivent être réalisés? Que se passe-t-il si quelqu'un a dû utiliser tout l'argent ou toute la marge de crédit qu'il lui restait pour se loger dans un hôtel? Que fera cette personne? Ce sont des questions que des gens se posent réellement à Merritt et à Princeton en ce moment.

N'oublions pas que parmi ces personnes qui habitent dans ces collectivités et qui vivent ces difficultés se trouvent de nombreux dirigeants communautaires, comme ceux qui travaillent pour les municipalités. Les maires, le personnel civil, les premiers répondants, les responsables de l'entretien des routes, les policiers, les ambulanciers paramédicaux et d'autres encore subissent d'énormes pressions en ce moment. En plus de gérer leurs propres problèmes à la maison, ils doivent faire en sorte d'assurer le fonctionnement de leur collectivité.

J'ai mentionné plus tôt la nécessité de faire fonctionner les usines de traitement des eaux usées pour purger les conduites et, dans de nombreux cas, réparer celles qui sont endommagées. Princeton a déjà dû autoriser le creusage d'un autre puits.

● (2230)

Ces travaux pourraient coûter des centaines de milliers de dollars, ce qu'un budget municipal ne peut pas se permettre. Voilà qui m'amène à l'un des plus graves problèmes: en ce moment, les Accords d'aide financière en cas de catastrophe ne couvrent que 80 % des coûts. Dans les cas où une administration locale doit faire face à une catastrophe et où pratiquement toute l'infrastructure municipale a été endommagée, une contribution de 80 % de la part des ordres supérieurs de gouvernement n'est pas suffisante. En temps normal, une contribution de 80 % semble intéressante, mais j'ai parlé au maire Spencer Coyne aujourd'hui et il m'a dit que la portion restante est bien supérieure à la capacité de payer de la ville. Les 20 % représentent des dizaines de millions de dollars.

Cette situation crée un stress énorme pour les dirigeants municipaux qui sont aux commandes, mais quel choix s'offre à eux? S'ils ne peuvent pas pressuriser adéquatement un réservoir d'eau, ils ne peuvent pas offrir une protection contre les incendies à un moment où il y a probablement des fuites de gaz dans leur collectivité. Alors que le personnel municipal essaie de rétablir l'ensemble de l'infrastructure de base que nous tenons tous pour acquise, rappelons-nous qu'il y avait déjà très peu de logements locatifs dans beaucoup de ces localités. Dans des endroits comme Merritt et Princeton, il n'y en avait à peu près pas avant même cette catastrophe.

Par exemple, Collettville, une région de Merritt, a été la plus durement touchée par les inondations. Ce sera la dernière région de la

ville où les citoyens pourront revenir. Les députés peuvent-ils imaginer ce que ressent un aîné qui voit à la télévision ce qui ressemble à sa maison modulaire partir à la dérive avec tout ce qu'il possède à l'intérieur? Comment peut-il trouver un abri dans une collectivité qu'il considère comme la sienne depuis des décennies s'il n'y a pas d'autres options?

La mairesse Linda Brown m'a dit que sans un programme quelconque de création rapide de logements offert par des paliers supérieurs de gouvernement, certaines personnes ne reviendront jamais à Merritt parce qu'il n'y a plus rien pour elles dans la ville. La mairesse s'est montrée disposée à discuter de sites municipaux où il serait possible d'installer rapidement des logements et j'espère que la discussion de ce soir donnera lieu à des mesures concrètes pour ces habitants. Le maire de Princeton, M. Coyne, a exprimé une volonté similaire de créer des liens.

J'aimerais, à ce stade, prendre un moment pour remercier sincèrement tous les élus locaux, le personnel de soutien dont ils disposent, le personnel municipal et surtout les premiers intervenants. Ils font un travail remarquable et extraordinaire dans des circonstances extrêmement difficiles et exigeantes. Pendant ce temps, les députés doivent garder à l'esprit qu'ils sont engagés dans une course contre la montre, car chaque nuit la température tombe de plus en plus au-dessous du point de congélation et chaque jour elle grimpe de moins en moins au-dessus du point de congélation. Le grand froid hivernal s'installe et nous disposons probablement d'un délai de deux à trois semaines avant de devoir reporter certaines activités au printemps. N'oublions pas que, selon les prévisions pour demain, certaines régions de la Colombie-Britannique pourraient recevoir 80 millimètres de pluie supplémentaires et être touchées par des conditions de tempête.

Je pourrais passer le reste du temps qui m'est alloué ce soir à parler des graves difficultés que doivent surmonter les habitants de ma circonscription, les bonnes gens de Merritt et de Princeton, ainsi que les membres des communautés autochtones des vallées de la Similkameen et de la Nicola. Cependant, je vais m'arrêter là. J'ai fait part à la Chambre de certaines de ces difficultés, car que je crois qu'il est essentiel que, en tant que députés élus démocratiquement, nous comprenions ce que vivent ces personnes parce que nous pouvons, et je crois que nous devons, faire partie de la solution.

Merritt et Princeton ne sont que deux des localités touchées. Nous savons que la situation est également problématique dans la vallée du Fraser, ainsi qu'à Hope, à Spences Bridge et ailleurs. Ces collectivités ne doivent pas seulement se remettre sur pied. Elles doivent aussi se renforcer.

Il ne fait aucun doute que le climat est en train de changer. En effet, dans ma circonscription, le lac Okanagan a été inondé pas une, mais bien deux fois depuis 2017, phénomène qui est censé se produire une fois chaque 200 ans. Il y a eu énormément de feux de forêt et de fumée, ce qui a compromis la qualité de l'air d'une manière sans précédent. De plus, comme d'autres députés l'ont souligné, il y a aussi eu un dôme de chaleur cet été, au cours duquel des records de chaleur ont été battus, ce qui a entraîné la mort de personnes. Maintenant, nous sommes aux prises avec des inondations, et d'autres événements météorologiques graves sont prévus.

• (2235)

Que pouvons-nous faire? Je ne prétends pas avoir toutes les réponses. Il est certes primordial de travailler en partenariat avec les collectivités locales, le gouvernement provincial et les communautés des Premières Nations et de les consulter.

Je vais formuler quelques observations. En 2016, un éboulement a endommagé le canal d'irrigation d'Oliver. Or, il s'agit d'une infrastructure qui alimente toute la communauté agricole d'Okanagan-Sud. Je dois préciser qu'Okanagan-Sud ne fait pas partie de ma circonscription. Néanmoins, c'est un exemple important, surtout compte tenu de l'infrastructure.

La municipalité était prête à investir sa juste part pour les réparations. La province a accepté de faire de même, mais Ottawa a refusé de payer sa part. Les fonctionnaires ont dit que le projet ne répondait aux critères d'admissibilité d'aucun programme de subvention établi, et c'en est resté là.

Le problème est grave. Ce n'est pas de la faute des résidents d'Okanagan-Sud si une infrastructure agricole essentielle ne répond pas aux critères établis par Ottawa. C'est la faute des fonctionnaires et de la façon de penser à Ottawa. Dorénavant, nous devons prévoir des programmes de subvention qui répondent aux besoins des petites municipalités plutôt qu'aux besoins politiques du gouvernement à Ottawa.

Je ferai aussi remarquer que dans de nombreuses petites collectivités rurales de la Colombie-Britannique, les services d'approvisionnement en eau sont fournis par des districts d'irrigation. À l'heure actuelle, ces districts d'irrigation ne sont admissibles à aucune subvention des gouvernements d'ordre supérieur.

Pensons-y un instant. C'est un problème grave. Ces petites collectivités ont besoin de fonds pour protéger leur réseau d'aqueduc contre les menaces des changements climatiques, et pourtant, elles sont délibérément exclues des subventions accordées par les gouvernements d'ordre supérieur, malgré le fait que les utilisateurs de ces réseaux paient des taxes aux gouvernements provincial et fédéral. Cette situation perdure depuis des années, mais j'estime que nous ne pouvons plus continuer à l'ignorer.

Parlant de choses avec lesquelles nous devons composer, j'ai parlé avec le directeur régional des zones autour de Keremeos, qui m'a envoyé des photos des digues sur le point de céder dans sa région et de l'eau qui s'en écoule et inonde principalement de vieilles maisons modulaires habitées surtout par des aînés. Il m'a dit que, si les digues cédaient, le poste de la GRC, le poste d'ambulances et la caserne de pompiers de Keremeos seraient en danger, ce qui compliquerait une situation déjà difficile.

Alors que nous sommes ici à composer avec les difficultés des collectivités inondées aujourd'hui, nous devons reconnaître que d'autres petites collectivités chancellent sans entente durable pour réparer et entretenir leurs infrastructures hydrauliques.

Mon temps de parole est presque écoulé, mais il me reste seulement quelques observations à faire. Bon nombre de collectivités rurales et de communautés autochtones n'ont pas encore Internet haute vitesse ou la téléphonie sans fil. Les Canadiens qui vivent dans une région rurale ont beau financer la banque de l'infrastructure avec leurs impôts, celle-ci a été structurée de telle sorte par le gouvernement libéral qu'elle est dans l'impossibilité de venir en aide aux petites collectivités du pays.

Article 52 du Règlement

Quel que soit l'angle d'où on aborde la situation, Ottawa fait partie du problème, et non de la solution. Il faut que ça change. Je ne tiens pas à pointer qui que ce soit du doigt. En fait, cette attitude fait probablement partie du problème elle aussi. Nous débattons sans arrêt d'une politique irrémédiablement paternaliste qui continue de causer du tort aux collectivités rurales du pays. Le climat change, alors nous devons tout faire pour qu'Ottawa débloque les ressources nécessaires pour répondre aux besoins des collectivités rurales, comme il le fait pour les grands centres.

Jose espère que, dans les jours, les semaines et les mois à venir, lorsque Princeton, Merritt et les autres entameront leur reconstruction, le gouvernement fédéral trouvera le moyen d'aider ces petites collectivités au lieu de leur dire qu'elles ne répondent pas aux critères. Nous devons être prêts à relever ce défi. Nous n'avons pas droit à l'échec. Profitons de l'occasion pour exprimer notre solidarité aux Britannico-Colombiens qui vivent des moments difficiles ces jours-ci et qui subissent des pertes matérielles et pour leur offrir notre soutien.

• (2240)

M. Ken Hardie (Fleetwood—Port Kells, Lib.): Madame la Présidente, ma question porte sur une autre partie de l'infrastructure communautaire. Je félicite le député de sa maîtrise évidente des éléments essentiels de ses collectivités. Je crois qu'elles sont très bien servies.

Selon mon expérience d'animateur radio — j'ai été à la radio de Kamloops, il y a longtemps, et nous diffusions à Merritt et à Princeton —, s'il arrive quelque chose, les gens peuvent allumer leur radio et apprendre ce qui se passe.

Quelle a été la contribution des diffuseurs de vos collectivités durant la situation d'urgence?

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je ne suis pas en mesure de répondre, mais je tiens à rappeler au député qu'il doit adresser ses questions et observations à la présidence.

M. Dan Albas: Madame la Présidente, j'ai posé la question à Michael Reeve, de la station Q101, à Merritt, parce qu'il a été évacué alors qu'il continuait de faire son travail de journaliste et d'informer le public des politiques et des lignes directrices qui étaient adoptées. Le problème dans ce genre de cas, c'est que l'on met les journalistes, les premiers répondants et les responsables locaux dans une situation très difficile. Ils tentent d'appuyer leur collectivité autant qu'ils le peuvent tout en devant faire face aux défis que j'ai énoncés dans mon discours.

Au cours de l'été, un élu de ma circonscription a été évacué en raison des incendies. J'ai reçu des appels de citoyens se plaignant de son manque d'attention. J'ai répondu que cette personne tentait d'évacuer son domicile tout comme eux et que l'on devrait collaborer avec lui. Le défi à relever est immense et il faut s'appuyer mutuellement afin d'aider les gens de nos collectivités.

[Français]

Mme Kristina Michaud (Avignon—La Mitis—Matane—Matapédia, BQ): Madame la Présidente, je remercie mon collègue de son discours: les informations qu'il nous transmet sont toujours très précises et très réfléchies.

Il parlait du fait qu'il avait discuté avec un maire et à quel point les coûts allaient être élevés. Même si le fédéral couvre 90 % des frais, il se peut bien que les 10 % restant à couvrir soient encore trop pour de petites communautés.

Article 52 du Règlement

Est-ce le fédéral qui doit couvrir 100 % des frais? La question se pose. Tantôt, je disais que cela coûterait cher de faire la transition, en effet, mais qu'il nous en coûterait plus cher en fin de compte de ne pas la faire. Mon collègue est-il d'accord avec moi qu'on doit commencer à changer nos façons d'investir, qu'on doit prendre l'argent des contribuables et l'investir dans des solutions qui fonctionnent et qui sont porteuses pour l'avenir? J'aimerais savoir s'il est d'accord avec ces solutions.

[Traduction]

M. Dan Albas: Madame la Présidente, je suis heureux que la députée mentionne cet enjeu. Je le répète, pour les maires qui ont demandé qu'on examine cette question, l'essentiel n'est pas de savoir si la province paiera 40 % et Ottawa le reste, ou l'inverse. Ils signalent tout simplement qu'ils doivent procéder aux réparations nécessaires et qu'ils n'ont pas les moyens requis. Ils doivent protéger leur communauté et faire les travaux nécessaires. Peu leur importe qui fera ceci ou cela, ce n'est vraiment pas ce qui les préoccupe.

Au final, nous devrions faire preuve de jugement. Si une province est solide, qu'elle dispose d'une assiette fiscale suffisante et qu'elle est en bonne posture pour financer ces dépenses, nous devrions la laisser jouer le rôle principal. J'ajouterais que tout cela fait partie des réalités de cette union qu'est le Canada: il arrive que des provinces ne puissent pas assumer certaines dépenses. C'est alors que le gouvernement fédéral entre en jeu. Nous devons faire preuve de jugement.

• (2245)

M. Richard Cannings (Okanagan-Sud—Kootenay-Ouest, NDP): Madame la Présidente, je remercie le député de Central Okanagan—Similkameen—Nicola pour son discours. Je le remercie aussi d'avoir mentionné la ville d'Oliver et son canal d'irrigation. La recherche de financement pour ce projet a été l'un des défis les plus exaspérants de ma carrière. Le gouvernement a finalement réglé le problème après quatre ans de pressions et trois ministres de l'Infrastructure. Cette résolution est malheureusement arrivée trop tard pour Oliver.

Je souhaite laisser au député le temps de parler davantage de ce qui se passe à Princeton et à Merritt et de ce que l'avenir leur réserve. Il a brossé un tableau très clair des dernières semaines, mais à quoi ressemblera l'avenir? Que doivent faire les gens?

M. Dan Albas: Madame la Présidente, je remercie mon compatriote de la Colombie-Britannique d'être ici ce soir et d'avoir transmis à la Chambre une partie de ses connaissances et de son expertise. Comme il l'a dit, le chemin a été hasardeux pour la collectivité de Grand Forks, et nous allons voir la même chose se produire ici. Nous allons y venir.

Actuellement, des personnes m'informent que, si elles sont assurées, elles se font dire qu'elles n'obtiendront aucune aide. Quand elles se tournent vers leur compagnie d'assurance, ont leur répond que rien n'est couvert. Tant les personnes que les familles vont vivre des difficultés énormes. Comme je l'ai expliqué, du point de vue communautaire, ce n'est pas simple. Le cours de la rivière Coldwater s'est déplacé d'au moins un pâté de maisons. Actuellement, il suit des canalisations de gaz et de services publics qui n'ont jamais été conçues pour être sous une rivière. Il s'agit là de défis de grande envergure.

Quand j'affirme à quel point la situation est difficile pour les employés municipaux, il suffit d'imaginer ce que vit une personne âgée ou ayant une incapacité qui rentre chez elle pour constater

qu'elle doit repartir à zéro sans la moindre assistance. Les petites collectivités ont besoin d'aide.

Mme Michelle Ferreri (Peterborough—Kawartha, PCC):

Madame la Présidente, c'est un honneur pour moi de prendre la parole pour la première fois au nom des habitants de Peterborough—Kawartha. Je tiens d'abord à féliciter mon ami Arnold Taylor de Curve Lake qui m'a offert cette magnifique pièce fabriquée par des enfants autochtones en l'honneur de ceux qui ne sont pas revenus des pensionnats autochtones. Il tenait à ce que cette pièce se rende à la Chambre des communes.

J'aimerais aussi saluer mes enfants, qui ont attendu ce moment. Votre maman travaille.

Je remercie énormément mon collègue des efforts qu'il a déployés et pour tout ce qui a été fait. Nous avons beaucoup entendu parler des restrictions financières et des difficultés à trouver des chambres d'hôtels et autres nécessités. Nous avons aussi appris que des citoyens doivent payer 5 700 \$ pour un test PCR parce qu'ils ont franchi la frontière afin de se procurer des produits essentiels.

Voilà que nous apprenons que la responsabilité revient à la santé publique. Que pouvons-nous faire? Quelles sont vos suggestions pour faire en sorte que ces personnes ne soient pas tenues responsables de cette charge?

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je rappelle à la députée qu'elle doit adresser ses questions à la présidence et non directement au député.

Le député de Central Okanagan—Similkameen—Nicola a la parole.

M. Dan Albas: Madame la Présidente, premièrement, je suis ravi que la députée ait été élue et je l'en félicite. Je suis tout aussi ravi que ses enfants puissent voir leur mère à l'œuvre. Je trouve dommage qu'ils aient dû écouter mon intervention de 20 minutes avant d'en arriver là.

Plus important encore, il y a de nombreux défis à relever à l'échelle des ménages et des collectivités, et c'est pour cela que nous devons vraiment unir nos efforts. Le député d'Abbotsford a dit plus souvent que n'importe qui d'autre qu'il faut vraiment continuer de collaborer, d'échanger des renseignements et de déployer des efforts. Nous pouvons parler aussi longtemps que nous le voulons, mais il y a des gens qui souffrent réellement. Au bout du compte, lorsque la population doit faire face à une catastrophe, le gouvernement est censé intervenir.

Des erreurs seront commises, mais nous pourrions y remédier en améliorant la communication et en étant prêts à unir nos efforts pour faire le nécessaire.

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, je veux m'attarder sur un aspect, à savoir que, durant toute catastrophe, nous sommes très nombreux à présumer que nos appareils fonctionneront. Que ce soit lors de feux de forêt faisant rage à l'intérieur de la Colombie-Britannique ou de violentes tempêtes s'abattant sur sa côte, les habitants des différentes collectivités découvrent qu'il n'y a pas de ligne terrestre ou de réseau cellulaire et qu'il n'y a aucun moyen d'entendre ce qui se passe. J'ai déjà eu une longue conversation à ce sujet avec le chef adjoint du service d'incendie à Ashcroft. Je lui ai demandé ce que ses concitoyens font lors des alertes d'évacuation et comment ils savent à quel moment ils doivent évacuer les lieux. Il a répondu: « Nous nous sommes demandé ce que nous devrions faire sur le plan technologique, et nous avons décidé d'installer une immense cloche à la caserne de pompiers pour avertir les gens. »

Qu'est-ce que le député pense que nous pouvons faire pour fournir un meilleur réseau aux personnes touchées par des catastrophes afin qu'elles puissent être mieux préparées et qu'elles puissent obtenir l'information dont elles ont désespérément besoin?

• (2250)

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Le député de Central Okanagan—Similkameen—Nicola a la parole pour une courte réponse.

M. Dan Albas: Madame la Présidente, vous savez bien qu'il m'est difficile de rester concis, mais je vais essayer.

Le chef de l'opposition officielle a eu la grande sagesse de nommer notre collègue de l'Alberta comme ministre du cabinet fantôme pour la protection civile. Remémorons-nous la tornade qui a frappé Ottawa. On s'inquiétait alors de savoir si le réseau téléphonique tiendrait le coup, car les infrastructures qui assurent son fonctionnement n'ont qu'une capacité d'autonomie de 8 à 12 heures. Cela dépend des opérateurs. Notre collègue a donc présenté une motion pour dire que nous devrions étudier ce point en comité, et que nous devrions nous poser davantage de questions à ce sujet.

Ce point relève de la compétence fédérale. Nous devons savoir exactement ce que nous attendons de nos appareils dont nous dépendons tellement. Imaginons un instant que des gens ne puissent pas joindre leur enfant par cellulaire pendant une catastrophe. C'est bien de cela que nous devons discuter en profondeur.

Je remercie la députée d'avoir contribué aux débats ce soir.

M. Taleeb Noormohamed (Vancouver Granville, Lib.): Madame la Présidente, je vais partager mon temps de parole avec le député de West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country.

Je suis reconnaissant de pouvoir prendre la parole pour la première fois à la Chambre des communes à titre de député de Vancouver Granville, qui est située sur le territoire ancestral non cédé des Salishs du littoral et des Premières Nations de Musqueam, de Squamish et de Tsleil-Waututh. Je suis heureux de représenter les résidents de cette incroyable circonscription et de travailler chaque jour en leur nom.

J'aimerais remercier mes parents, ma partenaire, ma sœur, ma famille, ma communauté et mes bénévoles, qui ont travaillé fort tous les jours pour rendre ceci possible.

Comme de nombreux Britanno-Colombiens, j'ai le cœur lourd ce soir et depuis plusieurs jours à la vue de la dévastation, des pertes et des épreuves causées par des phénomènes météorologiques ex-

Article 52 du Règlement

trêmes, notamment les pertes de biens, de vie et, en fait, du sentiment de sécurité.

[Français]

Je tiens ce soir à exprimer ma gratitude à tous ceux qui font leur possible pour soutenir les citoyens de la Colombie-Britannique, alors que nous affrontons les effets choquants des inondations qui ont causé tant de détresse, de destruction et de dévastation d'un bout à l'autre de la Colombie-Britannique.

[Traduction]

Nous sommes de tout cœur avec ceux qui ont perdu des êtres chers et ceux qui manquent encore à l'appel. Nos pensées les accompagnent.

Comme l'a dit la ministre de la Défense nationale, la semaine dernière, c'est un grand soulagement de savoir que dans des moments comme celui-ci les Canadiens feront toujours front commun pour se soutenir les uns les autres. Nous avons vu des bénévoles, des premiers intervenants, des citoyens ordinaires et des membres de nos forces armées répondre à l'appel et servir et soutenir leurs concitoyens.

Nous avons déjà entendu mon collègue parler des efforts extraordinaires de nos forces armées pour aider les habitants de la Colombie-Britannique à traverser ce cauchemar, en évacuant les personnes et les animaux domestiques vers la sécurité, en transportant de la nourriture et des fournitures, en maintenant des chaînes d'approvisionnement essentielles, en soutenant la planification provinciale et les opérations de secours, en protégeant et rebâtissant des infrastructures essentielles, des routes et des propriétés, et bien plus encore. Nous savons qu'ils continueront le travail visant à stabiliser la situation aussi longtemps que cela s'avérera nécessaire. C'est gratifiant de savoir que nous pouvons compter sur les incroyables hommes et femmes de nos forces armées pour venir en aide aux Canadiens, comme ils le font en ce moment en Colombie-Britannique et comme ils l'ont fait partout au pays tout au long de la pandémie.

Il fait chaud au cœur d'entendre toutes les histoires de gens de partout en province qui se soutiennent les uns les autres, peu importe leurs différences. Je pense à la Fédération juive, qui a récolté près de 250 000 \$, à l'organisme Islamic Relief Canada, qui a rempli des véhicules de fournitures d'urgence pour offrir de l'aide, aux nombreux gurdwaras de l'ensemble de la province qui ont nourri des milliers de personnes et à toutes les situations de ce genre. C'est ce qui nous rend fiers de la Colombie-Britannique et il est bon de constater que, lors de crises comme celle-ci, nous pouvons compter les uns sur les autres.

Il est presque 20 h en Colombie-Britannique et nous connaissons tous des gens qui ne pourront pas s'asseoir à table à la maison pour le souper, qui ne pourront pas s'installer devant la télévision ce soir, qui n'iront pas chercher leurs enfants au hockey ou qui ne pourront pas faire ce qu'ils ont l'habitude de faire. Ils devront plutôt tenter de trouver des solutions pour eux, pour leur famille et pour leur collectivité. Je suis très reconnaissant que le gouvernement ait décidé d'agir en partenariat avec la Colombie-Britannique pour déployer les ressources nécessaires afin de venir en aide à nos concitoyens de la province.

Article 52 du Règlement

Aujourd'hui, peu importe notre affiliation politique, nous sommes unis dans notre volonté de venir en aide aux gens de la Colombie-Britannique et d'aider la province à se relever et à se rebâtir. Nous avons tous la volonté de rebâtir rapidement et de soutenir les gens dans le besoin.

• (2255)

[Français]

La réalité à laquelle nous sommes confrontés en tant que citoyens de la Colombie-Britannique et en tant que Canadiens est que les incendies de forêt que nous avons vus augmenter au cours des dernières années et des inondations comme celles-ci vont devenir la norme.

Nous ne pouvons pas simplement reconstruire et prétendre que cela ne se reproduira peut-être que dans un an ou deux. En effet, cela va arriver et cela continuera si nous ne prenons pas des mesures énergiques pour empêcher un nouveau réchauffement de notre planète.

[Traduction]

Le Canada se réchauffe deux fois plus vite que le reste de la planète. C'est pourquoi il est aussi important d'agir dès maintenant, comme l'a promis le gouvernement. S'il y a bien une chose que les événements récents nous ont montrée, qu'il s'agisse des feux de forêt ou des inondations, c'est que nous ne pouvons plus prétendre que les changements climatiques ne sont qu'un concept abstrait, un phénomène qui ne nous touchera pas de notre vivant. Les changements climatiques sont une réalité bien concrète et nous devons travailler ensemble pour bâtir des infrastructures plus résilientes, mais aussi pour prendre les décisions difficiles qui s'imposent pour lutter contre ceux-ci.

Nous devons rebâtir et nous avons l'intention de le faire, mais nous devons rebâtir de manière à nous permettre de résister à l'assaut des changements climatiques, même pendant que nous cherchons à les contrer. Nous devons continuer à investir dans l'innovation et dans la technologie ici au Canada, afin de nous placer à l'avant-garde de la lutte contre les changements climatiques et de nous permettre de bâtir une économie verte et durable pour les décennies à venir.

Dans notre planification pour l'avenir, il est gratifiant de constater que la Chambre fait front commun pour bâtir des communautés résilientes et des infrastructures durables, en plus de réaliser des investissements à long terme visant à assurer la sécurité des Britanno-Colombiens et de tous les Canadiens.

Cette tâche incombe au gouvernement. En 2018, le gouvernement du Canada a créé le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes en promettant 2 milliards de dollars sur 10 ans destinés à des projets d'infrastructures structurelles et naturelles visant à rehausser la résilience des communautés touchées par des catastrophes naturelles engendrées par les changements climatiques. Le budget de 2021 prévoit une somme supplémentaire de 1,375 milliard de dollars sur 12 ans pour renouveler ce fonds.

Le gouvernement a toujours été là pour les Britanno-Colombiens et pour tous les Canadiens, et il continuera d'être là pour les Britanno-Colombiens alors que nous rebâtirons après cette crise et que nous ferons tout ce qu'il faut pour nous assurer de nous préparer en vue de la prochaine catastrophe, tout en poursuivant la lutte contre les changements climatiques.

Chaque fois qu'il y a une catastrophe — et c'est d'autant plus vrai lorsqu'elle est aussi horrible que celle que nous vivons en Colombie-Britannique en ce moment —, il convient de tirer des leçons et de faire en sorte d'être mieux outillé pour gérer la prochaine et mieux répondre aux besoins des personnes touchées. Nous devons également nous pencher sur la cause profonde de cette crise: les changements climatiques. Dans ce cas, travailler en partenariat pour lutter contre les changements climatiques et prendre des mesures audacieuses sans en faire une question partisane est notre meilleure chance de réussite.

Ce soir, alors que nous siégeons à des milliers de kilomètres de la Colombie-Britannique, je tiens à remercier tous les députés de s'être concentrés sur ma province et de s'être engagés à travailler ensemble pour que nous soyons en mesure de nous remettre rapidement de cette tragédie.

M. Brad Vis (Mission—Matsqui—Fraser Canyon, PCC): Madame la Présidente, je remercie le député de Vancouver Granville pour son premier discours à la Chambre des communes.

En effet, un grand nombre des catastrophes que nous avons vues de l'été jusqu'à l'automne, dans ma circonscription en particulier, ont été causées par les changements climatiques. Cependant, nous ne devons pas oublier qu'au début du XX^e siècle, le gouvernement du Canada a asséché le lac Sumas et créé un système de digues qui a empêché artificiellement la formation du lac dans la vallée du Fraser. Une grande partie de cette infrastructure doit être rénovée immédiatement pour éviter d'autres inondations.

J'aimerais que le député nous dise s'il soutient les demandes que nous avons entendues ce soir à propos du financement de cette infrastructure essentielle afin de prévenir de nouvelles inondations dans la prairie Sumas, dans ma ville.

• (2300)

M. Taleeb Noormohamed: Madame la Présidente, quand on parle du lac Sumas, je pense à ce qu'on avait dit aux communautés des Premières Nations, à l'époque, concernant ce qui risquait d'arriver si une situation comme celle-ci devait se produire. Quoi qu'il en soit, nous en sommes là aujourd'hui, et je ne crois pas avoir besoin de rappeler que le gouvernement s'est engagé à tout faire pour rebâtir la Colombie-Britannique et pour que les régions touchées puissent se relever. Nous devons faire le nécessaire pour que les gens puissent vivre leur vie.

Tous ensemble, nous allons prendre les moyens pour que la Colombie-Britannique et les régions touchées puissent se relever et pour que les localités puissent survivre.

M. Gord Johns (Courtenay—Alberni, NPD): Madame la Présidente, je tiens à signaler à la Chambre que, de 2006 à 2011, les inondations ont coûté environ 120 millions de dollars au Canada. Ces coûts sont passés à 360 millions de dollars de 2010 à 2015, puis à 430 millions de dollars par année de 2016 à 2018. Ils dépassent aujourd'hui le milliard de dollars. En 2014, le directeur parlementaire du budget avait calculé qu'au rythme où allaient les choses, les inondations et les incendies coûteraient de 43 à 50 milliards de dollars par année à l'État. Quel déficit terrible à laisser aux générations à venir.

Le député a dit qu'il faut investir massivement et prendre des mesures audacieuses et courageuses. Les libéraux investissent 2 milliards de dollars sur 10 ans. Ce qui serait audacieux et courageux, ce serait d'annuler l'expansion du pipeline Trans Mountain, qui coûte 17 milliards de dollars, ou de mettre fin aux subventions au secteur pétrolier et gazier, qui s'élèvent à 18 milliards de dollars. Prenons les 43 à 50 milliards de dollars que nous devons dépenser par année et consacrons-les dès aujourd'hui à nos enfants et à nos petits-enfants au lieu de les embourber dans les déficits.

Les conservateurs nous parlent d'inflation. Ils n'ont rien vu. Les primes d'assurance vont exploser. Protégeons les générations de demain en investissant aujourd'hui dans les choses qui comptent.

M. Taleeb Noormohamed: Madame la Présidente, une mesure audacieuse et décisive consiste à mettre en œuvre d'un plan qui a été appuyé par les Canadiens lors de la dernière élection, ce que nous sommes ici pour faire. Une mesure audacieuse et responsable consiste à veiller à ce que nous soyons en mesure d'atteindre nos objectifs, comme nous nous sommes engagés à le faire. Une mesure audacieuse et décisive consiste à faire en sorte que nous travaillions avec tous les intervenants, toutes les provinces et toutes les communautés autochtones afin de lutter contre les changements climatiques et d'obtenir des résultats pour les Canadiens.

M. Andy Fillmore (Halifax, Lib.): Madame la Présidente, je remercie le député de Vancouver Granville de sa première intervention à la Chambre et je le félicite de son élection. Je suis convaincu que les électeurs de Vancouver Granville sont très heureux d'avoir un représentant aussi accompli et attentionné à la Chambre en ce moment.

Le député, tout comme moi, a fait campagne sur ce qui a été reconnu comme le plan environnemental le plus rigoureux à avoir été proposé aux dernières élections. Je me demande s'il souhaite parler de certains des éléments de notre plan que ses concitoyens ont le plus aimés. Il voudra toutefois peut-être aborder les commentaires du député de Courtenay—Alberni au sujet des 18 milliards de dollars en subventions pour le carburant, dont la majorité était des subventions pour les travailleurs et les familles qui avaient perdu leur salaire. Je lui laisse le soin de choisir.

M. Taleeb Noormohamed: Madame la Présidente, le député a effectivement raison. Dans ma circonscription, Vancouver Granville, les électeurs ont choisi un plan sensé, et ils le savaient. Ils savaient qu'il était important d'obtenir les puits orphelins et que c'était une sage décision de ne pas réduire le financement de cette mesure. Ils savaient qu'il était important d'abandonner peu à peu les combustibles fossiles et que c'était la bonne solution d'investir en ce sens. Ils savaient qu'investir dans les bonnes décisions pour aider l'économie à s'adapter et à évoluer vers l'économie verte était la bonne solution, sans compromettre les emplois ainsi que la sécurité de l'économie et du pays.

M. Patrick Weiler (West Vancouver—Sunshine Coast—Sea to Sky Country, Lib.): Madame la Présidente, je tiens d'abord à vous féliciter pour le renouvellement de votre mandat.

C'est un privilège de prendre de nouveau la parole à la Chambre pour participer au débat pour la première fois au cours de la 44^e législature. Je tiens d'abord à remercier tous les bénévoles, le personnel dévoué, mes amis et ma famille, qui ont travaillé sans relâche pour me faire élire. Je dois également beaucoup à ma conjointe, Nicole, qui est restée à mes côtés et m'a donné la force d'être le meilleur représentant et la meilleure personne que je puisse être.

Article 52 du Règlement

Je suis vraiment honoré que les habitants de West Vancouver-Sunshine Coast-Sea to Sky Country m'aient fait confiance pour les représenter à la Chambre. Je suis ici pour faire entendre leur voix et défendre leurs intérêts. C'est pourquoi je suis ici aujourd'hui, pour parler de la crise qui frappe actuellement les Britanno-Colombiens.

Lors de la dernière législature, j'ai pris la parole à la Chambre pour parler de la loi historique sur la responsabilité en matière de carboneutralité et j'ai parlé des répercussions de plus en plus graves des changements climatiques sur la Colombie-Britannique et les habitants de ma circonscription. Cette loi oblige maintenant le gouvernement du Canada à fixer des objectifs ambitieux et à rendre compte régulièrement de ses progrès afin qu'il soit tenu de les atteindre.

Même si le Canada et de plus en plus de pays mettent en place des mesures pour réduire les émissions de gaz à effet de serre, les répercussions de la crise climatique que nous aurons à gérer seront de plus en plus graves au cours des prochaines décennies, dans le meilleur des scénarios. Nous ne pouvons miser uniquement sur les stratégies d'atténuation. La catastrophe qui sévit depuis deux semaines met en évidence que nous avons pris beaucoup de retard pour mettre en place des mesures d'adaptation aux changements climatiques déjà très présents et en évolution constante.

L'année 2021 a marqué un tournant pour ce qui est de la crise climatique en Colombie-Britannique. L'été dernier, nous avons souffert d'une vague de chaleur extrême sans précédent — communément appelé un dôme de chaleur — durant laquelle la ville de Lytton est devenue l'un des endroits les plus chauds au monde. Malheureusement, le lendemain, la ville a été complètement détruite par l'incendie causé par cette chaleur extrême. Dans toute la province, des records de chaleur ont été enregistrés et certains d'entre eux ont dépassé les 5 degrés Celsius. Au total, 595 Britanno-Colombiens ont perdu la vie en raison de cette chaleur extrême. Cette terrible vague de chaleur a allumé des feux de forêt partout dans la province, détruisant près de 8 700 kilomètres carrés de terrain. Des milliers de personnes ont été forcées d'évacuer leur domicile. Les habitants de la Colombie-Britannique ont respiré de l'air pollué — comparable aux pires concentrations de pollution atmosphérique dans le monde — parce que le soleil a été voilé par la fumée des feux de forêt.

Une température élevée a entraîné une fonte rapide de la calotte de neige des montagnes, des torrents d'eau se déversant ainsi dans les rivières. Quand la température nocturne au sommet du Mount Currie s'est retrouvée autour de 35 degrés, l'alerte d'évacuation du village de Pemberton, à proximité, a été donnée. Le village est passé à quelques centimètres près d'être inondé par les eaux de fonte. Heureusement, dans ce cas, l'eau s'est infiltrée dans le sol.

Toutes les zones côtières de ma circonscription ont été touchées, puisque des milliards d'organismes marins sont morts, ce qui a causé une punte caractéristique sur toute la côte de la Colombie-Britannique.

Article 52 du Règlement

Moins de six mois plus tard, nous avons connu une autre catastrophe climatique sans précédent. En seulement deux jours, l'équivalent de plus d'un mois de précipitations sont tombées en raison d'une rivière atmosphérique, fracassant du coup plus de 20 records. Des endroits qui, cet été encore, se consumaient de façon incontrôlable se retrouvent maintenant sous l'eau. Cette fois, ce sont des inondations extrêmes qui ont obligé des milliers de Britanno-Colombiens à quitter leur domicile. Les eaux ont détruit maisons, infrastructures et entreprises, y compris dans ma circonscription, où les inondations dans le district de la Sunshine Coast ont causé des fermetures de routes, des coupures d'eau et des avis d'ébullition de l'eau. Voilà ce qui se passe l'année même où ces foyers ont connu des restrictions d'eau de niveau 4.

Bien que les coûts totaux associés à ce désastre n'aient pas encore été estimés, nous savons que ce sera la catastrophe naturelle la plus coûteuse de l'histoire du pays. Il est facile de comprendre pourquoi. Alors qu'environ 240 milliards de dollars de marchandises passent par le port de Vancouver chaque année, le Sud-Ouest de la province a été coupé du reste du pays, puisque les inondations et les glissements de terrain ont coupé ou grandement endommagé toutes les routes et les voies ferrées.

Sur l'autoroute Coquihalla, qui sert au transport de milliards de dollars de marchandises, beaucoup de sections de route ont été emportées et beaucoup de ponts se sont effondrés, une situation qui touchera des milliers de personnes. La route sera probablement inutilisable pendant des mois. Certaines des terres agricoles les plus fertiles du pays ont été inondées, et des milliers d'animaux d'élevage ont péri noyés ou ont été euthanasiés.

À l'heure actuelle, tous les ordres de gouvernement travaillent de concert pour faire face à la crise. Des gens ont déployé des efforts héroïques pour aider les personnes touchées par la situation, que ce soit en donnant et en transportant de la nourriture, un besoin essentiel, en hébergeant des gens qui avaient besoin d'un toit, ou en contribuant généreusement aux secours. Le gouvernement du Canada a modifié les règles de l'assurance-emploi pour pouvoir fournir rapidement du soutien aux Britanno-Colombiens touchés par la situation; il a négocié avec nos amis des États-Unis un assouplissement des mesures frontalières et a déployé des militaires pour qu'ils réparent des infrastructures endommagées afin d'éviter que d'autres problèmes surviennent, puisqu'on annonce jusqu'à 80 millimètres de pluie demain.

• (2305)

Ce ne sont là que quelques exemples. Ce sont les coûts financiers réels des changements climatiques et il faut payer la note dès maintenant. Certes, il s'agit de l'année la plus désastreuse de l'histoire de la Colombie-Britannique, mais ce n'est qu'un avant-goût de ce que nous réserve l'avenir.

L'été dernier, Oxfam a analysé une recherche de l'institut Swiss Re selon laquelle l'économie du Canada pourrait se contracter de 6,9 % d'ici 2050 si on ne prend pas de mesures ambitieuses pour lutter contre les changements climatiques. Les événements de ce genre deviendront à la fois plus fréquents et plus graves et, si nous ne prenons pas de mesures pour devenir plus résilients, ils seront lourds de conséquences.

Le gouvernement du Canada a pris des mesures dans ce domaine, mais il faut agir davantage et plus rapidement. Les programmes comme le Fonds d'atténuation et d'adaptation en matière de catastrophes fournissent un appui aux grands projets d'infra-

structure afin d'aider les collectivités à mieux gérer les risques liés aux catastrophes naturelles.

Plus tôt cette année, j'ai été fier d'annoncer, pour la municipalité de villégiature de Whistler, du financement destiné à la construction de coupe-feu qui atténueront les risques d'incendies de forêt dans la région. Nous avons aussi lancé un fonds national d'infrastructure plus tôt cette année, qui nous permettra d'axer nos efforts sur des solutions d'infrastructures naturelles qui sont fondamentalement plus résilientes aux effets des changements climatiques, pour la même raison qui explique que la région de Pemberton a été épargnée de ce que j'ai mentionné tout à l'heure.

Le budget de 2021 prévoit également des milliards de dollars d'argent frais pour aider les provinces et les territoires à atténuer les conséquences des catastrophes. Plus tôt aujourd'hui, le premier ministre s'est engagé à mettre en place un programme d'assurance à faible coût contre les inondations et nous allons collaborer avec les provinces et les territoires pour mettre à jour la carte des zones inondables. C'est extrêmement important, car nous savons que des villes comme Merritt utilisaient des cartes des zones inondables vieilles de presque 40 ans.

Le gouvernement s'est également engagé à collaborer avec les Premières Nations pour atténuer les risques de feux de forêt en se servant des pratiques ancestrales fort efficaces de ces dernières. Il entend également mettre en place une stratégie nationale d'adaptation d'ici un an et à mettre en œuvre une perspective climatique comprenant des mesures d'adaptation et d'atténuation pour toutes les décisions gouvernementales qui seront prises à l'avenir.

On dit qu'il vaut mieux prévenir que guérir et c'est le cas dans la situation présente; ces mesures et d'autres mesures doivent être mises en œuvre de toute urgence.

En terminant, je veux raconter l'histoire de mon ami Noah. Il rentrait chez lui, à Vancouver, en voiture après s'être rendu près de Merritt quand il s'est buté à un glissement de terrain sur la route Coquihalla. Il a dû rebrousser chemin et emprunter la route du lac Duffy, qui n'affichait aucune mise en garde. En cours de route, il a dû s'immobiliser et, peu après, un glissement de terrain l'a surpris. Son véhicule en a fait plusieurs tonneaux et il a été démoli, mais Noah et son passager en sont miraculeusement sortis indemnes, hormis pour quelques ecchymoses et un bon bain de boue.

Son histoire ne se compare pas à celle d'autres automobilistes qui sont restés coincés, ni à celle des premiers intervenants qui sont arrivés rapidement pour sortir toutes ces personnes de leur véhicule et pour les tenir au chaud en attendant de pouvoir quitter les lieux. Ils ont eu de la chance de s'en sortir indemnes, mais au moins quatre personnes ont connu une fin tragique.

Nous savons que des événements comme celui-là deviendront de plus en plus fréquents et nous devons collaborer avec tous les paliers de gouvernement pour assurer la sécurité des Canadiens. Nous devons nous assurer que nos infrastructures résistent aux phénomènes météorologiques extrêmes de la sorte et que les Canadiens comprennent bien les risques pour eux-mêmes ainsi que pour leurs biens. Nous devons être en mesure de nous adapter aux conditions qui changent rapidement.

J'espère que tous les députés saisiront et entretiendront le sentiment d'urgence et la motivation que nous vivons tous aujourd'hui, afin que nous puissions travailler ensemble pour réduire les émissions et les risques que courent les collectivités en raison de l'accélération des changements climatiques.

• (2310)

M. Bob Zimmer (Prince George—Peace River—Northern Rockies, PCC): Madame la Présidente, je salue tous les intervenants de ce soir qui ont axé le débat sur les résidents d'Abbotsford, des basses-terres continentales jusqu'à la vallée du Fraser et de l'intérieur des terres. Il faut penser à la population et à l'aide dont elle a besoin. Voilà de quoi il est question ce soir.

Comme mes collègues les députés d'Abbotsford et de Mission—Matsqui—Fraser Canyon l'ont mentionné à maintes reprises, il faut penser à la population.

Nous avons vécu à Abbotsford durant quatre ans pendant mes études universitaires, et cette ville fait partie de notre famille. C'est là que nos enfants ont grandi lorsqu'ils étaient tout jeunes. Nous devons nous concentrer sur les besoins. Nous devons nous concentrer sur la situation urgente qui se déroule là-bas en ce moment, sur la tempête qui viendra ce soir et celle qui viendra probablement la semaine prochaine.

Nous exhortons le gouvernement fédéral à apporter toute l'aide qu'il peut offrir dès maintenant. Encore une fois, c'est pour cela que nous sommes ici ce soir. Il se fait tard à Ottawa, il est environ 23 h 15, mais je voulais seulement parler au député et demander au gouvernement de faire tout ce qui est possible pour aider les gens d'Abbotsford.

M. Patrick Weiler: Madame la Présidente, bien entendu, tous les ordres de gouvernement collaborent étroitement et divers ministres s'attaquent à ce dossier. L'armée a également été déployée. Je crois savoir qu'environ 500 membres des Forces armées canadiennes s'y trouvent actuellement et s'affairent à effectuer les réparations nécessaires, notamment la reconstruction des digues, pour empêcher les pluies qui s'annoncent d'aggraver encore davantage la situation pour ceux qui ont déjà dû fuir leur domicile.

Je tiens aussi à exprimer mon appui au gouvernement afin qu'il fasse tout en son pouvoir pour aider les personnes touchées à traverser cette période difficile, comme il l'a fait pendant la pandémie de COVID.

• (2315)

M. Alistair MacGregor (Cowichan—Malahat—Langford, NPD): Madame la Présidente, c'est la première fois que je prends la parole au cours de la 44^e législature. Je souhaite donc en profiter pour remercier les gens extraordinaires de Cowichan—Malahat—Langford de m'avoir accordé un troisième mandat. J'en suis profondément honoré.

Depuis que je siège à la Chambre, on a souvent donné comme excuse, lors des débats sur les changements climatiques, le coût qui résulterait de l'abandon d'une économie dépendante des combustibles fossiles. Pourtant, ce coût annoncé fait fi des sommes considérables qu'il faudra verser si nous n'effectuons pas cette transition, des sommes dont l'ampleur fera paraître ridicules en comparaison les investissements nécessaires pour amorcer la transition maintenant.

J'aimerais poser deux questions à mon collègue. D'abord, maintenant que nous connaissons les prévisions, est-il d'avis que les cré-

Article 52 du Règlement

aits budgétaires accordés par le gouvernement libéral actuel suffiront pour relever ce défi? Ensuite, regrette-t-il que le gouvernement libéral ait investi des milliards de dollars dans les infrastructures de combustibles fossiles, comme l'oléoduc Trans Mountain?

M. Patrick Weiler: Madame la Présidente, nous devons continuer de faire plus et intervenir plus rapidement. Nous devons réduire nos émissions du mieux que nous le pouvons dès maintenant. C'est pourquoi nous avons promis d'imposer un plafond pour les émissions du secteur pétrolier et gazier et de réduire ce plafond progressivement tous les cinq ans pour que nous puissions atteindre les objectifs de réduction des gaz à effet de serre que nous nous sommes fixés et vis-à-vis desquels nous avons maintenant des comptes à rendre grâce au projet de loi adopté il y a quelques mois.

Ce faisant, nous devons investir dans les types de technologies qui nous permettront de réduire notre dépendance à l'égard de l'énergie fossile ainsi que de réduire nos émissions dans d'autres sphères de la société. Au cours des quatre ou cinq dernières années, nous avons investi quelque 100 milliards de dollars à cette fin, mais nous devons faire plus. Nous devons également continuer d'investir dans l'adaptation. Il faut faire plus à cet égard. C'est ce qui ressort nettement des événements des deux dernières semaines, voire de la dernière année tout entière. Certaines des choses que j'ai mentionnées...

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Je veux laisser du temps pour une brève question.

Nous poursuivons les questions et observations. La députée de Saanich—Gulf Islands a la parole.

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, ma question porte sur un sujet qui me chagrine énormément. La soi-disant loi sur la responsabilité en matière de carboneutralité et de lutte contre les changements climatiques nous engage à atteindre la mauvaise cible. La COP26, à Glasgow, a fait nettement ressortir que le monde ne cherche pas à atteindre la carboneutralité d'ici 2050. Une telle cible est dangereuse. Le monde cherche à réduire considérablement les émissions au cours de la présente décennie. Qu'en pense le député?

M. Patrick Weiler: Madame la Présidente, nous devons réduire les émissions dès maintenant. Il ne s'agit pas seulement de 2050. C'est beaucoup trop loin. Les émissions que nous arrivons à réduire maintenant sont d'autant plus importantes. Nous nous sommes engagés à réduire les émissions de 40 % à 45 % sous les niveaux de 2005 d'ici 2030, ce qui est une nouvelle cible. La cible de 45 % représente l'engagement pris dans l'Accord de Paris, et nous devons faire notre part en ce sens, et plus encore.

M. Brad Vis (Mission—Matsqui—Fraser Canyon, PCC): Madame la Présidente, ce fut une soirée très rassurante à la Chambre des communes.

Les habitants des collectivités de ma circonscription, Mission—Matsqui—Fraser Canyon, traversent une année très difficile marquée par les effets des changements climatiques, ce qu'aucun de nous n'aurait pu imaginer il n'y a pas si longtemps.

Article 52 du Règlement

Le 29 juin dernier, le record de chaleur du Canada a été fracassé: la température a atteint 49,6 degrés Celsius, marquant la journée la plus chaude de l'histoire du pays, un record qui a été battu trois jours consécutifs. Le jour suivant, un incendie s'est déclenché et s'est propagé si rapidement, que les habitants ont eu à peine 15 minutes pour évacuer leur propriété alors que la ville était consommée par les flammes. L'incendie a détruit 83 000 hectares de terrain et 90 % du village.

À la COP26, le premier ministre a parlé de la ville au passé, indiquant qu'il y avait une ville appelée Lytton. Les habitants qui ont entendu le discours, dont le chef Patrick Michell de Kanaka Bar, ont fait remarquer que Lytton est loin d'avoir disparu. Si les structures ont été ruinées, l'esprit, lui, ne l'a pas été. En tout respect, le premier ministre a reconnu ce soir qu'il y a toujours des gens qui vivent à Lytton et je le remercie.

Les membres de la collectivité sont impatients de rentrer chez eux et de restaurer les quartiers qu'ils connaissent et aiment. Plus de quatre mois plus tard, les habitants sont toujours déplacés dans l'ensemble la province et ils ont besoin de voir des mesures concrètes. En raison des inondations et des glissements de terrain récents qui ont aggravé la situation, il n'y a pas de fin en vue pour l'ordre d'évacuation de Lytton, en vigueur depuis juin. Les infrastructures essentielles, notamment la route n° 1 près de Jackass Summit et de Tank Hill et la route n° 8, ainsi que les systèmes d'aqueduc et d'égout doivent être restaurés pour permettre le retour des habitants et des entrepreneurs.

Le service de pompiers volontaires de Lytton a absolument besoin d'une nouvelle caserne de pompiers et d'un nouvel équipement pour être pleinement opérationnel pendant le processus de construction. Les entreprises locales souffraient déjà des effets néfastes de la COVID-19 lorsque l'incendie s'est déclaré. Les propriétaires d'entreprises non assurés ou sous-assurés sont aux prises avec la perte de leurs magasins et de leurs stocks et beaucoup de ceux qui recevaient des fonds liés à la pandémie, notamment du Compte d'urgence pour les entreprises canadiennes, seront incapables de les rembourser d'ici la fin de l'année.

Le milieu des affaires demande que des prêts assortis d'un taux d'intérêt faible ou nul soient offerts par Développement économique Canada pour le Pacifique, afin que les services puissent redevenir opérationnels dans les plus brefs délais. La Première Nation de Lytton et le Village de Lytton ont dit vouloir travailler ensemble et pourraient soumettre des propositions de financement conjointes. D'autres Premières Nations de la région, dont les nations de Siska, Nicomen et Kanaka Bar, dépendent elles aussi de l'infrastructure essentielle qui doit être reconstruite, notamment du seul hôpital offrant des chirurgies dans la région.

Comme Lytton est une petite communauté éloignée, elle n'a pas accès aux ressources administratives et financières dont disposent de plus grandes communautés, qui peuvent ainsi composer avec les lourds processus de demande. De plus, l'incendie a détruit tous les documents cruciaux et les serveurs de sauvegarde du village, et il est donc presque impossible de remplir certaines des demandes.

Comme ce feu de forêt a été terriblement destructeur et que le travail de rétablissement nécessaire dépasse ce qui est généralement requis, j'ai demandé qu'un financement spécial provenant de la réserve de gestion du Secrétariat du Conseil du Trésor soit versé sans tarder. Le service de lutte contre les feux de forêt de la Colombie-Britannique a déclaré qu'il s'agissait de l'un des pires incendies qu'il ait jamais vus. Le feu a paralysé les télécommunications et ra-

vagé des infrastructures essentielles, BC Hydro, le bâtiment de la GRC, la caserne de pompiers, l'hôpital et les installations du village. L'école a heureusement été épargnée.

Comme je l'ai mentionné, les habitants n'ont eu que quelques minutes pour évacuer la ville, et ce, avec seulement les vêtements qu'ils portaient à ce moment. De plus, ils n'ont eu aucune indication sur la direction à prendre pour s'éloigner en toute sécurité de cette collectivité rurale. Nombre de ces habitants avaient fui vers Merritt et ils doivent maintenant être évacués d'urgence pour une deuxième fois.

Imaginons: fuir sa maison pour éviter une catastrophe naturelle puis fuir le lieu où on est réfugié afin de fuir une nouvelle catastrophe naturelle. Imaginons à quel point cela peut affecter la santé mentale d'une personne. Je demande à la ministre de la Santé mentale et des Dépendances de faire en sorte que les habitants de ma circonscription aient accès à des mesures de soutien de leur santé mentale.

Comme nous le savons, les habitants de Lytton ne sont pas les seuls à devoir composer avec la perte de leur propriété et de leur moyen de subsistance. En effet, le dimanche 14 novembre dernier, une tempête d'une ampleur sans précédent a balayé la Colombie-Britannique. Bien que les journalistes de la tribune parlementaire aient mis un peu plus de temps que nécessaire à réaliser la gravité de la situation, l'impact de cette catastrophe sur les habitants de ma province ne fait plus aucun doute pour personne.

Même si les images qui circulent choquent, il est difficile de bien saisir à quel point les citoyens ordinaires sont touchés sans connaître un sinistré. Cela m'amène à parler de ma cousine Christine. Nous avons presque le même âge. Elle est enceinte. Elle et son mari ont dû quitter leur maison inondée. Ils élèvent de la volaille en plus d'avoir une petite entreprise de soudure qui offre des services aux fermes laitières. Ils ont perdu 20 000 oiseaux et leur maison. Toutefois, ce sont les petites choses qui peuvent parfois atteindre les gens plus durement. Ma cousine a publié sur notre groupe Facebook familial qu'ils venaient juste de recevoir un boni de la part de l'un de leurs fournisseurs alimentaires. Ils avaient utilisé cet argent pour remplir leur congélateur de nourriture pour le temps des Fêtes. Parfois, ce sont les petites choses, comme perdre le contenu d'un congélateur, qui poussent les gens dans le gouffre.

Le moment viendra où il faudra faire une analyse exhaustive de ce qui aurait dû être fait plus vite ou mieux, et je sais que ce travail est déjà amorcé. Cependant, les prévisions météorologiques annoncent d'autres tempêtes. De l'aide additionnelle sera nécessaire pour aider à rebâtir les infrastructures essentielles qui relient la vallée du bas Fraser au reste du Canada.

Article 52 du Règlement

• (2320)

Déjà, les routes principales ont été mises à mal et elles ont été complètement détruites à certains endroits. La plupart de ces routes — et des sections endommagées — sont situées dans la circonscription de Mission—Matsqui—Fraser Canyon ou coupent une route qui y passe. Entre Hope et Spences, la route Transcanadienne s'est affaissée. La route 3 est ouverte entre Hope et Princeton, mais tard mardi soir, il n'y avait encore qu'une seule voie de praticable dans chaque direction, et seulement pour les déplacements essentiels. La route Coquihalla, qui borde ma circonscription, est fermée et plusieurs tronçons se sont affaissés, y compris là où un glissement de terrain a emporté un vaste segment, à 11 kilomètres au sud du paravalanche du Great Bear. Il n'y a aucune voie de contournement, et selon les spécialistes, il pourrait se passer plusieurs semaines avant que les ouvriers puissent commencer les travaux de réparation. Tous les Britanno-Colombiens savent que c'est à peu près impossible de faire des travaux sur la route Coquihalla l'hiver.

La route 99 entre Lillooet et Pemberton est rouverte pour les déplacements essentiels, mais un glissement de terrain en avait provoqué la fermeture. Comme certains de mes collègues l'ont mentionné ce soir, c'est à cet endroit que quatre personnes ont malheureusement perdu la vie. Les recherches se poursuivent dans le but de retrouver une cinquième personne, mais celle-ci est maintenant présumée morte. Mes prières accompagnent la famille et les amis de tous ces gens, et plus particulièrement la jeune fille qui a perdu ses parents.

La route 8, qui relie Merritt et Spences Bridge, est fermée. Le ministre provincial des Transports affirme que 18 tronçons de la route sont endommagés, y compris 4 ponts. Steven Rice, directeur local du district régional de Thompson-Nicola, tente de passer le mot et fait un travail remarquable à cet égard, ce qui illustre à quel point des régions rurales comme la sienne sont négligées. Selon M. Rice, il faudra des années avant que les résidents puissent regagner leur demeure, si jamais ils y retournent.

Dans la vallée du bas Fraser, seuls les déplacements essentiels sont autorisés sur la route 1 entre Popkum et Hope, tandis que la route est complètement fermée sur un large tronçon à Abbotsford. Seuls les déplacements essentiels sont autorisés entre Mission et Hope sur la route 7, et un large tronçon de la route 11, entre Mission et Abbotsford, demeurera fermé dans un avenir prévisible. Il va sans dire que la réparation de la route va demander énormément de temps et d'efforts.

Du côté du transport sur rail, il y a une note positive quant à l'état des voies ferrées: je trouve vraiment encourageantes la vitesse à laquelle le CN et le CP réparent les dommages de même que l'ampleur des efforts déployés pour relancer la chaîne d'approvisionnement et déplacer la marchandise. Ces deux compagnies ferroviaires ont aussi joué un rôle crucial dans l'approvisionnement de communautés éloignées, y compris nombre de communautés autochtones, qui, autrement, étaient inaccessibles, en leur fournissant le nécessaire pour traverser cette catastrophe. Les compagnies ferroviaires ont toujours été essentielles à notre économie et, vu les dégâts majeurs causés aux principales routes de la Colombie-Britannique, leurs services ne sont que plus nécessaires, surtout pour ce qui est d'acheminer les aliments pour animaux et d'assurer la sécurité alimentaire dans la vallée du fleuve Fraser.

Comme bien des députés ici ce soir, j'ai reçu beaucoup de rétroaction d'électeurs sur place à propos de ce qui doit être réglé immédiatement et surtout avant le prochain phénomène météorologique

extrême. Dans un courriel, Harm Baars, un producteur laitier local qui a joué un rôle déterminant dans le déplacement de beaucoup de bétail à l'extérieur de la prairie Sumas, demande qu'il y ait moins de résistance de la part des autorités régionales avant tout préoccupées par des questions de responsabilité.

Les agriculteurs mettront tout en œuvre pour sauver leur gagne-pain, et les responsables doivent leur donner la latitude pour ce faire. Idéalement, les autorités travailleront de concert avec les gens de la région qui sont touchés. Les propriétaires de terres ne demandent pas mieux que d'aider les équipes d'urgence à se rendre dans des zones qu'elles ne connaissent pas ou pour lesquelles elles n'ont pas l'équipement nécessaire. C'est là une lacune du programme fédéral de protection civile à laquelle il faut remédier.

L'équipement et le personnel des Forces canadiennes ne peuvent pas servir lorsqu'ils sont coincés à Edmonton, de l'autre côté des Rocheuses, ou doivent arriver par avion du Québec pour servir la Colombie-Britannique. L'absence de la base de Chilliwack se fait sentir et les événements ont mis en lumière le fait que les gouvernements fédéral et provincial doivent investir davantage en prévision de futures catastrophes, car il y aura d'autres catastrophes liées aux changements climatiques en Colombie-Britannique et il nous faut plus d'investissements du fédéral à cet égard.

Par ailleurs, le système d'alerte doit être amélioré. Les agriculteurs auraient pu déplacer plus de bétail, mais ils n'ont pas été en mesure de le faire parce qu'ils ont été avertis trop tard. Résultat: les agriculteurs de la partie est de la prairie Sumas ont été forcés d'euthanasier beaucoup de vaches laitières. Le système En alerte de la Colombie-Britannique n'a pas du tout été utilisé cette année, malgré un nombre record de catastrophes naturelles. Il s'agit d'une plateforme pancanadienne indispensable, et le gouvernement fédéral doit travailler avec la Colombie-Britannique pour que la province ait les outils dont elle a besoin.

• (2325)

De plus, comme nous avons pu le constater durant la saison des feux de forêt, les communautés autochtones sont encore exclues de la chaîne de communications d'urgence. On a rapporté que la First Nations' Emergency Services Society n'avait pas été contactée avant le mardi 16 novembre. Comme bien d'autres bandes, celle de Cook's Ferry n'a jamais reçu d'appel pour l'évacuation. La connexion entre Emergency Management British Columbia et les Premières Nations de la Colombie-Britannique continue de mettre des vies en danger et elle doit cesser.

Cet après-midi, j'ai discuté avec le conseiller Jason Robertson de la Première Nation de Lytton, qui est un homme formidable et un bon leader, en plus d'être pompier. Il affirme qu'on se renvoie la balle et que rien ne se règle. Il ne sait plus à quel saint se vouer.

J'ai parlé de cet enjeu à l'ancien ministre des Services aux Autochtones et je demande maintenant à sa successeuse de bien vouloir corriger la situation et de collaborer avec les représentants des services d'urgence et des Premières Nations de la Colombie-Britannique pour améliorer la gestion des urgences et pour accorder davantage d'autorité aux Premières Nations concernées. Ces Autochtones connaissent souvent les terres beaucoup mieux que nous. Ils connaissent la configuration des vents et l'écoulement des rivières. Ils vivent à leurs côtés, mais pas nous. Laissons-les faire le travail que nous les savons capables d'effectuer.

Article 52 du Règlement

En ce qui concerne les infrastructures, il est essentiel de bâtir dès maintenant des infrastructures améliorées et résilientes face au climat. Le prochain budget fédéral devra prévoir suffisamment de fonds pour répondre à ces besoins urgents en Colombie-Britannique afin de soutenir l'économie, la sécurité nationale et la sécurité publique. Comme l'a montré le travail mené rapidement par les employés de la Ville d'Abbotsford et par les bénévoles qui ont protégé les stations de pompage de Barrowtown avec des sacs de sable, chaque seconde compte lorsqu'il est question de réparations en réponse aux événements météorologiques extrêmes.

Une bonne partie des digues et de l'infrastructure de pompage dans notre région ont été construites dans les années 1950. Fait embarrassant, c'était avant qu'on permette aux Autochtones de voter au Canada. Le résultat tout à fait inacceptable, c'est que la sécurité et les besoins de ces derniers ont toujours passé en dernier. C'est une situation dont il est souvent question au sein d'un groupe de discussion auquel je participe. Contrairement à des collectivités comme Abbotsford, Mission et Chilliwack, bon nombre des réserves des Premières Nations ne disposent même pas d'un réseau de digues protectrices. Nous ne pouvons plus accepter cela.

Une étude menée par le gouvernement de la Colombie-Britannique en 2015 a ciblé 75 digues de la vallée du bas Fraser et révélé que 71 % d'entre elles étaient susceptibles de céder. Selon cette étude, l'élévation maximale de la digue de récupération du lac Sumas à Abbotsford était inacceptable et il fallait s'attendre à des déversements en période de crue de la rivière Nooksack. C'est exactement ce qui vient de se passer.

Selon un rapport de 2020 commandé par la Ville d'Abbotsford, les dommages causés par une inondation majeure pourraient coûter jusqu'à 960 millions de dollars, et le coût des projets de digue proposés se situe entre 29 et 339 millions de dollars. Malheureusement, cette estimation est probablement en deçà de ce qu'on voit actuellement sur le terrain.

Les collectivités locales sonnent l'alarme depuis des années. Ce soir, à la Chambre, on a mentionné que, il y a trois semaines seulement, j'ai rencontré le maire d'Abbotsford et mes collègues les députés de Langley—Aldergrove et d'Abbotsford. Le maire d'Abbotsford nous a alors exhortés à soumettre la question des digues au Parlement du Canada, puis nous avons dû faire face aux événements qui viennent de se produire.

Il faut mettre à jour la cartographie des zones inondables afin que nous puissions mieux prévoir les événements et faire des préparatifs pour nous relever à la suite d'une catastrophe. Nous ne pouvons pas combattre les changements climatiques si nous n'appliquons pas tous les modèles et les solutions dont nous discutons ce soir aux situations réelles sur le terrain et à la topographie de notre territoire. Les circonscriptions les plus touchées dans la vallée du Fraser, soit Abbotsford, Chilliwack—Hope et Mission—Matsqui—Fraser Canyon, sont des régions agricoles extrêmement importantes qui sont essentielles à la sécurité alimentaire du Canada.

Par ailleurs, ce désastre soulève bon nombre de questions importantes par rapport aux assurances. Une grande partie des dommages subis ne seront pas couverts par les assurances, que ce soit parce que la situation n'est pas couverte selon les dispositions sur les catastrophes naturelles ou parce que ce genre de couverture est inabordable ou simplement inexistant puisque les assurances contre les inondations n'en sont qu'à leurs balbutiements au Canada. Le gouvernement fédéral doit donc offrir du soutien à ceux qui doivent

maintenant faire face à des difficultés financières d'une ampleur inimaginable.

● (2330)

Le rapport du groupe de travail chargé d'examiner les options d'assurance contre les inondations résidentielles pour les propriétés situées dans un endroit à risque élevé, qui devrait être rendu public au printemps prochain, est attendu impatientement. Le premier ministre en a fait mention encore aujourd'hui, alors je ne lâcherai pas le gouvernement d'une semelle, car je tiens à ce que ce projet voie le jour.

Le dragage des rivières et des fleuves, comme la Sumas ou le Fraser, figure aussi parmi les sujets honnis depuis trop longtemps par les autorités fédérales et provinciales, et nous voyons depuis quelques semaines ce que cela donne. Le dragage d'une rivière peut très bien se faire en dehors de la saison de la fraie et dans le respect de l'environnement.

Dans le cadre du groupe de discussion dont je parlais tout à l'heure, une bonne partie des chefs autochtones de ma circonscription se sont dits favorables à ces travaux. Certains pensent même les réaliser eux-mêmes, car ils y voient une occasion économique à saisir et le moyen d'améliorer l'habitat du saumon, tout en réduisant les risques d'inondation de leurs terres.

La vallée du Fraser est réputée de par le monde pour la qualité de ses petits fruits, mais ce secteur a été plus que malmené dernièrement, avec la vague et le dôme de chaleur de l'été dernier et la pénurie de main-d'œuvre. J'ai rencontré les représentants du conseil du bleuets de la Colombie-Britannique, cette semaine, et ils m'ont expliqué que 2 500 acres de champs de bleuets ont été inondées et que 1 000 acres sont encore sous l'eau. Les plants ainsi submergés ne survivront pas, ce qui veut dire qu'ils devront être retirés et remplacés. Le sol devra aussi être décontaminé.

Les agriculteurs n'arrivent plus à obtenir un prêt à la suite de ces inondations dévastatrices. D'après ce que je comprends, les programmes d'assurance agricole existants, y compris Agri-stabilité, ne couvrent pas les catastrophes naturelles comme les inondations, où les exploitations agricoles sont détruites et qu'il n'est pas possible de les remettre en état pour la saison suivante.

Pour mettre les choses en contexte, les plants de bleuets nécessitent de cinq à six ans avant d'atteindre leur maturité et d'être prêts à une récolte commerciale. Les indemnités d'assurance pour la valeur des pertes d'une saison seront loin de correspondre aux pertes véritables. On estime que le rétablissement de ces champs de bleuets coûtera de 32 000 \$ à 37 000 \$ par acre. La Colombie-Britannique n'a jamais traversé une telle crise. Notre pays ne peut pas se permettre qu'une de ses régions agricoles les plus productives soit anéantie. Le fédéral, comme je l'ai écrit à la ministre de l'Agriculture cette semaine, doit venir en aide à ces secteurs essentiels.

Alors que j'en arrive à une conclusion, je ne remercierai jamais assez les milliers de personnes à l'échelle de ma circonscription, de la Colombie-Britannique et du Canada qui ont offert leur aide et qui ont exprimé leur empathie pour mon coin de ce magnifique pays. Je les remercie au nom de tout le monde de Mission—Matsqui—Fraser Canyon.

Je suis reconnaissant du fait que le gouvernement a travaillé dans un fort esprit de collaboration avec l'opposition pour répondre à ces préoccupations et que nous avons pu tenir ce débat ce soir.

Article 52 du Règlement

Je suis rassuré par certaines des choses que j'ai entendues ce soir, que nous allons travailler ensemble afin que la Colombie-Britannique reçoive de l'argent, idéalement dans le prochain budget, pour les mesures d'adaptation et d'atténuation par rapport aux changements climatiques dans une région de notre pays qui en a probablement le plus besoin.

L'année a été difficile pour la Colombie-Britannique. Elle l'a aussi été pour ma circonscription. Pour les gens que je représente, c'est la première fois que je prends la parole ce soir. Je vais continuer de lutter pour eux. Il y a beaucoup de travail à faire, mais si nous adoptons une approche Équipe Canada, nous pouvons atteindre les objectifs et même les dépasser. Je suis plein d'espoir et très encouragé par nos discussions.

• (2335)

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Madame la Présidente, je crois que nous avons tous écouté attentivement les détails que le député a communiqués concernant la situation avec laquelle les citoyens de sa circonscription sont aux prises. Je tiens à assurer au député que les néo-démocrates collaboreront avec lui et avec le gouvernement pour que ces personnes obtiennent l'aide dont elles ont besoin. Étant de la Colombie-Britannique, j'ai à cœur de m'assurer que tous les Britanno-Colombiens obtiennent l'aide dont ils ont besoin.

Cela dit, le gouvernement a promis une aide d'urgence pour les sinistrés. Or, je crains que s'ils se prévalent de cette aide d'urgence, ils ne soient plus admissibles à d'autres programmes ou soient pénalisés d'une autre manière ultérieurement, comme ce fut le cas pour les aînés qui ont vu leur Supplément de revenu garanti être récupéré.

Dans ses discussions concernant l'aide offerte aux particuliers, aux familles et aux entreprises touchées, le député a-t-il reçu une quelconque assurance de la part du gouvernement comme quoi ce dernier n'annoncera pas plus tard à ces sinistrés que cette aide entraînera la perte ou la récupération d'autres prestations ou les rendra inadmissibles à d'autres formes d'aide? Qu'en pense-t-il?

• (2340)

M. Brad Vis: Madame la Présidente, je dois des excuses à ma collègue de Vancouver-Est, car j'ai raté notre groupe de discussion à la radio de CBC, à Vancouver, aujourd'hui en raison de ma réunion de caucus. Je m'en excuse. J'espère qu'elle a bien défendu l'opposition.

Pour répondre à sa question, j'ai parlé avec la ministre de l'Emploi, du Développement de la main-d'œuvre et de l'Inclusion des personnes en situation de handicap au sujet de l'aide qu'offrira le gouvernement du Canada aux personnes touchées par les inondations, mais je crois qu'il serait utile d'obtenir des précisions de la part de la ministre à savoir quelle incidence cette aide aura sur l'impôt sur le revenu de celles qui s'en prévalent et le revenu déclaré à la fin de l'exercice financier. Voilà une chose que nous pouvons tous deux tenter de faire dans les prochains jours.

Mme Elizabeth May (Saanich—Gulf Islands, PV): Madame la Présidente, je remercie mon collègue le député de Mission—Matsqui—Fraser Canyon de son excellent discours et de prendre cette situation à cœur.

J'ai reçu un courriel d'un ami. Comme le député le sait, j'ai des liens familiaux étroits avec des gens de sa circonscription. Je salue d'ailleurs Mike et Brandi, qui ont tout perdu. Ils ont perdu leur maison et leur ferme. En lisant ce courriel, je me suis mise à pleurer

lorsque j'ai lu qu'ils n'arrivaient pas à trouver leur chienne Posie avant l'arrivée de l'hélicoptère. Il était déjà assez pénible d'appréhender qu'ils avaient dû abattre le bétail qui ne pouvait pas être sauvé, mais lorsque j'ai lu que la pauvre chienne terrifiée avait été trouvée dans un sous-sol sombre et inondé, et qu'il l'a secourue et l'a emmenée dans l'hélicoptère, c'est là que j'ai craqué.

Tous les résidents de ces collectivités ont subi un profond traumatisme. La douleur est un sujet dont on parle avec difficulté dans cette enceinte. Lorsque nous parlons d'euthanasier des animaux, nous sommes profondément émus. J'aimerais seulement dire que les membres et les militants du Parti vert ainsi que les députés ici présents s'engagent à prendre tous les moyens nécessaires pour aider toutes les collectivités, tous les agriculteurs et tous les résidents à rebâtir et à retrouver une vie normale.

M. Brad Vis: Madame la Présidente, je remercie la députée de Saanich-Gulf Islands de garder les pieds sur terre quant aux répercussions subies actuellement par les gens.

Un ami avec qui je suis allé à l'école secondaire a écrit ceci sur Facebook: « Ma maison est inondée, mais je ne peux pas laisser mes chiens. » Ceux d'entre nous qui font du porte-à-porte savent que pratiquement un Canadien sur trois a un animal de compagnie qui est considéré comme un membre de la famille. Il s'agit d'expériences très traumatisantes. C'est pourquoi j'ai soulevé la question de la santé mentale dans mon discours, ce dont on n'a pas vraiment parlé ce soir. Beaucoup de personnes souffrent d'anxiété grave et de dépression à cause des pertes subies en Colombie-Britannique. Il incombe à tous les députés de rendre hommage aux habitants de la Colombie-Britannique et à ceux des autres régions du Canada qui sont touchés par une catastrophe semblable pour les soutenir dans le cadre de notre travail à la Chambre aujourd'hui et pour leur fournir l'aide dont ils ont besoin.

M. Mel Arnold (North Okanagan—Shuswap, PCC): Madame la Présidente, la circonscription du député de Mission—Matsqui—Fraser Canyon, la mienne et celles des députés de Central Okanagan—Similkameen—Nicola et d'Abbotsford ont été dévastées. Lorsque j'ai présenté une demande annuelle à la ministre des Finances pour les collectivités qui cherchent à construire des infrastructures, j'ai défendu l'infrastructure qui a été perdue et qui doit être reconstruite, ainsi que l'infrastructure que les collectivités dans nos circonscriptions demandent depuis un certain nombre d'années. Le gouvernement actuel a promis toutes sortes de financements pour les infrastructures, mais ses promesses ne se sont pas concrétisées. J'espère que le député de Mission—Matsqui—Fraser Canyon se joindra à moi pour exiger du gouvernement qu'il fasse en sorte que les fonds destinés aux infrastructures soient enfin utilisés pour construire des infrastructures là où les collectivités en ont besoin et là où elles doivent être mises en place afin que les collectivités puissent bâtir l'avenir. J'espère qu'il m'appuiera dans cette demande.

M. Brad Vis: Madame la Présidente, je suis d'accord avec le député de North Okanagan—Shuswap. J'ai déjà insisté auprès du ministre de l'Infrastructure dans cette enceinte depuis que nous nous sommes réunis ici. Lundi dernier, j'ai battu mon record du mois en matière de productivité alors que tout le monde était rassemblé à la Chambre des communes, ce qui m'a permis de passer d'un ministre à un autre pendant une heure, et de leur faire comprendre qu'ils doivent prendre des mesures pour la Colombie-Britannique.

Article 52 du Règlement

D'après ce que j'ai entendu ce soir, tous les partis veulent collaborer et voir de l'argent investi sur le terrain, dans les infrastructures. Nous savons que l'argent est là, à la Banque de l'infrastructure du Canada. Les ministres m'ont assuré qu'ils veulent faire preuve de souplesse. Ils souhaitent travailler de concert avec nous et maintenir l'approche Équipe Canada. Il me tarde de voir cela se concrétiser. J'ai hâte de travailler avec tous les députés pour voir des investissements concrets dans l'infrastructure, les changements climatiques, l'atténuation et l'adaptation, le réseau routier et ferroviaire, ainsi que le port Metro Vancouver, et ce, aussitôt que possible.

• (2345)

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Madame la Présidente, je salue la passion et la productivité du député, et je le remercie de signaler aux ministres que nous avons besoin d'aide. Il a été fantastique. Pendant son discours de ce soir, il a parlé des défis auxquels sont confrontés beaucoup de petites communautés autochtones et des failles dans lesquelles elles se perdent. Nous devons nous efforcer d'aider les communautés qui en ont besoin, c'est extrêmement important.

Le député pourrait-il ajouter quelques éléments? Y a-t-il des choses spécifiques qui pourraient aider ces communautés à traverser la crise?

M. Brad Vis: Madame la Présidente, j'ai eu une rencontre avec le chef Patrick Michell l'autre jour. C'est un homme d'un grand dynamisme, qui a déployé énormément d'efforts pour que le gouvernement fédéral cesse de lui mettre des bâtons dans les roues afin que la bande Kanaka Bar puisse construire des logements. Je crois qu'à l'heure actuelle, le gouvernement fédéral doit voir à la construction de logements dans le cadre du plan d'infrastructure. Il a fallu trois ans au chef Michell pour faire construire 24 unités de logement. Nous devons travailler avec ces petites communautés autochtones qui se démènent avec acharnement pour obtenir des fonds réservés à l'infrastructure, fonds qui leur permettront de rétablir l'accès à l'eau potable dans la réserve, étant donné que tout a été détruit dernièrement. Il leur faut des logements et un accès à l'eau potable dans les plus brefs délais. Nous avons des gens sur le terrain qui savent comment procéder. Il faut leur donner le pouvoir d'agir et éliminer certaines des tracasseries administratives auxquelles ils se butent.

Mme Jenny Kwan (Vancouver-Est, NPD): Madame la Présidente, le député a parlé des besoins en matière de logement et il a parfaitement raison. Dans le plus récent discours du Trône, j'ai été sidérée de constater que le gouvernement libéral n'aborde pas les besoins criants pour mettre en œuvre une stratégie en matière de logement pour et par les Autochtones des régions urbaines, rurales et nordiques.

Je me demande si le député pourrait se prononcer sur cet enjeu et faire connaître son opinion. Le Canada doit-il se doter d'une telle stratégie ou non? Celle-ci devrait-elle être incluse dans le budget ou non?

M. Brad Vis: Madame la Présidente, la réponse est oui, absolument. J'ai travaillé très fort avec la députée de Vancouver-Est pour mener une étude sur cet enjeu qui démontre très clairement que les Autochtones, surtout ceux des régions rurales et nordiques, n'obtiennent pas leur juste part pour avoir accès aux programmes fédéraux. Il incombe au nouveau gouvernement de remédier aux lacunes qui touchent les régions rurales, surtout dans les communautés autochtones, et de leur procurer les logements dont elles ont be-

soin pour vivre pleinement. C'est le moins que nous puissions faire pour ces communautés.

[Français]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Avant de céder la parole au prochain orateur, je veux simplement l'aviser qu'il aura seulement environ 12 minutes pour livrer son discours.

L'honorable ministre de l'Environnement et du Changement climatique a la parole.

L'hon. Steven Guilbeault (ministre de l'Environnement et du Changement climatique, Lib.): Madame la Présidente, avant de prononcer mes observations, j'aimerais de vous féliciter pour votre récente réélection en tant que choix de tous les députés pour coprésider la Chambre.

C'est un privilège de me lever pour parler de ce que tous les Canadiennes et les Canadiens ont en tête, peu importe leur lieu de résidence ou leur milieu socioéconomique, et qu'ils reconnaissent toutes et tous comme étant un événement tristement historique. Je ne doute pas que les pensées de toutes et tous à la Chambre vont aux familles qui ont perdu des êtres chers lors des inondations en Colombie-Britannique.

Notre gouvernement remercie les premiers intervenants, les bénévoles en recherche et sauvetage et les gestionnaires d'urgence qui travaillent dur pour assurer la sécurité des personnes sur la côte Ouest pendant cette période.

[Traduction]

Le gouvernement surveille de près la situation dans le Sud de la Colombie-Britannique. Nous avons offert de fournir toute aide dont la province aurait besoin pour réagir à cet événement météorologique extrême et pour s'en remettre.

Le gouvernement continue de collaborer avec ses partenaires provinciaux et locaux. Les efforts pangouvernementaux continus sont coordonnés pour veiller à ce que la province dispose des ressources dont elle a besoin pour soutenir ses habitants. En réponse aux demandes d'assistance fédérale de la part du gouvernement de la Colombie-Britannique, le 16 novembre, le gouvernement fédéral a approuvé le déploiement des ressources aériennes et du soutien terrestre des Forces armées canadiennes pour contribuer aux efforts de secours pangouvernementaux.

Les inondations sur l'île de Vancouver et dans le Sud de la Colombie-Britannique ont choqué et attristé les Canadiens de partout au pays. Même si la dévastation s'est limitée à une seule grande province, le message qu'elle transmet s'est répandu dans tous les coins du pays. Aucune collectivité canadienne n'a observé les événements de la Colombie-Britannique sans se préoccuper des Britanno-Colombiens touchés ni sans songer à ce que représente une telle catastrophe pour l'ensemble du pays. Qu'on habite à Cornerbrook ou au Cap-Breton, à Kamouraska ou à Kenora, à Colville Lake ou à Canmore, les inondations en Colombie-Britannique et les pluies qui les ont provoquées sont préoccupantes.

Si nous songeons aux événements de ce mois, de cette année ou même avant, nous ne pouvons pas nier qu'il s'agit d'événements majeurs. En quelques mois, la Colombie-Britannique a subi les contrecoups de plusieurs catastrophes climatiques: des incendies dévastateurs et des chaleurs extrêmes mortelles.

• (2350)

[Français]

Les fortes pluies soudaines de la semaine dernière étaient le résultat d'un phénomène que les Canadiens connaissent maintenant beaucoup mieux: une rivière atmosphérique.

En tant que ministre de l'Environnement et du Changement climatique, je suis particulièrement interpellé par les événements qui se déroulent sur la côte Ouest. J'exprime ma tristesse personnelle aux familles de ceux et celles qui ont perdu la vie à cause des graves inondations. Je suis frappé par les histoires des résidents de la Colombie-Britannique. J'ai été informé des défis auxquels les municipalités font face en raison des dommages aux infrastructures et de leur réparation à l'avenir.

Fournir des secours et se remettre des séquelles d'une inondation est une proposition à long terme. Nous nous engageons à fournir l'aide nécessaire pour aider les gens à traverser cette période difficile. Malheureusement, nous savons que la Colombie-Britannique n'est pas au bout de ses peines.

[Traduction]

Une autre rivière atmosphérique déferle en ce moment sur la côte nord de la province. On prévoit qu'elle se déplace vers le sud et qu'elle apporte davantage de pluie dans le Sud de la Colombie-Britannique. On prévoit aussi que d'autres rivières atmosphériques toucheront la province par la suite.

Mon ministère ne se contente pas de surveiller cette situation. Nous mettons régulièrement à jour nos prévisions, veilles et avertissements météorologiques. J'encourage les Britanno-Colombiens à continuer d'écouter les canaux officiels d'Environnement et Changement climatique Canada pour connaître les prévisions, les veilles et les avertissements météorologiques. Ils pourront y obtenir les plus récentes actualités de la météo.

Dans l'immédiat, notre priorité consiste à soutenir les activités sur le terrain. Grâce à ses services météorologiques de classe mondiale, Environnement et Changement climatique Canada continue de fournir de l'assistance pour la gestion des urgences et pour les mesures d'urgences en Colombie-Britannique. Les météorologues du ministère fournissent des bulletins météorologiques mis à jour fréquemment au centre opérationnel principal d'Emergency Management British Columbia, ainsi qu'aux centres de commandement régionaux. Les technologues et les ingénieurs des Services hydrologiques nationaux surveillent les stations limnigraphiques et fournissent des données sur les niveaux d'eau servant à guider les spécialistes provinciaux de la prévision des crues. Nos experts renseignent le groupe régional de coordination en fournissant des prévisions météorologiques propres aux sites à la minute près, et le Centre national des urgences environnementales surveille les incidents pouvant entraîner de la pollution afin d'être prêt à fournir de l'assistance.

La gravité des événements météorologiques en Colombie-Britannique et de leurs effets potentiels ne fait aucun doute, et cela ne concerne pas qu'un endroit en particulier. Pensons aux pluies torrentielles et aux forts vents qui se sont abattus hier sur la Nouvelle-Écosse et sur Terre-Neuve-et-Labrador. Nombre de Canadiens se demandent ouvertement si ce sont là les effets des changements climatiques. On ne peut pas simplement attribuer un événement météorologique donné aux changements climatiques causés par l'humain, mais les données sont probantes: le Canada doit faire face plus souvent à des événements météorologiques extrêmes d'une

Article 52 du Règlement

plus grande intensité, et les changements climatiques mènent à des désastres d'une telle intensité non seulement au Canada, mais partout dans le monde.

[Français]

Nous savons que les changements climatiques entraînent des conditions météorologiques exceptionnelles plus fréquentes. Les Canadiennes et les Canadiens le voient clairement. Il n'est donc pas déraisonnable que les gens associent ces événements au changement climatique.

Si les événements en Colombie-Britannique suggèrent fortement que le changement climatique est en train de se produire, que faisons-nous? L'action de notre gouvernement s'exprime de différentes façons. Le renforcement des prévisions météorologiques et des services environnementaux ainsi que des systèmes d'alerte précoce des risques sera essentiel à l'avenir, car le Canada devra faire face à des conditions météorologiques sans précédent.

• (2355)

[Traduction]

De telles mesures sont essentielles à une bonne préparation aux situations d'urgence et à une réponse adéquate aux événements comme ceux que nous avons vus en Colombie-Britannique cette année. Elles complètent aussi les mesures importantes que le gouvernement a déjà prises pour s'adapter aux futures conditions climatiques qui trancheront avec celles d'aujourd'hui.

L'adaptation aux changements climatiques était l'un des principaux thèmes de la COP26, la conférence des Nations unies sur les changements climatiques, à laquelle ont participé le premier ministre et plusieurs ministres, dont moi-même, au début du mois, à Glasgow, en Écosse. Là-bas, sur la scène internationale, le Canada s'est engagé à fournir sa part d'efforts.

Le besoin de s'adapter aux changements climatiques n'a jamais été aussi criant. La plupart des pays se sont rendus à Glasgow pour annoncer qu'ils allaient maintenir et accroître leurs engagements envers l'adaptation aux changements climatiques. Le Canada faisait partie de ces pays. À l'avenir, comme nous le faisons depuis de nombreuses années, le gouvernement continuera de favoriser de solides partenariats et d'aider à multiplier les efforts internationaux pour un avenir résilient relativement aux changements climatiques.

Que signifie l'adaptation aux changements climatiques au pays? D'abord, il s'agit d'informer les gens.

[Français]

Les services de prévisions météorologiques et environnementales, comme ceux du gouvernement du Canada, deviennent de plus en plus importants face à des conditions météorologiques sans précédent. Ils soutiennent la prise de décision à tous les niveaux de la société et augmentent la résilience climatique.

Nous devons affronter les changements climatiques clairement et directement. Au cours des prochaines décennies, les événements climatiques extrêmes vont augmenter en gravité et en fréquence.

Article 52 du Règlement

[Traduction]

Il faut investir dans la transformation des infrastructures et de l'économie du pays et dans la transformation de notre relation avec la nature. Plus tôt cette année, de nombreux ministères ont commencé à collaborer à l'élaboration d'une stratégie nationale d'adaptation. Cette stratégie réunira des intervenants de différents ordres de gouvernement afin d'intégrer la base solide du Canada à un plan commun prévoyant des mesures que les citoyens, les gouvernements et les organisations de tout le Canada pourront mettre en œuvre.

[Français]

N'oublions pas les dures leçons que les dernières semaines en Colombie-Britannique nous ont apprises. Il y a des moments où les crises immédiates sont terminées et où nous devons rester ouverts à de nouvelles idées et changer nos façons de faire.

[Traduction]

En réponse aux inondations survenues en Colombie-Britannique et à tous les événements météorologiques graves qu'a connus la province cette année, il faut faire la démonstration que, en collaborant, les gouvernements, les organisations, le peuple autochtone et les citoyens peuvent accroître la résilience climatique. Collectivement, nous devons en faire plus. Il faut agir plus rapidement pour lutter contre les changements climatiques et accroître notre capacité de préparation et d'adaptation. Le gouvernement sera toujours là pour aider les Canadiens dans le besoin.

M. Dan Albas (Central Okanagan—Similkameen—Nicola, PCC): Madame la Présidente, nous avons eu droit à tout un débat et je dois dire que tous ont exprimé leur appui à la Colombie-Britannique. Je remercie d'ailleurs le ministre de l'avoir fait.

Une des choses que nous avons entendue pendant la campagne électorale et après les élections, c'est que le gouvernement a de grandes ambitions, mais il a très peu de réalisations. Le chef de l'opposition en a parlé plus tôt.

Beaucoup de gens dans ma province, la Colombie-Britannique, attendent du gouvernement qu'il fasse preuve de leadership. Qu'est-ce que le ministre a à répondre à ceux qui se montrent sceptiques face au gouvernement du fait qu'il met toujours l'accent sur les belles promesses plutôt que sur les actions concrètes?

L'hon. Steven Guilbeault: Madame la Présidente, plus tôt ce soir, j'ai mentionné des choses concrètes qui se produisent au pays grâce au gouvernement, dont 300 projets de transport en commun en chantier et des investissements records dans l'électrification des moyens de transport. D'ici la fin de l'année prochaine, 16 000 bornes de recharge seront installées à la grandeur du pays pour servir le nombre croissant d'utilisateurs de véhicules électriques.

Nous investissons déjà dans des solutions d'adaptation axées sur la nature à bien des endroits au pays, mais je serai le premier à admettre que nous devons faire plus, plus rapidement.

[Français]

La vice-présidente adjointe (Mme Carol Hughes): Comme il est minuit, je déclare la motion adoptée.

• (2400)

[Traduction]

La Chambre s'ajourne à plus tard aujourd'hui, à 10 heures, conformément à l'article 24(1) du Règlement.

(La séance est levée à minuit.)

L'économie	
M. Rayes	61
M. Trudeau	61
M. Rayes	61
M. Trudeau	61
M. Rayes	61
M. Trudeau	61
M. Rayes	61
M. Trudeau	61
Le changement climatique	
M. Blanchet	61
M. Trudeau	62
La santé	
M. Blanchet	62
M. Trudeau	62
L'économie	
Mme Rempel Garner	62
M. Trudeau	62
Mme Rempel Garner	62
M. Trudeau	62
Mme Rempel Garner	62
M. Trudeau	62
Le changement climatique	
Mme Brière	63
M. Trudeau	63
L'agriculture et l'agroalimentaire	
M. Barlow	63
M. Trudeau	63
M. Barlow	63
M. Trudeau	64
L'éthique	
M. Brassard	64
M. Trudeau	64
Les services de garde	
Mme Atwin	64
M. Trudeau	64
Les programmes gouvernementaux	
M. Singh	64
M. Trudeau	64

AFFAIRES COURANTES

Le commerce international	
Mme Ng	65
Loi visant à fournir un soutien supplémentaire en réponse à la COVID-19	
Mme Freeland	65
Projet de loi C-2. Présentation et première lecture	65
Adoptions des motions; première lecture et impression du projet de loi	65
Les comités pléniers	
La nomination au poste de président	
Le Président	65
Motion	65
Adoption de la motion	65

La nomination au poste de vice-présidente	
Le Président	65
Motion	65
Adoption de la motion	65
Pétitions	
L'Éthiopie	
M. McLean	65
L'Afghanistan	
M. Genuis	65
Les Hazaras	
M. Ruff	66
L'oléoduc Trans Mountain	
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	66
La Loi de l'impôt sur le revenu	
M. Viersen	66
La pornographie	
M. Viersen	66
Les Hazaras	
M. Perkins	66
Demande de débat d'urgence	
Les inondations en Colombie-Britannique	
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	67
M. Cannings	67
M. Fast	67
M. Holland	67
Décision de la présidence	
Le Président	67
La situation en Afghanistan	
Mme Kwan	67
Décision de la présidence	
Le Président	67
Les aînés	
M. Blaikie	68
Décision de la présidence	
Le Président	68
Recours au Règlement	
Les questions de privilège	
M. Barrett	68

ORDRES ÉMANANT DU GOUVERNEMENT

L'ordre relatif aux travaux de la Chambre et de ses comités	
M. Holland	69
Motion	69
M. Ellis	72
M. Bergeron	72
M. Julian	73
M. Fergus	73
M. Deltell	73
Amendement	78
M. Gerretsen	79
Mme Larouche	79
M. Johns	79

M. Brassard	80	M. Guilbeault	108
Les travaux de la Chambre		M. Genuis	108
M. Gerretsen	80	M. Garon	109
Motion	80	Mme Blaney	109
Adoption de la motion	80	M. Cannings	109
L'ordre relatif aux travaux de la Chambre et de ses comités		M. Albas	111
Motion	80	Mme Larouche	111
M. Therrien	80	M. Singh	112
M. Hardie	82	M. Hardie	113
M. Genuis	82	Mme May (Saanich—Gulf Islands)	113
Mme Blaney	82	M. Lloyd	114
M. Thériault	82	M. Aldag	114
Mme DeBellefeuille	83	M. Fast	115
M. Julian	84	Mme Barron	115
M. Brassard	84	M. Virani	116
M. Julian	85	M. Sarai	116
M. Hardie	86	M. Van Popta	118
M. Nater	86	Mme Michaud	118
M. Champoux	86	M. Desjarlais	118
Avis de motion de clôture		M. O'Toole	118
Mme Gould	87	M. Simard	120
Reprise du débat sur l'ordre relatif aux travaux de la Chambre et de ses comités		M. Cannings	120
Motion	87	M. Guilbeault	120
M. Lamoureux	87	M. Dalton	121
M. Paul-Hus	89	M. Lloyd	122
M. Beaulieu	89	M. Brunelle-Duceppe	122
Mme Barron	90	Mme Zarrillo	123
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	90	Mme Fry	123
M. Rodriguez	90	Mme Gray	124
M. Barrett	90	M. Johns	124
		Mme May (Saanich—Gulf Islands)	124
		M. Dhaliwal	125
		M. Small	126
		M. Simard	126
		Mme Kwan	126
		M. Albas	126
		M. Hardie	129
		Mme Michaud	129
		M. Cannings	130
		Mme Ferreri	130
		Mme May (Saanich—Gulf Islands)	131
		M. Noormohamed	131
		M. Vis	132
		M. Johns	132
		M. Fillmore	133
		M. Weiler	133
		M. Zimmer	135
		M. MacGregor	135
		Mme May (Saanich—Gulf Islands)	135
		M. Vis	135
		Mme Kwan	139
		Mme May (Saanich—Gulf Islands)	139
		M. Arnold	139
		M. Albas	140
		Mme Kwan	140
		M. Guilbeault	140
		M. Albas	142
DÉBAT D'URGENCE			
Les inondations en Colombie-Britannique			
Mme May (Saanich—Gulf Islands)	91		
Motion	91		
M. Lamoureux	94		
M. Albas	95		
M. Brunelle-Duceppe	95		
M. Cannings	96		
M. Trudeau	96		
M. Vis	97		
M. Simard	97		
M. Cannings	98		
M. Blair	98		
M. Van Popta	100		
M. Brunelle-Duceppe	100		
M. Fast	101		
M. Battiste	103		
M. Simard	104		
Mme Collins (Victoria)	104		
M. Morrice	104		
Mme Michaud	105		
M. Albas	108		

Publié en conformité de l'autorité
du Président de la Chambre des communes

PERMISSION DU PRÉSIDENT

Les délibérations de la Chambre des communes et de ses comités sont mises à la disposition du public pour mieux le renseigner. La Chambre conserve néanmoins son privilège parlementaire de contrôler la publication et la diffusion des délibérations et elle possède tous les droits d'auteur sur celles-ci.

Il est permis de reproduire les délibérations de la Chambre et de ses comités, en tout ou en partie, sur n'importe quel support, pourvu que la reproduction soit exacte et qu'elle ne soit pas présentée comme version officielle. Il n'est toutefois pas permis de reproduire, de distribuer ou d'utiliser les délibérations à des fins commerciales visant la réalisation d'un profit financier. Toute reproduction ou utilisation non permise ou non formellement autorisée peut être considérée comme une violation du droit d'auteur aux termes de la Loi sur le droit d'auteur. Une autorisation formelle peut être obtenue sur présentation d'une demande écrite au Bureau du Président de la Chambre des communes.

La reproduction conforme à la présente permission ne constitue pas une publication sous l'autorité de la Chambre. Le privilège absolu qui s'applique aux délibérations de la Chambre ne s'étend pas aux reproductions permises. Lorsqu'une reproduction comprend des mémoires présentés à un comité de la Chambre, il peut être nécessaire d'obtenir de leurs auteurs l'autorisation de les reproduire, conformément à la Loi sur le droit d'auteur.

La présente permission ne porte pas atteinte aux privilèges, pouvoirs, immunités et droits de la Chambre et de ses comités. Il est entendu que cette permission ne touche pas l'interdiction de contester ou de mettre en cause les délibérations de la Chambre devant les tribunaux ou autrement. La Chambre conserve le droit et le privilège de déclarer l'utilisateur coupable d'outrage au Parlement lorsque la reproduction ou l'utilisation n'est pas conforme à la présente permission.

Aussi disponible sur le site Web de la Chambre des communes à l'adresse suivante :
<https://www.noscommunes.ca>

Published under the authority of the Speaker of
the House of Commons

SPEAKER'S PERMISSION

The proceedings of the House of Commons and its committees are hereby made available to provide greater public access. The parliamentary privilege of the House of Commons to control the publication and broadcast of the proceedings of the House of Commons and its committees is nonetheless reserved. All copyrights therein are also reserved.

Reproduction of the proceedings of the House of Commons and its committees, in whole or in part and in any medium, is hereby permitted provided that the reproduction is accurate and is not presented as official. This permission does not extend to reproduction, distribution or use for commercial purpose of financial gain. Reproduction or use outside this permission or without authorization may be treated as copyright infringement in accordance with the Copyright Act. Authorization may be obtained on written application to the Office of the Speaker of the House of Commons.

Reproduction in accordance with this permission does not constitute publication under the authority of the House of Commons. The absolute privilege that applies to the proceedings of the House of Commons does not extend to these permitted reproductions. Where a reproduction includes briefs to a committee of the House of Commons, authorization for reproduction may be required from the authors in accordance with the Copyright Act.

Nothing in this permission abrogates or derogates from the privileges, powers, immunities and rights of the House of Commons and its committees. For greater certainty, this permission does not affect the prohibition against impeaching or questioning the proceedings of the House of Commons in courts or otherwise. The House of Commons retains the right and privilege to find users in contempt of Parliament if a reproduction or use is not in accordance with this permission.

Also available on the House of Commons website at the following address: <https://www.ourcommons.ca>